



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 6453

Projet de loi portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Date de dépôt : 23-07-2012

Date de l'avis du Conseil d'État : 05-12-2012

Auteur(s) : Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
07-03-2013	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
23-07-2012	Déposé	6453/00	<u>5</u>
20-09-2012	Avis de la Chambre de Commerce (4.9.2012)	6453/01	<u>14</u>
11-10-2012	Avis du Conseil d'Etat (9.10.2012)	6453/02	<u>17</u>
15-11-2012	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police	6453/03	<u>20</u>
27-11-2012	1) Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (8.10.2012) 2) Avis de la Chambre des Salariés (25.10.2012) 3) Avis de la Chambre des Méiers (12.10.2012)	6453/04	<u>25</u>
05-12-2012	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (4.12.2012)	6453/05	<u>37</u>
24-01-2013	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Rapporteur(s) : Monsieur Aly Kaes	6453/06	<u>40</u>
30-01-2013	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°20 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6453	<u>48</u>
08-02-2013	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (08-02-2013) Evacué par dispense du second vote (08-02-2013)	6453/07	<u>51</u>
24-01-2013	Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Procès verbal ( 04 ) de la reunion du 24 janvier 2013	04	<u>54</u>
12-11-2012	Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police Procès verbal ( 03 ) de la reunion du 12 novembre 2012	03	<u>58</u>
06-03-2013	Publié au Mémorial A n°40 en page 578	6453,6488	<u>162</u>

# Résumé

**Projet de loi  
portant modification**

- 1. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;**
- 2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours**

Le projet de loi sous rubrique est à considérer comme initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours et marque la volonté gouvernementale de reconnaître, d'encourager et de favoriser l'engagement volontaire au sein des services de secours.

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois. En attendant cette réforme, il est cependant urgent de prendre un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement des services de secours.

De manière concrète, le projet de loi propose d'élargir le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours afin d'éviter que ces personnes se voient contraintes de consacrer leurs congés de récréation à cet effet. Par ailleurs, il est prévu de modifier le Code du Travail pour redresser une erreur matérielle et de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

6453/00

## N° 6453

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

**PROJET DE LOI**

portant modification

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

(Dépôt: le 23.7.2012)

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (28.6.2012).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Commentaire des articles.....	5
5) Fiche financière.....	6

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

Palais de Luxembourg, le 28 juin 2012

*Le Ministre de l'Intérieur et  
à la Grande Région,*

Jean-Marie HALSDORF

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du xxx et celle du Conseil d'Etat du xxx portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. I.**– A l'article 4 de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, le point e) est modifié comme suit:

*„e) la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;“*

**Art. II.**– Au premier paragraphe de l'article 5 la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, il est ajouté deux tirets libellés comme suit:

- „– le groupe de support logistique;*
- le groupe ravitaillement;“*

**Art. III.**– L'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est remplacé par le texte suivant:

*„Art. 16. Peuvent bénéficier du congé spécial défini à l'article 15 les personnes exerçant une activité professionnelle, soit dans le secteur public soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation ou assument les devoirs de représentation à définir par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours par an.*

*Peuvent également bénéficier du congé spécial:*

- les chefs de centre et chefs de centre adjoints, les chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, les chefs de corps et chefs de corps adjoints, l'inspecteur général, les inspecteurs régionaux et les inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours par an.*
- les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours par an.*
- les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas d'événements calamiteux très graves sur ordre du Gouvernement, soit sur demande du ou des pays concernés, soit dans le cadre d'une assistance internationale.“*

**Art. IV.**– Le premier paragraphe de l'article 17 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est remplacé par le texte suivant:

*„La durée totale du congé spécial ne peut dépasser quarante-deux jours ouvrables pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours, sauf en ce qui concerne, pour ce maximum, les chargés de cours et les personnes visées au deuxième paragraphe de l'article 16. Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant un jour au moins.“*

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Le projet de loi n° 4536 déposé à la Chambre des Députés le 24 février 1999 et ayant abouti finalement à la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours s'était fixé comme objectif „*de se doter d'une infrastructure administrative et de services opérationnels performants, adaptés aux exigences de nos temps modernes, sans remettre en cause les fondements et l'engagement des opérateurs du système existant*“.

L'objet principal de la loi consistait dans la création de l'Administration des services de secours, appelée à regrouper les missions tant du service national de la protection civile que du service d'incendie et de sauvetage du ministère de l'Intérieur. D'après l'exposé des motifs, il s'agissait „*d'améliorer encore davantage les liens existants et d'assurer une symbiose parfaite au niveau des mesures à mettre en œuvre afin de procurer à notre pays l'organisation la plus efficace et la plus efficiente des services de secours*“.

A l'époque, le Conseil d'Etat avait regretté dans son avis que les auteurs du projet de loi n'avaient pas eu le courage „*de mettre en œuvre les synergies nécessaires à la réalisation de l'objectif ci-dessus. En effet, la lecture attentive à la fois de l'organigramme de la future administration joint en annexe à l'exposé des motifs et du texte même du projet fait ressortir, au contraire, que ces mêmes auteurs se sont contentés de faire l'inventaire de la situation actuelle en matière de services de secours et d'incendie, d'une part, et n'ont pas affronté, d'autre part, les problèmes qui se posent à ces services dus surtout au caractère bénévole des fonctions assumées par une grande partie de leurs agents. Une telle démarche aurait eu pour le moins l'avantage de faire disparaître l'ambiguïté actuelle des relations ou rapports entre ces services en arrêtant des règles précises d'organisation et de fonctionnement de la nouvelle administration, règles applicables à tous les services de secours et d'incendie, partant à leurs agents, qu'ils soient professionnels ou volontaires, et de préciser leurs attributions ou missions spécifiques respectives.*“

Force est de constater que l'évolution des services de secours depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juin 2004 donne raison aux constatations du Conseil d'Etat. En effet, les problèmes de disponibilité des agents bénévoles, n'ont cessé de s'aggraver au point que ce sont les responsables des centres de secours qui ont tiré eux-mêmes la sonnette d'alarme en demandant publiquement du renforcement des effectifs par des agents professionnels. Le différend qui a éclaté au grand jour entre la Fédération Nationale des Corps des Sapeurs-Pompiers et la Protection Civile au sujet de la désincarcération en cas d'accidents de la circulation a mis en exergue les insuffisances des règles déterminant les rapports entre services de secours étatiques et communaux. L'absence d'une hiérarchie verticale unifiée des services de secours livre le bon déroulement des opérations de secours à la bonne volonté des acteurs impliqués sur le terrain. Même si cette coopération se passe en règle générale sans encombre, il n'en reste pas moins que la bonne organisation des services de secours reste fragilisé par l'absence d'une hiérarchie claire et précise entre les différents acteurs des services de secours.

Les discussions avec les acteurs des services de secours qui ont eu lieu dans le cadre de l'élaboration des règlements d'exécution de la loi du 12 juin 2004 ont clairement démontré les limites du système actuel. Dans une déclaration commune du 4 décembre 2007, les responsables du Comité des sages de la Protection Civile et de la Fédération Nationale des Corps des Sapeurs-Pompiers ont manifesté leur volonté d'œuvrer dans la direction d'une organisation unifiée des services de secours. Lors d'une table-ronde organisée à Junglinster en novembre 2008, tous les participants (membres des services de secours, de l'Administration, ainsi que responsables politiques) ont reconnu la nécessité d'une réforme de la législation régissant les services de secours.

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois. Ainsi, le gouvernement entend continuer la modernisation des services de secours entamée mais non achevée par la loi du 12 juin 2004 portant sur la création de l'Administration des services de secours, afin de pouvoir répondre aux risques toujours plus complexes d'une société moderne.

Le programme gouvernemental prévoit notamment de:

- procéder à une réorganisation institutionnelle associant à la fois l'Etat et les communes dans l'exercice de cette organisation;
- mettre en œuvre la restructuration opérationnelle des services de secours sur le territoire national;



- réaliser un „plan national des services de secours“ englobant à une analyse des risques courants et particuliers pouvant exister au Luxembourg et de définir des moyens nécessaires et adaptés à la couverture de ces risques.

En septembre 2009, le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a chargé un collège d'experts de mener une réflexion quant à la mise en œuvre de cette réorganisation institutionnelle et opérationnelle des services de secours luxembourgeois.

Le collège d'experts est composé de François Maurer qui a participé au processus de départementalisation des services de secours en France, de Franz-Josef Molitor, expert allemand qui connaît bien le fonctionnement et l'organisation de la protection civile dans de nombreux pays européens, et Jean-Mathias Goerens, expert luxembourgeois des services de secours.

Le 11 octobre 2010, le collège d'experts a remis son rapport final au ministre de l'Intérieur et à la Grande Région<sup>1</sup>.

Les experts ont relevé les idées phares qui ont guidé leurs réflexions:

- préserver les liens forts, parfois affectifs, existant entre les bénévoles et leur communauté de vie;
- utiliser de façon optimale le maillage serré du territoire constitué par un nombre important d'unités opérationnelles;
- maintenir l'équilibre dans les flux financiers;
- proposer un équilibre dans l'exercice de la responsabilité et le partage du pouvoir politique et administratif entre l'Etat et les communes;
- concevoir un système efficace et efficient.

La démarche retenue par les experts s'est inscrite dans le cadre adopté au niveau européen de l'analyse et de l'évaluation des risques. La décision des objectifs de protection, acte éminemment politique qui consiste entre autres à retenir un délai pour la première intervention en cas d'appel d'urgence, est au centre de cette méthode.

S'agissant de l'organisation des services de secours, l'idée directrice des propositions repose sur la généralisation du regroupement des forces de la Protection civile et des sapeurs-pompiers dans une structure d'accueil unique.

Actuellement des groupes de travail rassemblant l'ensemble des acteurs concernés sont en train d'élaborer des propositions concrètes pour la mise en œuvre des propositions faites par le collège d'experts, l'objectif étant de pouvoir présenter un projet de loi portant réorganisation des services de secours au courant de l'année 2012.

En attendant la réalisation de cette réorganisation des services de secours, il est cependant urgent de prendre un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement de nos services de secours.

Dans leur rapport, les experts préconisent notamment des mesures permettant de maintenir le volontariat aussi longtemps que possible, non seulement pour des questions de coût, mais surtout pour les valeurs de solidarité, d'abnégation, de courage.

Le volontariat est indispensable à l'organisation de nos services de secours. Le dispositif en place a toujours su procurer, au fil des époques et quels que soient les changements, un service essentiel à la population. Mais ce système est confronté depuis une vingtaine d'années à de profondes évolutions qui bousculent l'ordre établi et qui nécessitent impérativement de l'adapter pour qu'il perdure et continue à fournir des services de secours de qualité avec les avantages qu'il présente: symbole fort de solidarité et de citoyenneté, souplesse, coût raisonnable.

Ces évolutions sont multiples et variées; elles touchent aussi bien des phénomènes de société que des choix d'organisation, parmi lesquels on peut citer notamment un profond changement de mentalité vis-à-vis de l'engagement et une montée indéniable de l'individualisme, le poids de plus en plus fort de la famille, ou encore des conditions économiques plus contraignantes, notamment en ce qui concerne la gestion de la main-d'œuvre.

L'assise populaire de nos services de secours constitue un formidable atout qu'il faut absolument préserver. Il est donc impératif de prendre les mesures qui s'imposent afin de maintenir l'engagement des membres volontaires des différentes unités des services de secours et ceci même avant l'adoption

<sup>1</sup> Disponible sous: <http://www.gouvernement.lu/dossiers/viepol/services-secours/index.html>

d'un projet de loi mettant en œuvre les propositions élaborées dans le cadre des travaux sur la réforme des services de secours.

Les mesures prévues dans le présent projet de loi constituent donc une initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours et marquent la volonté du Gouvernement de reconnaître, d'encourager et de favoriser l'engagement volontaire au sein des services de secours. Ainsi, il est proposé de mettre en œuvre par le présent projet de loi l'élargissement du congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours. En effet, les dirigeants des différentes unités de secours sont régulièrement amenés à effectuer des tâches qui leur incombent en vertu de la réglementation, pendant leurs heures de travail habituelles. Afin d'éviter que les responsables volontaires des services de secours soient obligés de consacrer leur congé de récréation à cet effet, il est proposé d'élargir le champ d'application du congé spécial à ces tâches.

Finalement, le présent projet de loi a pour objet de redresser une erreur matérielle contenue dans la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail et de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Ad. Article I.–*

Le présent article a pour objet de redresser une erreur matérielle contenue dans la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail: En effet, l'article 4 de cette loi fait un renvoi à la loi du 25 avril 1994 instituant un congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage. Or, cette loi a été abrogée par la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours qui a repris les dispositions concernant le congé spécial. Le renvoi prévu à l'article 4 de la loi du 31 juillet 2006 doit donc se référer à la loi modifiée du 12 juin 2004.

### *Ad. Article II.–*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 juin 2004, deux nouvelles unités ont été mises en place au sein de la Division de la protection civile dont la présente modification permet de donner une base légale.

### *Ad. Article III.–*

Le premier paragraphe de l'article 16 reste inchangé par rapport au texte actuellement en vigueur et vise notamment le congé spécial auquel les volontaires peuvent prétendre pour les besoins de leur formation. Pour des raisons de cohérence du texte, la limitation à 7 jours par an du congé spécial pris à cet effet qui est actuellement prévue au premier paragraphe de l'article 17 est transférée à l'article 16.

Le bénéfice du congé spécial est élargi aux responsables des unités des services de secours afin de leur permettre d'accomplir les tâches qui leur sont dévolues par les articles 7, 14, 21, 28, 35, 42, 49, 56 du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 déterminant les missions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la division de la protection civile de l'Administration des services de secours, respectivement des articles 5 et 21 du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation 1. de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours 2. des services d'incendie et de sauvetage des communes. De même, les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers bénéficieront d'un congé spécial de sept jours par an pour l'exercice de leurs fonctions.

Les dispositions concernant les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg restent inchangées.

### *Ad. Article IV.–*

La durée totale du congé spécial pour chaque bénéficiaire est en principe de quarante-deux jours. Ce plafond ne s'applique pas aux personnes visées par le nouveau paragraphe 2 de l'article 16 de la

loi modifiée du 12 juin 2004, c'est-à-dire aux responsables des différentes unités des services de secours, aux responsables de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers, ainsi qu'aux volontaires qui participent à des missions humanitaires d'urgence en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En effet, si on appliquait le plafond de 42 jours aux responsables des unités de secours, ceux-ci auraient consommé leur contingent au bout de 6 ans de carrière pour la seule gestion de leur unité, sans tenir compte d'éventuels jours de congé spécial pris pour des besoins de formation.

\*

## FICHE FINANCIERE

A l'heure actuelle, la division de la protection civile de l'Administration des services de secours compte 111 cadres. Ces cadres relèvent de la brigade des secouristes, ambulanciers et sauveteurs ainsi que des unités spéciales. Il s'agit notamment des chefs de centre, des chefs de centre adjoints, des chefs de groupe et des chefs de groupe adjoints.

S'ajoutent aux cadres susceptibles de bénéficier d'un congé spécial, l'inspecteur général, les inspecteurs régionaux et les inspecteurs régionaux adjoints. Actuellement, la division d'incendie et de sauvetage qui, conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, assume l'inspection des services communaux d'incendie et de sauvetage, compte actuellement 11 inspecteurs.

Le comité exécutif et le bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers sont composés chacun de 5 personnes.

Brigade des secouristes-sauveteurs	87
Groupe de protection radiologique	2
Groupe de support psychologique	4
Humanitarian Intervention Team	2
Groupe canin	2
Groupe d'alerte	2
Groupe chimique	1
Groupe d'hommes-grenouilles	3
Groupe de support logistique	1
Groupe de ravitaillement	7
Inspecteurs	11
Comité exécutif FNSP	5
Bureau commission JSP	5
	132

<i>Employeur</i>	<i>Nombre</i>	<i>en %</i>
Etat	31	23,48%
Communes	36	27,27%
Secteur privé	41	31,06%
Indépendant	5	3,79%
Pensionnaire	11	8,33%
Sans occupation	8	6,06%
Total	132	

*Remarque:*

Les salaires payés pendant le congé-cadre dans le secteur privé sont à charge des communes pour ce qui concerne les cadres des services communaux d'incendie et de sauvetage, c'est-à-dire les chefs de corps et les chefs de corps adjoints. A l'heure actuelle, il existe 168 chefs de corps et 172 chefs de corps adjoints.

En ce qui concerne les cadres des services de secours exerçant une activité professionnelle dans le secteur public, des salaires pour compenser l'employeur ne sont évidemment pas payés. Il en est de même pour les pensionnaires et ceux sans occupation professionnelle.

**Cadres exerçant une activité salariée dans le secteur privé:**

A l'heure actuelle, la division de la protection civile de l'Administration des services de secours compte 37 cadres exerçant une activité professionnelle dans le secteur privé. S'y ajoutent 4 membres de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers.

*Salaires bruts – selon les catégories professionnelles – 2010*

	<i>salaire moyen par mois*</i>	<i>salaire moyen par heure*</i>	<i>charge patronale moyenne par heure</i>	<i>total (estimation)</i>
Directeurs, cadres supérieurs, professions libérales et intellectuelles	6.265	38,0	5,2	43,2
Professions intermédiaires, techniciens	4.381	27,6	3,8	31,4
Employés administratifs	3.079	19,4	2,7	22,1
Travailleurs manuels	2.505	15,3	2,1	17,4

\*: Source: Statec

Pour le calcul qui suit, il est en outre supposé que les personnes visées par le présent projet de loi, demandent tous un congé spécial de 7 jours par an. Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, la durée du congé spécial est assimilée à une période de travail effectif.

<i>Charges à prévoir</i>	<i>Nombre</i>	<i>Coût/h</i>	<i>Jours</i>	<i>Heures</i>	<i>Coût total</i>
Directeurs, cadres supérieurs, professions libérales et intellectuelles	9	43,2	7	8	21.793 €
Professions intermédiaires, techniciens	14	31,4	7	8	24.622 €
Employés administratifs	9	22,1	7	8	11.126 €
Travailleurs manuels	9	17,4	7	8	8.775 €
	41				<b>66.316 €</b>

**Cadres exerçant une activité indépendante:**

Pour les membres de professions indépendantes, il est prévu qu'ils ont droit à une indemnité horaire forfaitaire à raison du double du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés. Le salaire social minimum horaire pour travailleurs qualifiés s'élève à 12,1912 €.

([http://www.mss.public.lu/publications/parametres\\_sociaux/index.html](http://www.mss.public.lu/publications/parametres_sociaux/index.html))

Si l'on suppose que sept jours de congé sont pris lors d'une année, la charge totale pour indemniser un indépendant dans le cadre de l'exercice de ses attributions se calcule comme suit:

7 jours \* 8 heures \* 2 \* 12,1912 € = **1.365,4144 € par indépendant**. En total, la division de la protection civile compte actuellement 4 indépendants. S'y ajoute un membre de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers. La charge maximale par an s'élève donc à: 5 \* 1.365,4144 € = **6.827,072 €**.

La moyenne par jour pour un indépendant s'élève à 195,0592 €.

En total, la charge maximale à porter par l'Etat pour rembourser aux employeurs les salaires des cadres des services de secours est estimée à:

$66.316 \text{ €} + 6.827 \text{ €} = \mathbf{73.143 \text{ € par an.}}$

6453/01

N° 6453<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

**PROJET DE LOI**

portant modification

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(4.9.2012)

Les services de secours, composés de sauveteurs, ambulanciers, sapeurs-pompiers tant professionnels que bénévoles, sont actuellement organisés par la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours. Selon les auteurs du présent projet de loi, les services de secours feront prochainement l'objet d'une réforme en profondeur, s'appuyant sur les conclusions du rapport final d'un collège d'experts remis au Ministre de l'Intérieur et à la grande Région en octobre 2010.

Sans attendre cette réforme, il est cependant urgent aux yeux du Gouvernement de prendre un certain nombre de mesures permettant de résoudre des problèmes dus surtout au caractère bénévole des fonctions assumées par une grande partie des agents de ces services. En effet, les problèmes de disponibilité des bénévoles n'ont cessé de s'aggraver au point que la question du renforcement des effectifs par des agents professionnels a été soulevée par les intéressés eux-mêmes.

Avec l'ambition de maintenir le volontariat aussi longtemps que possible, non seulement pour des questions de coût mais surtout pour les valeurs de solidarité, d'abnégation et de courage qu'il implique, le projet de loi sous avis propose, à titre transitoire et dans l'attente d'une définition définitive du statut de l'agent volontaire, d'allonger la liste des bénéficiaires du congé spécial, d'une part, et de supprimer pour ces bénéficiaires un des plafonds auquel le congé spécial est soumis, d'autre part.

Actuellement, peuvent bénéficier du congé spécial:

- les volontaires des services de secours pour les besoins de leur formation mais aussi pour leur permettre d'exercer des activités de formation ou des activités de représentation dans le cadre de manifestations nationales ou internationales. Leur droit au congé spécial est limité à un maximum de 7 jours ouvrables par an et ne doit pas être supérieur, pour chaque bénéficiaire, à 42 jours ouvrables par an sauf pour les chargés de cours;
- les volontaires du groupe d'intervention chargé des missions humanitaires en dehors du Grand-Duché de Luxembourg. Leur droit au congé spécial est limité à sept jours ouvrables par an et par bénéficiaire (le plafond de 42 jours ouvrables ne leur étant pas applicable).

Le présent projet de loi **élargit le bénéfice du congé spécial aux volontaires accomplissant des tâches managériales** (à savoir, les responsables des différents services de secours, les inspecteurs des services communaux d'incendie et de sauvetage et les membres du comité exécutif et ceux du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers) afin de leur permettre d'accomplir ces tâches sans devoir consacrer leur congé de récréation à cet effet.

Pour cette nouvelle catégorie de bénéficiaires, la durée du congé maximum sera également limitée, pour chacun, à 7 jours ouvrables par an avec la seule différence que le plafond de 42 jours ouvrables sur une carrière ne leur sera pas applicable.

Pour le reste, le régime juridique du congé spécial n'est pas modifié. Le congé spécial étant assimilé à une période de travail effectif, le volontaire exerçant des fonctions managériales pourra donc s'absenter de son lieu de travail avec maintien de sa rémunération afin d'accomplir ses tâches. Pour les salariés du secteur privé, le coût du congé spécial sera *in fine* assumé par l'Etat, à l'exception des salaires des services d'incendie et de sauvetage qui seront assumés par la commune concernée.

Sur le plan financier, l'Etat devra rembourser une charge maximale qu'il estime à 73.143 euros par an pour assurer le remboursement des salaires des 46 volontaires du secteur privé (parmi lesquels 41 salariés) occupant des postes de cadres dans les services de secours.

La Chambre de Commerce n'a pas de remarques particulières à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du projet de loi sous avis. Elle tient toutefois à redresser les erreurs matérielles suivantes:

dans l'intitulé du projet de loi, le mot „modifiée“ devrait être ajouté de manière à lire

- „**Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail (...)**“;
- sous l'article III du projet de loi modifiant l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004, il y a lieu de préciser que le congé spécial ne peut pas dépasser un maximum de „**sept jours ouvrables par an**“ et non de „sept jours par an“. De même, le dernier tiret du paragraphe 2 de l'article 16 (relatif au congé des volontaires du groupe d'intervention chargé des missions humanitaires en dehors du Luxembourg) devrait être complété par la phrase suivante „**La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an**“, dans la mesure où les dispositions concernant cette catégorie de volontaires n'ont pas été modifiées.

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.



6453/02

N° 6453<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

portant modification

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(9.10.2012)

Par dépêche du 24 juillet 2012, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

Lors de l'adoption de son avis, le Conseil d'Etat disposait du seul avis de la Chambre de commerce, lui transmis en date du 19 septembre 2012.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi sous avis propose l'adoption de mesures transitoires permettant de résoudre dans l'immédiat certains problèmes qui se posent dans le cadre du volontariat des services de secours. Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois. En attendant cette réforme, le Gouvernement estime impératif de prendre des mesures pour maintenir et favoriser l'engagement des membres volontaires des différentes unités des services de secours. Ainsi, il est proposé d'élargir le bénéfice du congé spécial aux volontaires accomplissant des tâches managériales pour leur éviter de consacrer leur congé de récréation à ces tâches.

Le changement de la loi de base du 12 juin 2004 emportera modification de plein droit des articles afférents du Code du travail.

Le Conseil d'Etat peut marquer son accord à cette démarche.

\*

**EXAMEN DES ARTICLES***Observation préliminaire*

Le Conseil d'Etat propose de restructurer le texte du projet de loi en maintenant l'article Ier sous sa forme actuelle et en regroupant les articles II à IV sous un article II nouveau libellé comme suit:

„**Art. II.** La loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est modifiée comme suit:

- (1) Au paragraphe 1er de l'article 5, il est ajouté deux tirets libellés comme suit: (...)
- (2) L'article 16 est remplacé par le texte suivant: (...)

(3) Le paragraphe 1er de l'article 17 est remplacé par le texte suivant: (...).“

*Intitulé*

Il y a lieu de compléter le point 1 de l'intitulé en précisant qu'il s'agit de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

*Préambule*

Contrairement aux usages légistiques, les auteurs proposent un préambule au projet de loi qui ne doit cependant être ajouté qu'en fin de la procédure législative, alors qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'anticiper ni sur la décision de la Chambre des députés d'adopter la loi en projet ni sur la décision de la Chambre des députés et celle du Conseil d'Etat concernant la forme de cette adoption telle que prévue à l'article 59 de la Constitution.

*Article 1er*

Le redressement d'une erreur matérielle figurant à l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 ne donne pas lieu à observation.

*Article II (II, paragraphe 1er selon le Conseil d'Etat)*

L'ajout des deux nouvelles unités mises en place au sein de la Division de la protection civile dans l'énumération prévue au paragraphe 1er de l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours ne suscite pas d'observation du Conseil d'Etat.

*Article III (II, paragraphe 2 selon le Conseil d'Etat)*

Pour les nouveaux bénéficiaires du congé spécial, la durée du congé est limitée à sept jours. La limitation prévue actuellement à l'article 17 de la loi est transférée à l'article 16. Les auteurs du projet suppriment le mot „ouvrables“ qui figure dans le texte actuel de l'article 17. Il semble en effet une évidence que le congé ne peut s'imputer que sur les jours ouvrables. Cependant, la modification à l'article 17 figurant sous l'article IV (II, paragraphe 3 selon le Conseil d'Etat) du projet de loi maintient ce terme de sorte que le Conseil d'Etat se prononce en faveur d'un libellé uniforme des deux articles.

Vu la modification de la Constitution quant au droit du travail, le Conseil d'Etat insiste sur le remplacement du terme „défini“ par celui de „précisé“ qui répond mieux à la mise en œuvre du pouvoir réglementaire dans une matière réservée à la loi.

*Article IV (II, paragraphe 3 selon le Conseil d'Etat)*

Le plafond de 42 jours ouvrables, prévu en principe pour la durée totale du congé spécial de chaque bénéficiaire au cours de sa carrière, n'est pas applicable à cette nouvelle catégorie de bénéficiaires. Les auteurs justifient cette exception en arguant que le maintien du plafond de 42 jours aurait pour conséquence que les responsables des unités de secours auraient consommé leur contingent au bout de six ans de carrière pour la seule gestion de leur unité, sans tenir compte d'éventuels jours de congé spécial pris pour les besoins de la formation. Le Conseil d'Etat ne s'oppose pas à la dérogation proposée.

\*

Le Conseil d'Etat rappelle enfin que la formule de promulgation n'est apposée au texte de loi qu'au moment de le soumettre à la signature du Grand-Duc. Elle est dès lors à supprimer à l'endroit du projet de loi.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 octobre 2012.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

6453/03

N° 6453<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (15.11.2012).....	1
2) Texte coordonné.....	4

\*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(15.11.2012)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre une série d'amendements au projet de loi sous objet que la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police a adoptée dans sa réunion du 12 novembre 2012 avec un nouveau texte coordonné tenant compte des amendements en question.

\*

*Remarques préliminaires:*

- La Commission suit le Conseil d'Etat dans sa proposition de restructurer le texte du projet de loi en le subdivisant en deux articles.
- A l'intitulé du projet de loi et dans la phrase introductive de l'article I, il convient d'écrire „loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail“, comme le relève à juste titre la Chambre des fonctionnaires et employés publics dans son avis du 8 octobre 2012.

\*

Les amendements se présentent comme suit:

(Suppressions proposées par la Commission respectivement le Conseil d'Etat: biffé  
Ajouts proposés par la Commission: souligné  
Propositions du Conseil d'Etat: italique)

### *Amendement 1*

A l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, tel que proposé par l'article II (article III initial) du projet de loi sous rubrique, la dernière phrase de l'alinéa 1er et des premier et deuxième tirets de l'alinéa 2 est complétée comme suit:

„La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.“.

#### *Commentaire*

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, il y a lieu d'uniformiser le libellé des articles 16 et 17 et de préciser à chaque fois pour le congé spécial qu'il s'agit de „jours ouvrables“. Suivant l'article L.344-16 du Code du Travail et l'article 4 du règlement grand-ducal du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'Etat, les jours ouvrables sont „tous les jours de calendrier, sauf les dimanches et les jours fériés légaux“. Le règlement grand-ducal précité précise encore que „la semaine de congé doit dans tous les cas être mise en compte à raison de cinq jours ouvrables quelle que soit la répartition de la durée hebdomadaire du travail“.

### *Amendement 2*

L'alinéa 1er de l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 précitée (article II (article III initial) du projet de loi) est modifié comme suit:

„**Art. 16.** Peuvent bénéficier du congé spécial défini à l'article 15 les personnes exerçant une activité professionnelle, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation ~~ou assument les devoirs de représentation à définir~~ préciser par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.“

A l'alinéa 2 du même article 16, il est ajouté un quatrième tiret libellé comme suit:

„- les personnes qui assument les devoirs de représentation à préciser par règlement grand-ducal. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.“.

#### *Commentaire*

L'article III du projet de loi a pour objet d'élargir le champ d'application du congé spécial des volontaires des services de secours au bénéfice des responsables des différentes unités des services de secours, ainsi qu'aux responsables du comité exécutif et du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers. Pour des raisons de lisibilité et de cohérence, les articles 16 et 17 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours ont été nouvellement agencés. Le nouvel article 16 est composé de deux alinéas, le premier traitant des congés pour devoirs de formation et de représentation, le second (comprenant trois tirets dans sa version initiale) des congés pour les responsables des services de secours et pour les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires. Tous ces congés sont limités à sept jours ouvrables par an.

Ce réagencement a eu une conséquence non souhaitée par les auteurs du projet de loi.

L'article 17 prévoit une limitation du congé spécial à 42 jours ouvrables sur la carrière entière d'un volontaire des services de secours, sauf pour les chargés de cours et les personnes visées au second alinéa de l'article 16.

Par conséquent, la limitation à 42 jours ouvrables s'applique aux activités visées au 1er alinéa de l'article 16, c'est-à-dire aux activités de formation et de représentation déterminées par règlement grand-ducal.

Les devoirs de représentation tels que visés par le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant les modalités du congé spécial des volontaires des services de secours sont généralement assumés par des personnes ayant une certaine ancienneté de service, ainsi qu'un niveau de formation non négligeable. Ceci implique que le contingent des 42 jours ouvrables de congé spécial risque d'être amplement consommé, de sorte à ce que ces personnes pourraient ne plus pouvoir assumer leurs devoirs de représentation.

Ainsi, il est proposé de retirer le congé spécial pour devoirs de représentation du 1er alinéa de l'article 16 pour être ajouté comme 4e tiret au second alinéa du même article afin d'éliminer la limi-

tation des 42 jours ouvrables pour ces mêmes devoirs de représentation. A noter que les volontaires concernés sont en règle générale les mêmes que ceux visés par l'alinéa 2 de l'article 16, mais que ce sont les missions qui diffèrent. Dans le premier cas, le congé spécial est employé pour des devoirs de représentation tels que définis à l'article 2 du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 précité, alors que dans le second cas, l'objet du congé spécial est de permettre aux différents responsables volontaires des services de secours d'assumer leurs tâches managériales en relation avec leur fonction.

En ce qui concerne le remplacement, au premier alinéa de l'article 16, du terme „définir“ par celui de „préciser“, il s'agit d'une revendication du Conseil d'Etat qui précise que, „vu la modification de la Constitution quant au droit du travail“, le terme de remplacement „répond mieux à la mise en œuvre du pouvoir réglementaire dans une matière réservée à la loi“.

#### *Amendement 3*

- Dans la phrase introductive de l'article II(1) (article II initial) du projet de loi, les termes „Au paragraphe“ sont remplacés par les termes „A l'alinéa“.
- Dans la phrase introductive de l'article II(3) (article IV initial) du projet de loi, les termes „Le paragraphe“ sont remplacés par les termes „L'alinéa“.
- A la première phrase de l'alinéa 1er de l'article 17 de la loi modifiée du 12 juin 2004 précitée, tel qu'il est proposé par l'article II(3) (article IV initial) du projet de loi, le terme „paragraphe“ est remplacé par le terme „alinéa“.

#### *Commentaire*

Le remplacement s'impose pour redresser un emploi impropre du terme „paragraphe“, d'autant plus que les articles de la loi modifiée du 12 juin 2004 précitée sont subdivisés tantôt en alinéas, tantôt en paragraphes, dont certains sont eux-mêmes subdivisés en alinéas.

#### *Amendement 4*

A l'article 17, alinéa 1er de la loi modifiée du 12 juin 2004 précitée, la seconde phrase est modifiée comme suit:

„Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant ~~un jour~~ quatre heures au moins.“

#### *Commentaire*

Le nouvel article 17 a repris la disposition du texte original qui prévoit le fractionnement du congé spécial en fractions d'un jour au moins. Dans ce contexte, la Chambre des fonctionnaires et employés publics a noté dans son avis du 8 octobre 2012 que le maintien de cette obligation de fractionnement du congé spécial à un jour au moins „n'est pas ou plus adapté aux besoins réels“. La chambre professionnelle considère que „la possibilité de pouvoir bénéficier du congé spécial en plusieurs fractions d'une demi-journée serait plutôt conforme aux besoins quotidiens et professionnels, permettant ainsi une meilleure flexibilité et pour les volontaires et pour les employeurs“. Cette opinion a également été exprimée par plusieurs responsables volontaires des services de secours, dont notamment les représentants de la Fédération nationale des Corps des sapeurs-pompiers. Ainsi, il est proposé de suivre la Chambre des fonctionnaires et employés publics dans son avis et de modifier l'article 17 dans le sens qu'un fractionnement du congé spécial en quatre heures au moins sera rendu possible.

\*

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis de façon à permettre à la Chambre des Députés de procéder au vote sur le projet de loi sous rubrique encore au cours du mois de décembre 2012.

Copie de la présente est adressée pour information à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement et à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

\*

## TEXTE COORDONNE

### PROJET DE LOI portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

**Art. I.** A l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, le point e) est modifié comme suit:

„e) la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;“.

**Art. II.** La loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est modifiée comme suit:

(1) ~~Au paragraphe~~ A l'alinéa 1er de l'article 5, il est ajouté deux tirets libellés comme suit:

- „- le groupe de support logistique;
- le groupe ravitaillement;“.

(2) L'article 16 est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 16.** Peuvent bénéficier du congé spécial défini à l'article 15 les personnes exerçant une activité professionnelle, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation ~~ou assument les devoirs de représentation à définir~~ préciser par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.

Peuvent également bénéficier du congé spécial:

- les chefs de centre et chefs de centre adjoints, les chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, les chefs de corps et chefs de corps adjoints, l'inspecteur général, les inspecteurs régionaux et les inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.
- les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.
- les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas d'événements calamiteux très graves sur ordre du Gouvernement, soit sur demande du ou des pays concernés, soit dans le cadre d'une assistance internationale.
- les personnes qui assument les devoirs de représentation à préciser par règlement grand-ducal. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.“

(3) ~~Le paragraphe~~ L'alinéa 1er de l'article 17 est remplacé par le texte suivant:

„La durée totale du congé spécial ne peut dépasser quarante-deux jours ouvrables pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours, sauf en ce qui concerne, pour ce maximum, les chargés de cours et les personnes visées au deuxième ~~paragraphe~~ alinéa de l'article 16. Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant ~~un jour~~ quatre heures au moins.“



6453/04

N° 6453<sup>4</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (8.10.2012).....	1
2) Avis de la Chambre des Salariés (25.10.2012) .....	4
3) Avis de la Chambre des Métiers (12.10.2012).....	9

\*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES  
ET EMPLOYES PUBLICS**

(8.10.2012)

Par dépêche du 3 août 2012, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Le projet de loi en question se propose d'élargir le congé spécial des volontaires des services de secours, introduit par l'article 15 de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, aux responsables des différentes unités des services de secours, aux inspecteurs de la division d'incendie et de sauvetage ainsi qu'aux membres du comité exécutif et aux membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, il est profité de l'occasion pour redresser une erreur de référence dans la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ainsi que pour compléter sur un point précis – la Chambre y reviendra – la loi précitée du 12 juin 2004.

\*

**HISTORIQUE**

Le projet sous avis s'inscrit – après le règlement grand-ducal du 21 mars 2012 déterminant les modalités de permanence et de garde et d'indemnisation des volontaires des unités de secours de la division de la protection civile de l'Administration des services de secours (sur le projet duquel la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'est prononcée dans son avis n° A-2445 du 26 mars 2012) – dans les démarches entamées par le gouvernement pour réorganiser les services de secours du pays, basés actuellement presque exclusivement sur le volontariat.

Cette réorganisation fondamentale trouve ses racines dans des revendications de longue date du Comité des Sages de la Protection civile (CdS). Depuis 2006, le CdS ne cesse en effet d'attirer l'atten-

tion des responsables politiques et du grand public sur, entre autres, les grands problèmes de disponibilités, essentiellement dans le domaine du service ambulancier, de même que sur des problèmes de motivation.

Les auteurs du projet de loi rappellent eux-mêmes dans l'exposé des motifs que l'actuelle loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours avait comme objectif principal „d'améliorer encore davantage les liens existants et d'assurer une symbiose parfaite au niveau des mesures à mettre en oeuvre afin de procurer à notre pays l'organisation la plus efficace et la plus efficiente des services de secours“. Ils invoquent aussi les regrets formulés par le Conseil d'Etat dans son avis, à savoir que les auteurs du projet qui est devenu la loi précitée du 12 juin 2004 n'avaient pas eu le courage „de mettre en oeuvre les synergies nécessaires à la réalisation de l'objectif ci-dessus“. Le gouvernement fait donc siens les arguments importants et fondamentaux du Conseil d'Etat, d'ailleurs aussi invoqués par le CdS lors de ses démarches multiples, pour expliquer ce projet de loi portant modification des deux lois mentionnées à l'intitulé.

A la lumière de ce qui précède, et en attendant une nouvelle loi instaurant un service d'incendie et de secours unique au pays, le projet de loi sous avis permet de prendre, en urgence, „un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement des services de secours“. Afin de pouvoir maintenir le système initial basé respectivement sur le bénévolat et le volontariat, il est impératif de l'adapter aux profondes évolutions qu'il a subies depuis une vingtaine d'années „pour qu'il perdure et continue à fournir des services de secours de qualité“. En clair, les mesures prévues au projet de loi sous avis découlent du souci gouvernemental de „maintenir l'engagement des membres volontaires des différentes unités des services de secours (...) avant l'adoption d'un projet de loi mettant en oeuvre les propositions élaborées dans le cadre des travaux sur la réforme (fondamentale) des services de secours“.

#### *Quant à la forme*

La Chambre des fonctionnaires et employés publics regrette de devoir constater, une fois de plus, que les soins apportés de nos jours à la présentation des dossiers sont négligés de plus en plus.

Ainsi, hormis le fait que le texte sous avis comporte plusieurs erreurs impardonnables (dont, à deux reprises même, l'accord du pronom personnel invariable „leur“ au pluriel), une page entière manquait dans l'exposé des motifs du projet dans la version transmise à la Chambre! Et les recherches à effectuer pour découvrir ce qui clochait ne furent pas simplifiées par le fait que les dix pages du dossier n'étaient même pas numérotées ...

Quant à la loi ayant introduit le Code du Travail, puisqu'elle a déjà été modifiée au moins 42 fois depuis sa publication, il y a lieu de se référer à la loi „modifiée“ du 31 juillet 2006 (à l'intitulé et à l'article 1er du projet sous avis).

Finalement, la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate avec satisfaction que le dossier comporte une fiche financière. En effet, bien qu'il s'agisse d'un exercice obligatoire en vertu de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la pratique est tellement rare qu'elle mérite d'être appréciée à sa juste valeur.

#### *Quant au fond*

L'**article Ier** du projet opère le redressement d'une erreur de référence dans la loi sur le Code du Travail et ne donne pas lieu à observation de la part de la Chambre, sauf qu'elle rappelle qu'il faut mentionner la loi „modifiée“ du 31 juillet 2006.

L'**article II** ajoute deux nouvelles unités à la division de la protection civile, à savoir le „groupe de support logistique“ et le „groupe ravitaillement“. Bien que le commentaire des articles explique cette modification par la création de deux nouvelles unités „depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 juin 2004“, la Chambre des fonctionnaires et employés publics est informée qu'une unité opérationnelle dénommée „groupe logistique ravitaillement“ existait déjà avant la mise en vigueur de ladite loi. Néanmoins, la Chambre se réjouit de voir qu'un simple oubli des auteurs de la loi précitée sera ainsi redressé par le partage d'une unité existante en deux groupes „nouveaux“, donnant ainsi, après huit années, une base légale à cette unité, et donc également aux volontaires y affectés.

L'**article III** du projet sous avis – qui en constitue la pièce maîtresse – modifie l'alinéa 1er de l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 et y rajoute un deuxième alinéa, qui prévoit précisément l'extension du congé spécial dont question au début du présent avis.

Contrairement à ce qu'affirme le commentaire des articles, le premier „*paragraphe*“ (il s'agit en fait du 1er *alinéa*) de l'article 16 ne reste pas inchangé puisque:

- les verbes „*se soumettront*“ et „*assumeront*“ sont mis à l'indicatif présent;
- trois virgules y sont ajoutées;
- le mot „*ci-dessus*“ est supprimé;
- une phrase entière y est ajoutée.

Quant à cette dernière – qui fixe la durée maximale du congé – la Chambre est d'accord avec son transfert de l'article 17 à l'article 16. Toutefois, dans un souci de cohérence avec la terminologie utilisée dans la loi initiale, il y a lieu d'écrire „*un maximum de sept jours ouvrables par an*“.

Par l'ajout d'un nouvel alinéa 2 à l'article 16, le gouvernement propose d'élargir le cercle des bénéficiaires du congé spécial, tel que cela a été revendiqué par le CdS et la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers (FNSP). Alors que le texte actuellement en vigueur avait déjà élargi ce congé spécial aux volontaires qui participent à des missions humanitaires en dehors du territoire national dans le cadre du groupe d'intervention (sans limitation de la durée cumulée du congé), le nouvel alinéa 2 complète l'énumération des bénéficiaires du congé spécial par l'ajout de deux tirets, dont le premier cite les chefs et chefs-adjoints des centres, des groupes spéciaux, des corps des sapeurs-pompiers ainsi que les inspecteurs de la division d'incendie et de sauvetage. Au deuxième tiret figurent les membres du comité exécutif de la FNSP ainsi que les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la FNSP.

Une limitation à sept jours de congé par an est introduite à la fin des deux premiers tirets pour les personnes exerçant – à titre bénévole – les fonctions y énumérées. A la lumière des efforts entrepris par le gouvernement pour maintenir l'engagement des membres volontaires, la Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve l'introduction du congé spécial et le choix du cercle des personnes concernées, en attendant la réforme fondamentale des services de secours et sans vouloir, au stade actuel, critiquer la formule générale proposée – qui ne prend pas en considération l'envergure des tâches à accomplir par ces cadres, ni le nombre des membres de leurs centres, groupes spéciaux ou corps, ni celui des interventions prestées, ni encore les obligations administratives spécifiques.

Pour ce qui est de l'**article IV** du projet, la modification du premier alinéa (et non pas „*paragraphe*“) de l'article 17 reprend, d'une part, la limite de 42 jours ouvrables de congé pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours et, d'autre part, la non-application de cette limite aux bénévoles remplissant une des fonctions énumérées au deuxième alinéa de l'article 16.

Dans ce contexte, la Chambre est d'avis que le maintien de l'obligation, en cas de fractionnement du congé spécial, de toujours prendre „*un jour au moins*“ n'est pas ou plus adapté aux besoins réels. En effet, la possibilité de pouvoir bénéficier du congé spécial en plusieurs fractions d'une demi-journée serait plutôt conforme aux besoins quotidiens et professionnels, permettant ainsi une meilleure flexibilité et pour les bénévoles et pour leurs employeurs.

\*

## CONCLUSION

La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve l'intention du gouvernement de vouloir honorer les volontaires des services de secours et de prendre par le projet de loi sous avis des mesures afin de maintenir l'engagement des membres cadres des différentes unités des services de secours et de la FNSP. Elle propose cependant d'autoriser un fractionnement du congé spécial en demi-journées. En espérant un aboutissement rapide des travaux de réforme des services de secours, la Chambre des fonctionnaires et employés publics donne son aval au projet de loi sous avis, qui comporte à ses yeux des mesures transitoires dans l'attente du dépôt du projet d'une nouvelle loi portant création d'un service d'incendie et de secours unique définissant clairement, en ce qui concerne le congé spécial des volontaires des services de secours, un étalement du congé en fonction d'un programme opérationnel et administratif à définir par cette nouvelle loi.

Ainsi délibéré en séance plénière le 8 octobre 2012.

*Le Directeur,*  
G. MULLER

*Le Président,*  
E. HAAG

\*

## AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

(25.10.2012)

Par lettre du 3 août 2012, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des salariés (CSL).

1. Ce projet de loi a pour objet de poursuivre la modernisation des services de secours entamée par la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

2. Le projet gouvernemental 2009-2014 prévoit en effet de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois, à travers diverses mesures:

- procéder à une réorganisation institutionnelle associant à la fois l'Etat et les communes dans l'exercice de cette organisation;
- mettre en oeuvre la restructuration opérationnelle des services de secours sur le territoire national;
- réaliser un „plan national des services de secours“ englobant une analyse des risques courants et particuliers pouvant exister au Luxembourg et une définition des moyens nécessaires et adaptés à la couverture de ces risques.

Un collège d'experts a été nommé pour mener une réflexion quant à la mise en oeuvre de cette réorganisation institutionnelle et opérationnelle des services de secours.

Le 11 octobre 2010, le collège d'experts a remis son rapport final au ministre, dont les idées principales sont:

- préserver les liens forts, parfois affectifs, existant entre les bénévoles et leur communauté de vie;
- utiliser de façon optimale le maillage serré du territoire constitué par un nombre important d'unités opérationnelles;
- maintenir l'équilibre dans les flux financiers;
- proposer un équilibre dans l'exercice de la responsabilité et le partage du pouvoir politique et administratif entre l'Etat et les communes;
- concevoir un système efficace et efficient.
  - Le 18 octobre 2010, la réforme des services de secours a fait l'objet d'un débat à la Chambre des députés. Les députés ont été d'avis que le modèle actuel, basé presque exclusivement sur le bénévolat, serait dépassé et que la collaboration entre Protection civile et sapeurs-pompiers devrait être promue.
  - Plusieurs groupes de travail composés des différents acteurs concernés ont été constitués pour élaborer des propositions concrètes.

- Le 20 juillet 2012, le projet de plan national d'organisation des services de secours (PNOSS) a été envoyé aux différentes parties prenantes pour consultation. Le projet de plan fera l'objet d'un large débat à partir de la rentrée 2012.

Sur base du plan national définitif sera alors élaboré un projet de loi portant réorganisation des services de secours constituant ainsi le cadre légal pour la mise en oeuvre à court, moyen et long terme des objectifs fixés par le PNOSS. Le ministre maintient l'objectif initial d'adoption d'une loi avant la fin de la période législative en 2014.

3. Les auteurs du présent projet de loi nuancent donc son apport en affirmant que les mesures prévues ne constituent qu'une initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours, tout en marquant la volonté du Gouvernement d'encourager l'engagement volontaire au sein des services de secours.

La principale avancée en ce sens est l'élargissement du congé spécial des volontaires des services de secours aux activités managériales des responsables des services de secours.

4. La loi du 12 juin 2004 a regroupé le Service national de la protection civile et le Service d'incendie et de sauvetage du ministère de l'Intérieur en une seule entité qui porte depuis lors la dénomination „Administration des services de secours“.

L'Administration des services de secours est chargée:

- de la mise en oeuvre des mesures destinées à protéger et à secourir les personnes en danger et à sauvegarder les biens lors d'événements calamiteux, de catastrophes, de sinistres, d'incendies et de crues ou inondations,
- de l'organisation des secours en cas de maladie et d'accident de personnes et de leur transport vers les structures hospitalières.

Elle comprend:

- la division de la protection civile;
- la division d'incendie et de sauvetage;
- la division administrative, technique et médicale.

La division de la protection civile est chargée au niveau national de la mise en oeuvre des mesures nécessaires en vue de protéger et de secourir les personnes, ainsi que de sauvegarder les biens lors d'événements calamiteux.

La division de la protection civile comprend les unités suivantes:

- la brigade des secouristes, ambulanciers et sauveteurs;
- le groupe d'alerte;
- le groupe d'hommes-grenouilles;
- le groupe de protection radiologique;
- le groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques;
- le groupe canin;
- le groupe de support psychologique.

5. Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 juin 2004, deux nouvelles unités ont été mises en place: le groupe de support logistique et le groupe ravitaillement. Ce projet de loi leur assure une consécration légale.

6. Le projet de loi redresse en outre une erreur matérielle contenue dans la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail.

### **1. Elargissement du congé spécial aux dirigeants des unités de secours**

7. Les volontaires dans les services communaux d'incendie et de sauvetage, auprès de la Protection Civile ou auprès d'un autre organisme de secours agréé, ont droit à un congé spécial pour suivre des activités de formation ou pour assumer leurs devoirs de représentation.

Les frais relatifs à ce congé sont à charge de l'Etat.

### *Les activités éligibles<sup>1</sup>*

#### *Suivi de cours*

8. Donnent droit à l'attribution d'un congé spécial tous les cours de formation supérieure:

- les cours de formation pour les membres des différentes unités de secours de la division de la protection civile et pour les membres des corps sapeurs-pompiers;
- les cours de formation continue et de perfectionnement;
- les cours de formation des instructeurs en charge des cours visés ci-dessus et de l'instruction de la population et des travailleurs;
- les cours de formation pour moniteur des jeunes pompiers;
- les cours de formation des inspecteurs.

Les cours visés sont ceux dispensés à l'Institut national de formation des services de secours ou dans un établissement national ou étranger à agréer par le Ministre de l'Intérieur.

Ni les cours de formation pour la population et les travailleurs, ni la formation initiale des sapeurs-pompiers ne sont pris en considération.

Peuvent bénéficier de ce congé spécial les personnes qui se soumettront aux activités de formation ou assumeront la direction des cours visés ci-dessus et la formation d'instructeur.

#### *Représentation lors de manifestations*

9. Sont visées les activités représentatives à l'étranger des conseillers techniques de l'Administration des Services de Secours, des dirigeants de la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers et des organismes agréés ainsi que de toute personne désignée par le Ministre de l'Intérieur assistant à des manifestations nationales ou internationales.

La participation à ces manifestations donnant lieu à l'attribution du congé spécial est limitée à deux personnes par événement. Suivant l'envergure de l'évènement, cette limite peut être exceptionnellement dépassée sur décision du Ministre de l'Intérieur.

#### *Mission humanitaire hors du territoire luxembourgeois*

10. Peuvent également bénéficier du congé spécial les volontaires qui participent aux missions humanitaires en dehors du territoire luxembourgeois.

#### *Extension aux activités de management*

11. Le projet de loi soumis pour avis étend cette liste aux chefs de centre adjoints, chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, chefs de corps et chefs de corps adjoints, à l'inspecteur général, aux inspecteurs régionaux et inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire, ainsi qu'aux membres du comité exécutif et membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers (FNC ci-après) dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire.

**12. Notre Chambre salue cette proposition d'étendre le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours, qui leur permettra d'éviter de sacrifier des jours de congé ordinaire à cet effet.**

**Selon notre lecture, il ne fait pas de doute que ce congé „spécifique“ en faveur des managers doit pouvoir se cumuler au congé „ordinaire“ permettant soit le suivi de cours, soit la participation aux représentations, soit le départ en missions humanitaires. Une précision en ce sens est néanmoins souhaitable dans un souci de sécurité juridique.**

**La CSL estime en outre que les 7 jours de congé spécial par année sont insuffisants pour couvrir les besoins en formation des volontaires des services de secours. Souvent les formations dépassent ce quantum. La CSL demande de ce fait au législateur d'augmenter ce seuil de 7 jours.**

<sup>1</sup> Règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant les modalités du congé spécial des volontaires des services de secours.

### *La question des frontaliers*

13. Les travailleurs frontaliers ne peuvent pas prétendre au congé spécial des volontaires mis en place au Luxembourg lorsqu'ils sont volontaires de services de secours dans leur pays de résidence. Cet état de fait constitue une discrimination des résidents de pays voisins faisant partie d'une équipe de pompiers communale dans ce pays et travaillant au Luxembourg.

La Chambre des salariés est toutefois consciente du problème de financement lié à l'extension de ce congé aux frontaliers. Si l'entreprise luxembourgeoise dont le salarié résident bénéficie du congé pour volontaires peut demander remboursement du salaire correspondant à l'Administration des services de secours ou à la commune concernée, une entreprise luxembourgeoise ne peut pas demander un quelconque remboursement à une commune d'un pays voisin, à défaut d'accord entre les autorités compétentes des deux pays concernés.

Les instances compétentes luxembourgeoises devraient par conséquent entamer des négociations avec leurs homologues allemands, belges et français.

Ne pourrait-on pas conclure une convention entre le Luxembourg et ses pays voisins afin de permettre aux travailleurs frontaliers de bénéficier du même régime que les résidents et ainsi les encourager à se porter volontaires pour des missions de secours dans leur pays de résidence?

Ces négociations et/ou conventions devraient également englober le congé politique dont les frontaliers brigant des postes à responsabilités politiques ne peuvent à ce jour profiter.

14. Une autre question liée à la situation transfrontalière du Luxembourg est de savoir quel service de secours doit prendre en charge un salarié frontalier victime d'un malaise sur son lieu de travail?

Il est donc dans l'intérêt des citoyens que soit mise en place une collaboration efficace et pragmatique des autorités compétentes de chaque Etat concerné. Seule cette collaboration permettra que sur le terrain les services de secours de la Grande Région coordonnent leurs actions de façon à répondre de façon optimale aux interventions urgentes et éviter des pertes de temps, qui dans ce domaine, peuvent avoir des conséquences graves, voire dramatiques.

Les conventions proposées par la CSL au point précédent devraient donc également régler ce genre de questions afin d'assurer une collaboration transfrontalière efficace dans l'intérêt des volontaires, mais aussi des personnes secourues ou à secourir.

### *La durée du congé*

15. Ce congé spécial ne peut pas dépasser un maximum de sept jours<sup>2</sup> par an, sauf pour les volontaires du groupe d'intervention en missions humanitaires.

La durée totale du congé ne peut pas dépasser quarante-deux jours ouvrables pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours, sauf, en ce qui concerne, pour ce maximum, les chargés de cours, les volontaires en missions humanitaires, ainsi que les responsables des différentes unités de secours et de la FNC.

### *La dispense de travail pour les interventions*

16. En plus de ce congé spécial, les employeurs des secteurs public et privé sont tenus de dispenser de leurs obligations professionnelles leurs salariés membres des corps de sapeurs-pompiers ou volontaires de la protection civile à l'occasion de situations d'urgence demandant l'intervention de l'unité dont ils relèvent.

L'employeur peut demander la restitution des pertes encourues à l'occasion de l'absence du personnel en raison de cette dispense de travail en demandant la restitution suivant des modalités à fixer par règlement grand-ducal.

La Chambre des salariés se demande pourquoi ce règlement grand-ducal n'existe toujours pas à ce jour.

<sup>2</sup> Voir point 2 infra. L'article L. 234-24 du Code du travail fixe une durée de six jours ouvrables, et non sept jours.



**Dans la continuité de ces remarques formulées au point, la CSL souhaite l'extension de cette dispense de travail aux travailleurs frontaliers.**

## **2. Redressement d'une erreur matérielle**

17. Ce congé spécial avait été institué par la loi du 25 avril 1994.

Cette loi du 25 avril 1994 avait été abrogée par la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

Ce faisant, la loi de 2004 avait quelque peu modifié les dispositions régissant le congé spécial pour volontaires, notamment la durée dudit congé.

Selon la loi de 1994, la durée du congé spécial ne pouvait pas dépasser un maximum de six jours ouvrables. Le congé spécial pouvait être fractionné, chaque fraction ayant deux jours au moins.

Selon la loi de 2004, la durée cumulée du congé spécial ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par année. Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant un jour au moins.

18. Or lors de son introduction par la loi du 31 juillet 2006, le Code du travail a repris aux articles L. 234-21 à L. 234-30 le contenu de la loi du 25 avril 1994 instituant un congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage.

Le présent projet redresse cette erreur matérielle.

**19. Une mise à jour du Code du travail est néanmoins souhaitable dans les meilleurs délais, afin que les articles concernés mentionnent les durées réellement applicables et ne pas induire les employeurs ni les salariés en erreur. Cette remarque vaut évidemment sous réserve de la demande d'augmentation du nombre de jours de congé spécial des volontaires des services de secours formulée sous le point 12.**

**20. La Chambre des salariés approuve ce projet de loi, sous réserve des remarques formulées dans le présent avis.**

Luxembourg, le 25 octobre 2012

*Pour la Chambre des salariés,*

*La Direction,*  
René PIZZAFERRI  
Norbert TREMUTH

*Le Président,*  
Jean-Claude REDING

\*

## AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(12.10.2012)

Par sa lettre du 3 août 2012, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

\*

### OBSERVATIONS GENERALES

Le projet de loi sous rubrique a tout d'abord pour objet de modifier l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail afin de mettre en conformité le renvoi à la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours (ci-après „la loi de 2004“) au lieu et place du renvoi à la loi du 24 avril 1994 instituant un congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage, cette loi ayant été abrogée par la loi de 2004.

Le projet de loi sous rubrique propose par ailleurs de modifier l'article 5 de la loi de 2004 afin de donner une base légale à deux nouvelles unités ayant été mises en place au sein de la division de la protection civile, à savoir le groupe de support logistique et le groupe ravitaillement.

La Chambre des Métiers n'a pas d'appréciation particulière à apporter sur ces propositions de mise en conformité.

Le projet de loi prévoit ensuite, dans le but de favoriser l'engagement de volontaires assurant des services de secours, de modifier les articles 16 et 17 du chapitre 5 de la loi de 2004, afin d'étendre le congé spécial, prévu en la matière, aux personnes assurant volontairement des activités de direction.

Afin d'apprécier l'opportunité d'une telle réforme, il convient de noter qu'actuellement le congé spécial des volontaires des services de secours concerne, avec une application différente, deux catégories de personnes, à savoir:

- „les personnes qui exercent une activité professionnelle, soit dans le secteur public soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation ou assument les devoirs de représentation à définir par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur.“ (Article 16, alinéa 1er de la loi de 2004). Pour ces personnes, le congé spécial est doublement limité: une limitation annuelle à 7 jours ouvrables et une limitation globale à 42 jours ouvrables, sauf pour les „chargés de cours“ pour lesquels cette limitation globale ne s'applique pas (article 17, loi de 2004),
- „les volontaires qui participent à des missions humanitaires dans le cadre du groupe d'intervention prévu à l'article 5.“ (Article 16, alinéa 2 de la loi de 2004). Pour ces volontaires, la double limitation légale annuelle et globale de l'article 17 de la loi de 2004 ne s'applique pas.

Le projet de loi sous avis propose d'élargir ce congé spécial aux volontaires assumant des activités de direction et mentionne les chefs de centre, de groupe, de corps et leurs adjoints, les inspecteurs régionaux volontaires de la division incendie et sauvetage et leurs adjoints et les membres volontaires du comité exécutif et du bureau de la commission de la Fédération Nationale des jeunes sapeurs-pompiers.

Pour ces nouveaux bénéficiaires, le projet de loi sous rubrique propose, à l'instar des chargés de cours, que seule la limitation annuelle de 7 jours ouvrables soit applicable, mais pas la limitation globale des 42 jours au motif que, si ce plafond de 42 jours s'applique, „ceux-ci auraient consommé leur contingent au bout de 6 ans de carrière pour la seule gestion de leur unité, sans tenir compte d'éventuels jours de congé spécial pris pour des besoins de formation“.

La Chambre des Métiers souligne, de manière générale, que les congés spéciaux doivent être accordés avec parcimonie, car ils sont difficilement gérables pour les employeurs, voire préjudiciables, et ce tout particulièrement pour les P.M.E. qui se trouvent dans l'incertitude quant à la présence effective de leurs salariés.

La Chambre des Métiers critique d'autant plus l'élargissement envisagé du congé spécial des volontaires des services de secours qu'il s'agit, suivant les termes mêmes des auteurs du présent projet de loi, d'une réforme élaborée dans l'urgence et à titre transitoire en attendant qu'une réforme plus conséquente de réorganisation des services de secours soit effectuée.

Le texte des projets d'articles 16 et 17 de la loi de 2004 du projet de loi sous avis n'est pas non plus convaincant et la Chambre des Métiers entend soulever quatre séries de remarques, d'ordre exclusivement formel, à cet égard:

1. Tout d'abord, pourquoi supprimer la mention de la limite des 7 jours de l'article 17 de la loi de 2004 pour la reprendre, à trois reprises, dans le projet d'article 16? Une telle proposition alourdit sans raison le texte de loi.
2. Ensuite, aucune explication n'est apportée à la suppression, dans le projet de loi sous avis, que cette limite annuelle des 7 jours de congé spécial concerne la „*durée cumulée du congé spécial*“ et que ces jours soient bien des „*jours ouvrables*“: pourquoi ces mentions de la loi de 2004 n'apparaissent-elles plus dans le texte proposé?
3. Le projet de loi sous avis reprend ensuite une liste exhaustive des dirigeants des différentes unités de secours qui seraient concernés par le congé spécial. La Chambre des Métiers est d'avis, pour plus de lisibilité de l'ensemble, qu'il serait préférable de mentionner, à côté des „devoirs de représentations“, les „devoirs de direction“ et de laisser le soin du détail à un règlement grand-ducal.<sup>1</sup>
4. La Chambre des Métiers relève enfin que le texte de l'article 16 alinéa 2 de la loi de 2004 concernant les volontaires chargés de missions humanitaires est modifié alors qu'aucune modification de fond n'est prévue. Le projet de réécriture de cet alinéa, en ce qu'il prévoit de reprendre le texte même de la mention afférente de l'article 5 de la loi de 2004, au lieu et place du simple renvoi actuellement en vigueur, apparaît en effet redondant sans apport de lisibilité.

La Chambre des Métiers entend encore mentionner que ce projet de loi devra être suivi d'une proposition des modifications du Code du travail à réaliser en conséquence, et en particulier des articles composant la section 4, Chapitre IV du Titre III du Code du travail.

Après consultation de ses ressortissants, et sous réserve de la prise en compte de ses observations, la Chambre des Métiers peut marquer son accord avec le projet de loi sous avis.

Luxembourg, le 12 octobre 2012

*Pour la Chambre des Métiers,*

*Le Directeur Général,*  
Paul ENSCH

*Le Président,*  
Roland KUHN

<sup>1</sup> A cet égard, le règlement grand-ducal mentionné dans l'actuel article 16 de la loi de 2004 en charge de préciser les activités de formation et les devoirs de représentations n'a, à la connaissance de la Chambre des Métiers, pas encore fait l'objet d'une publication.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6453/05

**N° 6453<sup>5</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

**AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT**

(4.12.2012)

Par dépêche du 15 novembre 2012, le Président de la Chambre des députés a saisi le Conseil d'Etat d'une série d'amendements au projet de loi sous rubrique. Les amendements étaient accompagnés d'un commentaire ainsi que d'un texte coordonné du projet de loi intégrant les propositions du Conseil d'Etat que la commission parlementaire a fait siennes et les amendements proposés.

\*

**EXAMEN DES AMENDEMENTS***Amendement 1*

L'ajout du mot „ouvrables“ à l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours répond au souhait du Conseil d'Etat de voir uniformiser le libellé des articles 16 et 17.

*Amendement 2*

La disposition concernant les personnes qui assument les devoirs de représentation est retirée de l'alinéa 1er de l'article 16 pour figurer comme 4e tiret à l'alinéa 2 dudit article. Par cette modification, la commission parlementaire souhaite enlever la limitation du congé spécial à 42 jours ouvrables prévue à l'article 17 pour ces devoirs. Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à faire.

*Amendement 3*

Cet amendement ne donne pas lieu à observation.

*Amendement 4*

Le texte actuel de l'article 17 prévoit le fractionnement du congé spécial en unités d'un jour au moins. La commission parlementaire prévoit de modifier cette disposition afin de permettre aux personnes concernées de bénéficier du congé spécial en fractions d'une demi-journée. Cette modification devra apporter une plus grande flexibilité et pour les volontaires et pour les employeurs. Le Conseil d'Etat peut marquer son accord audit amendement.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 décembre 2012.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6453/06



N° 6453<sup>6</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

portant modification

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES,  
DE LA GRANDE REGION ET DE LA POLICE**

(24.1.2013)

La Commission se compose de: M. Ali KAES, Président-Rapporteur; MM. Xavier BETTEL, Emile EICHER, Fernand ETGEN, Gast GIBERYEN, Camille GIRA, Claude HAAGEN, Jean-Pierre KLEIN, Gilles ROTH, Jean-Paul SCHAAF, Ben SCHEUER et Raymond WEYDERT, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région le 23 juillet 2012. Il était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, ainsi que d'une fiche financière.

Le texte a fait l'objet des avis suivants:

- avis de la Chambre de Commerce du 4 septembre 2012;
- avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics du 8 octobre 2012;
- avis du Conseil d'Etat du 9 octobre 2012;
- avis de la Chambre des Métiers du 12 octobre 2012;
- avis de la Chambre des salariés du 25 octobre 2012.

En date du 12 novembre 2012, la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police a désigné son président comme rapporteur et a examiné le texte du projet et les avis. Elle a apporté au texte quatre amendements que le Conseil d'Etat a avisés en date du 4 décembre 2012.

Lors de la réunion du 24 janvier 2013, la Commission a adopté le présent rapport.

\*

**II. CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi sous rubrique est à considérer comme initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours et marque la volonté gouvernementale de reconnaître, d'encourager et de favoriser l'engagement volontaire au sein des services de secours.

Le principal objet de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours consistait dans la création de l'Administration des services de secours, appelée à regrouper les missions tant du service national de la protection civile que du service d'incendie et de sauvetage du ministère de l'Intérieur. D'après l'exposé des motifs, il s'agissait „d'améliorer encore davantage les

*liens existants et d'assurer une symbiose parfaite au niveau des mesures à mettre en œuvre afin de procurer à notre pays l'organisation la plus efficace et la plus efficiente des services de secours“.*

En observant l'évolution des services de secours depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, on doit constater que certaines craintes que le Conseil d'Etat avait formulées à l'époque se sont avérées. En effet, les problèmes de disponibilité des agents bénévoles n'ont cessé de s'aggraver au point que ce sont les responsables des centres de secours qui ont tiré eux-mêmes la sonnette d'alarme en demandant publiquement du renforcement des effectifs par des agents professionnels. Le différend qui a éclaté au grand jour entre la Fédération Nationale des Corps des Sapeurs-Pompiers et la Protection Civile au sujet de la désincarcération en cas d'accidents de la circulation a mis en exergue les insuffisances des règles déterminant les rapports entre services de secours étatiques et communaux. L'absence d'une hiérarchie verticale unifiée des services de secours livre le bon déroulement des opérations de secours à la bonne volonté des acteurs impliqués sur le terrain. Même si cette coopération se passe en règle générale sans encombre, il n'en reste pas moins que la bonne organisation des services de secours reste fragilisée par l'absence d'une hiérarchie claire et précise entre les différents acteurs des services de secours.

Par conséquent, le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois.

En septembre 2009, le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a chargé un collège d'experts de mener une réflexion quant à la mise en œuvre de cette réorganisation institutionnelle et opérationnelle des services de secours luxembourgeois.

Le 11 octobre 2010, le collège d'experts a remis son rapport final au ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Les experts ont relevé les idées phares qui ont guidé leurs réflexions:

- préserver les liens forts, parfois affectifs, existant entre les bénévoles et leur communauté de vie;
- utiliser de façon optimale le maillage serré du territoire constitué par un nombre important d'unités opérationnelles;
- maintenir l'équilibre dans les flux financiers;
- proposer un équilibre dans l'exercice de la responsabilité et le partage du pouvoir politique et administratif entre l'Etat et les communes;
- concevoir un système efficace et efficient.

S'agissant de l'organisation des services de secours, l'idée directrice des propositions repose sur la généralisation du regroupement des forces de la Protection civile et des sapeurs-pompiers dans une structure d'accueil unique.

Actuellement, des groupes de travail rassemblant l'ensemble des acteurs concernés sont en train d'élaborer des propositions concrètes pour la mise en œuvre des propositions faites par le collège d'experts.

En attendant la réalisation de cette réorganisation des services de secours, il est cependant urgent de prendre un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement de nos services de secours.

De manière concrète, le projet de loi propose d'élargir le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours afin d'éviter que ces personnes se voient contraintes de consacrer leurs congés de récréation à cet effet. Par ailleurs, il est prévu de modifier le Code du Travail pour redresser une erreur matérielle et de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

\*

### III. LES AVIS

#### 1. Le Conseil d'Etat

Dans son avis du 9 octobre 2012, le Conseil d'Etat marque son accord à la démarche des auteurs du projet de loi de résoudre „dans l'immédiat certains problèmes qui se posent dans le cadre du volontariat des services de secours“.

Au sujet de la modification de l'article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004, il se prononce pour le maintien de la notion de jours ouvrables, s'agissant du congé spécial. En outre, il insiste sur le rem-

placement du terme „définir“ par celui de „préciser“ dans le contexte du règlement grand-ducal prévu à l’alinéa 1er.

Quant à la forme du texte, il propose une restructuration „en maintenant l’article 1er sous sa forme actuelle et en regroupant les articles II à IV sous un article II nouveau“. Le Conseil d’Etat rend par ailleurs attentif à des erreurs respectivement matérielle et de forme.

Dans son avis complémentaire du 4 décembre 2012, le Conseil d’Etat marque son accord aux amendements parlementaires.

## **2. Les Chambres professionnelles**

### **a) Avis de la Chambre de Commerce**

La Chambre de Commerce a rendu son avis le 4 septembre 2012. Si elle n’a pas de remarques particulières à formuler au projet de loi sous rubrique, elle redresse néanmoins quelques erreurs matérielles.

Ainsi, la Chambre note qu’il y a lieu d’ajouter le mot „modifiée“ à l’intitulé de la loi du 31 juillet 2006. Elle propose également de compléter le dernier tiret de l’alinéa 2 de l’article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004, selon la version initiale du projet de loi, par la phrase suivante: „La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an“.

La Chambre de Commerce approuve le présent projet de loi après consultation de ses ressortissants.

### **b) Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics**

L’avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics date du 8 octobre 2012. Quant à la forme, la Chambre exprime ses regrets sur la négligence constatée de plus en plus dans les soins apportés à la présentation des dossiers. Toutefois, elle note comme point positif que le dossier comporte une fiche financière, pratique rare bien qu’il s’agisse d’un exercice obligatoire.

S’agissant du fond, la Chambre met l’accent sur l’extension du congé spécial et approuve aussi „le choix du cercle des personnes concernées, en attendant la réforme fondamentale des services de secours“. Elle apprécie l’intention gouvernementale de valoriser le volontariat des services de secours, mais propose d’autoriser un fractionnement du congé spécial en demi-journées.

### **c) Avis de la Chambre des Métiers**

L’avis de la Chambre des Métiers rendu le 12 octobre 2012 n’apporte pas d’appréciation particulière sur les propositions de mise en conformité. Elle formule quelques remarques d’ordre exclusivement formel et, après consultation de ses ressortissants et sous réserve de la prise en compte de ses observations, marque son accord avec le projet de loi en question.

### **d) Avis de la Chambre des salariés**

La Chambre des salariés transmet son avis le 25 octobre 2012 et salue la proposition du Gouvernement d’étendre le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours.

Elle fait toutefois la remarque qu’il faudrait préciser que ce congé „spécifique“ doit pouvoir cumuler au congé „ordinaire“ dans un souci de sécurité juridique. En outre, elle estime que les sept jours ouvrables du congé spécial s’avèrent insuffisants et en demande l’augmentation. Une mise à jour du Code du Travail est „souhaitable dans les meilleurs délais“.

Elle pose également la question de la situation des travailleurs frontaliers, qui ne sont pas pris en compte par le projet de loi et qui seraient ainsi, selon la Chambre des salariés, discriminés par rapport aux résidents. Etant „toutefois consciente du problème de financement lié à l’extension de ce congé aux frontaliers“, elle propose de conclure des conventions avec les pays voisins.

Aussi la Chambre des salariés regrette-t-elle qu’il n’existe toujours pas à l’heure actuelle le règlement grand-ducal fixant les modalités de restitution des pertes encourues à l’occasion de l’absence du personnel en raison d’interventions d’urgence de l’unité des services de secours dont relèvent ces personnes.

Sous réserve des remarques formulées dans son avis, la Chambre des salariés approuve le projet de loi.

La Commission tient à préciser que, contrairement à la critique émise par la Chambre des salariés, le règlement en question existe. Il s'agit du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant les modalités du congé spécial des volontaires des services de secours, qui précise à la fois les modalités de remboursement des pertes de salaires en cas de participation des volontaires à des formations (article 22 de la loi modifiée du 12 juin 2004) et à l'occasion de l'absence du personnel en raison d'interventions d'urgence (article 24 de la même loi).

\*

#### IV. COMMENTAIRE DES ARTICLES

##### *Remarque préliminaire*

La Commission adopte la proposition de restructuration du texte du projet de loi que fait le Conseil d'Etat dans son avis du 9 octobre 2012, à savoir la subdivision en deux articles.

##### *Intitulé*

Le premier point de l'intitulé est rectifié, puisqu'il s'agit de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, comme le font remarquer la Chambre de Commerce dans son avis du 4 septembre 2012, le Conseil d'Etat dans son avis du 9 octobre 2012 et la Chambre des fonctionnaires et employés publics dans son avis du 8 octobre 2012.

##### *Article I*

Cet article ne fait que redresser une erreur de référence survenue dans la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Par ailleurs, de même qu'à l'intitulé du projet de loi, la référence à la loi portant introduction d'un Code du Travail est rectifiée en ajoutant dans la phrase introductive le terme „modifiée“.

##### *Article II*

(1) L'objet de cette disposition consiste à donner une base légale aux deux nouvelles unités au sein de la Division de la protection civile mises en place depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

(2) L'article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004, dans la version initiale du projet de loi, est modifié sur plusieurs points par les amendements parlementaires 1 et 2 du 15 novembre 2012.

Dans un souci de cohérence, la limitation à sept jours par an du congé spécial des volontaires des services de secours est transférée de l'article 17 à l'article 16. Le terme „ouvrables“ figurant à l'article 17 est ajouté à l'article 16 pour préciser à chaque fois pour le congé spécial qu'il s'agit de jours ouvrables, conformément à la recommandation du Conseil d'Etat d'uniformiser le libellé des deux articles. Dans son avis du 4 septembre 2012, la Chambre de Commerce rend également attentif à l'oubli du terme à l'article 16. La Commission tient à préciser que la notion de jour ouvrable s'entend au sens de l'article 4,2. du règlement grand-ducal du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'Etat, qui dispose que:

„2. Sont jours ouvrables tous les jours de calendrier à l'exception des dimanches et jours fériés.

La semaine de congé doit dans tous les cas être mise en compte à raison de cinq jours ouvrables quelle que soit la répartition de la durée hebdomadaire du travail.“.

Au premier alinéa de l'article 16, le terme „définir“ est remplacé par celui de „préciser“. La Commission suit le Conseil d'Etat qui, dans son avis du 9 octobre 2012, précise que, „vu la modification de la Constitution quant au droit du travail“, le terme de remplacement „répond mieux à la mise en œuvre du pouvoir réglementaire dans une matière réservée à la loi“.

Au même alinéa de l'article 16, les devoirs de représentation sont supprimés et font l'objet d'un quatrième tiret nouveau de l'alinéa 2. Il s'agit de redresser une erreur survenue en raison du réagencement des articles 16 et 17, à savoir que la limitation du congé spécial à 42 jours ouvrables s'appliquait, selon le texte du projet de loi tel qu'il fut déposé, aussi aux personnes qui assument les devoirs de

représentation. En pratique, le congé spécial ainsi limité se serait souvent avéré insuffisant, puisque ces devoirs sont généralement assumés par des personnes ayant une certaine ancienneté de service et un niveau de formation élevé, donc par les mêmes personnes que celles visées aux tirets 1 à 3 du second alinéa de l'article 16. Il s'ensuit que le contingent de 42 jours ouvrables aurait risqué d'être déjà épuisé et que ces personnes n'auraient plus pu assumer leurs devoirs de représentation.

(3) Le premier alinéa de l'article 17 est modifié par amendement parlementaire pour permettre le fractionnement du congé spécial en unités de quatre heures au moins, préférable au fractionnement en journées entières. La Commission tient ainsi compte d'une suggestion de la Fédération nationale des Corps des Sapeurs-Pompier. De même, dans son avis du 8 octobre 2012, la Chambre des fonctionnaires et employés publics considère „que le maintien de l'obligation, en cas de fractionnement du congé spécial, de toujours prendre „*un jour au moins*“ n'est pas ou plus adapté aux besoins réels“. Tout comme la CFEP, le Conseil d'Etat précise dans son avis complémentaire du 4 décembre 2012 que cette modification „devra apporter une plus grande flexibilité et pour les volontaires et pour les employeurs“.

\*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police recommande à l'unanimité à la Chambre des Députés de voter le projet de loi avec le libellé qui suit:

\*

## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

6453

### PROJET DE LOI portant modification

1. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

**Art. I.** A l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, le point e) est modifié comme suit:

„e) la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;“.

**Art. II.** La loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est modifiée comme suit:

(1) A l'alinéa 1er de l'article 5, il est ajouté deux tirets libellés comme suit:

- „– le groupe de support logistique;
- le groupe ravitaillement;“.

(2) L'article 16 est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 16.** Peuvent bénéficier du congé spécial défini à l'article 15 les personnes exerçant une activité professionnelle, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation à préciser par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.

Peuvent également bénéficier du congé spécial:

- les chefs de centre et chefs de centre adjoints, les chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, les chefs de corps et chefs de corps adjoints, l'inspecteur général, les inspecteurs régionaux et les inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La

durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.

- les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.
  - les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas d'événements calamiteux très graves sur ordre du Gouvernement, soit sur demande du ou des pays concernés, soit dans le cadre d'une assistance internationale.
  - les personnes qui assument les devoirs de représentation à préciser par règlement grand-ducal. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.“
- (3) L'alinéa 1er de l'article 17 est remplacé par le texte suivant:

„La durée totale du congé spécial ne peut dépasser quarante-deux jours ouvrables pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours, sauf en ce qui concerne, pour ce maximum, les chargés de cours et les personnes visées au deuxième alinéa de l'article 16. Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant quatre heures au moins.“

Luxembourg, le 24 janvier 2013

*Le Président-Rapporteur,*  
Ali KAES

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6453



## Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 30/01/2013 18:37:05  
 Scrutin: 6  
 Vote: PL 6453 Statut agent volontaire  
 Description: Projet de loi 6453

Président: M. Mosar Laurent  
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude  
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	50	0	0	50
Procuration:	10	0	0	10
Total:	60	0	0	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
<b>déi gréng</b>					
M. Adam Claude	Oui		M. Bausch François	Oui	
M. Braz Félix	Oui		M. Gira Camille	Oui	
M. Kox Henri	Oui	(M. Braz Félix)	Mme Lorsché Josée	Oui	
Mme Loschetter Viviane	Oui				

<b>CSV</b>					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Boden Fernand	Oui	
M. Clement Lucien	Oui		Mme Doerner Christine	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
Mme Frank Marie-Josée	Oui	(M. Clement Lucien)	M. Gloden Léon	Oui	(M. Oberweis Marcel)
M. Hauptert Norbert	Oui		M. Kaes Ali	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Mergen Martine	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui		Mme Scholtes Tessy	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Weber Robert	Oui	
M. Weiler Lucien	Oui	(M. Meyers Paul-Henri)	M. Weydert Raymond	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

<b>LSAP</b>					
M. Angel Marc	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Diederich Fernand	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Ben	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		M. Klein Jean-Pierre	Oui	(M. Scheuer Ben)
M. Lux Lucien	Oui	(Mme Dall'Agnol Claud)	Mme Mutsch Lydia	Oui	
M. Negri Roger	Oui		M. Scheuer Ben	Oui	
M. Schreiner Roland	Oui				

<b>DP</b>					
M. Bauler André	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Bettel Xavier	Oui	(M. Meisch Claude)	Mme Brasseur Anne	Oui	(M. Etgen Fernand)
M. Etgen Fernand	Oui		M. Krieps Alexandre	Oui	
M. Meisch Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Bauler André)
M. Wagner Carlo	Oui	(M. Berger Eugène)			

<b>Indépendants</b>					
M. Colombera Jean	Oui		M. Henckes Jacques-Yve	Oui	

<b>ADR</b>					
M. Gibéryen Gast	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	

<b>déi Lénk</b>					
M. Urbany Serge	Oui				

Le Président:



Le Secrétaire général:



Date: 30/01/2013 18:37:05  
Scrutin: 6  
Vote: PL 6453 Statut agent volontaire  
Description: Projet de loi 6453

Président: M. Mosar Laurent  
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude  
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	50	0	0	50
Procuration:	10	0	0	10
Total:	60	0	0	60

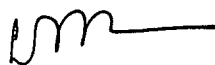
n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

Le Président:

Le Secrétaire général:



6453/07

**N° 6453<sup>7</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification**

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;**
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(5.2.2013)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 31 janvier 2013 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**portant modification**

- 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;**
- 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 30 janvier 2013 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 9 octobre 2012 et 4 décembre 2012;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 5 février 2013.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

04



## **Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police**

### **Procès-verbal de la réunion du 24 janvier 2013**

#### Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 12 novembre 2012 (N°3)
2. 6453 Projet de loi portant modification
  - 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
  - 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
  - Rapporteur : Monsieur Ali Kaes
  - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport

\*

Présents : M. Claude Adam (en rempl. de M. Camille Gira), M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Ali Kaes, M. Marcel Oberweis (en rempl. de M. Emile Eicher), M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, M. Ben Scheuer, M. Raymond Weydert

M. Paul Schroeder, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Xavier Bettel, M. Claude Haagen  
M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

\*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

\*

### **1. Approbation d'un projet de procès-verbal**

Le projet de procès-verbal est approuvé sans observation.

## 2. Projet de loi 6453

Monsieur le Président-Rapporteur présente son projet de rapport et propose de compléter la version envoyée à la Commission par une précision relative à une critique émise par la Chambre des salariés. En effet, celle-ci se montre insatisfaite que le règlement grand-ducal fixant les modalités de restitution des pertes encourues à l'occasion de l'absence du personnel en raison d'interventions d'urgence n'existe toujours pas. Or, comme l'explique le représentant ministériel, tel n'est pas le cas, puisque le règlement demandé est celui du 6 mai 2010 fixant les modalités du congé spécial des volontaires des services de secours. Le prédit règlement couvre à la fois le remboursement pour le congé spécial pour les formations et pour les interventions.

L'article 3 du règlement grand-ducal précité est libellé comme suit :

« **Art. 3.** Le remboursement à l'employeur visé aux articles 22 et 24 de la loi modifiée du 12 juin 2004 est effectué sur base d'une déclaration à présenter au directeur de l'Administration des services de secours pour les volontaires de la division de la protection civile, des inspecteurs de la division d'incendie et de sauvetage ainsi que des instructeurs et à la commune concernée pour les sapeurs-pompiers volontaires. Cette déclaration est à présenter au plus tard pour le 15 février de l'année qui suit celle pour laquelle le remboursement est demandé.

La déclaration est faite sur une fiche que chaque agent reçoit de l'Administration des services de secours ou du collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée et qu'il remet à son employeur qui la remplit et qui signe la déclaration et la demande de remboursement. L'exactitude des indications de la fiche est certifiée par la signature de l'agent concerné.

Les dossiers des personnes relevant des organismes agréés sont traités par l'Administration des services de secours.

Le congé spécial accordé pour des raisons de représentation à des responsables de la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers et aux autres personnes relevant de la division d'incendie et de sauvetage est assumé, suivant les mêmes modalités, par imputation sur l'impôt dit «Feuerschutzsteuer». Les demandes sont à adresser à l'Administration des services de secours. ».

Monsieur le Président-Rapporteur rappelle que la durée totale du congé spécial est limitée à 42 jours ouvrables sur toute la carrière du volontaire, sauf pour les personnes qui remplissent certaines missions, tel que prévu par l'article 16 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, libellé proposé par le projet de loi sous rubrique. Ces personnes peuvent en outre bénéficier de 7 jours ouvrables par an pour remplir leurs missions.

Il a été tenu compte d'une demande de la Fédération Nationale des Corps des Sapeurs-Pompiers en prévoyant que le congé spécial peut être fractionné en demi-journées.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité et la Commission propose comme temps de parole le modèle de base.

\*

- Un député insiste à ce que le projet de loi 5916 relative à l'élargissement des compétences des agents municipaux et portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988, du Code pénal et des dispositions législatives concernant les gardes champêtres soit mis à



l'ordre du jour d'une prochaine réunion. Le groupe parlementaire *déi gréng* a demandé l'organisation d'une réunion jointe avec la Commission juridique.

- Dans le cadre de la prise de présidence de la Grande Région par la Rhénanie-Palatinat, un autre député demande si la présente Commission pourrait organiser une réunion jointe avec la commission correspondante de la Rhénanie-Palatinat.

Luxembourg, le 7 février 2013

La Secrétaire,  
Marianne Weycker

Le Président,  
Ali Kaes

03



## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

---

MW/PR

### Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

#### Procès-verbal de la réunion du 12 novembre 2012

##### ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 17 septembre 2012 (N°24) et du 22 octobre 2012 (N°1 et N°2)
2. 6453 Projet de loi portant modification
  1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
  2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. 6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013
  - Rapporteur : Monsieur Lucien Lux
  - Echange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au sujet des volets du budget de l'Etat pour l'année 2013 le concernant (demande du groupe ADR)

\*

Présents : M. Eugène Berger (en rempl. de M. Xavier Bettel), M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, M. Ben Scheuer, M. Raymond Weydert

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Marc Leonhard, M. Claude Nilles, Mme Clara Muller, Direction des Finances communales, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

\*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

\*

## **1. Approbation de projets de procès-verbal**

Les projets de procès-verbal ne donnent pas lieu à observation et sont approuvés.

## **2. Projet de loi 6453**

La Commission désigne son Président, M. Ali Kaes, comme rapporteur du projet de loi.

Monsieur le Président-Rapporteur explique que le projet de loi a pour objet d'élargir le congé spécial pour les volontaires des services de secours « aux activités managériales des responsables des services de secours » (cf. exposé des motifs du projet de loi).

Il est cependant nécessaire d'apporter des amendements au texte, sur base de suggestions de la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers. Ainsi, il est préférable de prévoir le fractionnement du congé spécial en demi-journées, c'est-à-dire en unités de quatre heures au moins, plutôt qu'en journées entières. En outre, le réagencement par le projet de loi des articles 16 et 17 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours a engendré que la limitation à 42 jours ouvrables du congé spécial s'applique aussi aux personnes qui assument les devoirs de représentation déterminés par règlement grand-ducal. Il convient de redresser cette erreur.

Monsieur le Ministre ajoute que l'article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004 est précisé par l'énumération des personnes bénéficiant du congé spécial pour la gestion de leurs tâches. Quant à la limitation du congé spécial dont question ci-dessus, les personnes en charge des devoirs de représentation sont souvent les mêmes que celles énumérées à l'alinéa 2 de l'article 16 tel que proposé par le projet de loi. Ceci implique que les 42 jours risquent d'être insuffisants. Par conséquent, le congé spécial pour devoirs de représentation ne doit pas faire l'objet de la limitation à 42 jours ouvrables. Monsieur le Ministre souligne que le congé pour assurer une tâche de représentation est soumis à l'autorisation ministérielle.

Par ailleurs, à l'article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004, il importe de préciser que la durée du congé spécial ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an. Dans son avis du 9 octobre 2012, le Conseil d'Etat constate que ce terme figure dans le texte actuel de l'article 17 et « que le congé ne peut s'imputer que sur les jours ouvrables ». Aussi le libellé proposé par le projet de loi pour le premier alinéa de l'article 17 maintient-il ce terme, « de sorte que le Conseil d'Etat se prononce en faveur d'un libellé uniforme des deux articles ». La Chambre de Commerce tient également à redresser cette erreur matérielle (avis du 4 septembre 2012).

La Commission tient à préciser que la notion de jour ouvrable s'entend au sens de l'article 4, 2. du règlement grand-ducal du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'Etat, qui dispose que :

« 2. Sont jours ouvrables tous les jours de calendrier à l'exception des dimanches et jours fériés.

La semaine de congé doit dans tous les cas être mise en compte à raison de cinq jours ouvrables quelle que soit la répartition de la durée hebdomadaire du travail. ».

Au premier alinéa de l'article 16 de la loi précitée du 12 juin 2004, le terme « définir » est remplacé par celui de « préciser ». Il s'agit d'une revendication du Conseil d'Etat qui précise

que, « vu la modification de la Constitution quant au droit du travail », le terme de remplacement « répond mieux à la mise en œuvre du pouvoir réglementaire dans une matière réservée à la loi ».

L'article I du projet de loi consiste à redresser une erreur matérielle survenue à l'article 4 de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, à savoir qu'il était renvoyé à la loi du 25 avril 1994 instituant un congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage, abrogée par la loi précitée du 12 juin 2004. Ce redressement permet aussi de faire des modifications suivies, c'est-à-dire qu'une modification dans la loi de 2004 entraîne automatiquement une modification afférente du Code du Travail. En effet, l'article 4 de la loi du 31 juillet 2006 susmentionnée dispose que :

« **Art. 4.** Sont modifiées de plein droit par l'effet de leur modification subséquente, les dispositions du présent Code qui citent en les reproduisant des articles ou parties d'articles des lois suivantes: [...] ».

L'ajout qui fait l'objet de l'article II du projet de loi tient compte de l'existence des deux nouvelles unités mises en place par la loi précitée du 12 juin 2004.

A noter que la formule de promulgation est à enlever au texte du projet de loi, comme le fait remarquer le Conseil d'Etat.

A une question afférente d'un membre de la Commission, le représentant ministériel explique que l'exercice des différentes fonctions exige pour chacune un niveau déterminé de formation. A côté des formations de base, les volontaires participent à une formation continue. Pour le détail, il est renvoyé aux règlements grand-ducaux du 6 mai 2010 exécutant la loi précitée sur l'Administration des services de secours, notamment à celui fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des services de secours. La prise en charge du congé spécial est réglée par le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 fixant les modalités du congé spécial des volontaires des services de secours, dont l'article 3 dispose que :

« **Art. 3.** Le remboursement à l'employeur visé aux articles 22 et 24 de la loi modifiée du 12 juin 2004 est effectué sur base d'une déclaration à présenter au directeur de l'Administration des services de secours pour les volontaires de la division de la protection civile, des inspecteurs de la division d'incendie et de sauvetage ainsi que des instructeurs et à la commune concernée pour les sapeurs-pompiers volontaires. Cette déclaration est à présenter au plus tard pour le 15 février de l'année qui suit celle pour laquelle le remboursement est demandé.

La déclaration est faite sur une fiche que chaque agent reçoit de l'Administration des services de secours ou du collège des bourgmestres et échevins de la commune concernée et qu'il remet à son employeur qui la remplit et qui signe la déclaration et la demande de remboursement. L'exactitude des indications de la fiche est certifiée par la signature de l'agent concerné.

Les dossiers des personnes relevant des organismes agréés sont traités par l'Administration des services de secours.

Le congé spécial accordé pour des raisons de représentation à des responsables de la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers et aux autres personnes relevant de la division d'incendie et de sauvetage est assumé, suivant les mêmes modalités, par imputation sur l'impôt dit «Feuerschutzsteuer». Les demandes sont à adresser à l'Administration des services de secours. ».

En pratique, le nombre des demandes de remboursement pour congé spécial est peu élevé, les personnes concernées trouvant le plus souvent un arrangement avec leur employeur.

### **3. Projet de loi 6500**

Le représentant de l'ADR, demanderesse du présent échange de vues, explique qu'il s'agit d'analyser les différents volets du budget de l'Etat dans les commissions parlementaires concernées. Monsieur le Ministre était également invité par la Commission des Finances et du Budget, où il a présenté une proposition pour réduire les dépenses au niveau des subsides aux communes. Une série de questions s'étant posées au cours de cette réunion, Monsieur le Ministre avait déclaré vouloir informer les députés dès qu'il aurait les réponses. L'orateur souhaiterait dès lors connaître l'état actuel dans ce domaine et savoir si Monsieur le Ministre a répondu à la demande de la Commission des Finances et du Budget d'obtenir une ventilation des finances communales, en ce qui concerne le budget ordinaire des communes (excédents, emprunts, etc.).

Monsieur le Ministre confirme qu'il est invité chaque année par la Commission des Finances et du Budget, les mêmes problèmes se présentant chaque année. Entre-temps plus d'éléments concrets permettent de dessiner une image du futur des finances communales. Au cours de la prédite réunion de la Commission des Finances et du Budget, l'accent a été mis sur l'idée avancée au Conseil de Gouvernement de liquider les revenus affectés des communes suivant le modèle du Ministère de l'Intérieur pour la répartition des subsides attribués en tant que revenus affectés. Il a été retenu comme conclusion qu'il s'agit à l'heure actuelle d'une déclaration d'intention, l'idée étant d'attribuer les subsides de façon plus nuancée, plutôt que d'un modèle précis et concret. Il n'y aura donc pas de répercussions sur le budget pour 2013.

Il semble en effet utile de ventiler les revenus affectés en fonction de la situation financière des communes. Il faut toutefois être conscient que le modèle de répartition en question, basé en particulier sur la situation des communes relative à l'ICC (impôt commercial communal), tient compte des différentes missions des communes (missions obligatoires, missions facultatives). L'idée de base de ce modèle est de permettre notamment aux petites communes d'assurer les missions originaires d'une commune. La gestion de la problématique incombe à l'IGF (Inspection générale des finances) qui dispose de toutes les données nécessaires. Pour l'orateur, revenus affectés et revenus non affectés constituent un ensemble et doivent tous les deux être pris en considération dans le cadre de la future organisation des finances communales.

Quant à la ventilation des finances communales, un tableau est en cours d'élaboration et les données demandées par la Commission des Finances et du Budget seront communiquées encore dans l'année en cours. Sur base de ces éléments objectifs, une politique des finances communales plus cohérente et plus équitable sera déterminée. L'objectif est d'avoir une meilleure durabilité, prévisibilité et cohérence des finances communales, tous les acteurs concernés étant associés à la discussion. Aussi une alimentation plus durable des revenus non affectés est-elle visée ; dans ce contexte, Monsieur le Ministre déclare que la TVA doit continuer à entrer dans le FCDF (Fonds communal de dotation financière), celle-ci reflétant l'état de l'économie.

Un membre de la Commission constate que, suite aux amendements apportés au projet de budget, les recettes de l'Etat provenant de la TVA augmenteront de 65 millions et celles provenant des revenus sur personnes physiques de 20 millions d'euros. Cela représenterait pour les communes une augmentation des recettes de 14 millions d'euros suivant le schéma classique de répartition (10% de la TVA, 18% des revenus sur personnes physiques). Or, si

les communes devront faire face à l'avenir à des dépenses croissantes, notamment en ce qui concerne les mesures sociales, elles ne profiteront pas pour autant de l'augmentation des recettes mentionnées ci-dessus, celles-ci étant continuées à l'Etat. Par ailleurs, les communes contribueront à l'augmentation du financement du Fonds pour l'emploi à hauteur de 2%, ce qui correspond à 11,8 millions d'euros. Le fait pour les communes de ne pas bénéficier de l'augmentation des recettes de 14 millions constitue une dérogation au principe selon lequel les communes ont droit à 10% de la TVA et à 18% des revenus sur personnes physiques. On constate que les recettes de l'Etat augmentent de 4,8%, en plus d'un impôt sur les petites entreprises, auquel les communes n'ont aucune participation, puisque ces entreprises ne contribuent pas à l'ICC. Les recettes des communes n'augmentent que d'1,8%, alors que les communes ne disposent pratiquement pas de possibilité pour compenser l'augmentation plus forte de leurs dépenses. Les communes se prononcent par conséquent pour une évolution des recettes communales liée à celle des recettes étatiques.

Monsieur le Ministre indique que ces réflexions devront entrer dans la discussion sur les finances communales. Il souligne cependant que le secteur communal dispose d'une réserve de 1,2 milliards d'euros et, déduction faite de toutes les dettes, d'un excédent global de 400 millions. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'on se trouve dans une situation extraordinaire qui exige des adaptations budgétaires, dont celle d'intégrer les 14 millions dans le budget de l'Etat au lieu d'en faire bénéficier les communes suivant le schéma de répartition classique.

Quelques députés se montrent inquiets de la remise en question de certains principes en matière de finances communales, puisque les communes ne sont alors pas en mesure de planifier et n'ont pas de sécurité financière.

Monsieur le Ministre réplique qu'on ne se trouve actuellement pas en situation de répartition ordinaire des recettes, mais que des mesures extraordinaires sont prises dans le but de surmonter la crise économique et financière et d'équilibrer le budget de l'Etat, et non pas de procurer plus de recettes à l'Etat et aux communes.

Un membre de la Commission fait remarquer que ces inquiétudes s'expliquent en partie par quelques expériences que les communes ont faites dans le passé, telle la TVA sidérurgie.

Luxembourg, le 20 décembre 2012

La Secrétaire,  
Marianne Weycker

Le Président,  
Ali Kaes

Annexes :

- Radiographie des finances communales
- Divers documents

---

# Radiographie des finances communales

2ème Phase du Projet  
Document élaboré en vertu de la Convention du 7 mars 2011 entre la BCL et le  
Gouvernement

Version du 23 mai 2012



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

La présente étude constitue la deuxième phase d'un projet de collaboration entre la Banque Centrale du Luxembourg et le Ministère de l'Intérieur.

### 1. Objet et description de l'étude

L'objectif de cette étude est d'établir une radiographie des finances communales luxembourgeoises. La première phase du projet a été consacrée à un examen de l'état des finances communales. La deuxième phase, présentée dans ce rapport, vise quant à elle à approfondir l'analyse descriptive réalisée lors de la première phase.

La **première partie** du rapport de cette 2<sup>ème</sup> phase examine la faisabilité d'une étude de l'efficacité des dépenses. Elle comporte une présentation des concepts et d'expériences étrangères en la matière. Il apparaît que faute de données suffisantes, une telle étude ne peut être mise en œuvre au Luxembourg dans l'état actuel des choses.

La **deuxième partie** aborde la question de la dimension optimale des communes. Il s'agit de faire le point des connaissances en la matière (théorie économique et expériences internationales). L'expérience de fusion en Belgique, au Danemark et en Suisse est examinée (études des processus et des incitations). Une étude empirique est également réalisée, afin d'expliquer le niveau par habitant des dépenses ordinaires obligatoires en fonction d'autres variables disponibles (démographiques, géographiques, socio-économiques). La 1<sup>ère</sup> phase avait en effet montré que ce niveau de dépenses exprimé en fonction de la population formait une courbe en U. Un objectif essentiel de l'analyse empirique consiste à déterminer un nombre d'habitant qui minimise le niveau des dépenses ordinaires obligatoires par habitants. Un autre objectif important est l'évaluation de l'incidence sur les dépenses de divers critères de péréquation/répartition des recettes, en vue d'une éventuelle refonte du système de financement des communes.

Diverses modifications possibles du système de financement sont précisément présentées dans la **troisième partie**. Il s'agit dans un premier temps de réformes paramétriques. Celles-ci concernent le système de péréquation de l'Impôt Commercial Communal (ICC) et de répartition du Fonds Communal de Dotation Financière (FCDF), l'objectif étant de réduire les disparités entre les revenus non affectés des communes engendrées par le système actuel. Une reformulation de la dotation du FCDF est également abordée afin de réduire la volatilité du montant global du FCDF, ce qui permettrait également d'en améliorer la prévisibilité. Dans un deuxième temps, le Ministère de l'intérieur abordera le mode d'intervention de l'Etat en matière d'équipement des collectivités locales.

D'autres aspects, tels qu'une réforme de l'impôt foncier et le financement de nouvelles missions, sont également présentés dans cette partie. Finalement, l'intérêt de la mise en

place de fonds de réserve (via une refonte des fonds déjà existants) au sein des communes luxembourgeoises est examiné.

## 2. Conclusions et recommandations

Plusieurs conclusions et recommandations se dégagent de l'analyse réalisée dans ce rapport.

- **Efficacité des dépenses**

Il existe un obstacle d'envergure à une étude sur l'efficacité des dépenses au Luxembourg, à savoir l'insuffisance des données sur les indicateurs de production et de performance des services communaux (les « outputs »). Ces indicateurs sont systématiquement utilisés dans la littérature portant sur l'efficacité des dépenses locales. Le Luxembourg se heurte par exemple à l'absence d'enquêtes de satisfaction sur ces services auprès des habitants des communes.

Compte tenu de l'importance primordiale du choix de variables d'output (et de certaines variables d'environnement socio-économique) appropriées, la BCL suggère la mise en place, dans la foulée de la présente radiographie des finances communales, d'un groupe de travail spécifiquement centré sur la mesure de l'efficacité des dépenses communales. Ce groupe devrait s'atteler au choix des indicateurs de performance/de production les plus pertinents et procéder en parallèle à un inventaire des données disponibles par commune. Ce groupe devrait le cas échéant mettre en place une enquête de satisfaction auprès des habitants des communes en guise de complément aux données statistiques disponibles.

Les indicateurs d'efficacité obtenus de la sorte ne viseraient en aucun cas à stigmatiser quelque autorité communale que ce soit. Il s'agirait simplement d'initier un processus permettant une meilleure compréhension du comportement de dépense des communes et d'expliquer les comportements pouvant paraître manifestement « déviants » en la matière.

La BCL espère que le nouveau plan budgétaire permettra de dégager des données statistiques pouvant également faciliter la création d'indicateurs d'efficacité financière. Des données relatives aux coûts par mission (y compris les syndicats de communes) seraient souhaitables. Il est en effet impératif de rationaliser les dépenses et de dépenser de manière efficiente chaque denier public.

- **Fusion de communes/ taille optimale des communes**

L'analyse des dépenses ordinaires obligatoires a permis d'établir que pour un intervalle de confiance de 90%, il est vraisemblable que le seuil de population dit « à dépense minimale » se situe entre 4 000 et 11 000 habitants. La borne inférieure de cet intervalle, dont l'estimation constitue une première au Luxembourg, est supérieure au seuil de 3

000 habitants défini dans la réforme territoriale. Ce résultat confirme la nécessité d'au moins atteindre cet objectif des 3 000 habitants. Il ressort également des expériences étrangères que le processus de fusion volontaire est souvent freiné ou bloqué par des réticences de nature politique. Une explication précise des avantages liés au regroupement de communes, qui sont explicités dans la présente étude, de même que la présence d'incitants financiers suffisamment stimulants (sans pour autant appauvrir l'Etat central), devraient permettre de contourner ces blocages et de progresser harmonieusement dans la mise en œuvre de la réforme territoriale, voire même d'accélérer cette dernière. Le seul précité d'au moins 4 000 habitants met en relief les avantages financiers associés aux regroupements. En période de crise, les pouvoirs locaux luxembourgeois ne peuvent durablement renoncer à de tels gains d'efficacité. Si un processus volontaire ne permet pas d'aboutir aux restructurations souhaitées, ces dernières devront être stimulées par le truchement d'un processus plus contraignant.

- **Financement des pouvoirs locaux**

L'analyse du système de péréquation a montré qu'il était possible et même souhaitable de réduire une partie des disparités entre les communes en supprimant le critère des salariés rectifiés. Cette modification permettrait de simplifier le système existant, ce qui est gage de transparence, donc de meilleure appropriation des finances locales par le citoyen. D'autres modifications pourraient également avoir lieu, comme un ajustement des taux de contribution ou la mise en place d'un plafond ou « cap » sur la part d'intéressement net ou sur le montant par habitant après péréquation. Cependant, toute la problématique réside dans la détermination du concept de disparité justifiée entre communes. L'ampleur des disparités justifiées est impossible à mesurer en l'état actuel des choses et son choix est de nature politique.

La BCL rejoint également les principales conclusions du rapport sur le budget 2012 de la Commission des finances et du Budget. Ainsi, si la faisabilité technique de cette mesure doit encore être déterminée par la direction des contributions directes, il est possible d'imaginer de regrouper l'impôt commercial communal avec l'impôt sur le revenu des collectivités. Ce regroupement comporterait des avantages pour tous les acteurs économiques, notamment moins de travail administratif pour les entreprises et l'Etat, plus de visibilité pour les entreprises ou encore une moindre volatilité des recettes des communes. Les communes remplaceraient dans ce cas de figure la disparition de l'ICC actuel par des additionnels sur le nouvel impôt IRC/ICC fixés au niveau de chaque commune. Une telle simplification permettrait d'assurer aux communes une plus grande stabilité de leurs recettes, tout en sauvegardant leur autonomie communale.

Au niveau du FCDF, l'impôt foncier A ne constitue pas un critère justifié. La valeur unitaire servant au calcul de l'assiette imposable date de 1941 et ne reflète donc plus la réalité. Les expériences étrangères montrent également que d'autres critères pourraient faire l'objet d'une réflexion. Ainsi, la superficie totale ou bâtie sont généralement prises en compte à l'étranger (ce critère remplacerait la superficie verte). Les expériences

étrangères suggèrent également que des critères sociaux (nombre de chômeurs, nombres d'écoliers, etc.) ou représentant la structure d'âge (nombre de jeunes, de personnes âgées, etc.) pourraient également être pris en compte. Une analyse économétrique des dépenses montre d'ailleurs que le taux de chômage constitue un déterminant important des dépenses communales, ce qui justifierait a priori sa prise en compte dans les critères de péréquation/répartition des recettes non affectées.

Plus généralement, se pose la question d'une répartition des ressources en fonction d'une typologie des communes. Dans certains pays, une telle typologie des localités est un critère rentrant dans la répartition des avoirs. Une typologie des communes nécessite cependant un grand nombre de variables (critères socio-économiques, démographiques, géographiques, etc.) et requiert une analyse factorielle. Les données actuellement disponibles pour le Luxembourg sont insuffisantes pour établir ce type de classification, a fortiori s'il s'agit d'un critère conditionnant directement le financement des communes. Une telle typologie devrait d'ailleurs présenter une grande stabilité et être d'une robustesse sans faille s'il s'agit d'en faire un critère déterminant de l'allocation des ressources. Faute d'une telle robustesse, cette typologie présenterait un inconvénient majeur : une commune pourrait rapidement changer de catégorie (notamment en présence d'un simple aléa statistique), avec à la clé une augmentation ou diminution brutale de ses ressources.

Une autre recommandation de la BCL, rejoignant également le rapport de la Commission des finances et du budget de la Chambre des Députés, est la nécessité d'une réforme de l'impôt foncier. Les valeurs unitaires servant au calcul de la base imposable sont désuètes et aboutissent à une sous-évaluation massive de l'assiette imposable et par voie de fait du produit de l'impôt. Cette réforme aurait évidemment un coût, mais des techniques faisant appel à des évaluations automatisées permettraient de réduire notablement ce dernier. Les communes doivent bien entendu continuer à disposer de leur autonomie en matière de fixation des taux de l'impôt foncier. Elles peuvent faire appel à ce levier fiscal sans pour autant entrer en opposition frontale avec la politique du gouvernement en matière de pression fiscale. Outre son effet favorable sur les recettes communales, une telle disposition favoriserait l'indispensable consolidation budgétaire des Administrations publiques - résultant notamment de nos engagements européens - ce qui diminuerait d'autant la nécessité de recourir à une hausse de la taxation du travail ou de la consommation hautement dommageable à notre économie. Par ailleurs, une réestimation des valeurs unitaires inciterait à davantage de parcimonie dans l'utilisation de cette ressource rare que constituent les terrains.

Enfin, il apparaît dans l'analyse empirique des dépenses que la présence d'un centre de développement et d'attractivité (CDA) sur le territoire de la commune n'influence guère le niveau des dépenses totales par habitant. Ce résultat n'est pas étonnant, puisque de nombreuses installations ont été et sont toujours mises en place et financées intégralement par l'Etat, par le secteur paraétatique et même par le secteur privé. Ces

résultats ne plaident pas en faveur d'une répartition des recettes non affectées en fonction du critère CDA. En outre, le financement spécifique de certaines communes moyennant l'introduction de ce critère CDA aurait pour effet une diminution des recettes des autres communes (système fermé de transferts de revenus non affectés).

Concernant les transferts de l'Etat, le Ministère de l'Intérieur conclut : « *Avant de pouvoir mettre en place une politique de subventionnement cohérente et transparente, il s'impose de dresser le bilan exhaustif des subventions existantes. Le groupe de travail interministériel déjà en activité constitue la plateforme adéquate pour établir cet inventaire, mais son champ d'action devrait être élargi pour englober l'ensemble des subventions octroyées au secteur communal. Cette action devrait être complétée par la mise en place d'une application informatique regroupant l'ensemble des aides accordées et assurant ainsi la transparence requise, ceci aussi bien pour les acteurs étatiques que communaux.*

*En fonction des objectifs de la politique du gouvernement, notamment en matière d'aménagement du territoire et en ce qui concerne le partage de compétences voulu entre l'Etat et les communes, devrait être articulé un système d'accompagnement financier clair et cohérent. Ce mécanisme de subventionnement devrait non seulement permettre d'atteindre les objectifs politiques déclarés, mais permettre aussi aux communes d'assumer pleinement les missions qui leur sont dévolues et de concourir ainsi à un développement équilibré du pays. »*

Finalement, la mise en place de fonds de réserve (via une refonte des fonds de réserve existant et du fonds de péréquation conjoncturale) permettrait de contrer la volatilité des recettes des Administrations locales luxembourgeoises, tout en garantissant une plus grande stabilité des finances communales et des services offerts aux citoyens. Ce type de fonds n'est peut-être pas facile à mettre en place, comme le montrent les expériences des Etats-Unis, mais leur rôle est crucial.

Epargner en période de bonne conjoncture est la meilleure stratégie pour lisser les dépenses en cas de dégradation de la situation économique. Dans une telle situation, les communes ne pourraient pas demander de l'aide à l'Etat central, puisqu'il est fort probable que ce dernier serait également en difficulté. Quand bien même l'Etat central déciderait de renflouer les communes, chaque aide versée par ce dernier éroderait gravement les incitants à la responsabilisation budgétaire.

L'instauration de tels fonds est donc un moyen de sensibiliser les responsables locaux à une certaine discipline budgétaire. Il est nécessaire que ces derniers aient une vision de long terme plutôt que de court terme, qui en général correspond à la durée de leurs mandats. Certains responsables locaux ont trop souvent tendance à s'attendre au fait qu'ils ne seront plus en place lorsque les problèmes surviendront. Ils ont du mal à renoncer à des revenus qu'ils pourraient dépenser aujourd'hui pour faire face à des difficultés futures. La responsabilisation est le maître mot en la matière et la création d'un fonds de réserve doit faire partie des priorités. Une norme de dépenses à l'échelle

locale, qui serait en phase avec les règles de retrait du ou des fonds, serait tout aussi indispensable. Enfin, il importe que les retraits de fonds s'opèrent conditionnellement à un affaiblissement durable des recettes d'une commune et non en fonction d'un déficit de cette même commune résultant d'une augmentation des dépenses.

Enfin, l'établissement de plans pluriannuels de financement (PPF), dont la mise en œuvre systématique est d'ores et déjà prévue (au cours de 2013), peut servir d'élément clef pour une gestion prévisionnelle à court et moyen terme par les communes.

Par ailleurs, le recours à des indicateurs financiers et l'établissement de benchmarks peuvent compléter le dispositif des outils permettant à terme aux communes d'évaluer leurs choix et de suivre leur propre gestion et d'effectuer des comparaisons entre communes.

Finalement, le concours de toutes ces mesures devrait donner aux communes le cadre nécessaire pour assumer pleinement leurs missions et leur responsabilité, qu'elles soient obligatoires ou facultatives, ceci sous contrainte du respect de l'autonomie qui leur est dévolue.



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

La présente étude constitue la première phase d'un projet de collaboration entre la Banque Centrale du Luxembourg et le Ministère de l'Intérieur.

### 1. Objet et description de l'étude

L'objectif de cette étude est d'établir une radiographie des finances communales luxembourgeoises. La première phase du projet est consacrée à un examen de l'état des finances communales. La deuxième phase, qui sera finalisée à la fin mars 2012, visera quant à elle à approfondir l'analyse descriptive réalisée lors de la première phase et à relever les forces et faiblesses du système de financement actuel des communes. Une identification et une analyse des expériences de pays ayant entrepris des réformes communales contribuera aux options de réformes proposées dans cette seconde phase.

La première partie du rapport montre comment les communes en particulier et les pouvoirs locaux en général s'inscrivent dans la réalité luxembourgeoise. Elle comporte un bref historique et une présentation de concepts éclairant le fonctionnement des communes. En guise de transition vers les parties suivantes, un certain nombre de chiffres clés met en exergue l'importance des finances communales, notamment par rapport à l'ensemble des administrations publiques.

La deuxième partie de la 1<sup>ère</sup> phase établit un état des lieux des finances communales. Les recettes, dépenses et soldes budgétaires font l'objet d'un examen systématique, pour les communes dans leur globalité et considérée isolément. L'analyse réalisée dans cette partie est fortement tributaire de la qualité des données mais également de leur disponibilité. Ainsi, certains points relatifs aux syndicats de communes n'ont pu être développés faute de données.

Dans la troisième partie, les finances des administrations locales luxembourgeoises (définition SEC 95) sont comparées aux niveaux correspondants observés dans d'autres pays de l'Union Européenne, en premier lieu aux pays limitrophes.

### 2. Méthodologie adoptée

L'analyse des finances communales réalisée dans la deuxième partie du rapport est faite à partir des comptes de gestion pour la période 1998-2009, des budgets rectifiés pour 2010 et des budgets 2011. Il convient donc de considérer les données de 2010 et 2011 avec précaution. Les budgets ont tendance à surestimer les dépenses par rapport aux comptes de gestion.

Il convient également de noter que cette étude a dû faire face à la qualité et la disponibilité parfois insuffisante des données. La limite la plus importante à cet égard est la fréquente non prise en compte des syndicats communaux, en raison de l'absence d'un plan comptable



uniforme relatif à ces derniers et du fait que les données de détail de tous les syndicats ne sont pas disponibles pour la période étudiée.

Les statistiques utilisées pour la comparaison européennes sont quant à elles issues de la base de données d'Eurostat, (SEC95). Les ratios des recettes et des dépenses exprimés en pourcentage du PIB étant peu significatifs au Luxembourg du fait du niveau élevé du PIB par habitant, celles-ci sont comparées en niveau par habitant et après correction des niveaux de prix différents.

### 3. Résultats

#### Recettes

- Les recettes ordinaires peuvent être classées en deux grandes catégories, à savoir d'une part les recettes non affectées et d'autre part les recettes affectées. Les recettes non affectées constituent en quelque sorte le garant de l'autonomie communale. Les deux principales recettes non affectées des communes sont l'Impôt commercial communal (ICC) et le Fonds Communal de Dotation Financière (FCDF). La troisième recette non affectée, à savoir l'Impôt foncier (IF), est d'un montant nettement plus réduit et a diminué en proportion au cours du temps. Le poids moyen des recettes non affectées sur la période 1998-2009 est de 66% des recettes ordinaires. Il convient également de noter que le poids des recettes non affectées dans les recettes ordinaires peut bien évidemment varier selon la taille de la commune et en fonction de sa capacité à disposer de recettes propres. Les recettes affectées regroupent le reste des recettes communales ordinaires. Ces recettes sont affectées à un (ou plusieurs) objet(s) précis. C'est notamment le cas des Recettes pour fournitures et prestations de services.
- Les recettes du produit de l'ICC sont difficilement prévisibles et plus volatiles que celles du FCDF. Les écart-types des taux de croissance sont en effet égaux à respectivement 9,3% et 6,7%.
- Les recettes ordinaires (y compris celles de l'ICC) se sont en moyenne accrues de 5,7% par an de 1998 à 2009 (après neutralisation des recettes en matière d'énergie) tandis que les recettes non affectées ont progressé à un rythme moyen de 5,6%. Les recettes affectées neutralisées des recettes d'électricité, gaz et chauffage urbain ont également augmenté, en moyenne de 6,4% par an sous la période revue.
- La volatilité des recettes totales des administrations locales et de l'Administration centrale est largement comparable. Les écart-types sont en effet de respectivement 4,5% et 4,4%, tandis que les coefficients de variation (soit l'écart-type divisé par le taux de croissance annuel moyen) est de 0,7 dans les deux cas.
- Les recettes par habitant varient fortement d'une commune à l'autre. Ces disparités trouvent en partie leur fondement au niveau des recettes ordinaires non affectées. L'ICC et la dotation du FCDF liée à l'IFA explique la plus grande partie de ces disparités. Or, le système de péréquation de l'ICC doit en principe réduire les

inégalités entre communes et le système de répartition du FCDF doit en principe être neutre et objectif, dans la mesure où il est censé refléter les besoins des communes qui dépendent eux-mêmes de la population ou de la superficie.

- L'analyse du système de répartition du FCDF montre que les disparités peuvent déjà être réduites au moyen d'un simple changement de formule. Ce résultat peut être obtenu en modifiant les poids des critères existants (65% pour la population, 15% pour les terrains verts, 20% pour la densité).
- Par ailleurs, il ressort d'une première analyse du système de péréquation de l'ICC qu'une modification d'un seul paramètre peut de suite réduire les disparités entre communes. Néanmoins, il semble également que la modification d'un seul paramètre ne soit pas suffisante et que des modifications combinées devraient avoir lieu. Finalement, comme pour le FCDF, l'analyse des disparités et des réductions qui pourraient être possibles en modifiant un paramètre sera développée plus amplement dans la 2<sup>ème</sup> phase de ce projet (analyse des coefficients de Gini par exemple).
- L'étude des transferts de l'Etat par le Ministère de l'Intérieur indique que : *« les montants des subventions accordées ont considérablement augmenté au cours de la période de 1998 – 2009 (à un rythme de 10,5% p.a. contre 5,5% pour les recettes totales des communes) ; de nouvelles missions des communes se sont accompagnés de l'octroi de moyens financiers additionnels par l'Etat (maisons-relais, pacte logement) ; la transparence, la cohérence et partant l'efficacité des mécanismes d'attribution des subventions au secteur communal peuvent être améliorées. »*
- Le Ministère de l'Intérieur a également étudié les recettes affectées des communes provenant de leurs services industriels. De laquelle, il tire les conclusions suivantes : *« On peut dire qu'en ce qui concerne les recettes des services industriels obligatoires (eau et déchets) celles-ci devraient couvrir toutes les charges de fonctionnement. Si cela n'est pas (toujours) le cas on doit constater que les communes disposent de moyens financiers non affectés suffisants pour pouvoir contribuer au financement de leurs missions obligatoires. Pour des raisons politiques les responsables locaux rechignent en effet à augmenter les taxes pour leurs résidents (électeurs). La non répercussion intégrale des coûts sur les utilisateurs des services de l'espèce a pour conséquence que les recettes restent en-dessous de leur potentiel effectif d'un côté et que d'un autre côté la mise à disposition de services trop bon marché risque d'augmenter la demande ou le recours à ces services, ce qui provoque pour la commune des dépenses supplémentaires pour répondre à la demande.*

*En ce qui concerne les recettes affectées provenant de services industriels facultatifs tels que l'électricité, le gaz, le chauffage urbain, ... les communes actives dans ces domaines ont en principe un revenu commercial dont le niveau est supérieur aux charges de sorte que ces communes dégagent un excédent financier pour cette*

activité. Cet excédent est à considérer comme recette non affectée (cf intérêts créditeurs, dividendes) que les communes peuvent utiliser pour d'autres missions. »

- Les simulations, réalisées par la BCL en ce qui concerne les déterminants macroéconomique du FCDF et de l'ICC, mettent en exergue l'utilité d'une vision proactive et « englobante » de la part des communes. L'analyse qui précède montre que les finances communales sont exposées dans une large mesure à divers risques, qu'il convient de ne pas sous-estimer. Il apparaît que ces dernières ne sont nullement à l'abri d'évolutions macro-économiques telles que le ralentissement de la consommation privée, des revenus des ménages, la disparition graduelle des soldes de l'ICC liés aux années antérieures ou encore l'étiollement éventuel du « Tanktourismus ». Des initiatives européennes telles que le « VAT package », qui se rapporte au commerce électronique, devraient également affecter significativement les finances des pouvoirs locaux. Il apparaît également qu'en cas de survenance de ces chocs, l'Etat central ne serait pas en mesure de voler au secours des Administrations locales, car il subirait lui-même ces chocs de plein fouet.
- La BCL ne peut qu'appeler les pouvoirs locaux et leurs autorités de tutelle à intégrer ces risques potentiels ou avérés. Une première réaction relevant du pouvoir de tutelle consisterait à promouvoir davantage une optique budgétaire pluriannuelle, en transmettant aux pouvoirs locaux une série d'indicateurs et de paramètres économiques sur un horizon de trois à cinq ans. Cet ensemble d'informations devrait également comporter diverses projections de recettes (FCDF et ICC en particulier), élaborées en collaboration avec un conseil budgétaire indépendant. Un tel canevas cohérent permettrait aux communes d'élaborer des plans pluriannuels de financement et de prévoir leurs soldes budgétaires de façon plus précise. Une seconde réponse, qui concerne avant tout les pouvoirs locaux, impliquerait la mise en réserve des « surprises favorables » en matière de recettes et de la partie des recettes qui est imputable au fort dynamisme structurel – c'est-à-dire hors conjoncture – de l'ITS (élasticité de l'ITS à sa base imposable supérieure à l'unité). Ce dynamisme de l'ITS se répercute sur les recettes des pouvoirs locaux via le FCDF. Ces mises en réserve permettraient aux communes de faire face aux différents chocs énumérés ci-dessus et de pallier les conséquences d'éventuelles réformes fiscales ou de modifications du régime de TVA.
- De telles reprises et mises en réserve pourraient faire l'objet de normes transparentes, élaborées au niveau local mais avec un certain degré d'harmonisation.
- L'analyse économétrique expliquant le niveau de dépenses selon divers paramètres (point II.4) suggère également que l'importance relative de la superficie verte et de la densité dans la formule de distribution du FCDF devrait être examinée plus en détail.
- L'impôt foncier constitue un autre volet d'ajustement des finances communales. Il n'occupe actuellement qu'une place marginale au sein des recettes totales des

communes. Ces dernières disposent d'un important potentiel en la matière. Dans la même perspective, il conviendrait d'examiner l'opportunité d'un ajustement des valeurs unitaires, qui n'ont plus été revues depuis 1941.

### Dépenses

- Les dépenses totales des Administrations locales ont en moyenne augmenté de 6,0% de 1998 à 2009 selon la comptabilité communale et de 6,6% selon le système comptable SEC 95. Cette discordance s'explique principalement par la décentralisation des services de gaz et d'électricité de la Ville de Luxembourg, qui a donné lieu à une diminution mécanique des dépenses comptables en 2009, alors que ce même effet a été neutralisé dans les comptes SEC 95. Toujours selon le système comptable SEC 95, les dépenses totales de l'Administration centrale se sont accrues de 7,9% par an, en moyenne, de 1998 à 2009. Les principales dépenses des pouvoirs locaux sont les dépenses de personnel, les frais de fonctionnement et les investissements immobiliers.
- Les dépenses pour missions obligatoires représentaient 54% des dépenses locales totales en 2009. Par conséquent, les communes disposent d'une certaine marge de manœuvre pour réaliser des dépenses facultatives.
- La composition fonctionnelle des dépenses locales n'a pas subi de modifications majeures de 1998 à 2009. Les trois principales catégories sont les services d'administration générale (22% en 2009), l'enseignement (21%), les « Affaires et services économiques » (16%), la protection de l'environnement et les « Loisirs, culture et cultes » (13% chacun).
- A l'instar des recettes, les dépenses varient considérablement d'une commune à l'autre. Les dépenses totales hors transport et production d'énergie par habitant moyenne sur la période 2005-2009 sont dans un rapport de 1 à 3,2. Le ratio correspondant est égal à 3,15 pour les seules dépenses ordinaires et à 2,6 pour les dépenses ordinaires obligatoires. Les pouvoirs locaux bénéficiant de recettes élevées devraient les utiliser pour augmenter leurs réserves – surtout dans un contexte économique incertain – et non pour alimenter de nouvelles dépenses.
- La relation entre les dépenses ordinaires obligatoires par habitant d'une part et la taille de la population d'autre part tend à se conformer à une courbe en U. Ce résultat sera analysé plus en détails dans le cadre de la seconde phase de la radiographie.

### Solde et endettement

- Les soldes des comptes communaux à l'exercice propre (ordinaire et extraordinaire, hors fonds de réserve budgétaire) et à l'exercice global pour l'ensemble des communes sont en général assez proches de l'équilibre. Il en est de même des soldes SEC 95 des pouvoirs locaux luxembourgeois. Ce résultat n'est guère surprenant, dans la mesure où les communes doivent présenter un budget en équilibre et que le recours à l'endettement est encadré par la loi.

- L'analyse de l'évolution des soldes à l'exercice propre montre qu'entre 2006 et 2008, les communes ont dégagé des excédents substantiels, alors que l'exercice 2009 s'est traduit par un déficit. Entre 2008 et 2009, les recettes totales ont effectivement diminué de 3,3% tandis que les dépenses ont progressé de 1,8%. Il convient cependant de noter qu'après neutralisation des effets de l'externalisation du gaz et de l'électricité, les recettes et les dépenses totales ont augmenté de respectivement 4,5% et 10,2%, selon les comptes SEC 95. Ce déficit se serait cependant en partie résorbé en 2010.
- Au niveau désagrégé, l'étude montre que ce n'est pas parce que l'ensemble des communes présente un excédent que c'est le cas de chaque commune prise isolément. En 2007 et 2008, 27 communes enregistraient un déficit alors qu'au niveau global un surplus était dégagé.
- Les recommandations de la circulaire ministérielle du 27 novembre 2002 pour la création d'un fonds de réserve budgétaire ont été généralement bien suivies. En 2009, 74 communes détenaient encore des avoirs dans ce fonds de réserve, mais il apparaît que quatre communes détenaient à elles seules 70% des avoirs, soit 116 millions d'euros. Il convient cependant de noter que si certaines communes ne font pas usage de cet outil, cela ne signifie pas qu'elles ne détiennent pas de l'argent en réserve par un autre biais, notamment par le maintien d'un excédent au budget ordinaire dont une partie est normalement placée sur un compte d'épargne. Les communes disposent par ailleurs d'avoirs dans le Fonds communal de péréquation conjoncturale qui avait été créé en 1967, ceux-ci s'élèvent à plus de 50 millions d'euros fin 2009.
- En 2009, le service de la dette représente 4% des dépenses ordinaires (soit 73,7 millions d'euros) et la dette brute des communes s'élève à 43,7% des recettes ordinaires (soit 763 millions d'euros). La dette brute de l'ensemble du secteur communal est de 781,7 millions d'euros. L'endettement brut des communes en montant absolu n'a cessé d'augmenter depuis 1998. Le taux de croissance annuel moyen de la dette totale s'élève à 7,8% sur la période 1998-2009.
- Une analyse du niveau d'endettement brut en 2009 par commune montre à nouveau les différences considérables qu'il peut y avoir entre les communes. Le taux d'endettement varie en effet de 2% à 181% des recettes ordinaires.
- Le Ministère de l'Intérieur a étudié les risques de surendettement des communes en calculant le ratio des charges de remboursement d'emprunt sur les recettes ordinaires. Il apparaît qu'il n'existait pas de risque de surendettement global du secteur communal pour la période d'observation. Quelques communes isolées présentent toutefois des ratios se situant dans la fourchette supérieure à celle définie par le MIGRe comme règle de bonne conduite, sans que cela ait jusqu'à présent conduit ces communes à des difficultés à honorer leur dette, tant en capital qu'en intérêts.

### Comparaison européenne

- La comparaison européenne révèle que les communes luxembourgeoises sont au sixième rang des plus petites communes au sein de l'Union européenne, avec une moyenne de 4 215 habitants en 2009. Seules la République tchèque, la France, la Slovénie, la Hongrie et l'Autriche abritent des communes dont la population moyenne est plus basse.
- Par ailleurs, les communes luxembourgeoises occupent une position intermédiaire en ce qui concerne le niveau des dépenses et des recettes par habitant (données SEC95 de 2009). Au Luxembourg, seulement 12,7% des dépenses totales des Administrations publiques sont assumées par les communes tandis qu'au Danemark, elles représentent plus de 64,2%. La moyenne de la zone euro se situe quant à elle à 21,4%.
- Les disparités européennes identifiées résultent principalement des divergences institutionnelles (distribution différente des missions entre sous-secteurs des administrations publiques, définition différente des pouvoirs locaux). Une efficacité divergente dans la gestion des missions communales peut également expliquer les disparités de niveaux de dépenses.
- Finalement, il convient de noter qu'il n'existe pas de modèle universel de financement des collectivités locales. Seuls un certain nombre de principes sont énoncés dans la Charte Européenne de l'Autonomie Locale. Chaque Etat membre possède donc ses spécificités.
- Par conséquent, la différence d'organisation institutionnelle du secteur local au niveau européen rend difficile toute comparaison. C'est pourquoi, il est plus intéressant d'étudier les réformes entreprises dans ces pays et qui pourraient être adaptées aux spécificités luxembourgeoises. Certaines d'entre elles seront analysées dans la 2<sup>ème</sup> phase de cette étude.

## 4. Conclusions et étapes ultérieures

Les résultats de la première phase de l'étude montrent qu'il serait souhaitable qu'une réforme des finances communales ait lieu tout en respectant l'autonomie communale. Des réformes peuvent être envisagées tant du côté des dépenses que du côté des recettes. Diverses idées de réformes seront abordées dans la 2<sup>ème</sup> phase de ce projet.

Il pourrait s'agir de réformes paramétriques de l'ICC et du FCDF. Même si l'actuel système de financement des communes n'a pas occasionné de problèmes majeurs et peut à ce titre être considéré comme globalement approprié, l'étude des recettes non affectées a révélé qu'il persiste de grandes disparités entre les communes, malgré le système de répartition du FCDF et la péréquation de l'ICC. Une modification des paramètres (poids et éventuellement choix des critères) de ces systèmes permettrait déjà de réduire les disparités.

Par ailleurs, étant donné l'importance d'une bonne estimation des recettes dans l'établissement du budget et l'impact que peut avoir la volatilité effective de celle-ci, l'étude d'une modification de la formule de dotation du FCDF mérite également d'être étudiée. L'objectif serait d'accorder plus de poids aux composantes moins volatiles et l'inverse pour les plus volatiles, tout en maintenant le niveau global actuel et le tout sans induire une augmentation de la volatilité des finances de l'Etat central. L'introduction dans la formule de composantes additionnelles à la TVA et à l'ITS pourrait être testée dans cette perspective.

L'analyse des fonds de réserves budgétaires et des déterminants macroéconomiques montre que l'usage actuel des fonds de réserve et de péréquation conjoncturale n'est pas adéquat ni suffisant. La 2<sup>ème</sup> phase abordera la mise en place de fonds de réserve ad hoc, celle-ci pourrait passer par la refonte des fonds existants. Ces réserves pourraient être calibrées au niveau de chaque commune afin de faire face aux différents chocs énumérés ci-dessus. Elles permettraient également de pallier les conséquences d'éventuelles réformes fiscales ou de modifications du régime de TVA.

La réforme territoriale en cours vise à réduire le nombre de communes, afin d'assurer une gestion plus efficace de leurs ressources et pour permettre aux plus petites d'entre elles d'offrir une palette de services plus complète. Les statuts des CDA pourraient également être abordés dans cette perspective.

La 2<sup>ème</sup> phase abordera certains de ces aspects en particulier la dimension optimale des communes. Il s'agira de faire le point des connaissances en la matière (théorie économique et expériences internationales), par exemple en analysant l'expérience de fusion en Belgique, au Danemark et dans le Canton de Vaud. Ces expériences (études des processus et des incitations) seront bien entendu réexaminées à l'aune des spécificités luxembourgeoises. Les résultats montrent en effet que les communes luxembourgeoises sont de taille réduite par rapport à la quasi-totalité des autres pays européens.

Une amélioration de la gestion des finances communales passe également par une amélioration de l'efficacité des dépenses. La faisabilité d'une étude de l'efficacité des dépenses sera également abordée dans la 2<sup>ème</sup> phase. Ces idées ne sont bien entendu qu'une partie des pistes de recherche qui mériteraient d'être approfondies.

Le FCDF est un mécanisme de péréquation qui vise à garantir un certain niveau de ressources financières aux communes les moins favorisées. Son fonctionnement est basé sur la répartition des recettes fiscales et sociales. Les communes à faible potentiel fiscal bénéficient d'une dotation plus élevée que celles à fort potentiel. Cette dotation est calculée en fonction de la population, de la superficie et de la situation géographique. Le FCDF est financé par une contribution des communes à fort potentiel fiscal. L'objectif est de réduire les disparités financières entre les communes et de permettre à toutes d'offrir des services de base à leurs habitants.

## Evolution des recettes ICC et FCDF des communes

	Cpte. 2011	Budget 2012			Prévision actuelle 2012			2013	Prév. 12 / Cpte. 11		Prév. 12 / Budg. 12		P. Budget 13 / Prév. 12		P. Budget 13 / Budget 12	
	Part des communes	Total	%	Part des communes	Total	%	Part des communes	Projet Budget								
ICC	708,3	580,0	100%	580,0	620,0	100%	620,0	580,0	-88,3	-12,5%	40,0	6,9%	-40,0	-6,5%	0,0	0,0%
<i>FCDF</i>																
Montant forfaitaire	24,2	25,6		25,6	25,6		25,6	23,3	1,4	5,7%	0,0	0,0%	-2,4	-9,2%	-2,4	-9,2%
Impôt s/ trait. et salaires	417,4	2.650,0	18%	477,0	2.400,0	18%	432,0	467,1	14,6	3,5%	-45,0	-9,4%	35,1	8,1%	-9,9	-2,1%
IR pers. phys. assiette	104,4	620,0	18%	111,6	660,0	18%	118,8	124,2	14,4	13,8%	7,2	6,5%	5,4	4,5%	12,6	11,3%
TVA nette	248,2	2.667,4	10%	266,7	2.761,4	10%	276,1	291,6	27,9	11,3%	9,4	3,5%	15,5	5,6%	24,9	9,3%
Taxe sur les véhic. auto.	12,6	67,5	20%	13,5	65,0	20%	13,0	14,0	0,4	3,2%	-0,5	-3,7%	1,0	7,7%	0,5	3,7%
Total FCDF	806,8			894,5			865,6	920,2	58,7	7,3%	-28,9	-3,2%	54,6	6,3%	25,7	2,9%
Total ICC et FCDF	1.515,1			1.474,5			1.485,6	1.500,2	-29,6	-2,0%	11,1	0,8%	14,6	1,0%	25,7	1,7%



IMPOT COMMERCIAL COMMUNAL (recettes mensuelles)

Source: Administration des contributions

10-10-2012	2009			2010			2011			2012		
Janvier	9 311 166,69	1,58%		6 484 270,77	1,11%		23 693 918,61	3,35%		2 687 133,76		
Février	88 807 626,45	15,10%		91 974 016,09	15,69%		209 371 441,11	29,56%		89 592 321,61		
Mars	14 814 074,19	2,52%		43 982 467,54	7,50%		63 786 200,01	9,01%		8 165 918,49		
Avril	18 489 864,02	3,14%		29 555 626,33	5,04%		26 651 353,73	3,76%		101 947 765,70		
Mai	108 378 800,84	18,43%		104 158 484,76	17,77%		110 149 635,68	15,55%		89 782 025,96		
Juin	56 892 795,04	9,68%		20 779 194,29	3,54%		20 987 357,35	2,96%		26 382 554,65		
Juillet	33 840 948,29	5,76%		24 258 774,60	4,14%		23 081 229,95	3,26%		14 395 795,27		
Août	99 330 413,06	16,89%		107 820 908,17	18,39%		91 265 231,54	12,88%		109 334 540,80		
Septembre	18 113 688,27	3,08%		20 311 121,17	3,46%		23 962 195,45	3,38%		23 493 161,07		
Octobre	34 958 062,20	5,95%		21 864 696,63	3,73%		8 511 961,90	1,20%				
Novembre	96 699 403,38	16,45%		101 546 906,57	17,32%		97 243 850,03	13,73%				
Décembre	8 355 133,79	1,42%		13 537 910,98	2,31%		9 633 629,86	1,36%				
COMPTE	587 991 976,22	100,00%		586 274 377,90	100,00%		708 338 005,22	100,00%		465 781 217,31	( 9 mois )	
Progress.		< contrôle fiche 2009			< contrôle fiche 2010			< contrôle fiche 2011			< contrôle fiche 2012	
C(t)-C(t-1)	9 883 374,02	1,71%		1 717 598,32	-0,29%		122 063 627,32	20,82%		-242 556 787,91		-34,24%
BUDGET	575 000 000,00			500 000 000,00			560 000 000,00			580 000 000,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	55 000 000,00	10,58%		75 000 000,00	-13,04%		60 000 000,00	12,00%		20 000 000,00		3,57%
Réalisé.	12 991 976,22			86 274 377,90			148 338 005,22			-114 218 782,69		
du budget												
C(t)-B(t)		102,26%			117,25%			126,49%			80,31%	
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	576 164 263,25	-0,34%	0,52%	585 165 080,30	-0,48%	0,71%	603 484 025,74	2,94%	1,03%	687 331 220,37	-2,97%	-2,98%
Février	561 544 102,26	-2,54%	-1,41%	588 331 469,94	0,54%	0,03%	720 881 450,76	19,45%	9,39%	567 562 100,87	-17,43%	-9,05%
Mars	545 838 291,43	-2,80%	-3,34%	617 499 863,29	4,96%	0,99%	740 685 183,23	2,75%	18,44%	511 931 819,35	-9,80%	-17,33%
Avril	544 228 540,61	-0,29%	-5,03%	628 565 625,60	1,79%	4,29%	737 780 910,63	-0,39%	24,20%	587 228 231,32	14,71%	-20,93%
Mai	544 856 880,12	0,12%	-4,71%	624 345 309,52	-0,67%	6,18%	743 772 061,55	0,81%	16,31%	566 860 621,60	-3,47%	-15,14%
Juin	581 346 549,39	6,70%	-0,78%	588 231 708,77	-5,78%	2,80%	743 980 224,61	0,03%	7,77%	572 255 818,90	0,95%	-2,29%
Juillet	581 871 966,29	0,09%	3,42%	578 649 535,08	-1,63%	-2,35%	742 802 679,96	-0,16%	1,42%	563 570 384,22	-1,52%	2,16%
Août	571 451 253,52	-1,79%	6,10%	587 140 030,19	1,47%	-6,22%	726 247 003,33	-2,23%	-0,41%	581 639 693,48	3,21%	3,09%
Septembre	575 490 150,39	0,71%	3,49%	589 337 463,09	0,37%	-4,67%	729 898 077,61	0,50%	-1,19%	581 170 659,10	-0,08%	0,00%
Octobre	599 660 435,16	4,20%	2,26%	576 244 097,52	-2,22%	-2,15%	716 545 342,88	-1,83%	-2,59%			
Novembre	585 772 180,51	-2,32%	1,51%	581 091 600,71	0,84%	-0,42%	712 242 286,34	-0,42%	-0,60%			
Décembre	587 991 976,22	0,38%	2,58%	586 274 377,90	0,89%	-0,66%	708 338 005,22	-0,55%	-2,81%			
	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	112 932 867,33	-22,22%		142 440 754,40	26,13%		296 851 559,73	108,40%		100 445 373,86	-66,16%	
Janvier-Juin	296 694 327,23	1,10%		296 934 059,78	0,08%		454 639 906,49	53,11%		318 557 720,17	-29,93%	
Janvier-Septembre	447 979 376,85	-0,58%		449 324 863,72	0,30%		592 948 563,43	31,96%		465 781 217,31	-21,45%	

Y 0

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES**  
**IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

10-10-2012	2009			2010			2011			2012		
<b>Impôts totaux</b>												
Janvier	271 587 619,32		10,98%	273 748 617,28		10,36%	300 316 951,67		10,36%	314 523 357,26		
Février	169 285 139,43		6,84%	167 546 993,09		6,34%	219 074 004,34		7,56%	207 561 948,40		
Mars	244 677 651,21		9,89%	286 132 788,40		10,83%	284 221 534,17		9,81%	333 216 601,38		
Avril	195 062 046,24		7,88%	187 126 162,44		7,08%	223 101 804,19		7,70%	223 813 106,08		
Mai	164 625 010,17		6,65%	184 912 674,02		7,00%	207 908 350,20		7,17%	210 198 947,85		
Juin	221 989 006,70		8,97%	239 176 938,02		9,05%	274 599 693,27		9,47%	277 585 642,57		
Juillet	195 371 990,36		7,90%	200 331 169,39		7,58%	213 114 326,12		7,35%	242 080 762,06		
Août	153 231 061,32		6,19%	168 074 567,24		6,36%	180 642 648,29		6,23%	181 737 744,04		
Septembre	215 040 609,73		8,69%	243 536 192,18		9,22%	218 806 705,47		7,55%	283 327 171,96		
Octobre	172 590 606,04		6,97%	177 896 334,28		6,73%	190 835 677,60		6,58%			
Novembre	188 132 134,52		7,60%	215 058 794,61		8,14%	246 728 152,28		8,51%			
Décembre	283 004 148,09		11,44%	297 912 695,33		11,28%	339 350 529,35		11,71%			
<b>COMPTE</b>	2 474 597 023,13		100,00%	2 641 453 926,28		100,00%	2 898 700 376,95		100,00%	2 274 045 281,60	( 9 mois )	
Progress.	2 480 603 152,96	>contrôle fiche		2 647 460 056,11	>contrôle fiche		2 906 285 482,53	>contrôle fiche		2 288 748 076,63	>contrôle fiche	
C(t)-C(t-1)	- 50 753 899,41		-2,01%	166 856 903,15		6,74%	257 246 450,67		9,74%	- 624 655 095,35		-21,55%
<b>BUDGET</b>	2 350 000 000,00			2 505 000 000,00			2 790 000 000,00			3 270 000 000,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	20 000 000,00		-0,84%	155 000 000,00		6,60%	285 000 000,00		11,38%	480 000 000,00		17,20%
Réalisat.	124 597 023,13			136 453 926,28			108 700 376,95			995 954 718,40		
du budget												
C(t)-B(t)		105,30%			105,45%			103,90%			69,54%	
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	2 527 082 205,78	0,07%	2,45%	2 476 758 021,09	0,09%	-0,29%	2 668 022 260,67	1,01%	2,27%	2 682 228 666,26	-7,47%	-0,44%
Février	2 529 208 096,45	0,08%	2,30%	2 475 019 874,75	-0,07%	0,06%	2 719 549 271,92	1,93%	2,67%	2 722 243 621,57	1,49%	-2,26%
Mars	2 533 139 367,46	0,16%	1,39%	2 516 475 011,94	1,67%	0,76%	2 717 638 017,69	-0,07%	3,02%	2 769 327 434,55	1,73%	-4,75%
Avril	2 494 688 773,03	-1,52%	0,31%	2 508 539 128,14	-0,32%	-1,04%	2 753 613 659,44	1,32%	3,21%	2 806 014 378,19	1,32%	-1,67%
Mai	2 479 699 851,04	-0,60%	-0,98%	2 528 826 791,99	0,81%	1,72%	2 776 609 335,62	0,84%	2,73%	2 831 300 652,02	0,90%	1,25%
Juin	2 486 874 330,32	0,29%	-1,69%	2 546 014 723,31	0,68%	1,54%	2 812 032 090,87	1,28%	2,92%	2 869 709 356,57	1,36%	4,08%
Juillet	2 488 881 262,79	0,08%	-1,34%	2 550 973 902,34	0,19%	1,68%	2 824 815 247,60	0,45%	2,72%	2 911 458 949,24	1,45%	-3,79%
Août	2 493 476 887,87	0,18%	-0,51%	2 565 817 408,26	0,58%	1,44%	2 837 383 328,65	0,44%	2,74%	2 925 122 126,04	0,47%	3,56%
Septembre	2 484 704 938,85	-0,35%	0,08%	2 594 312 990,71	1,11%	1,68%	2 812 653 841,94	-0,87%	1,59%	2 964 913 105,82	1,36%	3,46%
Octobre	2 465 813 169,28	-0,76%	-0,15%	2 599 618 718,95	0,20%	1,76%	2 825 593 185,26	0,46%	0,74%			
Novembre	2 471 150 034,19	0,22%	-0,64%	2 626 545 379,04	1,04%	2,06%	2 857 262 542,93	-1,12%	0,25%			
Décembre	2 474 597 023,13	0,14%	-0,74%	2 641 453 926,28	0,57%	2,03%	2 898 700 376,95	1,45%	1,26%			
<b>Impôts totaux</b>	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	685 550 409,96	1,15%		727 428 398,77	6,11%		803 612 490,18	10,47%		855 301 907,04	6,43%	
Janvier-Juin	1 267 226 473,07	-2,95%		1 338 644 173,25	5,64%		1 509 222 337,84	12,74%		1 566 899 603,54	3,82%	
Janvier-Septembre	1 830 870 134,48	-2,17%		1 950 586 102,06	6,54%		2 121 786 017,72	8,78%		2 274 045 281,60	7,18%	

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES**  
**IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

10-10-2012	2009			2010			2011			2012		
Janvier	251 732 729,67	12,62%		252 236 685,96	11,93%		273 920 371,93	11,81%		282 002 965,18		
Février	153 738 489,35	7,70%		153 189 774,83	7,24%		196 040 511,47	8,45%		174 090 821,35		
Mars	164 616 481,62	8,25%		190 507 226,22	8,25%		183 036 198,33	7,89%		221 495 108,54		
Avril	178 188 029,86	8,93%		174 363 714,64	8,24%		205 685 595,74	8,87%		202 612 619,57		
Mai	155 788 605,63	7,81%		173 802 051,61	8,22%		188 619 456,08	8,13%		188 766 775,08		
Juin	144 177 483,63	7,23%		147 806 651,85	6,99%		176 807 254,55	7,63%		181 223 623,42		
Juillet	174 047 197,62	8,72%		175 632 580,58	8,30%		196 817 834,57	8,49%		219 222 420,62		
Août	137 168 524,24	6,87%		154 917 170,42	7,33%		163 765 894,62	7,06%		164 028 019,82		
Septembre	135 247 786,96	6,78%		146 343 040,41	6,92%		126 630 673,26	5,46%		180 227 515,67		
Octobre	145 961 727,62	7,31%		152 998 178,97	7,23%		166 227 825,45	7,17%				
Novembre	167 471 004,26	8,39%		195 168 531,97	9,23%		222 660 081,19	9,60%				
Décembre	187 287 090,09	9,39%		197 822 412,09	9,35%		218 499 647,44	9,42%				
COMPTE	1 995 425 150,55	100,00%		2 114 788 019,55	100,00%		2 318 711 344,63	100,00%		1 813 669 869,25	( 9 mois )	
Progress.	1 999 471 607,52	>contrôle fiche		2 118 834 476,52	>contrôle fiche		2 323 781 334,58	>contrôle fiche		1 823 252 358,87	>contrôle fiche	
C(t)-C(t-1)	129 770 937,42	-6,11%		119 362 869,00	5,98%		203 923 325,08	9,64%		505 041 475,38	-21,78%	
BUDGET	1 955 000 000,00			2 055 000 000,00			2 260 000 000,00			2 650 000 000,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	24 290 617,85	1,26%		100 000 000,00	5,12%		205 000 000,00	9,98%		390 000 000,00	17,26%	
Réalisé	40 425 150,55			59 788 019,55			58 711 344,63			836 330 130,75		
du budget												
C(t)-B(t)	102,07%			102,91%			102,60%			68,44%		
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	2 125 273 490,03	0,00%	2,73%	1 995 929 106,84	0,03%	-1,53%	2 136 471 705,52	1,03%	2,43%	2 326 793 937,88	0,35%	2,04%
Février	2 118 637 485,96	-0,31%	2,45%	1 995 380 392,32	-0,03%	-1,08%	2 179 322 442,16	2,01%	2,88%	2 304 844 247,76	-0,94%	1,82%
Mars	2 113 329 585,71	-0,25%	1,12%	2 021 271 136,92	1,30%	-0,03%	2 171 851 414,27	-0,34%	3,05%	2 343 303 157,97	1,67%	1,27%
Avril	2 067 478 151,97	-2,17%	-0,56%	2 017 446 821,70	-0,19%	0,61%	2 203 173 295,37	1,44%	3,13%	2 340 230 181,80	-0,13%	0,65%
Mai	2 055 092 043,40	-0,60%	-2,09%	2 035 460 267,68	0,89%	1,46%	2 217 990 699,84	0,67%	2,53%	2 340 377 500,80	0,01%	1,06%
Juin	2 051 761 166,29	-0,16%	-2,88%	2 039 089 435,90	0,18%	1,32%	2 246 991 302,54	1,31%	2,78%	2 344 793 869,67	0,19%	0,72%
Juillet	2 050 097 234,17	-0,08%	-2,26%	2 040 674 818,86	0,08%	1,34%	2 268 176 556,53	0,94%	2,73%	2 367 198 455,72	0,96%	0,92%
Août	2 044 841 072,19	-0,26%	-1,43%	2 058 423 465,04	0,87%	1,05%	2 277 025 280,73	0,39%	3,02%	2 367 460 580,92	0,01%	0,79%
Septembre	2 033 508 220,05	-0,55%	-0,74%	2 069 518 718,49	0,54%	1,26%	2 257 312 913,58	-0,87%	2,01%	2 421 057 423,33	2,26%	1,85%
Octobre	2 012 410 847,28	-1,04%	-1,08%	2 076 555 169,84	0,34%	1,46%	2 270 542 560,06	0,59%	1,07%			
Novembre	2 006 433 435,10	-0,30%	-1,53%	2 104 252 697,55	1,33%	1,83%	2 298 034 109,28	1,21%	0,50%			
Décembre	1 995 425 150,55	-0,55%	-1,86%	2 114 788 019,55	0,50%	2,06%	2 318 711 344,63	0,90%	1,25%			

	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1
Janvier-Mars	570 087 700,64	-2,04%	595 933 687,01	4,53%	652 997 081,73	9,58%	677 588 895,07	3,77%
Janvier-Juin	1 048 241 819,76	-6,55%	1 091 906 105,11	4,17%	1 224 109 388,10	12,11%	1 250 191 913,14	2,13%
Janvier-Septembre	1 494 705 328,58	-5,78%	1 568 798 896,52	4,96%	1 711 323 790,55	9,08%	1 813 669 869,25	5,98%

**IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES  
IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

Source: Administration des contributions

10-10-2012	2009			2010			2011			2012		
Janvier	19 854 889,65		4,14%	21 511 931,32		4,08%	26 396 579,74		4,55%	32 520 392,08		
Février	15 546 650,08		3,24%	14 357 218,26		2,73%	23 033 492,87		3,97%	33 471 127,05		
Mars	80 061 169,59		16,71%	95 625 562,18		18,16%	101 185 335,84		17,45%	111 721 492,84		
Avril	16 874 016,38		3,52%	12 762 447,80		2,42%	17 416 208,45		3,00%	21 200 486,51		
Mai	8 836 404,54		1,84%	11 110 622,41		2,11%	19 288 894,12		3,33%	21 432 172,77		
Juin	77 811 523,07		16,24%	91 370 286,17		17,35%	97 792 438,72		16,86%	96 362 019,15		
Juillet	21 324 792,74		4,45%	24 698 588,81		4,69%	16 296 491,55		2,81%	22 858 341,44		
Août	16 062 537,08		3,35%	13 157 396,82		2,50%	16 876 753,67		2,91%	17 709 724,22		
Septembre	79 792 822,77		16,65%	97 193 151,77		18,45%	92 176 032,21		15,89%	103 099 656,29		
Octobre	26 628 878,42		5,56%	24 898 155,31		4,73%	24 607 852,15		4,24%			
Novembre	20 661 130,26		4,31%	19 890 262,64		3,78%	24 068 071,09		4,15%			
Décembre	95 717 058,00		19,98%	100 090 283,24		19,00%	120 850 881,91		20,84%			
COMPTE	479 171 872,58		100,00%	526 665 906,73		100,00%	579 989 032,32		100,00%	460 375 412,35	( 9 mois )	
Progress.	481 131 545,44	>contrôle fiche		528 625 579,59	>contrôle fiche		582 504 147,95	>contrôle fiche		465 495 717,76	>contrôle fiche	
C(t)-C(t-1)	79 017 038,01		19,75%	47 494 034,15		9,91%	53 323 125,59		10,12%	119 613 619,97		-20,62%
BUDGET	395 000 000,00			450 000 000,00			530 000 000,00			620 000 000,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	44 290 617,85		-10,08%	55 000 000,00		13,92%	80 000 000,00		17,78%	90 000 000,00		16,98%
Réalisat.	84 171 872,58			76 665 906,73			49 989 032,32			159 624 587,65		
du budget												
C(t)-B(t)		121,31%			117,04%			109,43%			74,25%	
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	401 808 715,75	0,41%	1,00%	480 828 914,25	0,35%	5,28%	531 550 555,15	0,93%	1,62%	586 112 844,66	1,06%	3,27%
Février	410 570 610,49	2,18%	1,53%	479 639 482,43	-0,25%	5,14%	540 226 829,76	1,63%	1,80%	596 550 478,84	1,78%	5,57%
Mars	419 809 781,75	2,25%	2,79%	495 203 875,02	3,25%	4,18%	545 786 603,42	1,03%	2,90%	607 086 635,84	1,77%	5,64%
Avril	427 210 621,06	1,76%	4,90%	491 092 306,44	-0,83%	2,89%	550 440 364,07	0,85%	3,54%	610 870 913,90	0,62%	5,17%
Mai	424 607 807,64	-0,61%	4,87%	493 366 524,31	0,46%	2,78%	558 618 635,78	1,49%	3,53%	613 014 192,55	0,35%	3,88%
Juin	435 113 164,03	2,47%	4,44%	506 925 287,41	2,75%	2,45%	565 040 788,33	1,15%	3,50%	611 583 772,98	-0,23%	2,55%
Juillet	438 784 028,62	0,84%	3,25%	510 299 083,48	0,67%	3,05%	556 638 691,07	-1,49%	2,66%	618 145 622,87	1,07%	1,56%
Août	448 635 815,68	2,25%	4,00%	507 393 943,22	-0,57%	3,04%	560 358 047,92	0,67%	1,64%	618 978 593,42	0,13%	0,97%
Septembre	451 196 718,80	0,57%	4,02%	524 794 272,22	3,43%	3,43%	555 340 928,36	-0,90%	-0,11%	629 902 217,50	1,76%	1,72%
Octobre	453 402 322,00	0,49%	4,21%	523 063 549,11	-0,33%	2,96%	555 050 625,20	-0,05%	-0,57%			
Novembre	464 716 599,09	2,50%	3,54%	522 292 681,49	-0,15%	-2,99%	558 228 433,65	0,75%	-0,74%			
Décembre	479 171 872,58	3,11%	4,38%	526 665 906,73	0,84%	1,91%	579 989 032,32	3,71%	1,31%			

10-10-2012	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1
Janvier-Mars	115 462 709,32	20,51%	131 494 711,76	13,89%	150 615 408,45	14,54%	177 713 011,97	17,99%
Janvier-Juin	218 984 853,31	19,00%	246 738 068,14	12,67%	285 112 949,74	15,55%	316 707 690,40	11,08%
Janvier-Septembre	336 164 805,90	17,90%	381 787 205,54	13,57%	410 462 227,17	7,51%	460 375 412,35	12,16%

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

8-10-2012	2009			2010			2011			2012		
<b>TVA-nette</b>												
Janvier	219 898 543,38		10,49%	210 690 310,98		9,36%	247 660 270,42		9,98%	255 160 411,68		
Février	147 385 635,38		7,03%	126 636 974,80		5,63%	148 863 321,55		6,00%	160 750 787,95		
Mars	172 193 367,56		8,22%	240 369 700,03		10,68%	264 393 481,80		10,65%	235 885 076,35		
Avril	168 279 670,26		8,03%	236 190 297,35		10,49%	225 067 204,53		9,07%	237 967 189,96		
Mai	142 304 390,82		6,79%	161 200 593,21		7,16%	222 174 667,70		8,95%	179 436 153,46		
Juin	124 845 098,09		5,96%	165 540 369,91		7,35%	213 983 656,60		8,62%	258 772 782,67		
Juillet	258 011 131,74		12,31%	231 090 080,15		10,27%	215 784 584,88		8,70%	232 912 284,86		
Août	160 857 886,33		7,67%	118 314 910,79		5,26%	199 822 531,12		8,05%	256 070 857,66		
Septembre	176 959 327,36		8,44%	154 880 596,33		6,88%	176 518 674,98		7,11%	222 368 015,13		
Octobre	209 686 973,44		10,00%	197 041 692,90		8,75%	187 389 321,65		7,55%			
Novembre	133 885 558,74		6,39%	190 391 276,01		8,46%	166 974 993,43		6,73%			
Décembre	181 567 640,54		8,66%	218 448 364,92		9,71%	212 874 221,15		8,58%			
COMPTE	2 095 875 223,64		100,00%	2 250 795 167,38		100,00%	2 481 506 929,81		100,00%	2 029 323 559,72	( 9 mois )	
Progress.	2 095 875 223,64	>contrôle fiche		2 095 875 223,64	>contrôle fiche		-	>contrôle fiche		-	>contrôle fiche	
C(t)-C(t-1)	65 516 176,55		-3,03%	154 919 943,74		7,39%	230 711 762,43		10,25%	452 183 370,09		-18,22%
BUDGET	2 462 790 000,00			2 111 590 000,00			2 333 628 000,00			2 667 391 471,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	700 980 000,00		39,79%	351 200 000,00		-14,26%	222 038 000,00		10,52%	333 763 471,00		14,30%
Réalisat. du budget	366 914 776,36			139 205 167,38			147 878 929,81			638 067 911,28		
C(t)-B(t)		85,10%			106,59%			106,34%			76,08%	
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	2 173 904 898,96	0,58%	1,19%	2 086 666 991,24	-0,44%	2,31%	2 287 765 126,82	1,64%	3,57%	2 295 265 268,08	1,98%	3,69%
Février	2 193 038 239,99	0,88%	2,43%	2 065 918 330,66	-0,99%	-1,29%	2 309 991 473,57	0,97%	4,70%	2 319 379 081,23	1,05%	4,95%
Mars	2 157 775 541,67	-1,61%	1,90%	2 134 094 663,13	3,30%	0,82%	2 334 015 255,34	1,04%	4,68%	2 314 894 457,55	-0,19%	4,64%
Avril	2 013 532 485,42	-6,68%	-1,18%	2 202 005 290,22	3,18%	2,21%	2 322 892 162,52	-0,48%	3,18%	2 316 671 350,16	0,08%	2,83%
Mai	2 022 011 872,46	0,42%	-5,13%	2 220 901 492,61	0,86%	4,94%	2 383 866 237,01	2,62%	2,81%	2 334 906 910,41	0,79%	1,47%
Juin	1 994 739 314,31	-1,35%	-7,58%	2 261 596 764,43	1,83%	6,33%	2 432 309 523,70	2,03%	2,99%	2 428 139 323,17	3,99%	2,17%
Juillet	2 036 636 382,82	2,10%	-4,89%	2 234 675 712,84	-1,19%	4,92%	2 417 004 028,43	-0,63%	3,82%	2 429 961 527,88	0,08%	3,48%
Août	2 034 713 996,85	-0,09%	-2,05%	2 192 132 737,30	-1,90%	2,00%	2 498 511 648,76	3,37%	4,36%	2 567 717 474,75	5,67%	6,59%
Septembre	2 029 225 604,09	-0,27%	1,17%	2 170 054 006,27	-1,01%	-1,31%	2 520 149 727,41	0,87%	4,15%	2 635 204 893,55	2,63%	7,81%
Octobre	2 058 465 215,82	1,44%	1,14%	2 157 408 725,73	-0,58%	-2,94%	2 510 497 356,16	-0,38%	4,09%			
Novembre	2 081 271 282,74	1,11%	1,70%	2 213 914 443,00	2,62%	-2,20%	2 487 081 073,58	-0,93%	2,31%			
Décembre	2 095 875 223,64	0,70%	2,21%	2 250 795 167,38	1,67%	0,38%	2 481 506 929,81	-0,22%	0,58%			
<b>TVA-nette</b>	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	539 477 546,32	-0,67%		577 696 985,81	7,08%		660 917 073,77	14,41%		641 796 275,98	-2,89%	
Janvier-Juin	974 906 705,49	-14,60%		1 140 628 246,28	17,00%		1 322 142 602,60	15,91%		1 317 972 402,07	-0,32%	
Janvier-Septembre	1 570 735 050,92	-7,76%		1 644 913 833,55	4,72%		1 914 268 393,58	16,37%		2 029 323 559,72	6,01%	

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

8-10-2012	2009			2010			2011			2012		
<b>TVA-brute</b>												
Janvier	241 265 759,30	10,21%		241 106 277,40	9,68%		270 788-865,00	9,80%		278 855 174,60		
Février	196 055 725,14	8,29%		183 312 492,38	7,36%		211 338 819,26	7,65%		226 864 295,71		
Mars	193 783 089,73	8,20%		252 310 706,41	10,13%		278 275 226,50	10,07%		261 508 874,52		
Avril	189 869 392,43	8,03%		248 131 303,73	9,96%		236 635 325,12	8,56%		263 590 988,13		
Mai	155 258 224,12	6,57%		180 306 203,41	7,24%		238 370 036,51	8,63%		202 497 571,81		
Juin	152 807 588,77	6,46%		175 093 175,01	7,03%		227 865 401,30	8,25%		271 584 681,77		
Juillet	266 787 242,54	11,29%		250 206 993,03	10,05%		236 607 201,93	8,56%		245 724 183,96		
Août	180 604 135,63	7,64%		138 559 563,57	5,56%		215 911 784,98	7,81%		278 862 105,49		
Septembre	192 317 521,26	8,14%		178 309 351,92	7,16%		198 774 042,73	7,19%		247 673 549,22		
Octobre	239 157 537,14	10,12%		220 470 448,49	8,85%		209 644 689,40	7,59%				
Novembre	156 578 864,41	6,62%		194 279 242,86	7,80%		206 163 712,67	7,46%				
Décembre	199 463 193,46	8,44%		228 744 428,06	9,18%		232 649 787,36	8,42%				
COMPTE	2 363 948 273,93	100,00%		2 490 830 186,27	100,00%		2 763 024 892,76	100,00%		2 277 161 425,21	( 9 mois )	
Progress.	2 363 948 273,93	>contrôle fiche		2 363 948 273,93	>contrôle fiche			>contrôle fiche			>contrôle fiche	
C(t)-C(t-1)	43 569 668,12	-1,81%		126 881 912,34	5,37%		272 194 706,49	10,93%		485 863 467,55	-17,58%	
BUDGET	2 716 000 000,00			2 326 000 000,00			2 608 000 000,00			2 968 000 000,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	681 000 000,00	33,46%		390 000 000,00	-14,36%		282 000 000,00	12,12%		360 000 000,00	13,80%	
Réalisat.	352 051 726,07			164 830 186,27			155 024 892,76			690 838 574,79		
du budget												
C(t)-B(t)	87,04%			107,09%			105,94%			76,72%		
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	2 408 728 036,40	0,05%	-0,96%	2 363 788 792,03	-0,01%	2,78%	2 520 512 773,87	1,19%	2,05%	2 528 579 083,47	1,52%	2,16%
Février	2 428 267 033,21	0,81%	0,08%	2 351 045 559,27	-0,54%	1,76%	2 548 539 100,75	1,11%	3,17%	2 572 130 886,80	1,72%	3,60%
Mars	2 390 659 729,73	-1,55%	0,34%	2 409 573 175,95	2,49%	1,15%	2 574 503 620,84	1,02%	3,62%	2 581 329 054,91	0,36%	4,15%
Avril	2 244 072 068,32	-6,13%	-1,88%	2 467 835 087,25	2,42%	2,11%	2 563 007 642,23	-0,45%	2,85%	2 596 788 739,31	0,60%	3,60%
Mai	2 250 914 945,14	0,30%	-4,95%	2 492 883 066,54	1,01%	4,12%	2 621 071 475,33	2,27%	2,63%	2 618 980 107,71	0,85%	2,71%
Juin	2 239 620 308,91	-0,50%	-6,82%	2 515 168 652,78	0,89%	4,93%	2 673 843 701,62	2,01%	2,80%	2 715 471 614,47	3,68%	3,24%
Juillet	2 279 583 435,65	1,78%	-4,15%	2 498 588 403,27	-0,66%	3,85%	2 660 243 910,52	-0,51%	3,50%	2 710 988 805,40	-0,17%	3,81%
Août	2 283 311 901,93	0,16%	-1,21%	2 456 543 831,21	-1,68%	1,36%	2 737 596 131,93	2,91%	4,04%	2 851 291 347,32	5,18%	6,16%
Septembre	2 276 737 073,18	-0,29%	1,56%	2 442 535 661,87	-0,57%	-1,05%	2 758 060 822,74	0,75%	3,79%	2 920 655 544,62	2,43%	6,96%
Octobre	2 327 921 243,58	2,25%	1,74%	2 423 848 573,22	-0,77%	-2,45%	2 747 235 063,65	-0,39%	3,62%			
Novembre	2 351 524 920,09	1,01%	2,26%	2 461 548 951,67	1,56%	-1,91%	2 759 119 533,46	0,43%	2,39%			
Décembre	2 363 948 273,93	0,53%	2,98%	2 490 830 186,27	1,19%	-0,29%	2 763 024 892,76	0,14%	1,39%			
<b>TVA-brute</b>	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	631 104 574,17	-2,60%		676 729 476,19	7,23%		760 402 910,76	12,36%		767 228 344,83	0,90%	
Janvier-Juin	1 129 039 779,49	-12,95%		1 280 260 158,34	13,39%		1 463 273 673,69	14,30%		1 504 901 586,54	2,84%	
Janvier-Septembre	1 768 748 678,92	-6,88%		1 847 336 066,86	4,44%		2 114 566 703,33	14,47%		2 277 161 425,21	7,69%	

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Source: Ministère des Finances

8-10-2012	2009			2010			2011			2012		
<b>TVA-partEU</b>												
Janvier	21 367 215,92	7,97%		30 415 966,42	12,67%		23 128 594,58	8,22%		23 694 762,92		
Février	48 670 089,76	18,16%		56 675 517,58	23,61%		62 475 497,71	22,19%		76 113 507,76		
Mars	21 589 722,17	8,05%		11 941 006,38	4,97%		13 881 744,70	4,93%		25 623 798,17		
Avril	21 589 722,17	8,05%		11 941 006,38	4,97%		11 568 120,59	4,11%		25 623 798,17		
Mai	12 953 833,30	4,83%		19 105 610,20	7,96%		16 195 368,81	5,75%		23 061 418,35		
Juin	27 962 490,68	10,43%		9 552 805,10	3,98%		13 881 744,70	4,93%		12 811 899,10		
Juillet	8 776 110,80	3,27%		19 116 912,88	7,96%		20 822 617,05	7,40%		12 811 899,10		
Août	19 746 249,30	7,37%		20 244 652,78	8,43%		16 089 253,86	5,72%		22 791 247,83		
Septembre	15 358 193,90	5,73%		23 428 755,59	9,76%		22 255 367,75	7,91%		25 305 534,09		
Octobre	29 470 563,70	10,99%		23 428 755,59	9,76%		22 255 367,75	7,91%				
Novembre	22 693 305,67	8,47%		3 887 966,85	1,62%		39 188 719,24	13,92%				
Décembre	17 895 552,92	6,68%		10 296 063,14	4,29%		19 775 566,21	7,02%				
COMPTÉ	268 073 050,29	100,00%		240 035 018,89	100,00%		281 517 962,95	100,00%		247 837 865,49	( 9 mois )	
Progress.	268 073 050,29	>contrôle fiche		268 073 050,29	>contrôle fiche		>contrôle fiche			>contrôle fiche		
C(t)-C(t-1)	21 946 508,43	8,92%		28 038 031,40	-10,46%		41 482 944,06	17,28%		33 680 097,46	-11,96%	
BUDGET	253 210 000,00			214 410 000,00			274 372 000,00			300 608 529,00		
Progress.												
B(t)-B(t-1)	19 980 000,00	-7,31%		38 800 000,00	-15,32%		59 962 000,00	27,97%		26 236 529,00	9,56%	
Réalisat. du budget	14 863 050,29			25 625 018,89			7 145 962,95			52 770 663,51		
C(t)-B(t)	105,87%			111,95%			102,60%			82,45%		
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	234 823 137,44	-4,59%	-16,12%	277 121 800,79	3,38%	6,52%	232 747 647,05	-3,04%	-10,32%	282 084 131,29	0,20%	17,08%
Février	235 228 793,22	0,17%	-17,27%	285 127 228,61	2,89%	5,48%	238 547 627,18	2,49%	-9,56%	295 722 141,34	4,83%	15,08%
Mars	232 884 188,06	-1,00%	-12,14%	275 478 512,82	-3,38%	3,71%	240 488 365,50	0,81%	-5,61%	307 464 194,81	3,97%	12,02%
Avril	230 539 582,90	-1,01%	-7,82%	265 829 797,03	-3,50%	1,35%	240 115 479,71	-0,16%	-0,18%	321 519 872,39	4,57%	10,66%
Mai	228 903 072,68	-0,71%	-3,33%	271 981 573,93	2,31%	-2,05%	237 205 238,32	-1,21%	0,91%	328 385 921,93	2,14%	11,41%
Juin	244 880 994,60	6,98%	0,20%	253 571 888,35	-6,77%	-5,53%	241 534 177,92	1,82%	0,99%	327 316 076,33	-0,33%	10,39%
Juillet	242 947 052,83	-0,79%	2,59%	263 912 690,43	4,08%	-4,47%	243 239 882,09	0,71%	0,39%	319 305 358,38	-2,45%	5,44%
Août	248 597 905,08	2,33%	6,37%	264 411 093,91	0,19%	-3,86%	239 084 483,17	-1,71%	0,84%	326 007 352,35	2,10%	1,59%
Septembre	247 511 469,09	-0,44%	4,93%	272 481 655,60	3,05%	1,19%	237 911 095,33	-0,49%	0,19%	329 057 518,69	0,94%	-0,29%
Octobre	269 456 027,76	8,87%	6,81%	266 439 847,49	-2,22%	1,76%	236 737 707,49	-0,49%	-1,14%			
Novembre	270 253 637,35	0,30%	6,90%	247 634 508,67	-7,06%	0,60%	272 038 459,88	14,91%	3,15%			
Décembre	268 073 050,29	-0,81%	9,30%	240 035 018,89	-3,07%	-5,83%	281 517 962,95	3,48%	9,73%			
<b>TVA-partEU</b>	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	91 627 027,85	-12,63%		99 032 490,38	8,08%		99 485 836,99	0,46%		125 432 068,85	26,08%	
Janvier-Juin	154 133 074,00	-0,80%		139 631 912,06	-9,41%		141 131 071,09	1,07%		186 929 184,47	32,45%	
Janvier-Septembre	198 013 628,00	0,70%		202 422 233,31	2,23%		200 298 309,75	-1,05%		247 837 865,49	23,73%	

10

TAXE VEHICULES AUTOMOTEURS (recettes mensuelles)

Source: Administration des douanes et accises

03-10-2012	2009			2010			2011			2012		
Janvier	7 700 000,00	10,65%	5 000 000,00	7,69%	3 725 000,00	5,90%	4 910 000,00					
Février	4 500 000,00	6,22%	5 070 000,00	7,80%	5 000 000,00	7,92%	5 760 000,00					
Mars	9 000 000,00	12,45%	6 400 000,00	9,85%	7 600 000,00	12,05%	6 285 000,00					
Avril	7 300 000,00	10,10%	7 190 000,00	11,06%	6 025 000,00	9,55%	5 735 000,00					
Mai	6 280 000,00	8,69%	6 100 000,00	9,38%	7 500 000,00	11,89%	6 033 000,00					
Juin	6 000 000,00	8,30%	4 600 000,00	7,08%	5 300 000,00	8,40%	5 345 000,00					
Juillet	5 600 000,00	7,75%	5 700 000,00	8,77%	4 894 000,00	7,76%	4 778 000,00					
Août	4 500 000,00	6,22%	4 000 000,00	6,15%	4 200 000,00	6,66%	4 400 000,00					
Septembre	5 740 000,00	7,94%	5 000 000,00	7,69%	5 050 000,00	8,00%	4 620 000,00					
Octobre	5 720 000,00	7,91%	5 500 000,00	8,46%	4 890 000,00	7,75%						
Novembre	5 380 000,00	7,44%	4 475 000,00	6,88%	4 540 000,00	7,20%						
Décembre	4 580 000,00	6,33%	5 964 372,21	9,18%	4 368 000,00	6,92%						
COMPTE	72 300 000,00	100,00%	64 999 372,21	100,00%	63 092 000,00	100,00%	47 866 000,00	( 9 mois )				
Progress.												
C(t)-C(t-1)	8 927,70	-0,01%	7 300 627,79	-10,10%	1 907 372,21	-2,93%	15 226 000,00	-24,13%				
BUDGET	68 750 000,00		68 000 000,00		62 500 000,00		67 500 000,00					
Progress.												
B(t)-B(t-1)	1 250 000,00	-1,79%	750 000,00	-1,09%	5 500 000,00	-8,09%	5 000 000,00	8,00%				
Réalisat.	3 550 000,00		3 000 627,79		592 000,00		19 634 000,00					
du budget												
C(t)-B(t)	105,16%		95,59%		100,95%		70,91%					
	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois	recette des 12 derniers mois	tendance en %	tendance moyenne 3 mois
Janvier	68 001 836,36	-5,96%	-18,45%	69 600 000,00	-3,73%	1,74%	63 724 372,21	-1,96%	-1,23%	64 277 000,00	1,88%	-1,53%
Février	64 470 047,76	-5,19%	-27,29%	70 170 000,00	0,82%	2,54%	63 654 372,21	-0,11%	-0,26%	65 037 000,00	1,18%	-1,10%
Mars	65 966 574,13	2,32%	-22,53%	67 570 000,00	-3,71%	-1,19%	64 854 372,21	1,89%	-0,47%	63 722 000,00	-2,02%	0,33%
Avril	65 766 574,13	-0,30%	-15,29%	67 460 000,00	-0,16%	-2,60%	63 889 372,21	-1,80%	-0,07%	63 432 000,00	-0,46%	0,07%
Mai	66 446 574,13	1,03%	-3,22%	67 280 000,00	-0,27%	-4,60%	65 089 372,21	2,20%	0,65%	61 965 000,00	-2,31%	-1,71%
Juin	68 446 574,13	3,01%	1,12%	65 880 000,00	-2,08%	-3,24%	65 789 372,21	1,08%	1,21%	62 010 000,00	0,07%	-2,92%
Juillet	68 546 574,13	0,15%	3,69%	65 980 000,00	0,15%	-2,95%	64 983 372,21	-1,23%	1,91%	61 894 000,00	-0,19%	-3,29%
Août	69 043 540,90	0,73%	3,96%	65 480 000,00	-0,76%	-2,46%	65 183 372,21	0,31%	1,20%	62 094 000,00	0,32%	-1,65%
Septembre	69 283 540,90	0,35%	3,10%	64 740 000,00	-1,13%	-2,20%	65 233 372,21	0,08%	0,43%	61 664 000,00	-0,69%	-0,94%
Octobre	68 753 540,90	-0,76%	1,79%	64 520 000,00	-0,34%	-2,21%	64 623 372,21	-0,94%	-0,42%			
Novembre	68 783 540,90	0,04%	0,38%	63 615 000,00	-1,40%	-2,26%	64 688 372,21	0,10%	-0,72%			
Décembre	72 300 000,00	5,11%	1,43%	64 999 372,21	2,18%	-1,56%	63 092 000,00	-2,47%	-1,53%			
	recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1		recettes cumulées 3/6/9 mois	différence p.r.à année n-1	
Janvier-Mars	21 200 000,00	-23,03%		16 470 000,00	-22,31%		16 325 000,00	-0,88%		16 955 000,00	3,86%	
Janvier-Juin	40 780 000,00	-8,65%		34 360 000,00	-15,74%		35 150 000,00	2,30%		34 068 000,00	-3,08%	
Janvier-Septembre	56 620 000,00	-5,07%		49 060 000,00	-13,35%		49 294 000,00	0,48%		47 866 000,00	-2,90%	



REVENU DISPONIBLE DES COMMUNES  
(EN EUR)

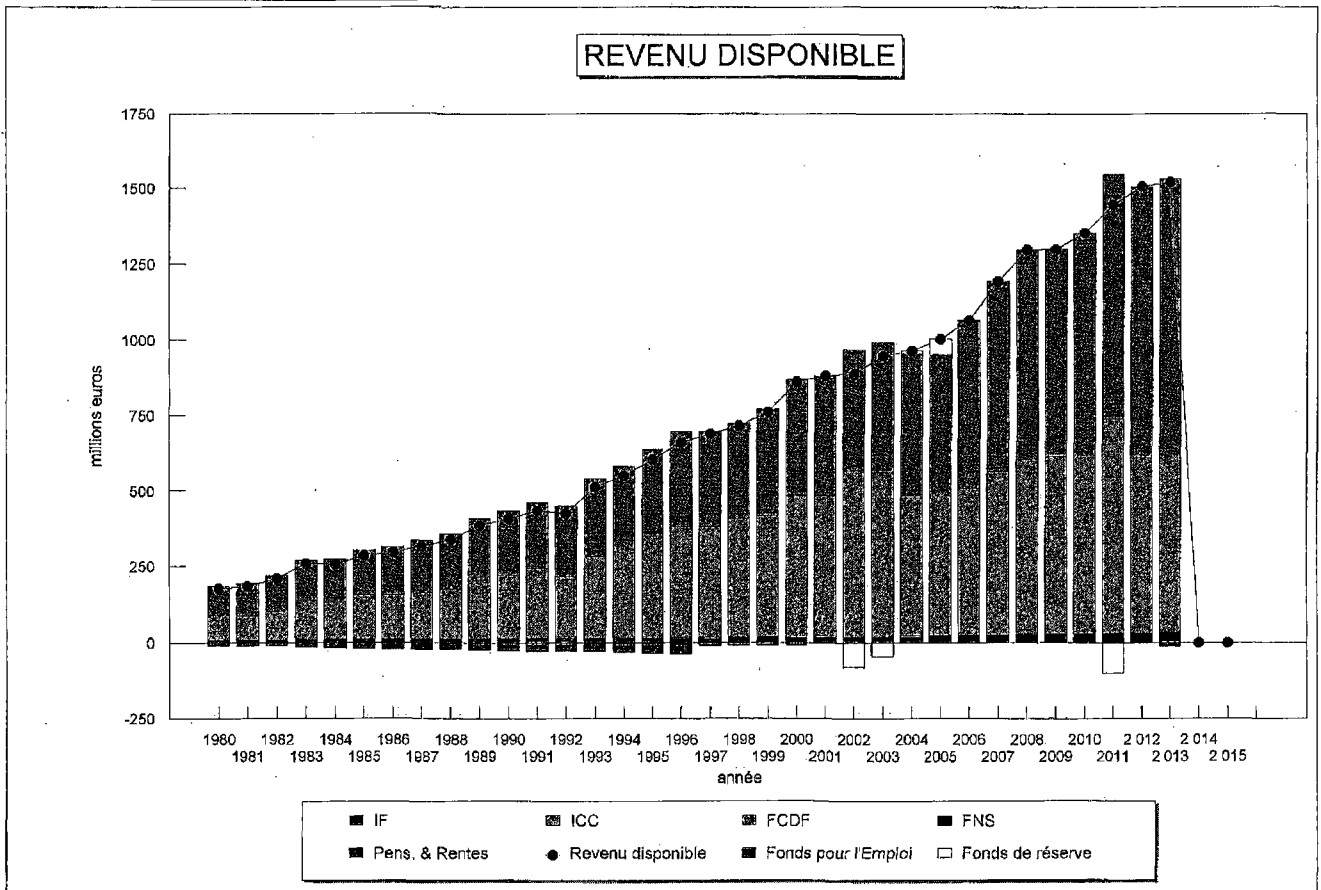
08/10/2012

année	REVENUS NON AFFECTES				CONTRIBUTIONS SOCIALES					REVENU DISPONIBLE	
	IF	ICC	FCDF	TOTAL	FNS	Pens. & Rentes	Taux	Fonds Emploi	réserve +/-		
1980	8 581 764	80 256 121	97 071 197	186 909 082	492 376	7 359 888		1 547 176	0	9 399 440	176 509 642
1981	8 801 240	78 167 807	107 617 849	194 786 896	535 326	7 813 152	2%	1 605 122	0	9 953 600	184 833 296
1982	9 310 218	92 664 657	118 922 397	220 897 272	578 620	8 265 700	2%	1 563 356	0	10 407 676	210 489 596
1983	11 326 166	127 383 475	133 019 686	271 729 257	613 658	8 876 391	4%	3 706 586	0	13 196 835	258 632 422
1984	12 064 148	121 669 174	140 308 023	274 041 345	642 208	9 564 635	6%	6 369 174	0	16 576 015	257 465 330
1985	12 612 595	145 428 152	144 405 435	302 444 182	640 441	8 724 297	6%	7 300 150	0	16 634 888	285 779 294
1986	13 006 232	145 574 412	156 230 483	314 811 127	692 589	9 725 564	6%	8 725 569	0	19 143 722	295 667 405
1987	13 522 641	152 860 658	170 629 480	337 012 779	1 345 710	10 607 917	6%	8 734 465	0	20 688 092	316 324 687
1988	13 299 272	165 655 969	179 148 736	358 103 977	1 857 731	11 634 275	4%	6 114 426	0	19 606 432	338 497 645
1989	13 079 084	202 275 973	192 955 105	408 310 162	2 020 860	13 304 082	4%	6 626 239	0	21 951 181	366 358 981
1990	14 353 653	207 147 861	212 110 277	433 611 791	2 327 539	15 123 383	4%	8 091 039	0	25 541 961	408 059 830
1991	15 206 685	225 890 526	221 425 104	462 522 315	2 716 927	16 902 853	4%	8 285 914	0	27 805 794	434 616 521
1992	15 013 205	200 727 700	234 944 328	450 685 233	2 915 758	18 912 731	2%	4 517 811	0	26 346 300	424 338 933
1993	16 316 192	266 053 793	260 161 664	542 531 649	3 364 220	20 496 406	2%	4 014 554	0	27 874 180	514 657 469
1994	16 783 419	289 355 183	277 531 887	583 670 489	3 715 717	21 851 256	2%	5 321 076	0	30 888 649	552 782 440
1995	17 428 777	333 316 112	288 092 613	636 837 502	4 246 798	23 323 557	2%	5 787 104	0	33 357 459	605 480 043
1996	18 109 922	362 785 762	317 306 908	698 202 592	4 499 696	24 087 608	2%	6 666 322	0	35 253 626	662 948 966
1997	18 557 166	362 283 522	318 433 394	699 274 084	/	/	2%	7 255 715	0	7 255 715	692 018 369
1998	20 262 904	390 730 254	313 902 275	724 895 433	/	/	2%	7 245 670	0	7 245 670	717 649 765
1999	20 154 595	398 857 575	351 961 334	770 773 504	/	/	2%	7 814 605	0	7 814 605	762 958 899
2000	21 044 938	460 696 342	389 240 503	870 983 783	/	/	2%	7 973 152	0	7 973 152	863 010 631
2001	21 660 986	461 059 752	398 105 378	880 826 114	/	/	/	0	0	0	880 826 114
2002	21 901 286	548 148 405	401 319 900	969 369 591	/	/	/	0	81 148 405	81 148 405	888 221 186
2003	22 718 105	540 428 881	429 808 134	992 955 120	/	/	/	0	45 428 881	45 428 881	947 526 239
2004	24 093 245	455 137 739	476 671 606	955 902 589	/	/	/	0	(9 862 261)	(9 862 261)	965 764 850
2005	25 595 629	459 414 038	467 318 382	952 328 049	/	/	/	0	(51 429 642)	(51 429 642)	1 003 757 691
2006	25 763 610	482 479 441	553 003 581	1 081 246 632	/	/	/	0	(5 000 000)	(5 000 000)	1 068 246 632
2007	27 177 745	538 905 344	627 722 678	1 193 805 767	/	/	/	0	0	0	1 193 805 767
2008	27 636 856	578 108 602	691 353 092	1 297 098 550	/	/	/	0	0	0	1 297 098 550
2009	28 948 902	587 991 976	681 174 987	1 298 115 865	/	/	/	0	0	0	1 298 115 865
2010	29 817 369	586 274 378	736 330 098	1 352 421 845	/	/	/	0	0	0	1 352 421 845
2011	30 711 890	708 338 005	806 760 161	1 545 810 056	/	/	/	0	100 000 000	100 000 000	1 445 810 056
2 012	31 633 247	580 000 000	894 454 147	1 506 087 394	/	/	/	0	0	0	1 506 087 394
2 013	32 582 244	580 000 000	920 192 000	1 532 774 244	/	/	2%	11 600 000	0	11 600 000	1 521 174 244
2 014	0	0	0	0	/	/	2%	0	0	0	0
2 015	0	0	0	0	/	/	2%	0	0	0	0

estimations (+3%)

budget 2011 à 2013

tx f. pour l'emploi



Rang	FCDF COMMUNE	FCDF 2004 compte	FCDF 2005 compte	FCDF 2006 compte	FCDF 2007 compte	FCDF 2008 compte	FCDF 2009 compte	FCDF 2010 compte	FCDF 2011 compte	FCDF 2012 budget	FCDF 2011-2010 comptes (en EUR)	en %
1	BASCHARAGE	5 955 876,15	5 908 558,02	7 163 038,18	7 874 915,12	8 527 281,00	8 247 902,10	8 842 868,01	9 809 786,69		966 918,68	10,93%
2	BASTENDORF	1 360 398,28	1 330 328,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
3	BEAUFORT	1 623 343,04	1 663 691,00	1 954 973,35	2 310 537,70	2 558 978,45	2 492 086,86	2 740 099,94	3 088 569,14		348 469,20	12,72%
4	BECH	1 483 553,52	1 461 429,35	1 735 627,22	1 914 523,07	2 130 787,98	2 087 170,21	2 265 263,53	2 508 815,15		243 551,62	10,75%
5	BECKERICH	2 485 202,09	2 417 137,41	2 862 139,94	3 221 168,20	3 533 550,88	3 461 090,74	3 723 092,39	4 042 282,25		319 189,86	8,57%
6	BERDORF	1 691 713,70	1 657 937,36	1 893 801,32	2 207 102,10	2 447 822,48	2 416 067,37	2 595 458,12	2 908 651,65		313 193,53	12,07%
7	BERG (COLMAR-)	1 714 840,55	1 683 765,14	1 937 754,81	2 191 850,05	2 351 006,98	2 314 385,84	2 522 848,85	2 685 705,35		162 856,50	6,46%
8	BERTRANGE	4 937 151,67	4 894 391,35	5 808 994,09	6 730 846,58	7 469 341,62	7 317 595,29	7 787 177,99	8 148 815,68		361 637,69	4,64%
9	BETTBORN	1 474 402,71	1 469 218,29	1 733 354,46	1 916 976,45	2 089 498,81	2 037 634,97	2 176 893,04	2 368 591,08		191 698,04	8,81%
10	BETTEMBOURG	8 015 764,33	7 917 582,24	9 342 749,06	10 367 574,29	11 422 266,60	11 155 838,74	11 963 565,29	12 824 176,51		861 210,72	7,20%
11	BETTENDORF	2 524 435,65	2 523 377,88	2 980 645,16	3 325 861,82	3 673 656,55	3 604 320,50	3 839 117,74	4 146 215,14		307 097,40	8,00%
12	BETZDORF	2 665 283,22	2 614 362,59	3 079 737,74	3 566 026,45	3 975 911,31	4 104 357,44	4 434 459,07	4 825 917,11		391 458,04	8,83%
13	BISSEN	2 377 285,03	2 320 117,98	2 730 839,81	3 113 801,66	3 431 097,15	3 359 292,70	3 646 725,38	3 965 306,58		318 581,20	8,74%
14	BIWER	1 990 911,29	1 965 798,71	2 298 760,22	2 590 871,55	2 857 064,23	2 750 531,56	2 948 694,46	3 194 844,55		246 150,09	8,35%
15	BOEVANGELA	1 900 701,31	1 900 079,69	2 265 841,12	2 516 153,33	2 776 301,30	2 692 580,26	2 885 101,16	3 214 560,49		329 459,33	11,42%
16	BOULAIDE	1 345 441,44	1 336 222,05	1 599 206,22	1 808 371,09	2 005 805,59	1 960 329,61	2 105 846,47	2 334 648,43		228 801,96	10,87%
17	BOURSCHEID	1 750 321,89	1 730 068,41	2 048 964,52	2 330 133,55	2 532 142,98	2 473 014,82	2 648 760,24	2 889 640,16		240 879,92	9,09%
18	BOUS	1 451 702,91	1 430 102,88	1 703 718,81	1 865 334,56	2 070 626,31	2 061 865,20	2 228 102,59	2 495 914,13		287 811,54	12,02%
19	BURMERANGE	1 223 692,52	1 209 787,24	1 420 058,56	1 565 979,59	1 711 482,69	1 696 593,38	1 836 208,91	1 965 936,98		129 728,07	7,06%
20	CLEMENCY	2 093 084,72	2 078 522,85	2 450 460,75	2 705 669,10	2 899 218,26	2 821 544,85	3 031 696,72	3 284 906,55		253 209,83	8,35%
21	CLERVAUX	1 867 723,78	1 833 097,98	2 175 873,14	2 411 609,73	2 651 418,84	2 583 970,45	2 809 815,19	3 105 283,01		295 467,82	10,52%
22	CONSDORF	2 090 107,07	2 028 017,00	2 395 195,41	2 649 614,41	2 912 334,53	2 852 597,50	3 074 114,14	3 351 803,28		277 689,14	9,03%
23	CONSTHUM	660 647,96	671 070,77	782 322,91	885 666,13	987 065,20	977 525,21	1 048 142,15	1 144 620,10		96 477,95	9,20%
24	CONTERN	2 951 380,85	2 881 288,56	3 422 334,77	3 814 910,29	4 183 253,13	4 164 458,45	4 578 894,82	4 857 440,68		278 545,86	6,08%
25	DALHEIM	2 108 615,09	2 088 166,17	2 483 413,32	2 801 818,51	3 058 854,83	3 019 704,44	3 203 025,50	3 420 543,95		217 518,45	6,79%
26	DIEKIRCH	5 583 701,31	5 372 238,61	6 344 399,00	6 997 190,47	7 593 167,12	7 366 212,47	7 900 894,87	8 386 675,54		485 780,67	6,15%
27	DIFFERDANGE	18 134 165,33	17 802 672,81	20 936 257,96	24 159 186,61	26 740 629,25	26 479 633,88	28 941 950,33	31 721 923,81		2 779 973,48	9,61%
28	DIPPACH	3 186 626,39	3 160 956,21	3 698 724,91	4 214 599,26	4 594 705,03	4 411 818,03	4 772 919,35	5 146 423,96		373 504,61	7,83%
29	DUDELANGE	16 621 927,19	16 315 329,84	19 352 159,56	21 243 893,20	23 080 279,90	22 484 205,25	24 169 297,96	26 366 813,14		2 197 515,18	9,09%
30	ECHTERNACH	3 880 249,45	3 803 811,53	4 540 966,17	5 179 221,44	5 679 302,88	5 513 970,55	5 890 697,82	6 853 668,71		962 970,89	16,35%
31	ELL	1 254 873,92	1 265 554,38	1 504 569,99	1 692 878,92	1 861 163,23	1 854 047,29	2 003 613,88	2 181 820,47		178 206,59	8,89%
32	ERMSDORF	1 345 071,31	1 311 541,89	1 600 079,44	1 804 964,14	2 017 617,52	1 983 391,38	2 171 809,66	2 396 130,53		224 320,87	10,33%
33	ERPELDANGE	2 003 311,78	1 976 337,90	2 294 477,38	2 562 238,59	2 845 062,83	2 837 113,97	2 972 620,42	3 292 245,12		319 624,70	10,75%
34	ESCHALZETTE	35 521 724,14	34 838 491,89	41 374 410,18	46 083 949,46	50 818 308,47	49 264 614,80	52 687 103,53	55 918 688,26		3 231 584,73	6,13%
35	ESCHISURE	421 128,81	408 371,14	475 856,08	479 337,49	517 374,27	522 925,36	570 057,71	623 513,92		53 456,21	9,38%
36	ESCHWEILER	990 091,47	992 987,96	1 165 409,90	1 331 225,17	1 454 816,59	1 453 595,86	1 562 462,62	1 690 365,42		127 902,80	8,19%
37	ETTELBRUCK	6 566 908,71	6 435 762,22	7 566 762,72	8 384 772,49	9 215 935,29	9 008 668,21	9 541 523,37	10 423 828,60		882 305,23	9,25%
38	FEULEN	1 787 213,55	1 763 378,39	2 095 951,91	2 291 900,99	2 511 155,25	2 475 742,03	2 676 493,13	2 903 568,42		227 075,29	8,48%
39	FISCHBACH	1 060 214,47	1 053 331,36	1 261 095,78	1 422 983,06	1 558 116,89	1 546 085,17	1 692 162,16	1 906 872,60		214 710,44	12,69%
40	FLAXWEILER	2 190 756,22	2 159 304,23	2 572 705,10	2 917 298,22	3 209 231,12	3 138 028,34	3 355 535,33	3 691 907,63		336 372,30	10,02%
41	FOUHREN	1 159 407,19	1 154 016,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
42	FRISANGE	2 987 277,02	3 002 389,04	3 527 267,68	3 976 702,61	4 463 307,02	4 505 739,49	4 879 942,12	5 304 089,16		424 147,04	8,69%
43	GARNICH	1 866 471,38	1 849 845,87	2 181 236,92	2 430 324,38	2 721 174,14	2 725 476,52	2 963 475,84	3 302 135,71		338 659,87	11,43%
44	GOESDORF	1 414 498,48	1 390 279,67	1 683 815,71	1 894 345,45	2 070 902,13	2 079 236,14	2 244 156,53	2 460 053,74		215 897,21	9,62%
45	GREVENMACHER	3 510 152,50	3 433 223,46	4 126 308,35	4 586 719,63	5 022 530,19	4 893 633,70	5 257 548,51	5 800 909,06		543 360,55	10,33%
46	GROSBOUS	1 107 668,96	1 118 798,73	1 309 955,78	1 495 233,88	1 658 904,31	1 646 804,19	1 783 851,35	1 944 964,68		161 113,33	9,03%

Rang	FCDF COMMUNE	FCDF 2004 compte	FCDF 2005 compte	FCDF 2006 compte	FCDF 2007 compte	FCDF 2008 compte	FCDF 2009 compte	FCDF 2010 compte	FCDF 2011 compte	FCDF 2012 budget	FCDF 2011-2010 comptes (en EUR)	en %
47	HEFFINGEN	1 104 606,74	1 094 879,30	1 330 880,65	1 498 356,04	1 624 820,71	1 641 630,19	1 781 846,91	1 953 577,37		171 730,46	9,64%
48	HEIDERSCHIED	1 713 920,78	1 706 509,36	2 024 134,04	2 262 390,23	2 522 293,96	2 515 707,13	2 736 362,30	3 079 153,75		342 791,45	12,53%
49	HEINERSCHIED	1 653 226,43	1 629 654,57	1 897 661,95	2 126 337,73	2 327 247,69	2 295 863,85	2 484 689,71	2 750 515,38		265 825,67	10,70%
50	HESPERANGE	9 719 279,33	9 762 372,02	11 722 957,83	13 133 279,91	14 670 613,85	14 618 154,63	16 011 414,44	17 452 776,84		1 441 362,40	9,00%
51	HOBSCHEID	2 439 194,44	2 424 492,96	2 928 479,11	3 252 274,65	3 557 735,59	3 538 196,28	3 811 878,21	4 187 553,17		375 674,96	9,86%
52	HOSCHIED	638 949,96	645 007,25	757 497,45	848 420,71	948 714,62	917 379,85	994 200,95	1 096 951,79		102 750,84	10,34%
53	HOSINGEN	2 092 635,31	2 049 468,03	2 433 814,99	2 775 888,39	3 087 896,69	3 036 157,17	3 278 074,05	3 564 518,56		286 444,51	8,74%
54	JUNGLINSTER	5 934 462,52	5 826 137,88	6 843 680,39	7 617 778,72	8 357 831,01	8 207 864,37	8 984 684,92	9 886 709,11		902 024,19	10,04%
55	KAUTENBACH	520 791,23	514 170,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
56	KAYL	6 440 814,79	6 305 026,02	7 497 051,16	8 404 042,55	9 301 040,41	8 952 686,80	9 519 589,77	10 139 376,24		619 786,47	6,51%
57	KEHLEN	4 395 677,77	4 300 201,04	5 050 948,59	5 647 050,29	6 111 597,54	6 023 678,69	6 459 479,41	7 114 547,23		655 067,82	10,14%
58	KOERICH	1 984 111,19	1 952 772,45	2 322 680,87	2 625 400,98	2 935 621,65	2 882 885,84	3 095 854,30	3 535 138,16		439 283,86	14,19%
59	KOPSTAL	2 646 197,34	2 596 293,25	3 126 688,65	3 435 725,36	3 740 615,56	3 619 241,98	3 788 718,48	4 073 148,66		284 430,18	7,51%
60	LAC H/SURE	2 077 076,44	2 070 316,04	2 416 521,13	2 711 769,92	2 984 449,53	2 925 776,88	3 177 020,41	3 420 142,46		243 122,05	7,65%
61	LAROCLETTE	1 763 356,44	1 711 423,60	2 003 278,45	2 314 164,36	2 609 122,74	2 531 585,44	2 686 560,43	2 945 674,11		259 113,68	9,64%
62	LENNINGEN	1 685 619,82	1 677 396,91	2 074 043,13	2 324 174,49	2 557 313,50	2 512 476,76	2 719 107,11	2 929 167,79		210 609,68	7,75%
63	LEUDELANGE	1 859 642,88	1 823 827,28	2 086 697,07	2 363 003,90	2 578 393,20	2 546 568,49	2 716 991,47	2 972 670,83		255 679,36	9,41%
64	LINTGEN	2 187 775,96	2 181 322,84	2 542 755,11	2 860 488,72	3 076 424,54	3 019 356,41	3 224 624,01	3 613 022,33		388 398,32	12,04%
65	LORENTZWEILER	2 763 098,32	2 723 696,72	3 229 240,37	3 588 051,07	3 900 271,70	3 831 007,21	4 162 590,99	4 804 892,92		642 301,93	15,43%
66	LUXEMBOURG	87 806 853,71	84 196 020,71	99 427 126,09	120 625 510,69	133 767 954,99	134 303 492,79	146 842 518,54	164 540 646,31		17 698 127,77	12,05%
67	MAMER	5 969 181,30	5 892 896,25	7 015 580,24	7 758 728,80	8 511 748,54	8 416 256,62	9 347 704,08	9 850 699,62		502 995,54	5,38%
68	MANTERNACH	2 133 799,12	2 114 097,43	2 499 357,72	2 814 797,85	3 116 431,11	3 086 754,30	3 316 228,26	3 649 291,74		333 063,48	10,04%
69	MEDERNACH	1 257 506,96	1 248 742,83	1 467 770,74	1 690 205,17	1 873 977,04	1 850 345,41	2 012 616,05	2 287 285,45		274 669,40	13,65%
70	MERSCH	6 676 846,39	6 521 179,40	7 754 715,78	8 563 028,70	9 397 465,27	9 129 968,13	9 888 468,30	11 035 366,38		1 146 898,08	11,60%
71	MERTERT	3 091 507,61	3 024 454,51	3 520 041,93	3 892 528,27	4 274 011,59	4 161 489,76	4 511 693,53	5 120 731,64		609 038,11	13,50%
72	MERTZIG	1 517 862,73	1 507 611,44	1 760 224,72	1 952 462,62	2 177 819,77	2 195 634,81	2 345 435,48	2 575 915,01		230 479,53	9,83%
73	MOMPACH	1 591 712,81	1 548 920,53	1 828 322,49	2 015 213,80	2 227 652,03	2 178 009,17	2 351 184,67	2 553 078,22		201 893,55	8,59%
74	MONDERCANGE	5 392 132,25	5 263 741,00	6 190 805,01	6 768 947,86	7 372 378,75	7 145 335,86	7 669 471,99	8 277 765,78		608 293,79	7,93%
75	MONDORFFBAINS	3 414 729,01	3 398 324,59	3 994 943,66	4 512 561,99	5 056 133,76	5 125 976,81	5 542 197,77	5 789 116,28		246 918,51	4,46%
76	MUNSHAUSEN	1 197 971,63	1 155 167,89	1 364 402,56	1 597 972,35	1 800 352,56	1 784 602,37	1 920 231,54	2 084 236,13		164 004,59	8,54%
77	NEUNHAUSEN	496 642,74	490 602,79	577 556,02	650 534,64	732 900,63	726 948,19	784 898,79	831 671,02		46 772,23	5,96%
78	NIEDERANVEN	5 013 589,79	4 894 839,42	5 754 476,36	6 441 906,79	7 050 700,37	6 832 239,77	7 209 281,87	7 784 338,87		575 057,00	7,98%
79	NOMMERN	1 445 416,27	1 412 433,45	1 688 542,65	1 872 154,96	2 075 150,22	2 056 756,19	2 227 672,95	2 453 038,87		225 365,92	10,12%
80	PETANGE	15 276 227,51	15 235 356,50	18 066 865,99	19 779 751,91	21 736 923,90	21 253 465,10	22 812 843,16	25 446 948,08		2 634 104,92	11,55%
81	PUTSCHEID	1 148 784,04	1 146 632,10	1 372 993,68	1 547 222,81	1 699 600,75	1 677 794,96	1 816 484,74	2 014 455,84		197 971,10	10,90%
82	RAMBROUCH	4 284 754,08	4 227 880,58	4 938 679,89	5 556 952,65	6 051 550,64	5 972 337,51	6 470 865,03	7 077 743,88		606 878,85	9,38%
83	RECKANGE	2 088 288,77	2 088 234,20	2 477 479,65	2 794 117,32	3 063 475,60	3 017 036,37	3 209 709,04	3 566 665,19		356 956,15	11,12%
84	REDANGE	2 754 753,13	2 734 800,76	3 144 486,36	3 514 429,18	3 876 011,84	3 832 617,40	4 136 018,75	4 549 153,60		413 134,85	9,99%
85	REISDORF	1 070 913,77	1 076 856,26	1 322 610,77	1 494 245,97	1 670 107,89	1 627 716,56	1 743 705,27	1 906 132,78		162 427,51	9,32%
86	REMERSCHEN	1 827 354,05	1 781 606,49	2 059 122,36	2 289 158,23	2 485 495,86	2 424 857,82	2 586 226,16	2 867 768,62		281 542,46	10,89%
87	REMICH	2 806 241,41	2 758 898,19	3 314 617,15	3 753 584,93	4 044 990,48	3 883 167,50	4 191 584,92	4 676 749,82		485 164,90	11,57%
88	ROESER	4 268 473,60	4 204 989,80	5 001 737,82	5 534 850,84	6 154 371,96	6 135 471,52	6 536 046,19	7 206 729,43		670 683,24	10,26%
89	ROSPORT	2 304 296,58	2 268 638,83	2 701 800,89	3 039 327,29	3 332 622,01	3 285 862,88	3 548 934,63	3 877 160,83		328 226,20	9,25%
90	RUMELANGE	4 109 139,12	4 053 068,41	4 847 087,68	5 449 246,25	6 011 552,02	5 887 138,38	6 429 266,56	6 893 042,62		463 776,06	7,21%
91	SAEUL	862 098,71	857 927,79	1 004 309,10	1 185 882,24	1 316 263,08	1 315 067,62	1 401 740,99	1 489 392,94		87 651,95	6,25%
92	SANDWEILER	2 543 427,03	2 495 281,92	2 985 360,06	3 334 323,37	3 716 397,18	3 567 344,46	3 846 889,03	4 114 973,30		268 084,27	6,97%

Rang	FCDF COMMUNE	FCDF 2004 compte	FCDF 2005 compte	FCDF 2006 compte	FCDF 2007 compte	FCDF 2008 compte	FCDF 2009 compte	FCDF 2010 compte	FCDF 2011 compte	FCDF 2012 budget	FCDF 2011-2010 comptes (en EUR)	en %
93	SANEM	12 131 676,45	12 006 310,15	14 297 232,80	15 583 777,73	17 069 459,36	16 421 834,71	17 731 895,54	19 104 737,12		1 372 841,58	7,74%
94	SCHIEREN	1 384 505,02	1 344 223,71	1 608 064,62	1 804 504,47	1 969 864,56	1 955 821,04	2 087 930,44	2 209 453,74		121 523,30	5,82%
95	SCHIFFLANGE	8 138 469,03	8 073 755,78	9 579 947,38	10 366 776,33	11 281 672,94	11 115 318,28	11 937 113,48	13 491 814,97		1 554 701,49	13,02%
96	SCHUTTRANGE	2 974 400,13	2 903 850,28	3 403 596,54	3 840 727,43	4 221 452,87	4 073 762,92	4 428 160,03	4 985 306,56		557 146,53	12,58%
97	SEPTFONTAINES	991 738,65	961 509,82	1 098 612,45	1 207 870,78	1 344 039,70	1 308 640,15	1 393 034,08	1 475 491,96		82 457,88	5,92%
98	STADTBREDIMUS	1 433 470,35	1 412 926,95	1 652 393,67	1 895 607,70	2 042 994,44	2 040 910,87	2 213 966,50	2 488 668,74		274 702,24	12,41%
99	STEINFORT	3 776 060,49	3 692 678,24	4 349 311,04	4 791 921,23	5 201 768,22	5 052 844,58	5 380 464,21	5 702 857,52		322 393,31	5,99%
100	STEINSEL	3 960 916,16	3 908 078,62	4 569 707,21	5 088 649,05	5 650 186,84	5 458 094,93	5 788 562,68	6 300 595,82		512 033,14	8,85%
101	STRASSEN	5 432 244,51	5 444 092,72	6 556 855,14	7 555 303,79	8 282 262,91	8 291 023,68	9 111 163,25	10 043 947,29		932 784,04	10,24%
102	TROISVIERGES	2 817 637,78	2 752 988,72	3 287 461,97	3 727 021,78	4 134 189,62	4 030 076,96	4 374 268,71	4 726 377,68		352 108,97	8,05%
103	TUNTANGE	1 283 332,87	1 259 369,40	1 557 779,67	1 726 152,15	1 874 290,08	1 875 390,00	2 017 821,60	2 262 439,45		244 617,85	12,12%
104	USELDANGE	1 885 840,04	1 831 497,00	2 147 875,09	2 417 773,90	2 670 012,24	2 622 733,59	2 873 202,03	3 170 684,01		297 481,98	10,35%
105	VIANDEN	1 357 907,11	1 369 003,39	1 613 982,50	1 835 949,79	1 994 478,41	1 966 237,77	2 037 044,63	2 251 369,11		214 324,48	10,52%
106	VICHTEN	1 129 901,51	1 090 799,36	1 288 414,11	1 434 589,51	1 631 522,81	1 618 422,66	1 750 663,35	1 846 954,38		96 291,03	5,50%
107	WAHL	1 094 891,35	1 082 304,58	1 285 632,28	1 411 516,80	1 596 519,03	1 576 675,13	1 701 739,13	1 818 202,41		116 463,28	6,84%
108	WALDBILLIG	1 595 319,24	1 561 135,76	1 900 397,04	2 155 227,34	2 362 795,30	2 302 104,31	2 507 891,60	2 559 644,04		51 752,44	2,06%
109	WALDBREDIMUS	1 108 031,51	1 066 752,24	1 278 318,54	1 402 031,97	1 543 997,37	1 511 972,43	1 671 174,28	1 740 053,26		68 878,98	4,12%
110	WALFERDANGE	6 632 196,72	6 437 590,55	7 590 592,03	8 470 051,10	9 253 579,60	9 240 568,81	10 068 335,59	10 675 157,34		606 821,75	6,03%
111	WEILER/TOUR	1 600 247,87	1 569 177,77	1 846 244,69	2 133 216,63	2 446 069,88	2 532 762,76	2 774 658,59	3 097 090,74		322 432,15	11,62%
112	WEISWAMPACH	1 718 303,20	1 648 347,98	1 919 630,16	2 207 092,22	2 433 987,98	2 404 319,21	2 612 453,11	2 862 778,31		250 325,20	9,58%
113	WELLENSTEIN	1 656 024,18	1 640 385,26	1 936 516,09	2 253 958,52	2 467 329,29	2 442 441,23	2 640 566,28	2 794 226,61		153 660,33	5,82%
114	WILTZ	3 872 570,53	3 823 696,65	4 561 260,18	5 005 543,60	5 488 743,28	5 332 743,95	5 762 582,19	6 261 706,81		499 124,62	8,66%
115	WILWERWILTZ	945 617,11	940 542,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
116	WINCRANGE	5 378 256,11	5 284 342,85	6 258 991,93	7 031 270,13	7 721 074,02	7 569 135,51	8 171 773,24	8 939 038,62		767 265,38	9,39%
117	WINSELER	1 321 306,80	1 322 040,91	1 592 411,45	1 782 424,87	1 937 991,37	1 906 498,83	2 069 067,71	2 188 673,23		119 605,52	5,78%
118	WORMELDANGE	2 742 978,70	2 675 965,44	3 159 786,70	3 560 812,77	3 883 012,51	3 794 262,94	4 112 756,94	4 485 540,14		372 783,20	9,06%
119	KIISCHPELT	1 466 408,34	1 454 713,00	1 535 300,25	1 717 154,29	1 868 924,09	1 856 889,81	1 980 541,14	2 200 117,23		219 576,09	11,09%
120	TANDEL	2 519 805,47	2 484 345,52	2 896 121,56	3 262 026,96	3 604 377,44	3 540 192,31	3 823 573,23	4 136 877,17		313 303,94	8,19%
121												
122												
123												
124												
125												
126												
	arrondi de conversion											
	<b>TOTAL</b>	<b>476 671 605,58</b>	<b>-467 318 382,29</b>	<b>553 003 580,81</b>	<b>627 722 678,23</b>	<b>691 353 091,62</b>	<b>681 174 986,52</b>	<b>736 330 097,91</b>	<b>806 760 160,83</b>		<b>(736 330 097,91)</b>	<b>-100,00%</b>

Les com. qui ont fait l'objet d'une fusion ne figurent au tableau qu'à titre indicatif. Ces communes sont reprises en fin de tableau sous leur nouvelle dénomination.

480 657 819,39 (contrôle)	471 257 440,81 (contrôle)	553 003 580,81 (contrôle)	627 722 678,23 (contrôle)	691 353 091,62 (contrôle)	681 174 986,52 (contrôle)	736 330 097,91 (contrôle)	806 760 160,83 (contrôle)	0,00 (contrôle)	70 430 062,92 (contrôle)	9,57% (contrôle)
476 671 605,58	467 318 382,29	553 003 580,81	627 722 678,23	691 353 091,62	681 174 986,52	736 330 097,91	806 760 160,83	0,00	70 430 062,92	
476 671 605,58	467 318 382,29									

Kiischpelt et Fouchren  
contrôle en 2005 2 X

# SCHÉMA DE FONCTIONNEMENT DU FONDS COMMUNAL DE DOTATION FINANCIÈRE

Fonds gérant les dotations non affectées au secteur communal (Budget 2013)

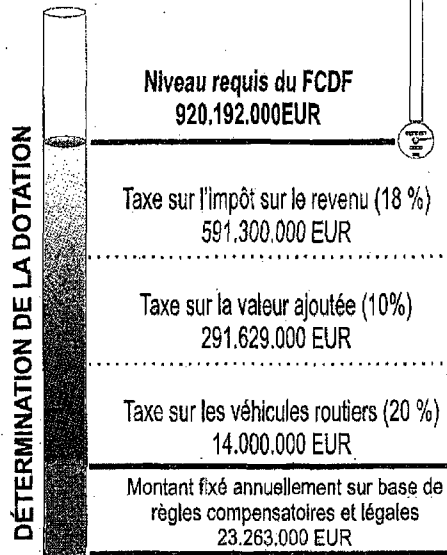
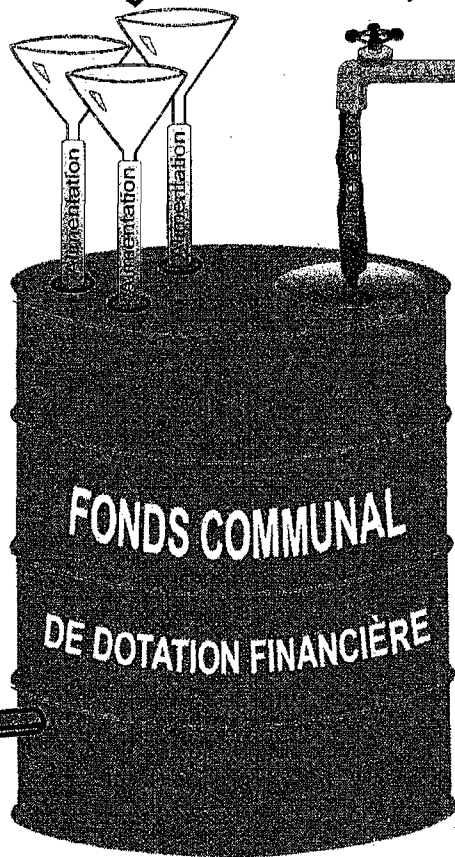
## ALIMENTATION DE LA DOTATION

**Alimentation via les 3 articles budgétaires du budget pour ordre**

TCA (100 %) : 21.950.000 EUR  
 TVA [hors UE] (10 %) : 291.629.000 EUR  
 TVR (20 %) : 14.000.000 EUR

**Alimentation via l'article budgétaire du Ministère de l'Intérieur**

Ce montant se calcule par la différence entre le niveau requis du FCDF et les trois taxes du budget pour ordre : 592.613.000 EUR  
 ( la contribution des communes aux traitements des enseignants qui s'élève à pour 2013 à 141.683.800 EUR est compensée sur ce montant)  
 Crédit budgétaire pour 2013 : 451.019.200 EUR

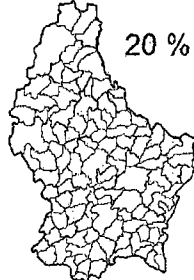


## REPARTITION DE LA DOTATION

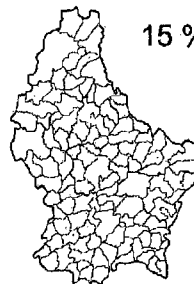
Dotation administrative de base (Préciput)



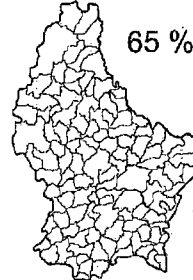
Densité de la population



Superficie verte



Population



UNITE	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 011	2 012	2 012	2 013	2 013	Variat./ BV	2 012	Variat./ C	2 012	
	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte					
<b>I. DOTATION</b>												[Loi budgétaire annuelle; détermine le montant global.]			
<b>1° Personnes physiques</b>												[Depuis 1966.]			
64.0.37.010 Assiette	396 245 940,32	400 154 834,57	479 171 872,58	526 865 906,73	530 000 000	579 989 032,32	620 000 000	620 000 000,00	690 000 000	690 000 000,00	70 000 000,0	11,26%	70 000 000,0	11,29%	
+ 64.0.37.011 Salaires	1 881 995 020,85	2 125 195 087,97	1 995 425 150,55	2 114 788 019,55	2 250 000 000	2 318 711 344,63	2 650 000 000	2 650 000 000,00	2 595 000 000	2 595 000 000,00	(55 000 000,0)	-2,08%	(55 000 000,0)	-2,08%	
dont Boni pour enfants					208 140 092		212 276 000		218 886 000						
= Base totale	2 258 240 961,17	2 525 350 922,54	2 474 597 023,13	2 641 453 926,28	2 790 000 000	2 898 700 376,95	3 270 000 000	3 270 000 000,00	3 285 000 000	3 285 000 000,00	15 000 000,0	0,46%	15 000 000,0	0,46%	
x Taux	18%	18%	18%	18%	18%	18%	18%	18%	18%	18%					
= Participation communale	406 483 373,01	454 563 166,06	445 427 464,16	475 461 706,73	502 200 000	521 766 067,85	588 600 000	588 600 000,00	591 300 000	591 300 000,00	2 700 000,0	0,46%	2 700 000,0	0,46%	
<b>2° TVA</b>												[Depuis 1966: Impôt CHIDA; dès 1970: TVA]			
Recettes pour ordre 5	2 128 541 973,31	2 407 517 942,05	2 363 948 273,83	2 490 830 186,27	2 608 000 000	2 763 024 882,76	2 968 000 000	2 968 000 000,00	3 213 000 000	3 213 000 000,00	245 000 000,0	8,25%	245 000 000,0	8,25%	
- Budget CE (D.p.o.5): TVA	0,00	0,00	(51 780 000,00)	(50 000 000,00)	(43 836 800,00)	(40 000 000,00)	(48 078 529,00)	(48 078 529,00)	(48 078 529,00)	(48 078 529,00)	0,0	0,00%	0,0	0,00%	
- Budget CE (D.p.o.5): PNB	(275 295 844,51)	(246 126 541,86)	(216 293 050,29)	(190 035 018,89)	(230 565 100,00)	(241 517 862,95)	(252 530 000,00)	(252 530 000,00)	(248 631 471,00)	(248 631 471,00)	3 898 529,0	-1,54%	3 898 529,0	-1,54%	
= Base totale	1 851 246 128,80	2 161 391 400,19	2 095 875 223,64	2 250 795 167,38	2 333 628 000	2 481 506 929,81	2 667 391 471,00	2 667 391 471,00	2 916 290 000	2 916 290 000,00	248 898 529,0	9,33%	248 898 529,0	9,33%	
x Taux	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%					
= Participation communale	185 124 612,88	216 139 140,02	209 587 522,36	225 079 516,74	233 362 800	248 150 692,98	266 739 147	266 739 147,10	291 629 000	291 629 000,00	24 889 853,0	9,33%	24 889 852,9	9,33%	
<b>3° Véhicules</b>												[Depuis 1987.]			
64.5.36.020 Taxe véhic.	62 958 461,70	72 308 927,70	72 300 000,00	64 990 372,21	62 500 000	63 082 000	67 500 000	67 500 000,00	70 000 000	70 000 000,00	2 500 000,0	3,70%	2 500 000,0	3,70%	
x Taux	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%					
= Participation communale	12 591 692,34	14 461 785,54	14 460 000,00	12 999 874,44	12 500 000	12 618 400,00	13 500 000	13 500 000,00	14 000 000	14 000 000,00	500 000,0	3,70%	500 000,0	3,70%	

UNITE	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 011	2 012	2 012	2 013	2 013	Variat./ BV	2 012	Variat./ C	2 012
	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte				
4* Allocation forfaitaire														
Compensation déchet ITS														
Montant en t - 1					72 303 000		75 918 000		82 143 000					
+ Masse salariale pers. actif Etat					5,00%		8,20%		3,53%					
= Montant en t					75 918 150		82 143 276		85 042 848					
(forfait) arrondi à					75 918 000		82 143 000		85 043 000					
+ Ancien Fonds communal forfait					1 859 000		1 859 000		1 859 000					
+ Déchet ICC (1987) forfait					11 650 996		11 650 996		11 650 996					
+ (1991) forfait					2 478 935		2 478 935		2 478 935					
= total					14 130 000		14 130 000		14 130 000					
+ Pers.phys.: (crédit impôts)														
déchet en t-1					104 463 830		116 348 936		136 365 957					
impôt IR en t-1					2 505 000 000		2 790 000 000		3 270 000 000					
impôt IR en t					2 790 000 000		3 270 000 000		3 285 000 000					
base en t (mesure-abol.abett.)					116 348 938		136 365 957		136 991 499					
x Taux					18%		18%		18%					
(forfait) arrondi à					20 943 000		24 546 000		24 658 000					
- Abattements								s-tot	125 690 000,0					
* Pers.phys.: sécur.soc.														
Base (forfait)					3 222 616		3 222 616		3 222 616					
x Taux					18%		18%		18%					
= abattement					580 000		580 000		580 000					
* TVA: taxe transport														
Base (forfait)					2 478 935		2 478 935		2 478 935					
x Taux					10%		10%		10%					
= abattement					248 000		248 000		248 000					
* TVA: sidérurgie														
Montant en t - 1					392 240 037		439 794 504		500 502 334					
: TVA p.o. t - 1					2 326 000 000		2 608 000 000		2 968 000 000					
x TVA p.o. t					2 608 000 000		2 968 000 000		3 213 000 000					
= Montant en t					439 794 504		500 502 334		541 817 000					
x Taux					10%		10%		10%					
= abattement					43 979 450		50 050 233		54 181 700					
(forfait) arrondi à					43 979 000		50 050 000		54 182 000					
* Conjoncturel (forfait)					2 479 000		2 479 000		2 479 000					
* CNPF: (boni pour enfants)														
Montant en t - 1					99 027 000		90 007 000		91 796 000					
: impôt IR en t-1					229 000 000		208 140 092		212 276 000					
x impôt IR en t					208 140 092		212 276 000		215 866 000					
= Montant en t					90 007 000		91 796 000		93 348 000					
x Taux					18%		18%		18%					
= Forfait					16 201 000		16 523 000		16 803 000					
Total: abattements					53 487 000		69 880 000		74 292 000					
											4 412 000,0	5,31%		

UNITE	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 011	2 012	2 012	2 013	2 013	Variat./ BV	2 012	Variat./ C	2 012	
	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte					
- 09.0.33.010 (musique)					0		0		0						[Indemnisation UGDA depuis 1988.]
- 09.0.43.003 (musique)															[Clé transformée en subside en 1991.]
écoles					0		0		0						[Clé transformée en subside en 1991.]
+ cours					0		0		0						
= Total					0		0		0						
- enseignement musical															
Montant en t - 1					9 932 000		10 429 000		11 284 000						[à partir de 1990, loi du 28/4 ens. mus.]
+ Masse salariale pers. actif Etat					5,00%		5,20%		3,530%						[1/3 par ttes les com. ;190=année pleine 98]
= Montant en t					10 428 600		11 284 178		11 682 325						[Taux du projet de budget.]
(forfait) arrondi à					10 429 000		11 284 000		11 682 000						398 000,0 3,53%
- enseignement musical					0		0		0						[Restant budget99 de l'ex98 -budget 01 de l'ex00]
- 09.0.43.004 (berges)					198 000		198 000		198 000						[Clé transformée en subside en 1991.]
- 01.2.35.000 (ress.propr.)															
Crédit					0		0		0						[Contribution PNB à CE depuis 1989.]
x Taux					10%		10%		10%						[Taux de 1. 2°.]
= total					0		0		0						
(forfait) arrondi à					0		0		0						
- enseignement complémentaire															[Depuis 1995: décharge du secteur communal]
Montant en t - 1					13 820 000		14 511 000		15 701 000						[Taux du projet de budget.]
+ Masse salariale pers. actif Etat					5,00%		8,20%		3,530%						[ en 2010 adaptation du fichier p.r. à celui de IGF ]
= Montant en t					14 511 000		15 700 902		16 255 245						
(forfait) arrondi à					14 511 000		15 701 000		16 255 000						
= Montant forfaitaire					24 225 000		25 615 000		23 263 000						
(forfait) arrondi à	23 523 000,00	6 189 000,00	11 700 000,00	22 789 000,00	24 225 000	24 225 000,00	25 615 000	25 615 000,00	23 263 000	23 263 000,00					(2 352 000,0) -9,18%
TOTAL 1° à 4°	627 722 678,23	691 353 091,62	681 174 986,52	736 330 097,91	772 287 806	806 760 160,83	894 454 147	894 454 147,10	920 192 000	920 192 000,00					25 737 853,0 2,88%
TOTAL arrondi à:					772 287 806		894 454 147		920 192 000						[arrondi pour cohérence avec l'alimentation]
crédit MEN trait. enseignants					0										
dont 1/3 imputable aux communes					417 000 637	431 291 600	431 291 600	478 766 800	478 766 800	497 965 616	497 965 616				[Depuis budget 2009 - année scolaire 09/10: retenue de 1/3 des rémunérations du contingent d'enseignants attribués]
					46 013 942,70	139 000 000	143 764 000	137 408 000	137 408 000	141 593 806	141 593 806				
					0,3333	0,3333	0,2870	0,2870	0,2843						

33



UNITE		2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 011	2 012	2 012	2 013	2 013	Variat/ BV	2 012	Variat/ C	2 012
		Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte				
<b>II. ALIMENTATION</b>															
1*	TCA nette														
	TCA brute (R.p.o. 11)	21 510 694,71	21 167 402,52	21 526 889,39	20 405 462,20	20 000 000	22 102 942,01	20 000 000	20 000 000,00	22 000 000	22 000 000,00	[Depuis 1987]			
	- Restitutions	0,00	(28 234,11)	0,00	0,00	(50 000)	0,00	(50 000)	(50 000,00)	(50 000)	(50 000,00)	2 000 000,0	10,00%	2 000 000,0	10,00%
	= TCA nette(D.p.o.11)	21 510 694,71	21 139 168,41	21 526 889,39	20 405 462,20	19 950 000	22 102 942,01	19 950 000	19 950 000,00	21 950 000	21 950 000,00	0,0	0,00%	0,0	0,00%
												2 000 000,0	10,03%	2 000 000,0	10,03%
2*	TVA (D.p.o. 5)	185 124 812,88	216 139 140,02	209 587 522,36	225 079 516,74	233 362 800	248 150 692,96	256 739 147	266 739 147,10	291 629 000	291 629 000,00	[Depuis 1990]			
												24 889 853,0	9,33%	24 889 852,9	9,33%
3*	TVAM (D.p.o. X)	12 591 692,34	14 461 785,54	14 460 000,00	12 999 874,44	12 500 000	12 618 400,00	13 500 000	13 500 000,00	14 000 000	14 000 000,00	[Depuis 2007]			
												500 000,0	3,70%	500 000,0	3,70%
4*	09.0.93.000 Complément Complément - brut	408 495 678,30	439 612 997,65	435 600 574,77	477 845 244,53	506 475 000	523 688 125,84	594 265 000	594 265 000,00	592 613 000	592 613 000,00	[Depuis 1988]			
												(1 652 000,0)	-0,28%	(1 652 000,0)	-0,28%
	-1/3 rémun. enseignants		0	(46 013 942,70)	141 501 057,22	(143 764 000)	(143 764 000)	(137 408 000)	(137 408 000)	(141 593 806)	(141 593 800)				
												[Depuis budget 2008 - année scolaire 08/09: retenue de 1/3 des rémunérations du contingent d'enseignants attribués]			
	Complément - net	408 495 678,30	439 612 997,65	389 586 632,07	619 346 301,75	362 711 000	380 124 125,84	456 857 000	456 857 000,00	451 019 194	451 019 200,00				
	Total contrôle alimentation brute	627 722 678,23	691 353 091,82	681 174 886,52	738 330 097,91	772 287 800	806 760 160,83	894 454 147	894 454 147,10	920 192 000	920 192 000,00				
	Total contrôle alimentation nette		691 353 091,82	635 161 043,82	877 831 155,13	628 523 800	682 896 160,83	757 046 147	757 046 147,10	778 598 194	778 598 200,00				

UNITE	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 011	2 012	2 012	2 013	2 013	Variat/ BV	2 012	Variat/ C	2 012
	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte	projet de budget	Budget-Compte				
<b>III. REPARTITION</b>														
(1) Répartition par préciput	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020	17 526 020,00	17 705 746	17 705 746,00	17 705 746	17 705 746,00	0,0	0,00%	0,0	0,00%
1* Conseillers communaux	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020,00	17 526 020	17 526 020,00	17 705 746	17 705 746,00	17 705 746	17 705 746,00	0,0	0,00%	0,0	0,00%
dont														
Conseillers N° 1 à 7	11 502 212	11 502 212	11 502 212	11 502 212	11 502 212	11 502 212	10 510 642	10 510 642	10 510 642	10 510 642	0,0	0,00%	0,0	0,00%
forfaits de	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	99 157	[ Depuis 88: 0,75 /com.; -> 90:3,0; -> 92:4,0]			
nbre de forfaits:							106	106	106	106				
Conseillers N° 8 + s.	6 023 808	6 023 808	6 023 808	6 023 808	6 023 808	6 023 808	7 195 104	7 195 104	7 195 104	7 195 104	0,0	0,00%	0,0	0,00%
forfaits de	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	18 592	[ Depuis 1988: 0,75 / (conseiller >7)]			
nbre de forfaits:							1 129	1 129	1 129	1 129				
2* Ecoles musique	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	[ Clé transformée en subside en 1991.]			
3* Cours musique	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	[ Clé transformée en subside en 1991.]			
4* Berges Haute-Sûre	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	[ Clé transformée en subside en 1991.]			
5* Impôt commercial 1987	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	[ Clé intégrée dans ICC en 1992 ]			
6* Impôt commercial 1991	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	[ Clé intégrée dans ICC en 1992 ]			
(2) Répartition du solde	610 196 658,23	673 827 071,62	663 648 966,52	718 804 077,91	754 761 780	789 234 140,83	876 748 401	876 748 401,10	902 486 254	902 486 254,00	25 737 853,0	2,94%	25 737 852,9	2,94%
1* Population part	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%	[ Dès 1988: 67%; depuis 1992 65% ]			
montant	396 627 827,85	437 987 586,55	431 371 828,24	467 222 850,64	490 595 157	513 002 191,54	569 885 461	569 886 460,72	586 616 065	586 616 065,10	16 729 604,0	2,94%	16 729 604,4	2,94%
2* Terrain vert part	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	[ Dès 1988: 18%; depuis 1992 15,00% ]			
montant	91 529 498,73	101 074 060,74	99 547 344,98	107 820 611,69	113 214 267	118 385 121,12	131 512 260	131 512 260,17	135 372 938	135 372 938,10	3 860 678,0	2,94%	3 860 677,9	2,94%
dont:														
a) bases IFA part	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	9,75%	[ Dès 1988: 18%; depuis 1992 9,75% ]			
montant	59 494 174,18	65 698 139,43	64 705 774,24	70 063 397,80	73 589 274	76 950 328,73	85 482 969	85 482 969,11	87 932 410	87 932 409,77	2 509 441,0	2,94%	2 509 440,7	2,94%
b) surface IFA part	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	5,25%	[ depuis 1992 5,25% ]			
montant	32 035 324,56	35 375 921,26	34 841 570,74	37 737 214,09	39 624 993	41 434 792,39	46 029 291	46 029 291,06	47 380 528	47 380 528,34	1 351 237,0	2,94%	1 351 237,3	2,94%
3* Densité part	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	[ Dès 1988: 15%; depuis 1992 20,00% ]			
montant	122 039 331,85	134 765 414,32	132 729 793,30	143 760 815,58	150 952 358	157 846 828,17	175 349 680	175 349 680,22	180 497 251	180 497 250,80	5 147 571,0	2,94%	5 147 570,6	2,94%
	627 722 678,23	691 353 091,62	681 174 986,52	736 330 097,91	772 287 800,00	806 760 160,83	894 454 147,00	894 454 147,10	920 192 000,00	920 192 000,00	contrôle			
(3) Versement aux communes														
31.03. t 25 %	146 125 500,000	155 742 500,000	173 682 250,000	174 612 000,000	193 071 950,000	193 071 950,000	223 613 536,000	223 613 536,000	230 048 000,000	230 048 000,000	6 434 464,0	2,88%	6 434 464,0	2,88%
30.06. t 25 %	146 125 500,000	155 742 500,000	173 682 250,000	174 612 000,000	193 071 950,000	193 071 950,000	223 613 536,000	223 613 536,000	230 048 000,000	230 048 000,000	6 434 464,0	2,88%	6 434 464,0	2,88%
30.09. t 25 %	146 125 500,000	155 742 500,000	173 682 250,000	174 612 000,000	193 071 950,000	193 071 950,000	223 613 536,000	223 613 536,000	230 048 000,000	230 048 000,000	6 434 464,0	2,88%	6 434 464,0	2,88%
31.12. t 12,5 %	73 062 750,000	77 871 250,000	86 841 125,000	87 306 000,000	96 535 975,000	96 535 975,000	111 806 768,000	111 806 768,000	115 024 000,000	115 024 000,000	3 217 232,0	2,88%	3 217 232,0	2,88%
xx.01. t+1 solde brut	116 283 428,230	148 254 341,620	73 267 111,520	125 188 097,910	96 535 975,000	131 008 335,830	111 806 771,000	111 806 771,100	115 024 000,000	115 024 000,000	3 217 229,0	2,88%	3 217 228,9	2,88%
retenue rém. enseignants		0,000	(46 013 942,700)	141 501 057,220	(143 764 000,000)	(143 764 000,000)	(137 408 000,000)	(137 408 000,000)	(141 593 806,000)	(141 593 806,000)				
xx.01. t+1 solde net a-dernier de							154 909 536,000	154 909 536,000	159 251 037,000	159 251 100,000				
xx.01. t+1 solde net a-dernier de		77 871 250,000	86 841 125,000	158 056 529,000	24 653 975,000	24 653 975,000	77 454 768,000	77 454 768,000	79 625 548,000	79 625 550,000				
xx.01. t+1 solde net dernier de		146 254 341,620	27 273 168,820	195 938 626,130	24 653 975,000	59 126 335,830	77 454 771,000	77 454 771,100	79 625 548,000	79 625 550,000				
Total contrôle versements		691 353 091,620	635 161 043,820	877 831 155,130	628 523 800,000	662 896 180,830	757 048 147,000	757 048 147,100	778 598 194,000	778 598 200,000				
Total contrôle dotation	627 722 678,230	691 353 091,620	681 174 986,520	736 330 097,910	772 287 800,000	806 760 160,830	894 454 147,000	894 454 147,100	920 192 000,000	920 192 000,000				

25

2011 Rang	FCDF (EUR) Commune (1)	DOTATION ADMINISTRATIVE DE BASE (2)	POPULATION PART 65% (3)	TERRAIN VERT PART 1:(65%) 9,75% (4a)	PART 2:(35%) 5,25% (4b)	DENSITE PART 20% (5)	TOTAL 100% (6)	Total avances versées (7)	Solde (8)
1	BASCHARAGE	210 709,00	7 523 132,90	647 269,68	253 233,56	1 175 441,55	9 809 786,69	6 814 668,00	2 995 118,69 (0,00)
2	BASTENDORF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 (0,00)
3	BEAUFORT	136 341,00	2 262 158,69	323 542,77	218 468,84	148 057,84	3 088 569,14	1 943 130,00	1 145 439,14 (0,00)
4	BEFELD	99 157,00	1 862 805,50	310 597,03	195 134,87	206 065,55	2 508 597,55	1 773 367,00	735 230,55 (0,00)
5	BECKERICH	136 341,00	2 300 296,24	1 049 810,65	481 765,87	74 063,49	4 042 282,25	2 763 375,00	1 278 907,25 (0,00)
6	BELOING	136 341,00	1 925 946,11	345 630,66	147 658,59	119 807,36	2 685 705,35	1 922 757,00	985 894,65 (0,00)
7	COLMAR-BERG	136 341,00	1 925 946,11	355 952,29	147 658,59	119 807,36	2 685 705,35	1 802 960,00	882 745,35 (0,00)
8	ENKANGE	136 341,00	1 835 188,83	338 575,47	201 100,87	133 815,83	2 679 492,17	5 814 355,00	2 334 460,68 (0,00)
9	PREIZERDAUL	136 341,00	1 398 042,17	522 051,08	262 382,17	49 774,66	2 368 591,08	1 659 494,00	709 097,08 (0,00)
10	BELLEBOURG	210 709,00	6 221 132,76	702 837,17	307 339,23	246 339,23	2 263 555,73	8 679 407,00	4 145 369,01 (0,00)
11	BETTENDORF	136 341,00	2 497 005,69	1 014 270,66	391 926,51	106 671,28	4 146 215,14	2 920 822,00	1 225 393,14 (0,00)
12	BETZDORF	136 341,00	2 246 739,87	839 169,38	427 084,69	116 523,93	2 232 889,09	3 225 257,00	1 600 660,11 (0,00)
13	BISSEN	136 341,00	2 790 062,63	565 693,44	324 043,81	149 165,70	3 965 306,58	2 599 636,00	1 365 670,58 (0,00)
14	BIVIER	136 341,00	1 558 938,23	955 840,52	388 628,82	147 249,41	2 136 548,07	2 355 165,00	839 679,55 (0,00)
15	BOEVANGEA.	136 341,00	2 040 358,75	633 090,51	317 090,87	87 679,36	3 214 560,49	2 176 125,00	1 038 435,49 (0,00)
16	BOULANGE	99 157,00	1 773 811,66	692 663,35	357 038,85	117 719,16	2 306 523,65	1 932 799,00	401 849,43 (0,00)
17	BOURScheid	136 341,00	1 341 839,47	778 749,21	613 322,90	19 387,58	2 889 640,16	2 095 407,00	794 233,16 (0,00)
18	BOUS	136 341,00	1 060 723,37	639 549,53	281 322,89	51 049,78	2 691 692,99	1 682 566,00	813 348,13 (0,00)
19	BURMERANGE	99 157,00	1 023 692,04	584 292,09	227 617,45	31 178,40	1 965 936,98	1 294 293,00	671 643,98 (0,00)
20	CLÉVENCOY	136 341,00	2 180 866,56	536 312,97	240 739,46	20 021,55	2 983 865,44	2 233 569,00	1 051 337,55 (0,00)
21	CLERVAUX	136 341,00	2 033 333,41	457 232,04	413 883,17	64 493,39	3 105 283,01	2 228 199,00	877 084,01 (0,00)
22	CONSDORF	136 341,00	1 481 609,56	608 489,66	213 624,68	54 832,13	2 333 438,13	2 237 937,00	1 113 866,28 (0,00)
23	CONSTHUM	99 157,00	494 784,49	292 053,97	252 135,73	6 488,91	1 144 620,10	883 397,00	261 223,10 (0,00)
24	CONTRICH	136 341,00	1 727 732,86	427 084,69	227 084,69	22 659,17	2 404 119,65	3 418 075,00	1 439 365,68 (0,00)
25	DALHEIM	136 341,00	1 948 025,74	931 037,12	325 690,56	79 449,53	3 420 543,95	2 358 959,00	1 061 584,95 (0,00)
26	DEKIRCH	210 709,00	6 246 827,06	662 333,36	273 333,36	228 933,36	3 343 673,36	5 718 494,00	2 668 181,54 (0,00)
27	DIFFERDANGE	285 077,00	22 013 393,41	455 390,59	283 058,03	8 685 004,78	31 721 923,81	21 429 539,00	10 292 384,81 (0,00)
28	DIPPACH	173 525,00	3 356 896,32	632 026,92	282 226,74	217 726,56	3 568 286,94	3 626 896,00	1 519 527,96 (0,00)
29	DUDELANGE	285 077,00	18 850 987,89	368 658,29	254 880,31	6 607 209,65	26 366 813,14	17 489 411,00	8 877 402,14 (0,00)
30	ÉCHTERNACH	173 525,00	3 445 234,46	773 891,10	304 282,90	554 332,76	3 436 802,76	3 855 522,00	2 998 146,71 (0,00)
31	ELL	99 157,00	1 089 930,94	597 366,38	373 446,31	21 919,84	2 181 820,47	1 558 784,00	623 036,47 (0,00)
32	ERMSDORF	99 157,00	1 246 739,87	427 084,69	213 544,69	54 832,13	2 333 089,09	1 701 734,00	694 396,53 (0,00)
33	ERPELDANGE	136 341,00	2 305 314,34	461 467,37	271 530,78	117 591,63	3 292 245,12	2 188 408,00	1 103 837,12 (0,00)
34	ESCHWILTZ	136 341,00	1 155 753,44	468 469,97	209 336,88	24 659,17	2 878 685,26	42 848 445,00	13 070 243,26 (0,00)
35	ESCHISURE	99 157,00	323 165,53	81 576,24	113 442,78	6 172,37	623 513,92	520 628,00	102 885,92 (0,00)
36	ESCHWELER	99 157,00	3 210 095,52	173 066,37	79 066,37	18 593,23	3 500 888,55	1 313 331,00	377 034,42 (0,00)
37	ETTELBRUCK	210 709,00	7 852 320,14	518 552,32	227 617,45	1 614 629,69	10 423 828,60	6 853 714,00	3 570 114,60 (0,00)
38	FEUEN	136 341,00	559 735,33	142 851,17	85 135,54	24 159,23	292 281,94	2 021 513,00	882 055,42 (0,00)
39	FISCHBACH	99 157,00	896 232,35	558 695,93	336 485,92	16 301,40	1 906 872,60	1 352 449,00	554 423,60 (0,00)
40	FLANNELER	136 341,00	1 777 441,40	224 485,31	110 235,27	41 823,85	3 254 836,25	2 526 649,00	1 165 258,63 (0,00)
41	FOUHREN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 (0,00)
42	FRISANGE	136 341,00	1 727 732,86	427 084,69	213 544,69	54 832,13	2 333 089,09	3 756 054,00	1 548 035,16 (0,00)
43	GARNICH	136 341,00	1 864 725,31	892 182,53	342 889,95	65 996,92	3 302 135,71	2 277 486,00	1 024 649,71 (0,00)
44	GOESTORF	136 341,00	1 366 714,33	307 339,23	162 135,51	42 832,13	2 478 652,10	1 694 888,00	765 165,74 (0,00)
45	GREVENMACHER	173 525,00	4 386 821,49	519 841,34	256 527,06	464 194,17	5 800 909,06	3 673 539,00	2 127 370,06 (0,00)
46	GRÖSBOLS	99 157,00	851 214,45	598 489,25	340 076,95	15 682,23	1 994 366,43	1 392 713,00	552 251,68 (0,00)

2011	FCDF	DOTATION	POPULATION	TERRAIN VERT		DENSITE	TOTAL	Total avances	Solde	
Rang	(EUR) Commune (1)	ADMINISTRATIVE DE BASE (2)	PART 65% (3)	PART 1:(66%) 9,75% (4a)	PART 2:(35%) 5,25% (4b)	PART 20% (5)	100% (6)	versées (7)	(8)	
47	HEFFINGEN	99 157,00	1 072 869,41	521 498,64	225 787,73	34 264,59	1 953 577,37	1 359 956,00	593 621,37	0,00
48	HEDERSBACH	136 341,00	1 228 430,45	813 000,18	592 281,09	17 646,66	2 750 515,38	2 094 694,00	984 459,75	0,00
49	HEINERSCHIED	99 157,00	1 228 430,45	813 000,18	592 281,09	17 646,66	2 750 515,38	1 959 948,00	790 567,38	(0,00)
50	HESPERANGE	136 341,00	1 072 869,41	521 498,64	225 787,73	34 264,59	1 953 577,37	12 156 123,00	5 296 653,84	0,00
51	HOESCHIED	136 341,00	3 106 202,82	437 896,81	288 547,20	218 565,34	4 187 553,17	2 874 421,00	1 313 132,17	0,00
52	HOSCHIED	99 157,00	629 236,64	356 107,76	177 500,93	124 350,61	1 036 516,94	826 276,00	270 675,79	0,00
53	HOSINGEN	136 341,00	1 877 772,37	756 835,95	762 628,24	30 941,00	3 564 518,56	2 390 518,00	1 174 000,56	0,00
54	HURIGUNSTER	136 341,00	6 510 400,87	978 269,74	920 267,72	304 264,33	3 802 801,79	6 769 398,00	3 117 311,11	(0,00)
55	KAUTENBACH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
56	KEHLEN	210 709,00	7 789 092,17	348 952,76	179 602,56	523 077,23	11 129 371,22	6 804 692,00	3 334 684,24	(0,00)
57	KEHLEN	173 525,00	5 078 315,43	1 038 025,37	460 907,04	363 774,39	7 114 547,23	4 884 544,00	2 230 003,23	0,00
58	KEHLEN	136 341,00	2 156 778,63	350 980,37	192 303,81	136 267,02	2 972 670,83	2 343 193,00	1 191 945,16	0,00
59	KOPSTAL	173 525,00	3 108 210,06	188 380,34	116 919,25	486 114,01	4 073 148,66	2 799 616,00	1 273 532,66	0,00
60	KOCHSULZ	136 341,00	1 556 591,33	485 921,00	324 983,31	149 114,32	2 526 519,66	2 100 454,00	1 319 688,46	(0,00)
61	LAROCHE	136 341,00	2 021 289,98	413 589,67	268 969,17	105 484,29	2 945 674,11	1 848 663,00	1 097 011,11	0,00
62	LAROCHE	136 341,00	1 454 390,75	782 619,25	327 703,22	195 835,37	2 529 779,11	2 072 380,00	857 336,79	0,00
63	LEUDELANGE	136 341,00	2 156 778,63	350 980,37	192 303,81	136 267,02	2 972 670,83	2 114 615,00	858 055,83	0,00
64	LEUDELANGE	136 341,00	2 156 778,63	350 980,37	192 303,81	136 267,02	2 972 670,83	2 327 956,00	1 285 066,33	0,00
65	LORENTZWEILER	136 341,00	3 544 784,61	558 327,64	279 215,62	286 224,05	4 804 892,92	3 094 174,00	1 710 718,92	0,00
66	LORENTZWEILER	136 341,00	1 763 436,66	322 619,32	161 286,46	121 312,22	2 368 535,36	119 766 451,00	44 774 195,31	(0,00)
67	MAMER	210 709,00	7 459 904,86	967 497,83	409 308,87	803 279,06	9 850 699,62	7 049 924,00	2 800 775,62	(0,00)
68	MAMER	136 341,00	2 156 778,63	350 980,37	192 303,81	136 267,02	2 972 670,83	2 716 725,00	932 566,74	0,00
69	MEDERNACH	99 157,00	1 311 730,88	563 667,85	268 969,17	43 760,55	2 287 285,45	1 529 804,00	757 481,45	0,00
70	MERYL	136 341,00	6 688 720,34	656 470,34	226 516,11	524 699,59	9 270 313,38	6 956 192,00	4 079 174,38	0,00
71	MERTERT	173 525,00	3 858 917,56	473 805,09	226 336,64	388 147,35	5 120 731,64	3 023 239,00	2 097 492,64	0,00
72	MERTZIG	136 341,00	1 251 227,16	691 670,97	136 238,77	130 860,43	2 259 679,96	1 672 992,00	902 923,01	0,00
73	MOMPACH	99 157,00	1 069 858,55	901 389,78	466 213,23	16 459,66	2 533 078,22	1 876 403,00	676 675,22	0,00
74	MONDORF/BAINS	210 709,00	6 250 547,13	789 123,52	401 423,25	725 623,22	8 166 543,32	5 650 228,00	2 627 537,78	0,00
75	MONDORF/BAINS	173 525,00	4 407 897,50	439 738,26	202 550,25	565 405,27	5 789 116,28	4 237 590,00	1 551 526,28	0,00
76	MUNSHAUSEN	99 157,00	1 686 692,30	241 622,30	241 622,30	241 622,30	3 411 519,20	1 511 631,00	572 605,13	(0,00)
77	NEUNHAUSEN	99 157,00	328 183,63	198 140,02	202 550,25	3 640,12	831 671,02	715 544,00	116 127,02	0,00
78	NIEDERWEN	173 525,00	6 344 735,61	2 534 616,55	844 306,55	227 675,55	4 437 514,20	5 684 468,00	2 099 870,87	0,00
79	NOMMERN	99 157,00	1 181 260,33	770 094,39	377 837,65	24 689,50	2 453 038,87	1 698 507,00	756 531,87	0,00
80	NOMMERN	210 709,00	3 149 201,72	237 838,38	133 382,72	449 603,28	3 968 613,10	17 728 904,00	7 718 044,08	0,00
81	PUTSCHED	99 157,00	996 594,31	443 237,02	460 907,04	14 560,47	2 014 455,84	1 532 705,00	481 750,84	0,00
82	RECKANGE	136 341,00	3 912 110,20	556 734,35	313 152,86	76 912,86	5 760 733,92	5 192 428,00	1 885 315,88	0,00
83	RECKANGE	136 341,00	2 145 738,81	851 854,77	343 072,92	89 657,69	3 566 665,19	2 574 810,00	991 855,19	0,00
84	RECKANGE	136 341,00	2 652 142,13	224 184,38	523 291,15	89 172,28	3 569 081,94	3 209 076,00	1 340 077,60	0,00
85	REISDORF	99 157,00	1 048 782,53	484 853,79	243 901,98	29 437,48	1 906 132,78	1 385 471,00	520 661,78	0,00
86	REISDORF	136 341,00	1 534 735,56	484 853,79	243 901,98	29 437,48	2 326 925,23	2 010 135,00	857 633,62	0,00
87	REMICH	136 341,00	3 349 078,77	275 112,63	73 371,86	842 845,56	4 676 749,82	3 090 656,00	1 586 093,82	0,00
88	ROESSER	173 525,00	6 344 735,61	376 616,56	177 361,17	77 112,17	4 977 425,46	4 797 517,00	2 409 212,43	(0,00)
89	ROSPORT	136 341,00	2 085 521,63	1 098 793,22	497 867,43	58 637,55	3 877 160,83	2 743 674,00	1 133 486,83	0,00
90	ROSPORT	173 525,00	5 050 324,08	538 538,52	93 366,52	34 682,52	6 220 453,14	4 793 334,00	2 099 708,62	0,00
91	SAEUL	99 157,00	674 432,41	444 894,32	258 722,73	12 186,48	1 489 392,94	1 124 693,00	364 699,94	(0,00)
92	SANDWEILER	136 341,00	3 106 202,82	290 687,95	150 177,70	139 832,70	3 786 889,15	3 211 381,00	903 582,30	0,00

42

2011 Rang	FCDF (EUR) Commune (1)	DOTATION ADMINISTRATIVE DE BASE (2)	POPULATION PART 65% (3)	TERRAIN VERT PART 1:(65%) 9,75% (4a)	PART 2:(35%) 5,25% (4b)	DENSITE PART 20% (5)	TOTAL 100% (6)	Total avances versées (7)	Solde (8)	
93	SANEM	247 893,00	14 551 481,31	600 496,85	257 990,84	3 446 875,12	19 104 737,12	13 167 967,00	5 936 770,12	0,00
94	SCHILLEN	155 241,00	5 561 485,00	610 887,22	250 774,09	3 608 877,70	2 299 457,77	1 517 085,00	692 368,74	0,00
95	SCHIFFLANGE	210 709,00	8 949 276,42	137 556,32	64 855,14	4 129 318,09	13 491 814,97	9 049 214,00	4 442 600,97	(0,00)
96	SCHUTTRANGE	123 525,00	2 750 488,75	201 258,82	84 706,31	2 441 207,67	4 895 378,22	3 355 398,00	1 629 908,56	0,00
97	SEPTFONTAINES	99 157,00	747 696,64	356 136,43	257 624,89	14 877,00	1 475 491,96	1 127 116,00	348 375,96	(0,00)
98	STADTEREDIMUS	99 157,00	900 624,56	521 288,73	162 121,35	25 157,00	1 408 680,74	1 656 484,00	832 184,74	0,00
99	STEINFORT	173 525,00	4 373 774,44	360 371,77	169 798,23	625 388,08	5 702 857,52	3 949 012,00	1 753 845,52	(0,00)
100	STENSE	173 525,00	2 861 031,43	183 383,27	75 183,73	118 253,02	5 143 858,22	4 355 094,00	1 945 501,82	0,00
101	STRASSEN	173 525,00	7 422 770,93	270 877,30	131 740,00	2 045 034,06	10 043 947,29	7 356 818,00	2 687 129,29	(0,00)
102	TROISMERGES	99 157,00	2 925 658,22	600 293,05	639 392,26	33 888,95	4 538 578,53	3 239 503,00	1 486 874,68	0,00
103	TUNTANGE	136 341,00	1 281 622,29	489 273,27	320 384,37	34 818,52	2 262 439,45	1 482 049,00	780 390,45	0,00
104	USELDANGE	99 157,00	3 341 567,02	1 041 381,45	468 028,75	38 565,86	5 197 828,91	2 300 912,00	869 772,01	(0,00)
105	VIANDEN	136 341,00	1 740 276,47	110 118,71	140 156,72	124 476,21	2 251 369,11	1 436 149,00	815 220,11	0,00
106	WICHTEN	99 157,00	3 822 878,53	510 324,02	212 153,72	31 359,72	5 647 652,27	1 344 427,00	502 527,38	(0,00)
107	WAHL	99 157,00	825 978,97	535 309,52	343 987,78	13 769,14	1 818 202,41	1 370 421,00	447 781,41	0,00
108	WALDBILLIG	99 157,00	3 341 567,02	658 325,09	337 621,75	30 762,74	4 558 276,60	1 926 190,00	633 454,04	(0,00)
109	WALDBREDIMUS	99 157,00	902 254,07	498 480,52	214 443,45	25 718,22	1 740 053,26	1 309 543,00	430 510,26	0,00
110	WALDRENDANGE	99 157,00	2 861 031,43	1 041 381,45	468 028,75	38 565,86	5 197 828,91	8 061 707,00	2 613 450,34	0,00
111	WEILER/TOUR	136 341,00	1 936 985,93	652 794,03	283 606,95	87 362,83	3 097 090,74	2 125 506,00	971 584,74	0,00
112	WESLAMPFOND	136 341,00	3 641 072,72	732 384,56	602 198,58	20 873,22	4 997 830,08	2 085 342,00	777 436,31	(0,00)
113	WELLENSTEIN	136 341,00	1 483 349,84	942 269,96	114 357,64	117 908,17	2 794 226,61	2 069 482,00	724 744,61	(0,00)
114	WITZ	173 525,00	4 977 788,25	352 915,72	232 206,64	408 352,65	6 259 278,27	4 224 178,00	2 037 528,81	0,00
115	WILWERWILTZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
116	WINCRANGE	173 525,00	2 750 488,75	2 949 818,76	1 371 625,73	33 458,85	7 854 837,62	6 661 017,00	2 278 021,62	(0,00)
117	WINSELER	99 157,00	1 067 851,31	471 411,19	535 376,73	14 877,00	2 188 673,23	1 896 276,00	292 397,23	0,00
118	WITTELDANGE	136 341,00	2 487 162,12	771 421,62	270 182,26	142 182,26	3 671 273,26	3 253 315,00	1 232 225,14	(0,00)
119	KIISCHPELT	136 341,00	1 002 616,04	479 697,72	569 592,53	11 869,94	2 200 117,23	1 539 299,00	660 818,23	0,00
120	WANDERLANGE	173 525,00	1 740 276,47	1 041 381,45	468 028,75	38 565,86	3 691 835,33	3 149 302,00	987 575,17	0,00
121	CLERVAUX (2012)	334 655,00	4 368 756,33	1 695 054,74	1 440 357,35	101 211,10	7 940 034,52	5 699 778,00	2 240 256,52	
122	ESCH-SUR-ORNE (2012)	334 655,00	2 206 959,62	1 072 828,78	880 645,32	39 249,97	4 534 338,69	3 330 866,00	1 203 472,69	
123	KAERJENG	347 050,00	9 703 998,40	1 244 083,63	494 025,01	1 305 536,20	13 094 693,24	9 048 237,00	4 046 456,24	
124	MARCOLOSINGEN	334 655,00	2 992 793,80	1 234 508,08	1 192 064,06	52 069,51	5 806 090,45	4 100 191,00	1 705 899,45	
125	SCHENGEN (2012)	371 839,00	4 104 804,36	2 395 726,45	511 041,43	244 520,97	7 627 932,21	5 373 910,00	2 254 022,21	
126	WALLE-SERENZ	198 314,00	2 357 502,56	1 385 322,84	680 473,71	61 802,87	4 683 415,98	3 231 538,00	1 451 877,98	
les communes de fusion les n° 121 à 126 n'y figurent qu'à titre informatif										
<b>TOTAL</b>		<b>17 526 020,00</b>	<b>513 002 191,54</b>	<b>76 950 328,73</b>	<b>41 434 792,39</b>	<b>157 846 828,17</b>	<b>806 760 160,83</b>	<b>567 928 825,00</b>	<b>238 831 335,83</b>	<b>(0,00)</b>

2011 Rang	FCDF (EUR) Commune (1)	dot. base		dotation TERRAIN "vert": dotation population		
		Nbre cons.corn.	sup. verte 2008 ok	bases IF A 2008 ok	pop.au rec/2/11	Superficie (en ha) - ok
1	BASCHARAGE	13	1384	3515	7496	1914
2	BASTENORRE	13		0	0	0
3	BEAUFORT	9	1194	1757	2254	1374
4	BECH	7	2165	4945	1079	2331
5	BECKERICH	9	2633	5701	2292	2841
6	BETDORF	9	2043	3508	1694	2193
7	COLMAR-BERG	9	807	1933	1919	1231
8	DIFFERDANGE	11	1374	3256	6213	1739
9	PREIZERDAUL	13	1434	2835	1393	1560
10	GETTENBOURG	13	1648	3816	9789	2149
11	BETTENDORF	9	2142	5508	2488	2324
12	BEZDORF	9	2334	4644	3235	2608
13	BISSEN	9	1771	3072	2780	2075
14	BUTER	9	2112	5245	1653	2315
15	BOEVANGEA.	9	1733	3438	2033	1887
16	BONVAUX	7	3048	3761	970	3213
17	BOURSCHEID	9	3352	4229	1337	3686
18	BOUS	9	1426	3473	1403	1543
19	BURMERANGE	7	1244	3173	1020	1337
20	CHENECY	9	1316	3241	2173	1453
21	CLERVAUX	9	2262	2483	2026	2549
22	CONSDORF	9	2424	4825	1825	2572
23	CONSTHUM	7	1378	1586	493	1495
24	COUPRIN	9	1733	3868	3415	2055
25	DALHEIM	9	1780	5056	1941	1898
26	DIEBICH	9	977	1968	6323	1242
27	DIFFERDANGE	17	1547	2473	21934	2218
28	DIPPACH	13	1543	4627	3538	1742
29	DUDELANGE	17	1393	2002	18783	2138
30	ECHTERNACH	11	1663	2580	5327	2049
31	ELL	7	2041	3244	1086	2155
32	ERASDORF	7	2249	4462	1042	2409
33	ERPELDANGE	9	1484	2506	2297	1797
34	ESCHWELTZ	19	601	758	30047	1435
35	ESCHSURE	7	620	443	322	676
36	ESCHWELTZ	7	1899	2037	851	1988
37	ETTELBRUCK	13	1244	2816	7824	1518
38	FELLEN	9	2105	4063	1584	2276
39	FISCHBACH	7	1839	3034	893	1961
40	FAYWELLER	9	2788	6660	1771	3017
41	FOUHREN			0	0	0
42	FRESANGE	9	1654	4361	3744	1843
43	GARNICH	9	1874	4845	1858	2095
44	GRANDDORF		2740	2692	1299	2941
45	GREVENMACHER	11	1402	2823	4371	1648
46	GROSSEOUS	7	1910	3201	888	2011

2011 Rang	FCDF (EUR) Commune (1)	dot. base	dotation TERRAIN "vert" :		dotation population	
		Nbre cons.com.	sup. verte 2008 ok	bases IF A 2008 ok	pop.au rec/2/11	Superficie (en ha) -ok
47	HEFFINGEN	7	1234	2832	1069	1334
48	HEIDERSCHIED	9	3086	4307	1550	3265
49	HEINERSCHIED	7	3237	4415	1224	3399
50	HEPERANGE	9	2054	4424	13346	2722
51	HOBSCHEID	9	1577	2378	3095	1755
52	HOSCHIED	7	969	1008	618	1042
53	HOSINGEN	9	4168	4110	1871	4528
54	HUNSLINGER	9	5029	10743	6487	5538
55	KAUTENBACH	9	0	0	0	0
56	KAYL	13	916	1895	7761	1486
57	KEHLEN	11	2519	5637	5060	2818
58	KOBERICH	9	1707	3718	2283	1888
59	KOPSTAL	9	639	1023	3097	790
60	KOPPSURE	9	4523	4811	1545	4850
61	LAROCLETTE	9	1470	2246	2014	1540
62	LEUNGEN	9	1791	4141	1644	2035
63	LEUDELANGE	9	1051	1906	2149	1357
64	LINDGEN	9	1362	2374	2603	1525
65	LORENTZWEILER	9	1526	3032	3532	1745
66	LUXEMBURG	27	2340	2838	94011	5146
67	MAMER	13	2237	5254	7433	2754
68	MARTENACH	9	2589	6651	1763	2761
69	MEDERNACH	7	1470	3061	1307	1564
70	MERSCH	13	4386	8174	7976	4974
71	MERTERT	9	1237	2573	3845	1525
72	MERTZIG	9	1002	2127	1748	1110
73	MOMPACH	7	2548	4895	1066	2758
74	MONDORF	9	1647	4287	6228	2140
75	MONDORF/BAINS	9	1107	2388	4392	1366
76	MUNSHAUSEN	7	2373	2307	1103	2557
77	NEUNHAUSEN	7	1107	1076	327	1185
78	NIEDERANVEN	11	3549	6690	5425	4136
79	NOMMERN	7	2065	4182	1177	2244
80	PUTZANGE	15	694	1264	16091	1193
81	PUTSCHEID	7	2519	2407	993	2713
82	RAVENSBERG	9	7386	8492	3898	7909
83	RECKANGE	9	1875	4626	2138	2042
84	REDANGE	9	2947	6724	2545	3195
85	REISDORF	7	1333	2633	1045	1484
86	SCHENGEN	9	924	4720	1592	1063
87	REMICH	9	401	1494	3337	529
88	ROESER	11	2046	4760	5292	2380
89	ROSPORT	9	2721	5967	2078	2949
90	RUDERANGE	11	500	507	5032	683
91	SAEUL	7	1414	2416	672	1488
92	SANDWILLER	9	551	1193	3137	773

réf.:S:\STATS\FIN\FCDF\RCP11-1.xls

Service des finances communales - Ministère de l'Intérieur

2011 Rang	FCDF (EUR) Commune (1)	dot. base	dotation TERRAIN "vert":		dotation population	
		Nbre cons.com.	sup. verte 2008 ok	bases IF A 2008 ok	pop.au rec/2/11	Superficie (en ha) - ok
93	SANEM	15	1410	3261	14499	2442
94	SCHIEBEN	9	933	1710	1496	1041
95	SCHIFFLANGE	13	355	747	8917	771
96	SCHIFFRANGE	13	1321	2668	3721	1610
97	SEPTFONTAINES	7	1408	1934	745	1496
98	STADIERFONTAINES	9	886	2902	1555	1017
99	STEINFORT	11	928	1957	4358	1216
100	STENSSEL	11	1919	3427	4719	2181
101	STRASSEN	11	720	1471	7396	1071
102	TROISMERGES	9	3483	5090	2915	3786
103	TUNTANGE	9	1751	2657	1277	1874
104	USSELANGE	9	2230	5665	1538	2392
105	VIANDEN	9	766	598	1734	967
106	WIELEN	7	1162	2773	989	1226
107	WAHL	7	1880	2907	823	1974
108	WALDENLIE	9	2155	3559	1338	2328
109	WALDBREDIMUS	7	1172	2707	899	1257
110	WALDENDANGE	9	472	785	7237	706
111	WEILER/TOUR	9	1550	3545	1930	1707
112	WELSWANG	9	3324	3977	1360	3525
113	WELLENSTEIN	9	625	5117	1478	742
114	WILTZ	11	1597	2074	4900	1937
115	WILWERWILTZ	9		0	0	0
116	WINDRANGE	9	10775	16019	3780	11336
117	WINSELER	7	2926	2560	1064	3042
118	WORBELDANGE	9	1478	7864	2479	1725
119	KIISCHPELT	9	3113	2605	999	3358
120	WALDEN	9	3979	8131	1704	4172
121	CLERVAUX (2012)					
122	ESCHENBERG (2012)					
123	KAERJENG					
124	FRANCOISVILLE					
125	SCHENGEN (2012)					
126	WALDEN DE LIERN					
les communes de fusio						
<b>TOTAL</b>		1136	226 454	417 879	511 152	258 636



Rang	ICC COMMUNE	ICC 2004 compte	ICC 2005 compte	ICC 2006 compte	ICC 2007 compte	ICC 2008 compte	ICC 2009 compte	ICC 2010 compte	ICC 2011 compte	ICC 2012 compte	ICC 2011-2010 comptes	en %
1	BASCHARAGE	5 082 708,77	5 755 995,46	5 733 863,99	6 064 485,74	5 994 255,68	6 889 267,58	6 711 482,03	7 703 470,58		991 988,55	14,78%
2	BASTENDORF	475 588,27	478 355,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
3	BEAUFORT	1 181 152,41	1 217 575,55	1 255 916,15	1 395 106,27	1 574 601,84	1 524 911,63	1 540 295,71	1 930 389,21		390 093,50	25,33%
4	BECH	573 577,27	577 532,81	617 891,91	682 099,17	732 766,03	709 750,07	716 200,55	845 151,10		128 950,55	18,00%
5	BECKERICH	1 889 020,84	1 866 764,73	1 924 576,74	2 156 356,34	2 116 631,12	2 205 056,42	2 245 114,23	2 340 494,33		95 380,10	4,25%
6	BERDORF	836 595,03	879 448,99	925 820,37	1 116 388,48	1 109 727,62	1 105 895,90	1 126 102,90	1 416 170,69		290 067,79	25,76%
7	BERG (COLMAR-)	1 980 247,52	2 204 666,59	2 332 199,38	2 946 487,92	3 501 161,51	2 868 088,85	1 394 582,73	2 129 662,19		735 079,46	52,71%
8	BERTRANGE	6 517 768,12	5 898 528,87	7 449 921,73	8 553 149,52	9 703 034,80	9 370 405,60	9 906 280,62	10 931 409,98		1 025 129,36	10,35%
9	BETTORN	816 021,75	864 289,46	863 915,18	980 634,29	1 047 700,94	1 022 922,74	1 034 224,58	1 243 014,45		208 789,87	20,19%
10	BETTEMBERG	6 793 463,87	7 050 839,00	7 378 588,61	8 834 970,93	9 414 886,40	9 846 457,02	9 202 598,16	10 643 281,11		1 440 682,95	15,66%
11	BETTENDORF	1 416 770,91	1 450 484,17	1 516 761,42	1 820 095,24	1 950 019,94	1 978 712,51	1 921 326,65	2 371 695,25		450 368,60	23,44%
12	BETZDORF	6 981 006,75	11 776 657,80	6 452 261,17	8 003 219,15	11 655 932,92	8 200 356,76	10 102 420,13	7 094 564,97		(3 007 855,16)	-29,77%
13	BISSEN	1 915 385,36	1 942 249,34	2 109 574,52	2 295 383,21	2 596 135,20	2 474 787,08	2 481 076,95	2 922 470,83		441 393,88	17,79%
14	BIWER	1 263 498,18	1 301 326,47	1 360 154,09	1 473 729,73	1 567 639,61	1 726 104,72	1 575 438,96	1 854 731,03		279 292,07	17,73%
15	BOEVANGEA.	1 100 939,50	1 157 196,27	1 210 782,66	1 359 700,90	1 473 547,41	1 478 710,34	1 453 442,71	1 788 274,42		334 831,71	23,04%
16	BOULAIDE	451 183,72	468 355,90	505 429,24	614 194,48	678 159,43	662 645,51	657 776,49	810 032,79		152 256,30	23,15%
17	BOURSCEID	773 389,35	821 508,85	886 556,34	922 669,35	1 045 119,92	1 054 430,96	1 005 725,05	1 146 628,19		140 903,14	14,01%
18	BOUS	697 090,90	714 212,75	764 657,16	814 898,24	956 400,33	1 015 610,93	1 007 860,58	1 265 103,70		257 243,12	25,52%
19	BURMERANGE	673 495,65	719 202,60	744 377,78	778 002,83	860 301,48	838 385,42	965 322,29	1 050 637,06		85 314,77	8,84%
20	CLEMENCY	1 360 851,69	1 390 996,44	1 467 880,15	1 648 945,57	1 730 417,02	1 735 551,26	1 800 272,91	2 109 314,62		309 041,71	17,17%
21	CLERVAUX	1 699 203,57	1 576 542,63	2 083 068,10	2 005 063,33	1 947 355,19	2 245 927,03	1 766 574,08	2 110 730,60		344 156,52	19,48%
22	CONSDORF	1 092 885,18	1 102 401,00	1 136 918,30	1 276 282,87	1 354 619,06	1 357 971,74	1 360 241,65	1 603 955,85		243 714,20	17,92%
23	CONSTHUM	287 508,70	308 266,60	320 782,48	320 782,48	355 820,00	381 705,30	434 348,78	450 203,66		15 854,88	3,65%
24	CONTERN	2 298 765,09	2 632 967,00	2 305 097,19	3 254 431,11	2 906 205,42	3 905 583,09	3 316 601,74	2 973 279,90		(343 321,84)	-10,35%
25	DALHEIM	1 084 800,29	1 072 950,76	1 206 274,29	1 299 738,00	1 505 953,64	1 548 376,15	1 487 328,77	1 798 301,85		310 973,08	20,91%
26	DIEKIRCH	4 490 889,62	4 400 137,40	4 601 589,60	5 661 901,48	6 401 471,23	7 077 694,91	7 242 575,25	7 497 470,07		254 894,82	3,52%
27	DIFFERDANGE	16 153 534,23	15 835 569,28	16 859 839,61	19 197 659,95	21 426 728,72	20 989 182,46	20 988 705,62	24 918 352,57		3 929 646,95	18,72%
28	DIPPACH	2 268 572,66	2 291 305,41	2 359 150,30	2 592 011,34	2 696 429,12	2 705 150,87	2 751 247,51	3 299 412,89		548 165,38	19,92%
29	DUDELANGE	15 154 034,98	13 000 322,16	13 561 091,97	14 737 648,87	15 212 775,85	17 345 520,18	17 207 610,01	19 334 414,06		2 126 804,05	12,36%
30	ECHTERNACH	3 881 751,61	4 241 362,58	4 692 418,80	5 147 415,82	5 711 079,95	5 396 399,09	5 186 631,12	6 571 961,12		1 385 330,00	26,71%
31	ELL	554 756,41	594 806,73	629 974,01	694 846,02	835 037,84	825 724,01	787 113,42	961 148,47		174 035,05	22,11%
32	ERMSDORF	498 832,69	498 763,26	559 051,02	605 950,94	665 221,37	683 286,06	718 146,51	812 663,98		94 517,47	13,16%
33	ERPELDANGE	1 753 552,71	1 799 125,43	1 815 160,87	2 037 201,07	2 293 899,23	2 269 823,67	2 368 582,92	2 517 499,58		148 916,66	6,29%
34	ESCHALZETTE	22 138 102,16	22 161 660,35	23 671 829,93	28 425 106,53	30 446 419,13	29 377 703,66	28 961 515,24	33 348 996,08		4 387 480,84	15,15%
35	ESCHISURE	188 512,97	127 321,14	198 161,79	200 044,83	213 128,27	245 907,83	285 169,41	307 821,74		22 652,33	7,94%
36	ESCHWEILER	479 364,15	483 250,47	536 539,40	583 288,69	644 468,72	635 286,97	619 611,97	738 445,25		118 833,28	19,18%
37	ETTELBRUCK	5 758 001,43	5 898 444,20	6 129 978,93	6 738 797,82	6 873 988,82	7 216 091,40	6 726 987,61	8 410 234,64		1 683 247,03	25,02%
38	FEULEN	960 627,06	1 001 301,00	1 050 045,41	1 133 833,18	1 207 441,51	1 265 714,91	1 290 263,76	1 560 525,01		270 261,25	20,95%
39	FISCHBACH	407 579,30	453 655,82	515 676,68	530 313,15	506 496,72	579 074,07	582 725,27	715 544,66		132 819,39	22,79%
40	FLAXWEILER	1 021 295,96	1 043 155,75	1 093 872,73	1 159 659,90	1 270 316,31	1 299 188,84	1 318 422,26	1 516 585,01		198 162,75	15,03%
41	FOHREN	447 207,22	467 997,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
42	FRISANGE	2 050 217,02	2 205 959,88	2 403 235,59	2 621 235,58	2 935 420,29	3 092 430,94	3 041 072,55	3 541 348,43		500 275,88	16,45%
43	GARNICH	927 569,88	961 669,82	1 036 451,88	1 094 385,39	1 200 410,50	1 237 232,48	1 335 461,72	1 547 346,78		211 885,06	15,87%
44	GOESDORF	617 883,23	598 827,70	649 533,77	720 545,08	800 454,63	793 283,30	782 777,98	943 023,60		160 245,62	20,47%
45	GREVENMACHER	3 087 143,51	3 079 573,99	3 425 111,37	3 790 359,91	3 848 389,43	3 774 367,91	3 828 110,95	4 919 613,53		1 091 502,58	28,51%
46	GROSBOUS	471 583,00	516 908,64	548 799,25	607 711,88	664 094,04	706 429,02	706 840,14	863 739,38		156 899,24	22,20%

Rang	ICC COMMUNE	ICC 2004 compte	ICC 2005 compte	ICC 2006 compte	ICC 2007 compte	ICC 2008 compte	ICC 2009 compte	ICC 2010 compte	ICC 2011 compte	ICC 2012 compte	ICC 2011-2010 comptes	en %
47	HEFFINGEN	545 610,50	513 372,68	573 568,45	657 684,10	759 167,40	779 526,72	763 637,26	918 659,75		155 022,49	20,30%
48	HEIDERSCHEID	893 010,10	832 914,72	929 023,46	972 773,79	1 072 854,20	1 098 015,67	1 069 182,55	1 323 382,22		254 199,67	23,78%
49	HEINERSCHIED	819 552,46	817 934,68	709 336,57	894 739,60	1 044 979,14	1 047 610,50	1 036 628,12	1 214 836,04		178 207,92	17,19%
50	HESPERANGE	9 471 586,41	10 000 701,98	12 089 232,21	11 947 869,46	13 881 429,78	16 652 320,30	16 280 668,16	16 940 539,85		659 871,69	4,05%
51	HOBSCHIED	1 756 325,86	1 813 111,43	1 955 260,01	2 210 711,07	2 404 449,29	2 355 070,85	2 337 094,61	2 912 866,91		575 772,30	24,64%
52	HOSCHIED	330 893,10	357 741,01	372 947,66	413 425,34	454 441,79	405 462,30	456 885,06	531 239,18		74 354,12	16,27%
53	HOSINGEN	1 567 586,19	1 197 990,38	1 062 848,73	1 494 065,57	1 593 772,33	1 579 282,80	1 655 286,00	1 817 611,97		162 325,97	9,81%
54	JUNGLINSTER	4 013 114,35	4 046 862,86	4 373 956,30	4 599 245,21	4 881 008,41	5 026 052,10	5 020 835,73	6 096 285,46		1 075 449,73	21,42%
55	KAUTENBACH	141 356,34	149 014,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
56	KAYL	4 929 391,95	4 936 816,23	5 124 372,57	5 826 709,37	6 126 616,14	6 243 961,32	6 240 282,74	7 565 736,50		1 325 453,76	21,24%
57	KEHLEN	3 391 410,63	3 413 492,80	3 587 291,34	3 898 476,39	4 248 270,05	4 125 487,81	4 370 377,74	5 165 516,54		795 138,80	18,19%
58	KOERICH	2 136 708,52	2 209 393,35	2 385 351,65	2 587 400,33	2 356 566,02	2 658 681,65	2 799 295,99	2 033 025,04		(766 270,95)	-27,37%
59	KOPSTAL	2 054 234,05	2 498 652,04	2 489 838,72	2 909 292,36	2 941 759,42	2 637 799,76	2 744 724,44	3 224 216,97		479 492,53	17,47%
60	LAC H/SURE	941 307,31	948 723,69	999 963,62	1 104 882,27	1 196 946,39	1 162 106,05	1 142 556,40	1 413 849,43		273 741,03	23,74%
61	LAROCLETTE	1 246 035,12	1 264 693,49	1 297 352,95	1 715 923,98	1 700 560,85	1 715 011,75	1 723 958,39	2 000 688,63		276 730,24	16,05%
62	LENNINGEN	963 981,22	1 023 693,77	1 203 632,97	1 311 629,62	1 266 268,77	1 267 202,73	1 312 730,06	1 660 655,40		347 925,34	26,50%
63	LEUDELANGE	1 980 255,09	2 110 129,43	2 161 208,52	3 406 301,49	2 847 096,78	4 305 155,12	2 742 691,90	3 628 765,16		886 073,26	32,31%
64	LINTGEN	1 669 479,50	1 702 300,74	1 792 268,53	1 904 734,68	2 090 892,25	2 114 913,87	2 026 536,13	2 511 167,46		484 631,33	23,91%
65	LORENTZWEILER	1 835 486,06	1 887 935,81	2 006 944,81	2 217 232,25	2 470 082,36	2 506 910,38	2 497 648,35	3 221 309,64		723 661,29	28,97%
66	LUXEMBOURG	156 031 466,83	151 319 907,04	151 876 350,87	170 495 465,51	180 945 257,72	191 969 920,94	189 989 721,22	251 044 299,35		61 054 578,13	32,14%
67	MAMER	6 722 033,05	7 093 863,45	7 717 870,27	9 029 133,23	8 877 259,24	7 381 889,95	8 061 998,19	8 827 221,59		765 223,40	9,49%
68	MANTERNACH	914 627,67	963 153,09	1 020 388,14	1 075 163,87	1 183 430,81	1 167 433,55	1 279 061,41	1 459 900,90		180 839,49	14,14%
69	MEDERNACH	630 017,88	736 141,22	810 580,19	837 034,80	883 366,04	893 020,16	939 370,49	1 141 251,62		201 881,13	21,49%
70	MERSCH	5 464 164,05	5 288 958,08	5 740 528,20	6 382 260,74	7 047 250,80	6 911 041,46	6 921 660,02	9 607 416,01		2 685 755,99	38,80%
71	MERTERT	3 027 444,12	3 059 822,00	3 338 231,48	3 447 869,69	3 819 082,89	3 755 073,21	3 786 117,34	4 709 061,35		922 944,01	24,38%
72	MERTZIG	1 025 186,87	1 080 116,43	1 133 874,94	1 261 497,19	1 343 994,86	1 374 641,11	1 360 965,01	1 731 604,13		370 639,12	27,23%
73	MOMPACH	565 699,33	577 700,00	589 329,85	616 485,87	711 256,62	864 163,49	864 585,77	898 889,81		34 284,04	3,97%
74	MONDERCANGE	4 538 396,39	4 652 564,37	4 934 646,48	5 725 451,48	6 499 813,30	6 960 916,64	6 579 550,76	7 431 579,09		852 028,33	12,95%
75	MONDORF/BAINS	2 822 812,12	2 854 870,61	3 213 890,43	3 756 454,27	3 890 650,23	4 164 873,31	4 411 580,62	4 900 344,38		488 763,76	11,08%
76	MUNSHAUSEN	735 680,09	655 540,15	759 490,88	820 506,84	999 202,68	996 729,00	952 914,71	1 027 703,97		74 789,26	7,85%
77	NEUNHAUSEN	136 967,81	135 634,65	146 784,32	165 419,57	191 766,74	207 533,70	195 356,83	234 891,79		39 534,96	20,24%
78	NIEDERANVEN	8 016 993,21	9 099 233,00	12 988 353,96	16 070 693,23	15 844 587,29	12 701 541,16	10 769 283,90	15 212 240,89		4 442 956,99	41,26%
79	NOMMERN	619 387,60	645 343,36	680 940,21	747 768,57	818 451,99	819 362,75	843 897,75	1 018 740,08		174 842,33	20,72%
80	PETANGE	10 078 058,95	9 815 651,69	10 782 782,25	11 338 271,21	12 184 632,61	13 037 796,44	12 966 696,40	15 862 028,87		2 895 332,47	22,33%
81	PUTSCHEID	472 098,72	521 713,96	528 200,59	584 148,63	650 902,86	647 780,00	647 793,50	797 010,53		149 217,03	23,03%
82	RAMBROUCH	2 506 614,05	2 541 168,45	2 666 191,14	2 884 231,34	3 115 808,17	2 985 912,49	3 089 588,37	3 645 949,09		556 260,72	18,00%
83	RECKANGE	1 405 514,13	1 346 028,97	1 534 361,53	1 546 374,98	1 782 690,92	1 826 313,71	1 671 922,40	2 004 526,05		332 603,65	19,89%
84	REDANGE	1 672 194,54	1 648 791,44	1 756 981,61	1 962 078,22	2 059 441,07	2 094 510,04	2 040 438,25	2 484 306,28		443 868,03	21,75%
85	REISDORF	466 361,88	485 820,00	540 495,33	600 247,56	655 196,08	656 423,48	655 070,37	792 439,20		137 368,83	20,97%
86	REMERSCHEIN	1 047 025,03	1 172 831,37	1 310 167,47	1 319 170,54	1 402 729,01	1 454 788,22	1 477 949,08	1 872 998,27		395 049,19	26,73%
87	REMICH	2 273 905,21	2 268 239,76	2 464 352,02	2 776 828,25	2 813 527,95	2 871 241,66	2 843 710,58	3 187 304,49		343 593,91	12,08%
88	ROESER	3 539 056,47	4 378 666,77	4 357 772,66	4 488 447,58	4 980 508,73	5 100 363,98	4 877 254,17	5 723 893,13		846 638,96	17,36%
89	ROSPORT	1 150 869,79	1 073 572,68	1 222 874,03	1 366 956,98	1 427 697,33	1 454 644,58	1 509 919,52	1 672 265,05		162 345,53	10,75%
90	RUMELANGE	2 945 927,87	3 122 344,17	3 326 285,93	3 681 363,84	3 905 225,88	4 139 796,61	5 476 323,96	4 956 606,81		(519 171,15)	-9,49%
91	SAEUL	313 466,57	334 104,08	350 438,00	403 898,81	453 956,02	452 294,87	456 747,41	529 600,21		72 852,80	15,95%
92	SANDWEILER	4 247 484,05	4 209 876,92	6 096 626,03	4 282 612,00	3 611 580,55	4 341 358,32	3 496 034,25	2 407 041,13		(1 088 993,12)	-31,15%

Rang	ICC COMMUNE	ICC 2004 compte	ICC 2005 compte	ICC 2006 compte	ICC 2007 compte	ICC 2008 compte	ICC 2009 compte	ICC 2010 compte	ICC 2011 compte	ICC 2012 compte	ICC 2011-2010 comptes	en %
93	SANEM	9 891 467,32	9 785 326,80	10 487 100,38	11 478 576,35	11 872 696,20	11 864 596,55	11 682 378,05	13 920 426,70		2 238 048,65	19,16%
94	SCHIEREN	921 101,52	915 315,90	1 068 888,77	1 165 226,58	1 429 466,89	1 295 399,46	1 362 145,65	1 580 035,17		217 889,52	16,00%
95	SCHIFFLANGE	6 018 580,71	5 800 287,46	6 224 560,49	7 559 870,20	7 278 541,81	7 325 014,78	9 121 508,77	8 932 414,47		(189 094,30)	-2,07%
96	SCHUTTRANGE	3 093 130,02	3 110 380,71	3 134 017,76	4 230 816,14	7 632 750,82	4 140 785,33	5 360 100,29	4 912 189,84		(447 910,45)	-8,36%
97	SEPTFONTAINES	550 633,82	549 621,08	575 276,88	627 250,84	693 518,39	660 668,84	629 714,81	767 357,91		137 643,10	21,86%
98	STADTBREDIMUS	825 355,25	864 860,05	905 398,39	1 017 872,82	1 139 940,90	1 255 804,88	1 203 591,07	1 581 741,21		378 150,14	31,42%
99	STEINFORT	2 957 363,95	3 165 421,34	3 195 347,04	3 761 595,14	3 856 384,87	4 036 827,65	4 254 000,11	5 640 776,14		1 386 776,03	32,60%
100	STEINSEL	3 424 876,64	3 721 468,51	3 913 507,62	4 709 779,94	5 246 918,83	5 443 007,27	5 029 169,51	6 410 659,89		1 381 490,38	27,47%
101	STRASSEN	7 658 474,76	9 183 524,98	11 566 312,39	9 323 752,13	9 055 423,66	9 191 659,04	10 140 966,59	13 227 921,72		3 086 955,13	30,44%
102	TROISVIERGES	2 298 041,61	1 922 067,34	2 488 969,95	2 812 198,53	2 915 888,72	2 926 834,83	3 165 692,10	3 746 557,51		580 865,41	18,35%
103	TUNTANGE	616 404,27	649 609,53	676 144,04	743 197,30	867 685,77	890 762,07	894 756,64	1 202 994,82		308 238,18	34,45%
104	USELDANGE	829 391,61	862 076,62	876 046,47	934 615,45	1 053 157,68	991 863,95	1 053 696,20	1 286 404,46		232 708,26	22,08%
105	VIANDEN	1 426 260,07	1 202 818,56	871 279,88	1 474 235,28	1 479 107,05	1 580 523,11	1 470 274,12	1 797 735,99		327 461,87	22,27%
106	VICHTEN	533 917,50	538 307,80	574 834,13	620 516,92	701 964,99	696 323,72	710 109,29	825 672,09		115 562,80	16,27%
107	WAHL	468 786,43	498 865,13	454 711,95	496 024,31	526 703,81	544 114,65	550 108,58	682 701,17		132 592,59	24,10%
108	WALDBILLIG	686 829,24	708 182,92	778 556,58	844 549,87	921 453,27	952 203,19	918 431,33	998 003,18		79 571,85	8,66%
109	WALDBREDIMUS	599 005,14	569 854,62	603 505,87	653 605,80	782 100,59	732 399,68	748 758,77	872 632,02		123 873,25	16,54%
110	WALFERDANGE	4 392 844,61	4 495 811,00	4 930 391,02	5 175 392,26	5 208 853,04	5 613 310,79	5 706 162,10	6 476 430,83		770 268,73	13,50%
111	WEILER/TOUR	872 399,97	897 750,98	930 337,34	1 068 816,83	1 263 026,75	1 475 657,71	1 258 992,35	1 582 969,49		323 977,14	25,73%
112	WEISWAMPACH	1 165 756,63	1 079 310,25	1 248 377,10	1 291 342,51	1 505 640,55	1 478 880,75	1 424 657,04	1 528 371,47		103 714,43	7,28%
113	WELLENSTEIN	809 021,92	831 694,15	917 258,34	1 027 006,64	1 114 754,10	1 120 417,65	1 115 883,19	1 330 582,44		214 699,25	19,24%
114	WILTZ	3 204 740,97	3 314 258,71	3 494 247,48	4 005 982,02	4 708 816,64	4 401 779,35	4 335 879,65	5 483 150,45		1 147 270,80	26,46%
115	WILWERWILTZ	386 383,05	401 613,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
116	WINCRANGE	2 598 553,39	2 414 781,32	2 590 687,90	2 832 335,76	2 965 043,26	2 951 541,32	3 059 685,97	3 464 034,81		404 348,84	13,22%
117	WINSERL	761 832,01	703 711,43	836 993,98	917 919,14	910 253,44	970 157,15	922 185,49	1 087 119,12		164 933,63	17,89%
118	WORMELDANGE	1 535 878,09	1 571 954,02	1 696 540,87	1 773 740,98	2 043 699,17	1 978 827,37	1 993 454,09	2 523 561,66		530 107,57	26,59%
119	KIISCHPELT	527 738,39	550 627,43	563 830,25	621 723,97	669 218,26	667 056,71	645 040,19	804 678,32		159 638,13	24,75%
120	TANDEL	922 795,49	946 353,31	1 014 864,36	1 101 775,88	1 197 098,79	1 230 514,72	1 188 193,57	1 450 320,91		262 127,34	22,06%
121												
122												
123												
124												
125												
126												
	arrondi de conversion											
	<b>TOTAL</b>	<b>455 137 739,03</b>	<b>459 414 037,80</b>	<b>482 479 441,16</b>	<b>538 905 343,85</b>	<b>578 108 602,20</b>	<b>587 991 976,22</b>	<b>586 274 377,90</b>	<b>708 338 005,22</b>		<b>122 063 627,32</b>	<b>20,82%</b>

Les com. qui ont fait l'objet d'une fusion ne figurent au tableau qu'à titre indicatif. Ces communes sont reprises en fin de tableau sous leur nouvelle dénomination.

456 588 272,91  
(contrôle)  
455 137 739,03

460 911 018,54  
(contrôle)  
459 414 037,80

482 479 441,16

538 905 343,85

578 108 602,20

587 991 976,22

586 274 377,90

708 338 005,22

0,00

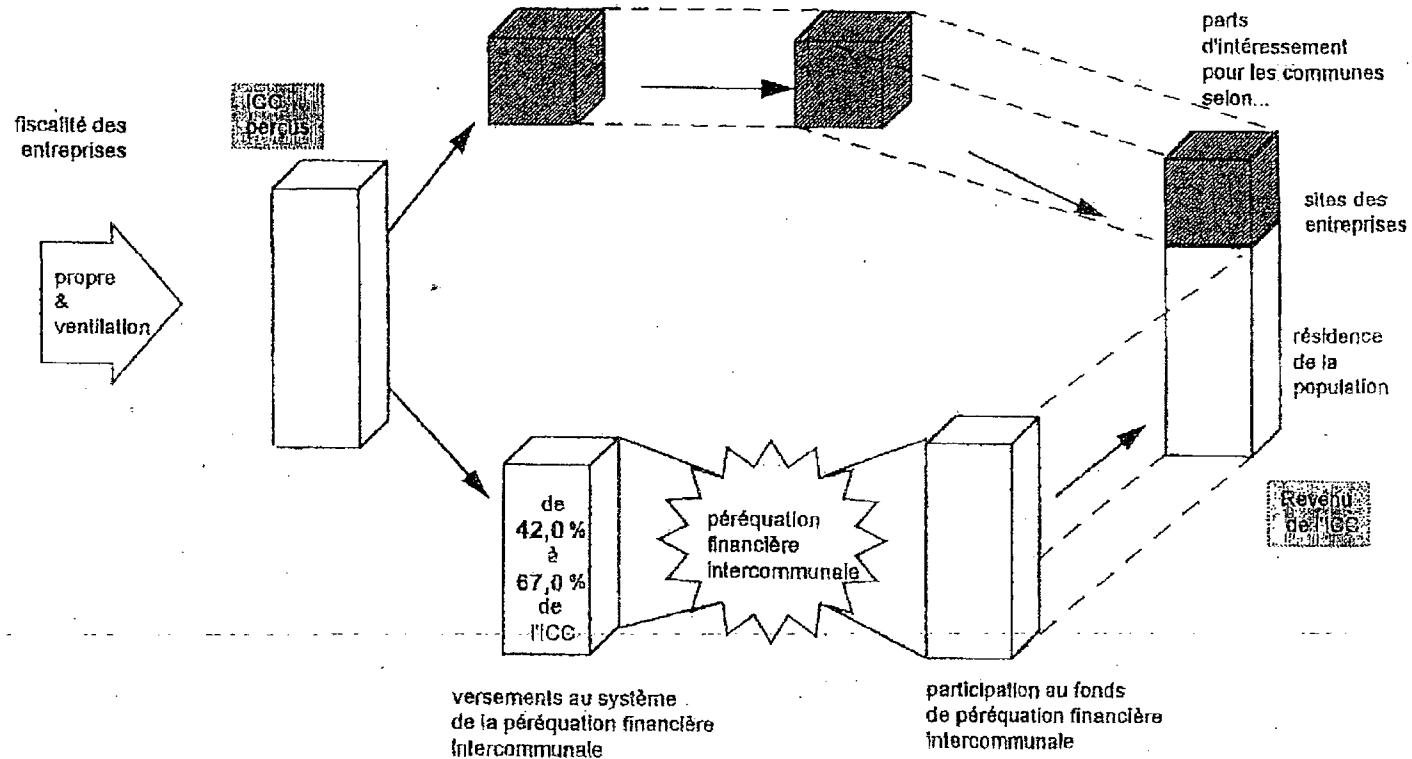
122 063 627,32  
(contrôle)

**Schéma de fonctionnement de la répartition des recettes de l'impôt commercial communal (ICC)**

par commune

à partir de 1997

$$\text{ICC perçus nets} = \text{ICC solde net}$$



réf.: J:/SFC/après.cdr

2011	ICC (en euro) COMMUNE (1)	Bases calculées de l'année (2)	Taux de l'année (3)	PROPRE (de chaque commune) (4)	VENTILATION (de chaque commune) (5)	TOTAL IMPOT PRODUIT DANS LA COMMUNE [(4)+(5)=(6)]	contribution au fonds de péréquation financière (en % ) (7)	(6)*(7)=(8) (en euros)	PART NETTE DE LA COMMUNE (en euros) [(6)-(8)=(9)]	participation au fonds Part I 45% (10)	Part II 55% (11)	TOTAL FONDS (Total Parts I et II) [(10)+(11)=(12)]	REVENU TOTAL (total fonds + part nette) [(9)+(12)=(13)]
1	BASCHARAGE	636 006,06	275	973 427,01	776 589,65	1 749 016,66	42,79	748 404,23	1 000 612,43	3 058 048,43	3 644 809,72	6 702 858,15	7 703 470,58
2	BASTENDORF	0,00	-	0,00	0,00	0,00	42,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	BEAUFORT	33 349,73	270	64 034,70	26 009,56	90 044,26	42,00	37 818,69	52 225,67	782 192,21	1 095 971,33	1 878 163,54	1 930 389,21
4	BECH	(6 989,43)	260	(18 903,10)	730,59	(18 172,51)	42,00	(7 632,45)	(10 540,06)	331 044,72	524 646,44	855 691,16	845 151,10
5	BECKERICH	158 910,32	300	320 922,32	165 808,65	476 730,97	42,32	201 752,55	274 978,42	951 067,69	1 114 448,22	2 065 515,91	2 340 494,33
6	BERDORF	76 344,53	260	183 041,24	15 454,54	198 495,78	42,00	83 368,23	115 127,55	477 362,82	823 680,32	1 301 043,14	1 416 170,69
7	COLMAR-BERG	124 688,88	300	181 806,24	192 260,39	374 066,63	42,19	157 818,71	216 247,92	980 331,31	933 082,96	1 913 414,27	2 129 662,19
8	BERTRANGE	4 630 755,73	300	11 714 949,81	2 177 317,37	13 892 267,18	62,82	8 727 122,24	5 165 144,94	2 745 293,48	3 020 971,56	5 766 265,04	10 931 409,98
9	PREIZERDAUL	22 382,40	300	12 330,05	54 817,14	67 147,19	42,00	28 201,82	38 945,37	526 745,18	677 323,90	1 204 069,08	1 243 014,45
10	BETTEMBOURG	1 009 118,64	300	2 382 134,93	645 221,00	3 027 355,93	43,34	1 312 056,06	1 715 299,87	4 168 237,06	4 769 744,18	8 927 981,24	10 643 281,11
11	BETTENDORF	12 647,80	275	13 375,00	23 303,62	36 678,62	42,00	15 405,02	21 273,60	1 140 671,67	1 209 750,08	2 350 421,65	2 371 695,25
12	BETZDORF	5 630 192,49	250	13 790 408,00	285 073,23	14 075 481,23	67,00	9 430 572,42	4 644 908,81	876 689,32	1 572 966,84	2 449 656,16	7 094 564,97
13	BISSEN	119 628,20	300	209 517,40	149 367,20	358 884,60	42,00	150 731,53	208 153,07	1 362 687,37	1 351 730,39	2 714 317,76	2 922 470,83
14	BIWER	263 646,51	300	626 941,02	163 998,62	790 939,64	45,05	356 348,26	434 621,28	816 365,02	803 744,73	1 420 109,75	1 854 731,03
15	BOEVANGE s/A.	20 962,80	275	34 767,23	22 862,96	57 620,19	42,00	24 200,48	33 419,71	766 341,08	988 513,63	1 754 854,71	1 788 274,42
16	BOULAIDE	799,22	400	2 254,00	942,89	3 196,89	42,00	1 342,69	1 854,20	336 631,65	471 646,94	808 178,59	810 032,79
17	BOURSCHEID	59 321,18	240	107 795,12	34 575,71	142 370,83	42,00	59 795,75	82 575,08	413 958,31	650 094,80	1 064 053,11	1 146 628,19
18	BOUS	44 896,54	300	87 069,79	47 619,84	134 689,63	42,00	56 569,64	78 119,99	504 797,47	682 186,24	1 186 983,71	1 265 103,70
19	BURMERANGE	40 229,71	300	75 675,80	45 013,33	120 689,13	42,00	50 689,43	69 999,70	484 678,73	495 958,63	980 637,36	1 050 637,06
20	CLEMENCY	78 397,18	300	218 141,44	17 050,11	235 191,55	42,00	98 780,45	136 411,10	916 317,14	1 056 586,38	1 972 903,52	2 109 314,62
21	CLERVAUX	233 333,38	300	291 085,30	408 914,84	700 000,14	43,71	305 970,06	394 030,08	731 590,53	985 109,99	1 716 700,52	2 110 730,60
22	CONSDORF	19 255,65	275	50 927,10	2 025,94	52 953,04	42,00	22 240,26	30 712,78	885 866,12	887 376,97	1 573 243,09	1 603 955,85
23	CONSTHUM	47 271,80	250	2 206,00	115 973,51	118 179,51	43,12	50 969,00	67 220,51	143 269,81	239 713,34	382 983,15	450 203,66
24	CONTERN	78 597,22	300	1 367 625,66	(1 121 834,21)	235 791,65	42,00	99 032,49	136 759,16	1 176 031,78	1 660 488,96	2 836 520,74	2 973 279,90
25	DALHEIM	63 292,17	300	140 971,35	48 905,15	189 876,50	42,00	79 748,13	110 128,37	744 393,37	943 780,11	1 688 173,48	1 798 301,85
26	DIEKIRCH	600 903,10	350	1 065 130,82	1 038 030,03	2 103 160,85	43,10	906 462,33	1 196 698,52	3 226 314,26	3 074 457,30	6 300 771,55	7 497 470,07
27	DIFFERDANGE	899 513,54	350	1 473 890,10	1 674 407,30	3 148 297,40	42,00	1 322 284,91	1 826 012,49	12 427 284,52	10 665 055,66	23 092 340,08	24 918 362,67
28	DIPPACH	102 452,86	270	145 061,08	131 561,64	276 622,72	42,00	116 181,54	160 441,18	1 418 676,98	1 720 295,73	3 138 971,71	3 299 412,69
29	DUDELANGE	667 619,68	325	731 284,24	1 080 979,73	1 812 263,97	42,00	761 150,87	1 051 113,10	9 150 368,59	9 132 932,37	18 283 300,96	19 334 414,06
30	ECHTERNACH	1 161 291,27	275	2 446 912,35	746 638,64	3 193 550,99	46,83	1 495 539,93	1 698 011,06	2 283 781,78	2 590 168,28	4 873 950,06	6 571 961,12
31	ELL	34 475,42	300	58 108,20	45 318,05	103 426,25	42,00	43 439,02	59 987,23	373 111,17	528 050,07	901 161,24	961 148,47
32	ERMSDORF	(8 081,99)	300	313,66	(24 659,63)	(24 245,97)	42,00	(10 183,31)	(14 062,66)	320 070,86	506 655,78	826 726,64	812 663,98
33	ERPELDANGE	264 793,06	300	384 008,01	380 371,16	764 379,17	43,58	333 116,44	431 262,73	969 357,46	1 116 879,39	2 086 236,85	2 517 499,58
34	ESCH s/ALZETTE	3 536 407,30	275	6 447 044,69	4 278 076,39	10 725 120,08	43,78	4 257 657,57	5 467 462,51	13 271 661,93	14 609 871,64	27 881 533,57	33 348 996,08
35	ESCH s/SURE	(2 373,52)	350	10 353,80	(18 661,11)	(8 307,31)	42,00	(3 489,07)	(4 818,24)	166 072,65	166 567,33	312 639,98	307 821,74
36	ESCHWEILER	6 842,07	300	2 055,30	18 470,91	20 526,21	42,00	8 621,04	11 905,20	312 754,95	413 785,10	726 540,05	738 446,25
37	ETTELBRUCK	717 604,38	265	454 589,45	1 447 062,17	1 901 651,62	43,00	817 710,20	1 083 941,42	3 521 998,76	3 804 294,46	7 326 293,22	8 410 234,64
38	FEULEN	81 166,35	275	100 283,20	122 924,25	223 207,45	42,00	93 747,13	129 460,32	660 870,11	770 194,58	1 431 064,69	1 560 525,01
39	FISCHBACH	7 171,39	300	42 121,68	(20 607,50)	21 514,18	42,00	9 035,96	12 478,22	268 859,52	434 206,92	703 066,44	715 544,66
40	FLAXWEILER	44 544,92	300	52 587,46	81 047,29	133 634,75	42,00	56 126,69	77 508,16	577 956,52	861 120,33	1 439 076,85	1 516 585,01
41	FOHREN	0,00	-	0,00	0,00	0,00	42,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	FRISANGE	188 343,89	280	496 120,75	31 242,14	527 362,89	42,00	221 492,41	305 870,48	1 415 018,02	1 820 459,93	3 235 477,95	3 541 348,43
43	GARNICH	49 385,83	275	119 289,21	16 621,83	136 911,04	42,00	57 040,64	78 770,40	565 153,69	903 422,69	1 468 576,38	1 547 346,78
44	GOESDORF	4 535,38	250	14 619,20	(3 280,75)	11 338,45	42,00	4 762,15	6 576,30	304 829,39	631 617,91	936 447,30	943 023,60
45	GREVENMACHER	860 788,55	260	1 448 186,86	789 863,36	2 238 050,22	46,19	1 033 755,40	1 204 294,82	999 990,09	2 126 328,62	3 716 318,71	4 919 613,63
46	GROSBOUS	21 483,25	350	44 225,50	30 965,67	75 191,17	42,00	31 580,38	43 610,99	388 362,64	431 775,75	820 138,39	863 739,38

2011	ICC (en euro) COMMUNE (1)	Bases calculées de l'année (2)	Taux de l'année (3)	PROPRE (de chaque commune) (4)	VENTILATION (de chaque commune) (5)	TOTAL IMPOT PRODUIT DANS LA COMMUNE [(4)+(5)] (6)	contribution au fonds de péréquation financière (en %) (7) [(6)*(7)=(8))		PART NETTE DE LA COMMUNE (en euros) [(6)-(8)=(9))	participation au fonds Part I 45% (10) Part II 55% (11)		TOTAL FONDS (Total Parts I et II) [(10)+(11)=(12)]	REVENU TOTAL (total fonds + part nette) [(9)+(12)=(13)]
47	HEFFINGEN	47 853,18	240	97 837,93	17 009,69	114 847,62	42,00	48 236,00	66 611,62	332 264,03	519 784,10	852 048,13	918 669,75
48	HEIDERSCHEID	14 186,58	300	15 161,40	27 398,33	42 559,73	42,00	17 875,09	24 684,64	545 034,95	753 662,63	1 298 697,58	1 323 382,22
49	HEINERSCHEID	152 159,58	300	293 198,20	163 280,54	456 478,74	43,98	200 759,35	255 719,39	363 966,29	695 160,36	959 116,65	1 214 836,04
50	HESPERANGE	4 942 470,40	250	11 515 583,94	840 592,05	12 356 175,99	51,45	6 357 252,55	5 998 923,44	4 462 338,05	6 489 278,36	10 941 616,41	16 940 539,85
51	HOBSCHHEID	113 327,87	300	93 808,03	246 175,57	339 983,60	42,00	142 793,11	197 190,49	1 210 782,33	1 504 894,09	2 715 676,42	2 912 866,91
52	HOSCHHEID	16 239,03	275	35 166,00	9 491,33	44 657,33	42,00	18 756,08	25 901,25	204 845,35	300 492,68	505 337,93	531 239,18
53	HOSINGEN	132 615,09	300	133 917,32	263 927,96	397 845,28	42,36	168 527,26	229 318,02	678 550,22	909 743,73	1 588 293,95	1 817 611,97
54	JUNGLINSTER	688 780,11	250	1 155 846,95	566 103,33	1 721 950,28	43,43	747 843,01	974 107,27	1 967 978,53	3 154 199,66	5 122 178,19	6 096 285,46
55	KAUTENBACH	0,00	-	0,00	0,00	0,00	42,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
56	KAYL	381 464,98	275	692 149,36	356 879,33	1 049 028,69	42,00	440 592,05	608 436,64	3 183 638,14	3 773 661,72	6 957 299,86	7 665 736,50
57	KEHLEN	360 868,72	300	656 738,53	425 867,62	1 082 606,15	42,38	458 808,49	623 797,66	2 081 375,07	2 460 343,81	4 541 718,88	5 165 516,54
58	KOERICHE	127 847,69	300	896 685,08	(513 112,01)	383 573,07	42,00	161 088,09	222 454,98	700 497,94	1 110 072,12	1 810 570,06	2 033 025,04
59	KOPSTAL	281 148,67	285	626 550,33	174 723,39	801 273,72	42,97	344 307,32	456 966,40	1 261 384,01	1 505 866,56	2 767 250,57	3 224 216,97
60	LAC HAUTE SURE	29 735,56	300	59 361,96	29 844,72	89 206,68	42,00	37 456,81	51 739,87	610 878,10	751 231,46	1 362 109,56	1 443 849,43
61	LAROCHETTE	74 643,72	285	55 113,99	157 620,62	212 734,61	42,00	89 348,54	123 386,07	898 027,38	979 276,18	1 877 302,56	2 000 688,63
62	LANNINGEN	266 545,79	250	72 875,78	593 488,70	666 364,48	45,73	300 730,29	366 634,19	495 652,59	799 368,62	1 295 021,21	1 660 656,40
63	LEUDELANGE	2 267 723,71	250	4 929 671,96	714 637,31	5 644 309,27	67,00	3 781 687,21	1 862 622,06	721 226,33	1 044 916,77	1 766 143,10	3 628 765,16
64	LINTGEN	40 975,67	300	51 745,50	71 181,52	122 927,02	42,00	51 629,35	71 297,67	1 174 202,81	1 265 666,98	2 439 869,79	2 511 167,46
65	LORENTZWEILER	118 021,90	300	258 692,30	96 373,41	354 065,71	42,00	148 707,60	205 358,11	1 298 573,20	1 717 378,33	3 015 951,53	3 221 309,64
66	LUXEMBOURG	229 109 200,16	225	455 835 520,89	59 660 179,48	515 495 700,37	67,00	346 382 119,25	170 113 581,12	35 219 377,92	45 711 340,31	80 930 718,23	251 044 289,36
67	MAMER	1 285 774,86	300	1 167 305,51	2 690 019,07	3 857 324,58	45,46	1 753 539,75	2 103 784,83	3 109 259,77	3 814 176,99	6 923 436,76	8 827 221,69
68	MANTERNACH	89 782,68	250	117 246,92	107 209,79	224 456,71	42,00	94 271,32	130 184,89	472 485,55	867 230,46	1 329 716,01	1 459 900,90
69	MEDERNACH	30 084,48	260	1 665,51	73 545,68	75 211,19	42,00	31 588,70	43 622,49	462 121,35	636 507,78	1 097 629,13	1 141 251,62
70	MERSCH	1 146 790,24	260	1 499 951,09	1 940 419,62	3 440 370,71	44,58	1 533 717,26	1 906 653,45	3 822 560,54	3 878 202,02	7 700 762,56	9 607 416,01
71	MERTERT	798 407,15	300	1 504 481,73	890 739,71	2 395 221,44	46,51	1 114 017,49	1 281 203,95	1 558 287,84	1 869 569,56	3 427 857,40	4 709 061,35
72	MERTZIG	70 483,91	300	54 732,00	156 719,72	211 451,72	42,00	88 809,72	122 642,00	759 025,18	849 936,95	1 608 962,13	1 731 604,13
73	MOMPACH	61 933,11	260	146 455,40	14 570,89	161 026,09	42,00	67 630,96	93 395,13	287 149,28	518 325,40	805 474,68	898 869,81
74	MONDERCANGE	1 118 039,75	300	1 495 605,01	1 858 514,25	3 354 119,26	45,66	1 531 490,85	1 822 628,41	2 580 685,61	3 028 265,07	5 608 950,68	7 431 579,09
76	MONDORF-BAINS	462 960,50	310	969 089,95	435 087,60	1 404 177,55	43,34	608 570,55	795 607,00	1 969 197,85	2 135 539,53	4 104 737,38	4 900 344,38
75	MUNSHAUSEN	79 017,83	300	215 768,00	21 285,48	237 053,48	42,39	100 486,97	136 566,51	354 821,41	536 316,06	891 137,46	1 027 703,97
77	NEUNHAUSEN	3 749,51	350	(1 500,00)	14 623,30	13 123,30	42,00	5 511,79	7 611,51	68 281,78	158 998,50	227 280,28	234 891,79
78	NIEDERANVEN	14 842 291,55	225	33 777 271,16	(382 115,18)	33 395 156,98	67,00	22 374 754,51	11 020 401,47	1 554 020,22	2 637 819,20	4 191 839,42	15 212 240,89
79	NOMMERN	11 967,32	275	23 029,44	9 853,18	32 882,62	42,00	13 810,70	19 071,92	427 370,80	572 297,36	1 019 666,16	1 019 740,08
80	PETANGE	1 113 076,99	275	1 624 938,01	1 436 023,70	3 060 961,71	42,31	1 295 092,90	1 766 868,81	6 272 169,50	7 823 990,56	14 096 160,06	15 862 028,87
81	PUTSCHEID	17 848,87	320	9 440,00	47 676,39	57 116,39	42,00	23 988,88	33 127,51	281 052,70	482 830,32	763 883,02	797 010,63
82	RAMBROUCH	164 699,33	280	240 090,93	220 787,20	460 878,13	42,00	193 568,81	267 309,32	1 483 299,81	1 895 339,96	3 378 639,77	3 645 949,09
83	RECKANGE	105 738,48	300	249 482,10	67 733,35	317 215,45	42,00	133 230,49	183 984,96	780 972,89	1 039 568,20	1 820 541,09	2 004 526,05
84	REDANGE	207 100,14	300	327 979,50	293 320,92	621 300,42	42,68	265 171,02	356 129,40	890 711,47	1 237 465,41	2 128 176,88	2 484 306,28
85	REISDORF	5 768,85	280	10 382,60	5 770,18	16 152,78	42,00	6 784,17	9 368,61	274 956,11	508 114,48	783 070,59	792 439,20
86	SCHENGEN	311 095,14	300	737 677,06	195 608,37	933 285,43	45,14	430 617,90	502 667,53	596 246,28	774 084,46	1 370 330,74	1 872 998,27
87	REMICH	260 176,02	260	321 464,49	329 003,16	650 467,65	42,49	276 379,46	374 078,19	1 190 663,59	1 622 562,71	2 813 226,30	3 187 304,49
88	ROESER	499 852,87	300	1 045 747,82	453 810,80	1 499 558,62	43,88	646 009,85	853 548,77	2 297 194,27	2 573 150,09	4 870 344,36	5 723 893,13
89	ROSPORT	59 133,36	260	(6 019,10)	147 833,37	141 814,27	42,00	62 090,02	86 743,35	576 127,54	1 010 394,16	1 586 521,70	1 672 265,05
90	RUMELANGE	351 275,74	300	214 536,53	839 290,69	1 053 827,22	42,33	445 085,06	607 742,16	1 902 135,39	2 446 729,26	4 348 864,65	4 956 605,81
91	SAEUL	14 620,86	300	8 214,00	35 648,57	43 862,57	42,00	18 422,28	25 440,29	177 410,70	326 749,22	504 159,92	529 600,21
92	SANDWEILER	(38 186,51)	225	890 154,29	(976 073,94)	(85 919,65)	42,00	(36 086,25)	(49 833,40)	931 558,61	1 525 315,92	2 456 874,53	2 407 041,13

2011	ICC (en euro) COMMUNE (1)	Bases calculées de l'année (2)	Taux de l'année (3)	PROPRE (de chaque commune) (4)	VENTILATION (de chaque commune) (5)	TOTAL IMPOT PRODUIT DANS LA COMMUNE [(4)+(5)=(6)]	contribution au fonds de péréquation financière (en %) (7)	(en euros) [(6)*(7)=(8)]	PART NETTE DE LA COMMUNE (en euros) [(6)-(8)=(9)]	participation au fonds Part I 45% (en %) (10)	Part II 55% (11)	TOTAL FONDS (Total Parts I et II) [(10)+(11)=(12)]	REVENU TOTAL (total fonds + part nette) [(9)+(12)=(13)]
93	SANEM	416 040,48	275	619 611,80	524 499,53	1 144 111,33	42,00	480 526,76	663 584,57	6 206 936,02	7 049 906,11	13 256 842,13	13 920 426,70
94	SCHIEREN	117 002,61	300	265 679,01	86 428,82	351 007,83	42,59	149 494,23	201 513,60	651 115,57	727 406,00	1 378 521,57	1 580 036,17
95	SCHIFFLANGE	554 110,72	300	644 482,18	1 017 849,99	1 662 332,17	42,10	699 841,84	962 490,33	3 634 175,97	4 335 748,17	7 969 924,14	8 932 414,47
96	SCHUTTRANGE	2 401 363,95	225	5 514 593,82	(111 524,92)	5 403 068,90	58,79	3 230 494,90	2 172 574,00	930 339,29	1 809 276,55	2 739 615,84	4 912 189,84
97	SEPTFONTAINES	6 829,71	300	9 993,00	10 496,14	20 489,14	42,00	8 605,44	11 883,70	393 229,91	362 244,30	755 474,21	767 357,91
98	STADTBREDIMUS	196 693,86	250	440 589,20	51 145,44	491 734,64	44,05	216 609,11	275 125,53	550 521,88	756 093,80	1 306 615,68	1 581 741,21
99	STEINFORT	1 194 609,98	300	3 350 366,42	233 463,52	3 583 829,94	48,53	1 739 232,67	1 844 597,27	1 677 171,30	2 119 007,57	3 796 178,87	5 640 776,14
100	STEINSEL	692 525,00	300	1 776 063,54	301 511,47	2 077 575,01	44,57	928 052,76	1 149 522,25	2 966 599,61	2 294 538,03	5 261 137,64	6 410 659,89
101	STRASSEN	7 295 932,89	250	12 134 943,00	9 762 856,67	21 897 798,67	67,00	14 664 825,11	7 222 973,56	2 408 761,83	3 596 186,33	6 004 948,16	13 227 921,72
102	TROISMERGES	688 781,58	300	710 877,52	1 355 467,22	2 066 344,74	47,38	979 034,14	1 087 310,60	1 241 874,93	1 417 371,98	2 659 246,91	3 746 557,51
103	TUNTANGE	86 876,67	300	256 783,04	3 846,98	260 630,02	42,28	110 194,37	150 435,65	431 638,41	620 920,76	1 052 569,17	1 202 994,82
104	USELDANGE	54 751,51	235	42 585,00	86 081,05	128 666,05	42,00	54 039,74	74 626,31	453 950,33	747 827,82	1 201 778,15	1 286 404,46
106	VIANDEN	80 868,87	300	147 602,79	95 003,83	242 606,62	42,00	101 894,78	140 711,84	813 894,47	843 129,68	1 657 024,15	1 797 735,99
106	VICHTEN	11 579,51	250	844,34	28 104,44	28 948,78	42,00	12 158,49	16 790,29	327 996,42	480 885,38	808 881,80	825 672,09
107	WAHL	38 339,90	300	85 763,20	29 256,49	115 019,69	42,00	48 308,27	66 711,42	216 819,21	400 170,54	616 989,75	682 701,17
108	WALDBILLIG	2 044,78	250	(9 635,65)	14 747,81	5 111,96	42,00	2 147,02	2 964,94	344 467,21	650 581,03	996 038,24	998 003,18
109	WALDBREDIMUS	31 664,20	280	50 800,01	37 859,74	88 659,75	42,00	37 237,09	51 422,66	459 085,03	437 124,33	821 209,36	872 632,02
110	WALFERDANGE	418 095,59	260	531 787,74	565 260,79	1 097 048,53	42,00	456 560,38	630 488,15	2 327 067,55	3 618 876,13	5 945 943,68	6 476 430,83
111	WEILER-LA-TOUR	37 214,06	300	77 973,21	33 668,97	111 642,18	42,00	46 889,72	64 762,46	579 785,50	938 431,53	1 518 217,03	1 582 969,49
112	WEISWAMPACH	334 250,98	250	645 082,22	190 545,22	835 627,44	47,67	398 343,60	437 283,84	429 809,46	661 278,18	1 091 087,63	1 528 371,47
113	WELLENSTEIN	65 774,19	300	117 822,26	79 500,30	197 322,56	42,00	82 875,48	114 447,08	497 481,57	718 653,79	1 216 135,36	1 330 582,44
114	WILTZ	820 483,90	275	808 595,76	1 447 734,96	2 256 330,72	45,29	1 021 892,18	1 234 438,54	1 866 165,53	2 382 546,38	4 248 711,91	5 483 150,45
115	WILWERWILTZ	0,00	-	0,00	0,00	0,00	42,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
116	WINCRANGE	202 932,71	300	138 963,40	469 834,74	608 798,14	42,00	256 695,22	353 102,92	1 272 967,54	1 837 964,35	3 110 931,89	3 464 034,81
117	WINSER	128 756,09	300	134 801,59	251 466,67	386 268,26	43,88	169 494,51	216 773,75	352 992,44	517 352,93	870 345,37	1 087 119,12
118	WORMELDANGE	290 213,16	250	596 190,86	129 342,03	725 532,89	43,77	317 565,75	407 967,14	910 220,56	1 205 373,96	2 115 594,52	2 523 561,66
119	KISCHPELT (2006)	8 463,60	250	16 405,10	4 753,91	21 159,01	42,00	8 886,78	12 272,23	306 658,37	485 747,72	792 406,09	804 678,32
120	TANDEL (2006)	37 794,68	275	57 735,65	48 199,73	103 935,38	42,00	43 652,86	60 282,52	561 495,73	828 542,66	1 390 038,39	1 450 320,91
121	CLERVAUX (2012)	464 510,79		800 051,50	593 480,86	1 393 532,36		607 216,38	786 315,98	1 450 378,23	2 116 576,40	3 566 954,63	4 353 270,61
122	ESCHSURE (2012)	15 562,57		24 015,20	23 360,52	47 375,72		19 897,81	27 477,91	769 389,38	1 069 228,46	1 838 617,84	1 866 095,75
123	KAERJENG	714 403,24		1 191 568,45	792 639,76	1 984 208,21		847 184,68	1 137 023,53	3 974 365,57	4 701 396,10	8 675 761,67	9 812 785,20
124	PARC HOSINGEN	196 125,92		171 289,32	389 392,80	560 682,12		238 242,34	322 439,78	1 028 665,38	1 449 949,65	2 478 615,03	2 799 054,81
125	SCHENGEN (2012)	417 099,04		931 175,12	320 122,00	1 251 297,12		564 182,81	687 114,31	1 578 406,58	1 988 696,88	3 567 103,46	4 254 217,77
126	VALLEE DE L'ERNZ	22 002,49		1 979,17	48 988,05	50 967,22		21 405,39	29 559,83	782 192,21	1 142 163,56	1 924 355,77	1 953 915,60
les communes de fusion les n° 121 à 126 n'y figurent qu'à titre informatif													
Rec. avant 1970						(9,66)		(9,66)					
116 communes					600 646 664,58	1 07 691 350,30	708 338 014,88	451 889 924,36	256 448 080,86	203 350 465,96	248 539 458,40	451 889 924,36	708 338 005,22
Taux pondérés				235				63,80					

calc contrôle 300 939 072,06 235,38 600 646 664,58 107 691 350,30 708 338 005,22 63,80 451 889 924,36 256 448 080,86 203 350 465,96 248 539 458,40 451 889 924,36 708 338 005,22

contrôle: 256 448 071,20 451 889 924,36 708 337 995,56

2011 Rang	ICC (en euro) COMMUNE (1)	effets de la redistribution			DONNEES STATISTIQUES				Taux ICC en 2011 (C18)
		bénéficiaires nets	contribuables nets		Population rec/02/11 (C14)	Nombre de Indigènes (C15)	salariés au Etrangers (C16)	01.01.03 Total (C17)	
1	BASCHARAGE	5 954 453,92	5 954 453,92	0,00	7496	1824	0	1 824	275
2	BASTENDORF	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0
3	BEAUFORT	1 840 344,95	1 840 344,95	0,00	2254	475	0	475	270
4	BECH	863 323,61	863 323,61	0,00	1079	209	0	209	260
5	BECKERICH	1 863 763,36	1 863 763,36	0,00	2292	520	0	520	300
6	BERDORF	1 217 674,91	1 217 674,91	0,00	1694	301	0	301	260
7	COLMAR-BERG	1 755 595,56	1 755 595,56	0,00	1919	536	0	536	300
8	BERTRANGE	(2 960 857,20)	0,00	(2 960 857,20)	6213	1501	0	1 601	300
9	PREIZERDAUL	1 175 867,26	1 175 867,26	0,00	1393	288	0	288	300
10	BETTEMBOURG	7 615 925,18	7 615 925,18	0,00	9789	2279	0	2 279	300
11	BETTENDORF	2 335 016,63	2 335 016,63	0,00	2488	645	0	645	290
12	BETZDORF	(6 980 916,26)	0,00	(6 980 916,26)	3235	575	0	575	250
13	BISSEN	2 563 586,23	2 563 586,23	0,00	2780	745	0	745	300
14	BIWER	1 063 791,49	1 063 791,49	0,00	1663	337	0	337	300
15	BOEVANGE s/A	1 730 654,23	1 730 654,23	0,00	2033	457	0	457	275
16	BOULAIDE	806 835,90	806 835,90	0,00	970	138	0	138	400
17	BOURSCHEID	1 004 257,36	1 004 257,36	0,00	1337	283	0	283	240
18	BOUS	1 130 414,07	1 130 414,07	0,00	1403	276	0	276	300
19	BURMERANGE	929 947,93	929 947,93	0,00	1020	265	0	265	300
20	CLEMENCY	1 874 123,07	1 874 123,07	0,00	2173	501	0	501	300
21	CLERVAUX	1 410 730,46	1 410 730,46	0,00	2026	400	0	400	300
22	CONSDORF	1 551 002,81	1 551 002,81	0,00	1825	409	0	409	275
23	CONSTHUM	332 024,15	332 024,15	0,00	493	94	0	94	250
24	CONTERN	2 737 488,25	2 737 488,25	0,00	3415	643	0	643	300
25	DALHEIM	1 608 425,35	1 608 425,35	0,00	1941	407	0	407	300
26	DIEKIRCH	5 394 309,22	5 394 309,22	0,00	6323	1512	0	1 512	350
27	DIFFERDANGE	21 770 055,17	21 770 055,17	0,00	21934	5824	0	5 824	350
28	DIPPACH	3 022 790,17	3 022 790,17	0,00	3538	862	0	862	270
29	DUDELANGE	17 522 150,09	17 522 150,09	0,00	18783	4618	0	4 618	325
30	ECHTERNACH	3 378 410,13	3 378 410,13	0,00	5327	1362	0	1 362	275
31	ELL	857 722,22	857 722,22	0,00	1086	204	0	204	300
32	ERMSDORF	836 909,95	836 909,95	0,00	1042	175	0	175	300
33	ERPELDANGE	1 753 120,41	1 753 120,41	0,00	2297	530	0	530	300
34	ESCH s/ALZETTE	23 623 876,00	23 623 876,00	0,00	30047	7916	0	7 916	275
35	ESCH s/SURE	316 129,05	316 129,05	0,00	322	73	0	73	350
36	ESCHWELER	717 919,04	717 919,04	0,00	851	171	0	171	300
37	ETTELBRUCK	6 508 583,02	6 508 583,02	0,00	7824	2180	0	2 180	265
38	FEULEN	1 337 317,56	1 337 317,56	0,00	1684	394	0	394	275
39	FISCHBACH	694 030,48	694 030,48	0,00	893	147	0	147	300
40	FLAXWEILER	1 382 950,26	1 382 950,26	0,00	1771	316	0	316	300
41	FOUHREN	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0
42	FRISANGE	3 013 985,54	3 013 985,54	0,00	3744	829	0	829	280
43	GARNICH	1 411 535,74	1 411 535,74	0,00	1858	337	0	337	275
44	GOESDORF	931 685,15	931 685,15	0,00	1299	200	0	200	250
45	GREVENMACHER	2 681 563,31	2 681 563,31	0,00	4371	1003	0	1 003	260
46	GROSBOUS	788 548,01	788 548,01	0,00	888	182	0	182	350



2011 Rang	ICC (en euro) COMMUNE (1)	effets de la redistribution			DONNEES STATISTIQUES				Taux ICC en 2011 (C18)
		bénéficiaires nets	contribuables nets		Population rec/02/11 (C14)	Nombre de salariés au Indigènes (C15) Etrangers (C16)	01.01.03 Total (C17)		
47	HEFFINGEN	803 812,13	803 812,13	0,00	1069	227	0	227	240
48	HEIDERSCHIED	1 280 822,49	1 280 822,49	0,00	1550	298	0	298	300
49	HEINERSCHIED	758 357,30	758 357,30	0,00	1224	199	0	199	300
50	HESPERANGE	4 584 363,86	4 584 363,86	0,00	13346	2921	0	2 921	250
51	HOBSCHIED	2 572 883,31	2 572 883,31	0,00	3095	662	0	662	300
52	HOSCHIED	486 581,85	486 581,85	0,00	618	122	0	122	275
53	HOSINGEN	1 419 766,69	1 419 766,69	0,00	1871	371	0	371	300
54	JUNGLINSTER	4 374 335,18	4 374 335,18	0,00	6487	1291	0	1 291	250
55	KAUTENBACH	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0
56	KAYL	6 516 707,81	6 516 707,81	0,00	7761	1899	0	1 899	275
57	KEHLEN	4 082 910,39	4 082 910,39	0,00	5060	1138	0	1 138	300
58	KOERICH	1 649 481,97	1 649 481,97	0,00	2283	383	0	383	300
59	KOPSTAL	2 422 943,25	2 422 943,25	0,00	3097	726	0	726	285
60	LAG HAUTE-SURE	1 324 642,75	1 324 642,75	0,00	1545	334	0	334	300
61	LAROCLETTE	1 787 954,02	1 787 954,02	0,00	2014	517	0	517	285
62	LENNINGEN	994 290,92	994 290,92	0,00	1644	325	0	325	260
63	LEUDELANGE	(2 015 544,11)	0,00	(2 015 544,11)	2149	473	0	473	250
64	LINTGEN	2 388 240,44	2 388 240,44	0,00	2603	642	0	642	300
65	LORENTZWEILER	2 867 243,93	2 867 243,93	0,00	3532	710	0	710	300
66	LUXEMBOURG	(264 451 401,02)	0,00	(264 451 401,02)	94011	25675	0	25 675	225
67	MAMER	4 969 897,01	4 969 897,01	0,00	7433	1700	0	1 700	300
68	MANTERNACH	1 235 444,19	1 235 444,19	0,00	1763	310	0	310	250
69	MEDERNACH	1 066 040,43	1 066 040,43	0,00	1307	303	0	303	250
70	MERSCH	6 167 045,30	6 167 045,30	0,00	7976	2090	0	2 090	300
71	MERTERT	2 313 839,91	2 313 839,91	0,00	3845	852	0	852	300
72	MERTZIG	1 520 152,41	1 520 152,41	0,00	1748	415	0	415	300
73	MOMPACH	737 843,72	737 843,72	0,00	1066	181	0	181	260
74	MONDERCANGE	4 077 459,83	4 077 459,83	0,00	6228	1411	0	1 411	300
75	MONDORF-BAINS	3 496 166,83	3 496 166,83	0,00	4392	1042	0	1 042	310
76	MUNSHAUSEN	790 650,49	790 650,49	0,00	1103	194	0	194	300
77	NEUNHAUSEN	221 768,49	221 768,49	0,00	327	32	0	32	350
78	NIEDERANVEN	(18 182 915,09)	0,00	(18 182 915,09)	5426	1133	0	1 133	225
79	NOMMERN	985 857,46	985 857,46	0,00	1177	255	0	255	275
80	PETANGE	12 801 067,16	12 801 067,16	0,00	16091	3741	0	3 741	275
81	PUTSCHIED	739 894,14	739 894,14	0,00	993	144	0	144	320
82	RAMBROUCH	3 185 070,96	3 185 070,96	0,00	3898	869	0	869	280
83	RECKANGE	1 687 310,60	1 687 310,60	0,00	2138	427	0	427	300
84	REDANGE	1 863 005,86	1 863 005,86	0,00	2545	487	0	487	300
85	REISDORF	776 286,42	776 286,42	0,00	1045	161	0	161	280
86	SCHENGEN	939 712,84	939 712,84	0,00	1592	326	0	326	300
87	REMICH	2 536 846,84	2 536 846,84	0,00	3337	751	0	751	260
88	ROESER	4 224 334,51	4 224 334,51	0,00	5292	1256	0	1 256	300
89	ROSPORT	1 524 431,68	1 524 431,68	0,00	2078	378	0	378	250
90	RUMELANGE	3 902 779,59	3 902 779,59	0,00	5032	1040	0	1 040	300
91	SAEUL	485 737,64	485 737,64	0,00	672	97	0	97	300
92	SANDWEILER	2 492 960,78	2 492 960,78	0,00	3137	679	0	679	225

2011 Rang	ICC (en euro) COMMUNE (1)	effets de la redistribution			DONNEES STATISTIQUES				Taux ICC en 2011 (C18)
		bénéficiaires nets	contribuables nets		Population rec/02/11 (C14)	Nombre de salariés au Indigènes (C15)	Etrangers (C16)	Total 01.01.03 (C17)	
93	SANEM	12 776 315,37	12 776 315,37	0,00	14499	3702	0	3 702	275
94	SCHIEREN	1 229 027,34	1 229 027,34	0,00	1496	356	0	356	300
95	SCHIFFLANGE	7 270 082,30	7 270 082,30	0,00	8917	1987	0	1 987	300
96	SCHITTRANGE	(490 879,06)	0,00	(490 879,06)	3721	678	0	678	225
97	SEPTFONTAINES	746 868,77	746 868,77	0,00	745	215	0	215	300
98	STADTBREDIMUS	1 090 006,57	1 090 006,57	0,00	1656	361	0	361	250
99	STEINFORT	2 056 946,20	2 056 946,20	0,00	4358	917	0	917	300
100	STEINSEL	4 333 084,88	4 333 084,88	0,00	4719	1622	0	1 622	300
101	STRASSEN	(8 659 876,95)	0,00	(8 659 876,95)	7396	1317	0	1 317	300
102	TROISVIERGES	1 680 212,77	1 680 212,77	0,00	2915	679	0	679	300
103	TUNTANGE	942 364,80	942 364,80	0,00	1277	236	0	236	300
104	USELDANGE	1 157 738,41	1 157 738,41	0,00	1638	324	0	324	235
105	VIANDEN	1 555 129,37	1 555 129,37	0,00	1734	445	0	445	300
106	VICHTEN	796 723,31	796 723,31	0,00	989	215	0	215	250
107	WAHL	567 681,48	567 681,48	0,00	823	118	0	118	300
108	WALDBILLIG	992 891,22	992 891,22	0,00	1338	226	0	226	250
109	WALDBREDIMUS	783 972,27	783 972,27	0,00	899	225	0	225	280
110	WALFERDANGE	5 389 382,30	5 389 382,30	0,00	7237	1468	0	1 468	280
111	WEILER-LA-TOUR	1 471 327,31	1 471 327,31	0,00	1930	317	0	317	300
112	WEISWAMPACH	692 744,03	692 744,03	0,00	1360	282	0	282	250
113	WELLENSTEIN	1 133 259,88	1 133 259,88	0,00	1478	272	0	272	300
114	WILTZ	3 226 819,73	3 226 819,73	0,00	4900	1113	0	1 113	275
115	WILWERWILTZ	0,00	0,00	0,00	0	0	0	0	0
116	WINCRANGE	2 855 236,67	2 855 236,67	0,00	3780	696	0	696	300
117	WINSELER	700 850,86	700 850,86	0,00	1064	193	0	193	300
118	WORMELDANGE	1 798 028,77	1 798 028,77	0,00	2479	597	0	597	250
119	KIISCHPELT (2006)	783 519,31	783 519,31	0,00	999	201	0	201	250
120	TANDEL (2006)	1 346 385,53	1 346 385,53	0,00	1704	335	0	335	275
121	CLERVAUX (2012)								
122	ESCH/SURE (2012)								
123	KAERJENG								
124	PARC HOSINGEN								
125	SCHENGEN (2012)								
126	VALLEE DE L'ERNZ								
les communes de fusion									
Rec. avant 1970		9,66	9,66	0,00	511 152	121 227	0	121 227	33 115
116 communes		(0,00)	303 742 389,69	(303 742 389,69)					
Taux pondérés									

calc contrôle

2009 Rang	IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE	A			B			B1			B2			B3		
		Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit
1	BASCHARAGE	2 947	250	7 368,30	0	0	0,00	40 717	400	162 868,20	2 221	250	5 552,30	615	120	738,40
2	BASTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
3	BEAUFORT	1 690	360	6 085,00	13 526	360	48 695,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
4	BECH	4 957	260	12 888,70	8 212	260	21 351,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
5	BECKERICH	5 690	400	22 761,90	0	0	0,00	3 199	550	17 595,10	727	400	2 906,80	469	200	938,30
6	BERDORF	3 498	280	9 795,70	0	0	0,00	3 777	375	14 164,70	291	280	816,10	222	135	299,60
7	BERG (Colmar-)	1 933	300	5 799,80	0	0	0,00	29 992	420	125 967,20	481	300	1 443,70	185	150	277,50
8	BERTRANGE	3 227	450	14 520,40	0	0	0,00	66 202	675	446 861,90	1 373	450	6 177,60	554	225	1 247,40
9	BETTBORN	2 754	400	11 017,20	0	0	0,00	482	550	2 649,00	440	400	1 761,70	25	200	49,90
10	BETTEMBOURG	3 780	500	18 898,40	0	0	0,00	30 442	800	243 539,80	3 804	500	19 018,50	2 276	290	6 600,30
11	BETTENDORF	5 510	275	15 151,60	15 107	275	41 545,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
12	BETZDORF	4 604	300	13 810,70	0	0	0,00	15 797	405	63 978,10	657	300	1 970,20	929	145	1 347,60
13	BISEN	3 058	300	9 173,40	0	0	0,00	17 579	450	79 105,20	587	300	1 761,60	339	300	1 017,20
14	BIWER	5 246	300	15 738,30	21 288	300	63 862,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
15	BOEVANGE s/A.	3 440	375	12 901,80	14 937	375	56 013,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
16	BOULAIDE	3 715	400	14 860,70	5 726	400	22 903,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
17	BOURSCHIED	4 229	350	14 801,50	13 119	350	45 915,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
18	BOUS	3 459	300	10 377,10	9 921	300	29 762,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
19	BURMERANGE	3 173	300	9 517,90	0	0	0,00	212	445	942,40	112	300	337,20	64	160	102,40
20	CLEMENCY	3 239	350	11 337,80	0	0	0,00	273	550	1 501,50	386	350	1 352,50	203	200	406,50
21	CLERVAUX	2 502	350	8 756,90	30 175	350	105 612,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
22	CONSDORF	4 801	300	14 403,30	12 435	300	37 305,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
23	CONSTHUM	1 605	400	6 421,20	2 959	400	11 837,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
24	CONTERN	3 795	500	18 974,30	0	0	0,00	27 045	800	216 359,80	649	500	3 243,80	283	280	792,30
25	DALHEIM	5 055	300	15 165,40	12 372	300	37 116,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
26	DIEKIRCH	1 985	500	9 923,60	0	0	0,00	22 665	750	169 986,00	6 550	500	32 748,50	1 464	250	3 660,50
27	DIFFERDANGE	2 455	250	6 137,10	0	0	0,00	65 165	750	488 734,60	13 791	250	34 477,10	3 729	250	9 322,60
28	DIPPACH	4 609	240	11 060,90	0	0	0,00	2 300	370	8 509,70	430	240	1 031,30	148	130	192,00
29	DUDELANGE	1 995	500	9 976,85	0	0	0,00	49 034	750	367 752,40	11 381	500	56 904,20	2 400	250	6 000,60
30	ECHTERNACH	2 550	500	12 748,00	0	0	0,00	32 997	750	247 475,20	7 187	500	35 934,10	1 491	250	3 727,80
31	ELL	3 294	300	9 882,90	6 596	300	19 788,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
32	ERMSDORF	4 421	260	11 052,90	0	0	0,00	130	335	433,90	128	250	319,30	49	120	58,80
33	ERPELDANGE	2 491	440	10 959,10	0	0	0,00	11 311	660	74 653,40	978	440	4 305,00	438	220	963,20
34	ESCH s/ALZETTE	755	600	4 530,00	0	0	0,00	146 070	900	1 314 629,46	35 348	600	212 088,90	14 760	300	44 279,59
35	ESCH s/SURE	448	385	1 723,90	5 625	385	21 655,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
36	ESCHWEILER	2 033	400	8 130,90	4 589	400	18 357,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
37	ETTELBRÜCK	2 794	500	13 972,20	0	0	0,00	17 196	750	128 972,00	11 525	500	57 627,10	904	250	2 260,90
38	FEULEN	4 175	330	13 775,90	11 930	330	39 368,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
39	FISCHBACH	2 998	320	9 594,30	0	0	0,00	896	450	4 032,00	63	450	283,20	45	450	203,90
40	FLAXWEILER	6 636	300	19 909,30	13 147	300	39 441,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
41	FOUHREN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
42	FRISANGE	4 437	300	13 311,20	0	0	0,00	2 177	445	9 688,90	845	300	2 535,10	256	160	409,30
43	GARNICH	4 842	275	13 315,00	0	0	0,00	828	375	3 106,00	323	275	889,40	135	135	182,40
44	GOESDORF	2 681	400	10 722,50	7 753	400	31 011,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
45	GREVENMACHER	2 892	300	8 675,80	0	0	0,00	14 452	440	63 590,40	3 613	300	10 838,70	1 988	160	3 181,10
46	GROSBOUS	3 205	350	11 218,20	5 488	350	19 208,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
47	HEFFINGEN	2 830	330	9 338,10	0	0	0,00	887	450	3 989,60	135	450	608,40	83	450	373,30
48	HEIDERSCHIED	4 368	375	16 379,80	9 157	375	34 339,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
49	HEINERSCHIED	4 407	475	20 932,20	11 329	475	53 812,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
50	HESPERANGE	4 426	500	22 127,80	0	0	0,00	55 034	750	412 751,90	2 757	500	13 782,70	1 318	250	3 296,00
51	HOSCHIED	2 366	300	7 098,60	0	0	0,00	1 885	445	8 387,90	855	300	2 566,00	375	160	599,70
52	HOSCHIED	1 012	370	3 744,50	4 632	370	17 137,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00

2009 Rang	IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE	A			B			B1			B2			B3		
		Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit
53	HOSINGEN	4 118	450	18 529,00	0	0	0,00	7 717	600	46 301,50	763	450	3 434,30	291	600	1 745,30
54	JUNGLINSTER	10 842	210	22 768,20	0	0	0,00	16 458	300	49 373,10	3 637	210	7 636,70	732	110	805,40
55	KAUTENBACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
56	KAYL	1 836	340	6 241,60	0	0	0,00	4 433	510	22 607,70	3 067	340	10 426,90	935	170	1 589,90
57	KEHLEN	5 644	400	22 574,00	48 357	400	193 427,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
58	KOERICH	3 678	325	11 952,20	0	0	0,00	18 268	450	82 207,10	681	325	2 214,80	207	150	310,90
59	KOPSTAL	1 023	340	3 478,20	0	0	0,00	1 680	510	8 570,10	872	340	2 965,20	145	170	246,70
60	LAC HAUTE-SURE	4 780	400	19 120,90	11 685	400	46 741,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
61	LAROCLETTE	2 212	295	6 526,30	0	0	0,00	1 551	400	6 202,20	1 277	295	3 767,20	276	145	399,60
62	LENNINGEN	4 141	240	9 937,80	0	0	0,00	10 160	360	36 574,90	267	240	641,80	206	120	246,80
63	LEUDELANGE	1 850	220	4 070,00	0	0	0,00	31 448	350	110 066,30	581	220	1 277,50	153	120	183,70
64	LINTGEN	2 408	350	8 427,50	0	0	0,00	2 508	500	12 542,10	579	350	2 027,20	161	175	282,00
65	LORENTZWEILER	3 046	295	8 986,80	0	0	0,00	1 493	400	5 973,60	433	295	1 276,30	350	200	700,60
66	LUXEMBOURG	2 716	500	13 582,30	0	0	0,00	1 191 682	750	8 937 812,20	103 102	500	515 507,70	43 903	250	109 757,00
67	MAMER	5 271	500	26 355,80	0	0	0,00	28 258	700	197 807,10	3 237	500	16 182,90	582	250	1 454,50
68	MANTERNACH	6 568	200	13 136,10	0	0	0,00	512	300	1 537,47	671	200	1 342,40	506	100	505,70
69	MEDERNACH	3 071	250	7 676,90	0	0	0,00	1 927	375	7 225,70	415	250	1 038,60	499	135	674,20
70	MERSCH	8 173	400	32 693,30	0	0	0,00	29 009	600	174 056,90	3 696	400	14 782,60	1 511	200	3 021,30
71	MERTERT	2 574	270	6 950,50	0	0	0,00	18 373	450	82 677,90	4 648	270	12 548,90	229	150	344,20
72	MERTZIG	2 102	350	7 357,30	12 344	350	43 204,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
73	MOMPACH	4 869	260	12 659,90	6 913	260	17 973,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
74	MONDERCANGE	4 274	400	17 094,60	0	0	0,00	43 468	600	260 806,20	1 276	400	5 105,60	946	200	1 891,90
75	MONDORF-BAINS	2 388	430	10 268,90	46 470	430	199 821,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
76	MUNSHAUSEN	2 312	500	11 558,00	0	0	0,00	3 220	800	25 757,50	303	500	1 513,40	256	290	741,20
77	NEUNHAUSEN	1 080	450	4 861,05	2 478	450	11 151,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
78	NIEDERANVEN	6 678	300	20 034,60	0	0	0,00	72 345	450	325 550,70	1 871	300	5 612,60	239	300	715,70
79	NOMMERN	4 182	325	13 590,90	7 925	325	25 755,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
80	PETANGE	1 196	400	4 782,00	0	0	0,00	32 462	640	207 759,00	8 895	400	35 581,60	1 960	200	3 919,20
81	PUTSCHEID	2 410	440	10 604,00	0	0	0,00	4 017	750	30 127,30	160	440	703,90	123	225	276,40
82	RAMBRONCH	8 518	400	34 071,90	28 300	400	113 200,44	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
83	RECKANGE	4 635	240	11 124,50	0	0	0,00	3 294	365	12 021,90	623	240	1 495,40	166	130	215,90
84	REDANGE	6 710	400	26 839,40	0	0	0,00	4 714	600	28 281,40	2 005	400	8 018,40	1 184	200	2 368,40
85	REISDORF	2 531	330	8 353,50	0	0	0,00	1 137	460	5 229,40	215	330	710,10	152	165	251,60
86	REMERSCHEN	4 719	295	13 921,90	0	0	0,00	2 983	400	11 933,20	625	295	1 845,10	372	145	539,30
87	REMICH	1 474	300	4 421,80	0	0	0,00	13 281	410	54 451,20	3 451	300	10 353,00	854	150	1 280,90
88	ROESER	4 780	500	23 899,60	0	0	0,00	13 818	750	103 637,20	789	1000	7 888,80	830	250	2 074,30
89	ROSPORT	5 966	300	17 898,60	13 693	300	41 077,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
90	RUMELANGE	507	340	1 722,70	0	0	0,00	4 715	510	24 044,00	2 527	340	8 592,20	725	170	1 232,30
91	SAEUL	2 415	300	7 244,10	4 704	300	14 113,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
92	SANDWEILER	1 192	360	4 291,40	0	0	0,00	18 900	600	113 401,40	759	360	2 730,70	404	200	808,70
93	SANEM	3 205	400	12 820,30	0	0	0,00	23 775	600	142 647,40	3 228	400	12 912,50	1 390	200	2 779,60
94	SCHIEREN	1 710	350	5 985,00	0	0	0,00	2 482	400	9 927,20	528	350	1 847,00	139	175	243,70
95	SCHIFFLANGE	750	400	3 000,70	0	0	0,00	12 052	600	72 311,40	2 529	400	10 115,20	872	200	1 743,20
96	SCHUTTRANGE	2 649	295	7 814,90	0	0	0,00	29 444	400	117 774,80	901	295	2 657,90	336	145	487,80
97	SEPTFONTAINES	1 927	320	6 165,60	0	0	0,00	580	480	2 785,20	620	320	1 985,00	142	160	227,40
98	STADTBREDIMUS	2 882	250	7 205,80	10 814	250	27 035,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
99	STEINFORT	1 955	250	4 888,10	0	0	0,00	9 922	350	34 726,20	1 980	250	4 949,10	975	105	1 023,30
100	STEINSEL	3 435	235	8 071,60	0	0	0,00	9 675	330	31 928,30	966	235	2 270,10	2 223	120	2 667,90
101	STRASSEN	1 470	300	4 409,60	0	0	0,00	91 946	450	413 756,60	2 075	300	6 225,50	1 016	150	1 523,30
102	TROISVIERGES	5 133	400	20 530,30	33 456	400	133 823,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
103	TUNTANGE	2 627	295	7 748,60	0	0	0,00	558	410	2 288,20	286	295	844,60	215	150	323,00
104	USELDANGE	5 716	400	22 863,60	0	0	0,00	1 361	600	8 163,90	513	400	2 052,00	94	200	187,90

2009 Rang	IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE	A			B			B1			B2			B3		
		Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit	Bases calculées	Taux	Produit
105	VIANDEN	598	450	2 689,00	0	0	0,00	5 518	600	33 110,80	1 385	450	6 234,50	230	220	505,10
106	VICHTEN	2 771	340	9 422,80	6 906	340	23 481,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
107	WAHL	2 897	350	10 140,60	5 618	350	19 663,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
108	WALDBILLIG	3 557	300	10 671,20	11 212	300	33 636,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
109	WALDBREDIMUS	2 707	380	10 287,00	6 874	380	26 120,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
110	WALFERDANGE	785	400	3 138,90	0	0	0,00	11 380	600	68 278,60	2 025	400	8 098,20	399	200	797,30
111	WEILER-LA-TOUR	3 542	300	10 625,20	16 615	300	49 845,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
112	WEISWAMPACH	3 960	500	19 802,40	0	0	0,00	7 844	800	62 753,40	590	500	2 951,30	244	290	709,00
113	WELLENSTEIN	5 107	400	20 429,90	11 728	400	46 911,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
114	WILTZ	2 069	400	8 275,10	0	0	0,00	21 049	650	136 817,70	4 866	400	19 462,80	1 755	200	3 509,00
115	WILWERWILTZ	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
116	WINCRANGE	15 979	450	71 903,80	0	0	0,00	11 007	600	66 043,00	1 253	450	5 636,50	535	220	1 176,30
117	WINSELER	2 533	400	10 133,80	13 171	400	52 682,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
118	WORMELDANGE	7 803	300	23 410,40	20 841	300	62 523,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
119	KISCHPELT	2 606	500	13 031,90	7 411	500	37 052,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
120	TANDEL	8 246	275	22 675,40	10 552	275	29 017,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
<b>116 communes</b>		<b>416 520</b>	<b>350</b>	<b>1 458 518,40</b>	<b>578 090</b>	<b>357</b>	<b>2 064 301,54</b>	<b>2 481 168</b>	<b>680</b>	<b>16 869 875,13</b>	<b>282 807</b>	<b>456</b>	<b>1 288 745,00</b>	<b>105 209</b>	<b>237</b>	<b>249 016,49</b>

note méthodologique: les séries statistiques de l'impôt foncier ont été  
constituées sur base des rôles rendus exécutoires. Une différence éventuelle  
avec le budget communal résulte d'un déphasage d'imputation au niveau communal.  
date: 14.02.2012 réf.: .....fonc09M.wk4 (FICHIER ORIGINAL)

somme vert.  
somme horz.  
(contrôle)

416 520 350 1 458 518,40 578 090 357 2 064 301,54 2 481 168 680 16 869 875,13 282 807 456 1 288 745,00 105 209 237 249 016,49

2009 Rang	IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE	B4			B5			B6			TOTAL B			TOTAL IMPOT FONCIER (A+B)		
		Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux pond.moy.	Produit net	Bases calculées	Taux pond.moy.	Produit
1	BASCHARAGE	51 603	120	61 923,00	2 270	250	5 675,90	0	0	0,00	97 426	243	236 757,80	100 373	243,22	244 126,10
2	BASTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
3	BEAUFORT	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 526	360	48 695,20	15 216	360,02	54 780,20
4	BECH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 212	260	21 351,90	13 169	260,01	34 240,60
5	BECKERICH	13 322	200	26 644,50	459	400	1 835,60	19	400	74,80	18 195	274,8	49 995,10	23 885	304,61	72 757,00
6	BERDORF	7 941	135	10 720,30	273	280	763,40	0	0	0,00	12 504	214	26 764,10	16 002	228,47	36 559,80
7	BERG (Colmar-)	11 264	150	16 895,60	364	300	1 093,40	0	0	0,00	42 286	344,5	145 677,40	44 219	342,56	151 477,20
8	BETRANGE	51 521	225	115 921,90	2 601	450	11 705,10	0	0	0,00	122 251	476	581 913,80	125 478	475,33	596 434,20
9	BETTORN	9 240	200	18 479,10	88	400	353,30	693	400	2 772,10	10 968	237,6	26 065,10	13 722	270,24	37 082,30
10	BETTEMBOURG	64 235	290	186 280,25	1 783	500	8 913,70	0	0	0,00	102 540	452,9	464 352,55	106 320	454,52	483 250,95
11	BETTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 107	275	41 545,40	20 617	275	56 697,00
12	BETZDORF	18 081	145	26 216,90	846	300	2 537,00	0	0	0,00	36 310	264,5	96 049,80	40 914	268,52	109 860,50
13	BISSEN	15 634	150	23 451,20	1 163	400	4 653,00	0	0	0,00	35 302	311,6	109 988,20	38 360	310,64	119 161,60
14	BIWER	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	21 288	300	63 862,80	26 534	300	79 601,10
15	BOEVANGE s/A.	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 937	375	56 013,00	18 377	375,01	68 914,80
16	BOULAIDE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 726	400	22 903,80	9 441	400,01	37 764,50
17	BOURSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 119	350	45 915,20	17 348	349,99	60 716,70
18	BOUS	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 921	300	29 762,80	13 380	300	40 139,90
19	BURMERANGE	6 519	160	10 430,10	79	300	235,70	38	300	113,30	7 024	173,1	12 161,10	10 197	212,6	21 679,00
20	CLEMENCY	14 646	200	29 292,10	192	350	673,30	0	0	0,00	15 700	211,6	33 225,90	18 939	235,3	44 563,70
21	CLERVAUX	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	30 175	350	105 612,50	32 677	350	114 369,40
22	CONSDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 435	300	37 305,30	17 236	300	51 708,60
23	CONSTHUM	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	2 959	400,1	11 837,80	4 564	400,07	18 259,00
24	CONTERN	24 667	280	69 067,60	1 004	500	5 020,50	159	500	792,70	53 807	548,8	295 276,70	57 602	545,56	314 251,00
25	DALHEIM	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 372	300	37 116,80	17 427	300,01	52 282,20
26	DIEKIRCH	43 078	250	107 694,10	666	500	3 327,60	0	0	0,00	74 423	426,5	317 416,70	76 408	428,41	327 340,30
27	DIFFERDANGE	101 093	250	252 733,50	3 778	250	9 445,50	809	250	2 022,50	188 365	423	796 735,80	190 820	420,75	802 872,90
28	DIPPACH	23 662	130	30 760,10	875	240	2 101,00	0	0	0,00	27 415	155,4	42 594,10	32 024	167,55	53 655,00
29	DUDELANGE	115 329	250	288 322,50	2 559	500	12 794,50	0	0	0,00	180 703	405	731 774,20	182 698	406	741 751,05
30	ECHTERNACH	30 292	250	75 731,18	1 154	500	5 768,90	0	0	0,00	73 121	504,1	368 637,18	75 671	504	381 385,18
31	ELL	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	6 596	300	19 788,20	9 890	300,01	29 671,10
32	ERMSDORF	5 484	120	6 580,20	131	250	326,70	0	0	0,00	5 922	130,3	7 718,90	10 343	181,49	18 771,80
33	ERPELDANGE	13 988	220	30 772,60	934	440	4 107,80	0	0	0,00	27 649	415,2	114 802,00	30 140	417,26	125 761,10
34	ESCH s/ALZETTE	154 181	300	462 541,55	5 889	600	35 336,60	0	0	0,00	356 248	580,7	2 068 876,10	357 003	580,78	2 073 406,10
35	ESCH s/SURE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 625	385	21 655,00	6 073	384,96	23 378,90
36	ESCHWEILER	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 589	400	18 357,90	6 622	400,01	26 488,80
37	ETTELBRUCK	55 607	250	139 017,90	1 453	500	7 264,30	0	0	0,00	86 685	386,6	335 142,20	89 479	390,16	349 114,40
38	FEULEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 930	330	39 368,20	16 105	329,99	53 144,10
39	FISCHBACH	5 685	165	9 379,70	95	500	475,00	349	600	2 095,50	7 133	230,9	16 469,30	10 131	257,27	26 063,60
40	FLAXWEILER	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 147	300	39 441,50	19 783	300,01	59 350,80
41	FOUHREN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
42	FRISANGE	23 877	160	38 203,00	644	300	1 930,90	0	0	0,00	27 799	189,6	52 767,20	32 236	204,98	66 078,40
43	GARNICH	11 515	135	15 544,90	310	275	852,40	0	0	0,00	13 111	156,9	20 575,10	17 953	188,77	33 890,10
44	GOESDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 753	400	31 011,30	10 434	399,98	41 733,80
45	GREVENMACHER	29 705	160	47 528,10	914	300	2 740,90	9	300	26,40	50 681	252,4	127 905,60	53 573	254,94	136 581,40
46	GROSBOUS	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 488	350	19 208,40	8 693	350,01	30 426,60
47	HEFFINGEN	6 769	320	21 661,70	198	600	1 188,30	0	0	0,00	8 072	344,7	27 821,30	10 902	340,85	37 159,40
48	HEIDERSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 157	375	34 339,80	13 525	375,01	50 719,60
49	HEINERSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 329	475	53 812,40	15 736	474,99	74 744,60
50	HESPERANGE	92 680	250	231 699,00	1 357	500	6 836,30	1 113	500	5 564,30	154 269	436,9	673 930,20	158 695	438,61	696 058,00
51	HOBSCHEID	18 718	160	29 948,70	410	300	1 231,40	0	0	0,00	22 243	192,1	42 733,70	24 609	202,5	49 832,30
52	HOSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 632	370	17 137,00	5 641	369,98	20 881,50

2009 Rang	IMPOT FONCIER (en euros) COMMUNE	B4			B5			B6			TOTAL B			TOTAL IMPOT FONCIER (A+B)		
		Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux	Produit brut	Bases calculées	Taux pond.moy.	Produit net	Bases calculées	Taux pond.moy.	Produit
53	HOSINGEN	9 846	220	21 660,80	785	450	3 532,60	449	675	3 031,90	19 851	401,5	79 706,40	23 969	409,84	98 235,40
54	JUNGLINSTER	44 806	110	49 286,10	1 376	210	2 890,30	312	210	655,20	67 321	164,4	110 646,80	78 163	170,69	133 415,00
55	KAUTENBACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
56	KAYL	43 366	170	73 722,00	531	340	1 804,40	1 293	340	4 394,90	53 625	213,6	114 545,80	55 461	217,79	120 787,40
57	KEHLEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	48 357	400	193 427,70	54 001	400	216 001,70
58	KOERICH	14 766	150	22 149,10	431	325	1 400,70	0	0	0,00	34 353	315,2	108 282,60	38 031	316,15	120 234,80
59	KOPSTAL	29 313	170	49 832,80	540	340	1 836,20	0	0	0,00	32 550	194,9	63 451,00	33 573	199,35	66 929,20
60	LAC HAUTE SURE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 685	400	46 741,30	16 465	400,01	65 862,20
61	LAROCLETTE	8 176	145	11 855,10	107	295	316,70	0	0	0,00	11 387	198	22 540,80	13 599	213,74	29 067,10
62	LENNINGEN	11 033	120	13 240,00	308	240	738,90	0	0	0,00	21 974	234,1	51 442,40	26 115	235,04	61 380,20
63	LEUDELANGE	17 966	120	21 558,90	1 426	220	3 137,30	394	220	867,10	51 968	263,8	137 090,80	53 818	262,29	141 160,80
64	LINTGEN	13 724	175	24 017,50	246	350	860,60	0	0	0,00	17 218	230,7	39 729,40	19 626	245,37	48 156,90
65	LORENTZWEILER	20 470	200	40 940,70	437	295	1 288,50	0	0	0,00	23 183	216,5	50 179,70	26 229	225,58	59 166,50
66	LUXEMBOURG	752 251	250	1 880 627,40	74 916	500	374 581,10	3 402	500	17 009,00	2 169 256	545,6	11 835 094,40	2 171 972	545,53	11 848 676,70
67	MAMER	50 287	250	125 717,80	3 962	500	19 809,90	0	0	0,00	86 326	418,2	360 972,20	91 597	422,86	387 328,00
68	MANTERNACH	8 832	100	8 832,30	96	200	191,60	0	0	0,00	10 617	116,9	12 409,47	17 185	148,65	25 545,57
69	MEDERNACH	6 219	135	8 395,50	97	250	241,90	0	0	0,00	9 157	191,9	17 575,90	12 228	206,52	25 252,80
70	MERSCH	49 113	200	98 226,86	1 401	400	5 603,80	0	0	0,00	84 730	349	295 691,46	92 903	353,47	328 384,76
71	MERTERT	21 734	150	32 600,40	732	270	1 977,00	0	0	0,00	45 716	284,7	130 148,40	48 290	283,91	137 098,90
72	MERTZIG	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 344	350	43 204,00	14 446	350	50 561,30
73	MOMPACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	6 913	260	17 973,20	11 782	260	30 633,10
74	MONDERCANGE	45 848	200	91 695,90	1 616	400	6 462,70	0	0	0,00	93 154	392,9	365 962,30	97 428	393,17	383 056,90
75	MONDORF BAINS	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	46 470	430	199 821,00	48 858	430	210 089,90
76	MUNSHAUSEN	6 885	290	19 967,60	303	500	1 514,50	0	0	0,00	10 967	451,3	49 494,20	13 279	459,77	61 052,20
77	NEUNHAUSEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	2 478	450	11 151,80	3 558	450,05	16 012,85
78	NIEDERANVEN	49 058	150	73 586,60	2 587	300	7 762,00	0	0	0,00	126 100	327,7	413 227,60	132 778	326,31	433 262,20
79	NOMMERN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 925	325	25 755,90	12 107	324,99	39 346,80
80	PETANGE	95 411	200	190 822,52	1 912	400	7 648,60	0	0	0,00	140 640	316,9	445 730,92	141 836	317,63	450 512,92
81	PUTSCHEID	5 245	225	11 801,70	110	440	485,40	0	0	0,00	9 655	449,5	43 394,70	12 065	447,56	53 998,70
82	RAMBROUCH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	28 300	400	113 200,44	36 818	400	147 272,34
83	RECKANGE	15 559	130	20 226,30	563	240	1 351,00	0	0	0,00	20 205	174,8	35 310,50	24 840	186,94	46 435,00
84	REDANGE	15 534	200	31 068,30	270	400	1 081,30	644	400	2 577,20	24 351	301,4	73 395,00	31 061	322,7	100 234,40
85	REISDORF	4 593	165	7 577,70	127	330	417,80	0	0	0,00	6 224	227,9	14 186,60	8 755	257,45	22 540,10
86	REMERSCHEN	9 835	145	14 260,70	158	295	465,20	0	0	0,00	13 973	207,9	29 043,50	18 692	229,86	42 965,40
87	REMICH	21 416	150	32 124,60	200	300	600,40	240	300	721,10	39 442	252,3	99 531,20	40 916	254,06	103 953,00
88	ROESER	35 712	250	89 280,60	948	1000	9 481,80	0	0	0,00	52 097	407,6	212 362,70	56 877	415,39	236 262,30
89	ROSPORT	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 693	300	41 077,80	19 659	300	58 976,40
90	RUMELANGE	25 348	170	43 091,50	126	340	427,40	0	0	0,00	33 441	231,4	77 387,40	33 948	233,03	79 110,10
91	SAEUL	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 704	300	14 113,30	7 119	300,01	21 357,40
92	SANDWEILER	22 769	200	45 538,40	961	360	3 460,00	0	0	0,00	43 793	378,9	165 939,20	44 985	378,42	170 230,60
93	SANEM	91 335	200	182 670,30	4 856	400	19 422,70	1 197	400	4 788,00	125 781	290,4	365 220,50	128 986	293,09	378 040,80
94	SCHEREN	9 780	175	17 115,70	180	500	902,00	0	0	0,00	13 109	229,1	30 035,60	14 819	243,07	36 020,60
95	SCHIFFLANGE	50 733	200	101 466,50	853	400	2 611,80	581	400	2 322,90	67 420	282,7	190 571,00	68 170	283,95	193 571,70
96	SCHUTTRANGE	24 816	145	35 983,40	1 618	295	4 774,20	0	0	0,00	57 115	283,1	161 678,10	59 764	283,6	169 493,00
97	SEPTFONTAINES	5 003	160	8 004,00	77	320	247,90	0	0	0,00	6 422	206,3	13 249,50	8 349	232,54	19 415,10
98	STADTBREDIMUS	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	10 814	250	27 035,20	13 696	250,01	34 241,00
99	STEINFORT	27 663	105	29 045,70	575	250	1 437,20	359	250	898,60	41 474	173,8	72 080,10	43 429	177,23	76 968,20
100	STEINSEL	34 475	120	41 370,10	1 446	235	3 398,70	0	0	0,00	48 785	167,3	81 635,10	52 220	171,79	89 706,70
101	STRASSEN	56 844	150	85 266,30	3 885	300	11 654,00	476	300	1 427,50	156 242	332,7	519 853,20	157 712	332,42	524 262,80
102	TROISVIERGES	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	33 456	400	133 823,00	38 589	399,99	154 353,30
103	TUNTANGE	8 621	150	12 931,40	187	295	552,40	0	0	0,00	9 867	171,7	16 939,60	12 494	197,6	24 688,20
104	USELDANGE	9 699	200	19 397,20	266	400	1 063,40	0	0	0,00	11 933	258,6	30 864,40	17 649	304,43	53 728,00

**IF - Recettes de la catégorie B6: Terrains à bâtir à des fins d'habitation**

	2009	2010	2011
nombre de communes	19	37	46
recettes B6	52 155	367 236	628 126

Pour les données de détail par commune, voir relevé en annexe.s.v.pl.



16/10/2012

51

TAUX DES IMPOTS COMMUNAUX POUR 2013 (EN %)

IMPOT FONCIER

IMPOT COMMERCIAL

RANG	COMMUNES	A	B	B1	B2	B3	B4	B5	B6	DATE DELIBERATION		DATE DELIBERATION
1												
2												
3	BEAUFORT	360	360							13 juin 2012	270	13 juin 2012
4	BECH	260	260							2 octobre 2012	260	2 octobre 2012
5	BECKERICH											
6	BERDORF	280		375	280	135	135	280	500	27 juin 2012	260	27 juin 2012
7	BERG (Colmar-Berg)											
8	BETRANGE	450		675	450	225	225	450	450	2 mars 2012	300	2 mars 2012
9	BETTBORN (Prezderdau)											
10	BETTEMBOURG											
11	BETTENDORF	290	290							11 juillet 2012	290	11 juillet 2012
12	BETZDORF	300		405	300	145	145	300	300	20 juillet 2012	250	20 juillet 2012
13	BISSEN											
14	BIWER	300	300							18 juillet 2012	300	18 juillet 2012
15	BOEVANGEVATTERT	375	375							4 juillet 2012	275	4 juillet 2012
16	BOULAIDE	400	400							25 mai 2012	400	25 mai 2012
17	BOURSCHIED	350	350							29 juin 2012	240	29 juin 2012
18	BOUS	300		300	300	300	300	600	600	31 juillet 2012	300	31 juillet 2012
19												
20												
21												
22	CONSDORF	300	300							13 septembre 2012	275	13 septembre 2012
23												
24	CONTERN	500		800	500	280	280	500	500	28 mars 2012	300	28 mars 2012
25	DALHEIM	300	300							27 juin 2012	300	27 juin 2012
26	DIEKIRCH	500		750	500	250	250	500	750	9 mai 2012	350	09 mai 2012
27	DIFFERDANGE											
28	DIPPACH	240		370	240	130	130	240	240	16 juillet 2012	270	16 juillet 2012
29	DUDELANGE	500		750	500	250	250	500		14 septembre 2012		14 septembre 2012
30	ECHTERNACH											
31	ELL											
32												
33	ERPELDANGE											
34	ESCHVALZETTE											
35												
36	ESCHWEILER	400	400							13 juillet 2012	300	13 juillet 2012
37	ETTELBRUCK											
38	FEULEN									18 mai 2012	275	21 juin 2012
39	FISCHBACH	320		450	450	450	165	500	600	17 avril 2012	300	17 avril 2012
40	FLAXWEILER	300	300							12 juillet 2012	300	12 juillet 2012
41												
42	FRISANGE	300		445	300	160	160	300	300	10 juillet 2012	280	10 juillet 2012
43	GARNICH											
44	GOESDORF											
45	GREVENMACHER									25 mai 2012	260	27 avril 2012
46	GROSBOUS	350	350							24 juillet 2012	350	24 juillet 2012
47	HEFFINGEN											
48												
49												
50	HESPERANGE	500		750	500	250	250			18 mai 2012	250	18 mai 2012
51	HOBSCHEID	300		445	300	160	160	300	300	14 mai 2012	300	14 mai 2012
52												
53												
54	JUNGLINSTER	265		375	265	140	140	265	265	13 juillet 2012	250	13 juillet 2012
55												
56	KAYL											
57	KEHLEN	400	400							23 mars 2012	300	23 mars 2012
58	KOERICH	325		450	325	150	150	325	325	31 juillet 2012	300	31 juillet 2012
59	KOPSTAL	340		510	340	170	170	340	340	18 mai 2012	285	18 mai 2012
60	LAC DE LA HAUTE-SURE	400	400							04 mai 2012	300	04 mai 2012
61	LAROCLETTE	295		400	295	145	145	295	295	16 juillet 2012	285	16 juillet 2012
62	LENNINGEN											
63	LEUDELANGE	220		350	220	120	120	220	220	11 septembre 2012	250	11 septembre 2012
64	LINTGEN	350		500	350	175	175	350	350	19 juin 2012	300	19 juin 2012

65	LORENTZWEILER	295		400	295	200	200	295	500	13 juin 2012	300	13 juin 2012
66	LUXEMBOURG	500		750	500	250	250	500	500	09 juillet 2012	225	9 juillet 2012
67	MAMER	750		1050	750	375	375	750	750	12 décembre 2012	300	21 mai 2012
68	MANTERNACH											
69												
70	MERSCH	400		600	400	200	200	400	400	11 juin 2012	300	11 juin 2012
71	MERTERT	270		450	270	150	150	270	270	25 mai 2012	300	25 mai 2012
72	MERTZIG	350		500	350	350	350	350	400	12 juillet 2012	300	12 juillet 2012
73	MOMPACH	280	260							31 janvier 2012	260	31 janvier 2012
74	MONDERCANGE	400		600	400	200	200	400	600	11 mai 2012	300	11 mai 2012
75	MONDORF-LES-BAINS	350		550	400	300	300	800	1000	26 septembre 2012	310	26 septembre 2012
76												
77												
78	NIEDERANVEN											
79	NOMMERN	325	325							18 septembre 2012	300	18 septembre 2012
80	PETANGE											
81	PUTSCHEID	440		440	440	225	225	440	440	01 mars 2012	320	01 mars 2012
82	RAMBROUCH											
83	RECKANGE											
84	REDANGE	400		600	400	200	200	400	400	18 juillet 2012	300	18 juillet 2012
85	REISDORF	330		460	330	165	165	330	330	22 juin 2012	280	22 juin 2012
86												
87	REMICH	300		410	300	150	150	600	600	14 mai 2012	260	14 mai 2012
88	ROESER	500		750	1000	250	250	1000	1000	16 juillet 2012	300	16 juillet 2012
89	ROSPORT	300		300	300	300	300	500	500	19 juillet 2012	250	19 juillet 2012
90	RUMELANGE	340		510	340	170	170	340	340	12 juin 2012	300	12 juin 2012
91	SAEUL											
92	SANDWEILER											
93	SANEM											
94	SCHIEREN											
95	SCHIFFLANGE	400		600	400	200	200	400	400	21 septembre 2012	300	21 septembre 2012
96	SCHUTTRANGE	295		400	295	145	145	295	295	23 mai 2012	225	23 mai 2012
97	SEPTFONTAINES	320		480	320	160	160	320	320	27 juillet 2012	300	27 juillet 2012
98	STADTBREDIMUS	250	250							27 juillet 2012	250	27 juillet 2012
99	STEINFORT											
100	STEINSEL											
101	STRASSEN											
102	TROISVIERGES	400	400							12 juin 2012	300	12 juin 2012
103	TUNTANGE											
104	USELDANGE											
105	VIANDEN											
106	VICHTEN	340	340							19 juillet 2012	250	19 juillet 2012
107	WAHL											
108	WALDBILLIG	300	300							12 septembre 2012	250	12 septembre 2012
109	WALDBREDIMUS	380	380							26 juin 2012	280	26 juin 2012
110	WALFERDANGE	400		600	400	200	200	400	400	14 juin 2012	260	14 juin 2012
111	WEILER/TOUR											
112	WEISWAMPACH	500		800	500	290	290	500	500	12 juin 2012	250	12 juin 2012
113												
114	WILTZ	400		650	400	200	200	400	400	18 juin 2012	275	18 juin 2012
115												
116	WINCRANGE	450		600	450	220	220	450	450	11 juin 2012	300	11 juin 2012
117	WINSELER											
118	WORMELDANGE	300	300							14 août 2012	250	14 août 2012
119	KISCHPELT	500	500							07 septembre 2012	275	7 septembre 2012
120	TANDEL	275	275							20 juillet 2012	275	20 juillet 2012
121	CLERVAUX (2012)**	475	475							24 juillet 2012	300	24 juillet 2012
122	ESCH/SÛRE (2012)**									28 juin 2012	250	28 juin 2012
123	KAEREJENG**	250		400	250	120	120	250	250	16 juillet 2012	250	16 juillet 2012
124	PARC HOSINGEN**	450		600	450	600	220	450	675	05 juillet 2012	300	05 juillet 2012
125	SCHENGEN (2012)**											
126	VALLEE DE L'ERNZ**	250		375	250	135	135	250	250	27 juillet 2012	300	27 juillet 2012

\* taux fixé d'office suivant la loi du 21 décembre 2001 remplaçant l'article 8 de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs (Mémorial A n° 157 du 27 décembre 2001) et suivant l'article 14 de la loi budgétaire du 20 décembre 2002 modifiant le deuxième alinéa de l'article 8 susmentionné

\*\* Taux fixés d'office conformément aux dispositions y relatives dans les différentes lois de fusion:  
" A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble

du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées."

Communes Fusionnées: Anciennes Communes :

121	CLERVAUX (2012)	Clervaux - Heiderscheid - Munshausen
122	ESCH/SÛRE (2012)	Esch/Sûre - Heiderscheid - - Neunhausen
123	KAEREJENG	Bascharage - Clemency
124	PARC HOSINGEN	Consthum - Hoscheid - Hosingen
125	SCHENGEN (2012)	Burmerange - Schengen (Remerschen) - Wellenstein
128	VALLEE DE L'ERNZ	Ermsdorf - Medernach

TAUX DES IMPÔTS COMMUNAUX POUR 2012 (EN %)

IMPOT FONCIER

IMPOT COMMERCIAL

RANG	COMMUNES	A	B	B1	B2	B3	B4	B5	B6	DATE DELIBERATION		DATE DELIBERATION
1	BASCHARAGE	250		400	250	120	120	250	250	28 avril 2011	275	28 avril 2011
2		-	-	-	-	-	-	-	-		-	
3	BEAUFORT	360	360							10 juin 2011	270	10 juin 2011
4	BECH	260	260							28 novembre 2011	260*	
5	BECKERICH	400		550	400	200	200	400	600	9 septembre 2011	300	9 septembre 2011
6	BERDORF	280		375	280	135	135	280	500	10 août 2011	280	10 août 2011
7	BERG (Colmar-Berg)	300		420	300	150	150	300	500	20 septembre 2011	300	20 septembre 2011
8	BERTRANGE	450		675	450	225	225	450	450	4 février 2011	300	4 février 2011
9	BETTBOREN (Preizerdau)	400		550	400	400	200	400	400	10 août 2011	300	10 août 2011
10	BETTEMBOURG	500		800	500	290	290	500	500	15 juillet 2011	300	15 juillet 2011
11	BETTENDORF	290	290							14 juillet 2011	290	14 juillet 2011
12	BETZDORF	300		405	300	145	145	300	300	3 octobre 2011	250	3 octobre 2011
13	BISSEN	300		450	300	300	150	400	400	27 septembre 2011	300	27 septembre 2011
14	BIWER	300	300							3 août 2011	300	3 août 2011
15	BOEVANGEVATTERT	375	375							14 juillet 2011	275	14 juillet 2011
16	BOULAIDE	400	400							17 août 2011	400	17 août 2011
17	BOURSCHEID	350	350							17 juin 2011	240	17 juin 2011
18	BOUS	300	300							28 juin 2011	300	28 juin 2011
19	BURMERANGE	295		400	295	145	145	295	295	9 juin 2011	300	9 juin 2011
20	CLEMENCY	250		400	250	120	120	250	250	16 juin 2011	275	16 juin 2011
21	CLERVAUX	475	475							22 juin 2011	300	22 juin 2011
22	CONSDORF	300	300							4 août 2011	275	4 août 2011
23	CONSTHUM	450		600	450	600	220	450	675	14 juin 2011	300	14 juin 2011
24	CONTERN	500		800	500	280	280	500	500	29 mars 2011	300	29 mars 2011
25	DALHEIM	300	300							28 juin 2011	300	28 juin 2011
26	DIEKIRCH	500		750	500	250	250	500	750	19 mai 2011	350	19 mai 2011
27	DIFFERDANGE	250		750	250	250	250	250	250	27 juillet 2011	350	27 juillet 2011
28	DIPPACH	240		370	240	130	130	240	240	20 juin 2011	270	20 juin 2011
29	DUDELANGE	500		750	500	250	250	500	500	26 octobre 2011	325	26 octobre 2011
30	ECHTERNACH	500		750	500	250	250	500	750	14 juillet 2011	275	14 juillet 2011
31	ELL	300	300							21 novembre 2011	300*	
32	ERMSDORF	250		375	250	135	135	250	250	16 juin 2011	300	16 juin 2011
33	ERPELDANGE	440		660	440	220	220	440	440	3 mai 2011	300	3 mai 2011
34	ESCHALZETTE	600		900	600	300	300	600	600	20 janvier 2012	275*	
35	ESCHSURE	450	450							17 février 2011	350	17 février 2011
36	ESCHWEILER	400	400							14 juillet 2011	300	14 juillet 2011
37	ETTELBRUCK	500		750	500	250	250	500	500	20 septembre 2011	265	20 septembre 2011
38	FEULEN	330	330							6 octobre 2011	275	6 octobre 2011
39	FISCHBACH	320		450	450	450	165	500	600	12 mai 2011	300	12 mai 2011
40	FLAXWEILER	300	300							22 juillet 2011	300	22 juillet 2011
41		-	-	-	-	-	-	-	-		-	
42	FRISANGE	300		445	300	160	160	300	300	20 juin 2011	280*	
43	GARNICH	275		375	275	135	135	275	275	12 septembre 2011	275	12 septembre 2011
44	GOESDORF	400	400							24 novembre 2011	250*	
45	GREVENMACHER	300		440	300	160	160	300	300	25 mars 2011	260	25 mars 2011
46	GROSBOUS	350	350							17 juin 2011	350	17 juin 2011
47	HEFFINGEN	330		450	450	450	320	600	600	14 juin 2011	240	14 juin 2011
48	HEIDERSCHEID	450	450							31 janvier 2011	350	31 janvier 2011
49	HEINERSCHEID	-	-	-	-	-	-	-	-		300*	
50	HESPERANGE	500		750	500	250	250	500	500	14 juillet 2011	250	14 juillet 2011
51	HOBSCHIED	300		445	300	160	160	300	300	10 mai 2011	300	10 mai 2011
52	HOSCHIED	450		600	450	600	220	450	675	15 juin 2011	300	15 juin 2011
53	HOSINGEN	450		600	450	600	220	450	675	22 juin 2011	300	22 juin 2011
54	JUNGLINSTER	265		375	265	140	140	265	265	13 juillet 2011	250	13 juillet 2011
55		-	-	-	-	-	-	-	-		-	

56	KAYL	340		510	340	170	170	340	340	17 novembre 2011	275*	-
57	KEHLEN	400	400							9 mars 2011	300	9 mars 2011
58	KOERICH	325		450	325	150	150	325	325	10 juin 2011	300	10 juin 2011
59	KOPSTAL	340		510	340	170	170	340	340	17 février 2011	285	17 février 2011
60	LAC DE LA HAUTE-SURE	400	400							1er août 2011	300	1er août 2011
61	LAROCLETTE	295		400	295	145	145	295	295	18 juillet 2011	285	18 juillet 2011
62	LENNINGEN	240		360	240	120	120	240	240	16 juin 2011	250	16 juin 2011
63	LEUDELANGE	220		350	220	120	120	220	220	12 juillet 2011	250*	-
64	LINTGEN	350		500	350	175	175	350	350	3 août 2011	300	3 août 2011
65	LORENTZWEILER	295		400	295	200	200	295	500	16 juin 2011	300	16 juin 2011
66	LUXEMBOURG	500		750	500	250	250	500	500	18 juillet 2011	225	18 juillet 2011
67	MAMER	750		1050	750	375	375	750	750	19 décembre 2011	300	2 mai 2011
68	MANTERNACH	200		300	200	100	100	200	200	19 août 2011	250	19 août 2011
69	MEDERNACH	250		375	250	135	135	250	250	31 mai 2011	300	31 mai 2011
70	MERSCH	400		600	400	200	200	400	400	15 juin 2011	300	15 juin 2011
71	MERTERT	270		450	270	150	150	270	270	10 juin 2011	300	10 juin 2011
72	MERTZIG	350		500	350	350	350	350	400	25 juillet 2011	300	25 juillet 2011
73	MOMPACH	260	260							9 mars 2011	260	9 mars 2011
74	MONDERCANGE	400		600	400	200	200	400	600	6 mai 2011	300	6 mai 2011
75	MONDORF-LES-BAINS	350		550	400	300	300	800	1000	28 juin 2011	310	28 juin 2011
76	MUNSHAUSEN	-	-	-	-	-	-	-	-		300*	-
77	NEUNHAUSEN	450	450							7 février 2011	350	7 février 2011
78	NIEDERANVEN	300		450	300	300	150	300	300	26 juillet 2011	225	26 juillet 2011
79	NOMMERN	325	325							25 juillet 2011	275	25 juillet 2011
80	PETANGE	400		640	400	200	200	400	400	12 septembre 2011	275	12 septembre 2011
81	PUTScheid	440		750	440	225	225	440	440	10 janvier 2011	320	10 janvier 2011
82	RAMBOUCH	400	400							16 décembre 2011	280*	-
83	RECKANGE	240		365	240	130	130	240	240	1er décembre 2011	300*	-
84	REDANGE	400		600	400	200	200	400	400	10 juin 2011	300	10 juin 2011
85	REISDORF	330		460	330	165	165	330	330	2 décembre 2011	280*	-
86	REMERSCHEM (Schenger)	295		400	295	145	145	295	295	16 juin 2011	300	16 juin 2011
87	REMICH	300		410	300	150	150	300	600	15 juin 2011	260	15 juin 2011
88	ROESER	500		750	1000	250	250	1000	1000	15 juin 2011	300	15 juin 2011
89	ROSPORT	300		300	300	300	300	500	500	14 juillet 2011	250	14 juillet 2011
90	RUMELANGE	340		510	340	170	170	340	340	8 juillet 2011	300	8 juillet 2011
91	SAEUL	300	300							15 septembre 2011	300	15 septembre 2011
92	SANDWEILER	360		600	360	360	200	360	500	21 novembre 2011	225*	-
93	SANEM	400		600	400	200	200	400	400	29 novembre 2011	275*	-
94	SCHIEREN	350		400	350	175	175	500	500	28 novembre 2011	300*	-
95	SCHIFFLANGE	400		600	400	200	200	400	400	02 décembre 2011	300*	-
96	SCHUTTRANGE	295		400	295	145	145	295	295	6 juillet 2011	225	6 juillet 2011
97	SEPTFONTAINES	320		480	320	160	160	320	320	15 juillet 2011	300	15 juillet 2011
98	STADTBREDIMUS	250	250							10 août 2011	250	10 août 2011
99	STEINFORT	250		350	250	105	105	250	250	30 juin 2011	300	30 juin 2011
100	STEINSEL	235		330	235	120	120	235	235	25 octobre 2011	300	25 octobre 2011
101	STRASSEN	450		675	450	225	225	450	450	11 janvier 2012	300*	-
102	TROISVIERGES	400	400							17 août 2011	300	17 août 2011
103	TUNTANGE	295		410	295	150	150	295	295	10 juin 2011	300	10 juin 2011
104	USELDANGE	400		600	400	200	200	400	400	18 novembre 2011	235*	-
105	VIANDEN	450		600	450	220	220	450	450	8 juillet 2011	300	8 juillet 2011
106	VICHTEN	340	340							9 juin 2011	250	9 juin 2011
107	WAHL	350	350							7 juillet 2011	300	7 juillet 2011
108	WALDBILLIG	300	300							29 septembre 2011	250	29 septembre 2011
109	WALDBREDIMUS	380	380							29 juillet 2011	280	29 juillet 2011
110	WALFERDANGE	400		600	400	200	200	400	400	11 juillet 2011	260	11 juillet 2011
111	WEILER/TOUR	300	300							11 janvier 2012	300*	-
112	WEISWAMPACH	500		800	500	290	290	500	500	30 juin 2011	250	30 juin 2011
113	WELLENSTEIN	-	-	-	-	-	-	-	-		300*	-
114	WILTZ	400		650	400	200	200	400	400	16 juin 2011	275	16 juin 2011
115		-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
116	WINCRANGE	450		600	450	220	220	450	450	29 juin 2011	300	29 juin 2011
117	WINSELER	400	400							28 juillet 2011	300	28 juillet 2011

118	WORMELDANGE	300	300							19 août 2011	250	19 août 2011
119	KISCHPELT	500	500							24 novembre 2011	250*	-
120	TANDEL	275	275							20 octobre 2011	275	20 octobre 2011
121	CLERVAUX (2012)**	475	475							-	300	-
122	ESCH/SÛRE (2012)**	450	450							-	350	-
123	KAEREJENG**	250		400	250	120	120	250	250	-	275	-
124	PARC HOSINGEN**	450		600	450	600	220	450	675	-	300	-
125	SCHENGEN (2012)**	295		400	295	145	145	295	295	-	300	-
126	VALLEE DE L'ERNZ**	250		375	250	135	135	250	250	-	300	-

\* taux fixé d'office suivant la loi du 21 décembre 2001 remplaçant l'article 8 de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs (Mémorial A n° 157 du 27 décembre 2001) et suivant l'article 14 de la loi budgétaire du 20 décembre 2002 modifiant le deuxième alinéa de l'article 8 susmentionné

\*\* Taux fixés d'office conformément aux dispositions y relatives dans les différentes lois de fusion:  
 " A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusion

Communes Fusion Anciennes Communes :

121	CLERVAUX (2012)	Clervaux - Heinerscheid - Munshausen
122	ESCH/SÛRE (2012)	Esch/Sûre - Heiderscheid - - Neunhausen
123	KAEREJENG	Bascharage - Clemency
124	PARC HOSINGEN	Consthum - Hoscheid - Hosingen
125	SCHENGEN (2012)	Burmerange - Schengen (Remerschen) - Weillenstein
126	VALLEE DE L'ERNZ	Ermsdorf - Medernach

Rang	COMMUNE	District	86			
			Taux	Produit brut 1er rôle	Produit brut 2e rôle	Produit brut total
1	BASCHARAGE	L				0,00
2	BASTENDORF voir T	D				0,00
3	BEAUFORT	G				0,00
4	BECH	G				0,00
5	BECKERICH	D	600	16 106,40		16 106,40
6	BERDORF	G	500	917,30		917,30
7	BERG (Colmar)	L				0,00
8	BERTRANGE	L	450	2 930,80		2 930,80
9	PREIZERD./BETTBO	D	400	16 322,80		16 322,80
10	BETTEMBOURG	L				0,00
11	BETTENDORF	D				0,00
12	BETZDORF	G				0,00
13	BISSEN	L	400	716,30		716,30
14	BIWER	G				0,00
15	BOEVANGE s/A.	L				0,00
16	BOULAIDE	D				0,00
17	BOURSCHEID	D				0,00
18	BOUS	G				0,00
19	BURMERANGE	G	300	723,60		723,60
20	CLEMENCY	L				0,00
21	CLERVAUX	D				0,00
22	CONSDORF	G				0,00
23	CONSTHUM	D				0,00
24	CONTERN	L	500	4 497,10		4 497,10
25	DALHEIM	G				0,00
26	DIEKIRCH	D				0,00
27	DIFFERDANGE	L	250	14 115,30		14 115,30
28	DIPPACH	L				0,00
29	DUDELANGE	L	500	3 917,70	0,00	3 917,70
30	ECHTERNACH	G				0,00
31	ELL	D				0,00
32	ERMSDORF	D	250	169,60		169,60
33	ERPELDANGE	D				0,00
34	ESCH s/ALZETTE	L	600	3 539,70	576,00	4 115,70
35	ESCH s/SURE	D				0,00
36	ESCHWEILER	D				0,00
37	ETTELBRUCK	D				0,00
38	FEULEN	D				0,00
39	FISCHBACH	L	600	13 052,20		13 052,20
40	FLAXWEILER	G				0,00
41	FOUHREN voir Tan	D				0,00
42	FRISANGE	L				0,00
43	GARNICH	L				0,00
44	GOESDORF	D				0,00
45	GREVENMACHER	G	300	5 931,80		5 931,80
46	GROBBOUS	D				0,00
47	HEFFINGEN	L	600	7 069,50		7 069,50
48	HEIDERSCHEID	D				0,00
49	HEINERSCHEID	D				0,00
50	HESPERANGE	L	500	31 757,70		31 757,70
51	HOBSCHEID	L				0,00
52	HOSCHEID	D				0,00
53	HOSINGEN	D	675	19 121,70		19 121,70
54	JUNGLINSTER	G	265	9 514,60		9 514,60
55	KAUTENBACH voir J	D				0,00
56	KAYL	L	340	28 271,10	-21 003,30	7 267,80
57	KEHLEN	L				0,00
58	KOERICH	L				0,00
59	KOPSTAL	L				0,00
60	LAC HAUTE-SURE	D				0,00

Rang	COMMUNE	District	Produit brut			Produit brut total
			Taux	1er rôle	2e rôle	
61	LAROCLETTE	L	295	2 989,90		2 989,90
62	LENNINGEN	G	240	401,10		401,10
63	LEUDELANGE	L	220	5 662,50		5 662,50
64	LINTGEN	L	350	3 519,80		3 519,80
65	LORENTZWEILER	L	500	14 295,70		14 295,70
66	LUXEMBOURG	X	500	284 305,60	-43 122,60	241 183,00
67	MAMER	L	500	5 744,40	148,70	5 893,10
68	MANTERNACH	G	200	267,00		267,00
69	MEDERNACH	D				0,00
70	MERSCH	L	400	84,00		84,00
71	MERTERT	G				0,00
72	MERTZIG	D	400	4 208,30		4 208,30
73	MOMPACH	G				0,00
74	MONDERCANGE	L				0,00
75	MONDORF-BAINS	G	1000	4 503,70		4 503,70
76	MUNSHAUSEN	D				0,00
77	NEUNHAUSEN	D				0,00
78	NIEDERANVEN	L				0,00
79	NOMMERN	L				0,00
80	PETANGE	L	400	12 080,20	31,00	12 111,20
81	PUTSCHEID	D	440	1 141,20		1 141,20
82	RAMBROUCH	D				0,00
83	RECKANGE	L				0,00
84	REDANGE	D	400	18 943,30		18 943,30
85	REISDORF	D				0,00
86	REMERSCHEN/SCH	G				0,00
87	REMICH	G	300	4 357,50		4 357,50
88	ROESER	L	1000	15 445,60		15 445,60
89	ROSPORT	G	500	5 754,20		5 754,20
90	RUMELANGE	L	340	1 229,70		1 229,70
91	SAEUL	D				0,00
92	SANDWEILER	L				0,00
93	SANEM	L	400	35 250,10	-476,00	34 774,10
94	SCHIEREN	D				0,00
95	SCHIFFLANGE	L	400	14 044,60	-3 375,40	10 669,20
96	SCHUTTRANGE	L	295	1 058,90		1 058,90
97	SEPTFONTAINES	L				0,00
98	STADTBREDIMUS	G				0,00
99	STEINFORT	L	250	4 890,10		4 890,10
100	STEINSEL	L	235	14 670,50		14 670,50
101	STRASSEN	L	450	13 265,70	27,00	13 292,70
102	TROISVIERGES	D				0,00
103	TUNTANGE	L				0,00
104	USELDANGE	D				0,00
105	VIANDEN	D	450	8 802,90		8 802,90
106	VICHTEN	D				0,00
107	WAHL	D				0,00
108	WALDBILLIG	G				0,00
109	WALDBREDIMUS	G				0,00
110	WALFERDANGE	L	400	3 176,60		3 176,60
111	WEILER-LA-TOUR	L				0,00
112	WEISWAMPACH	D	500	2 742,20		2 742,20
113	WELLENSTEIN	G				0,00
114	WILTZ	D				0,00
115	WILWERWILTZ, voir	D				0,00
116	WINCRANGE	D	450	33 809,90		33 809,90
117	WINSELER	D				0,00
118	WORMELDANGE	G				0,00
119	KIISCHPELT	D				0,00
120	TANDEL	D				0,00
<b>TOTAL 116 communes</b>				<b>695 320,40</b>	<b>-67 194,60</b>	<b>628 125,80</b>
						<b>628 125,80</b>



DETTE DU SECTEUR COMMUNAL

9

	Dette brute au 31.12.2007	Dette brute au 31.12.2008	Dette brute au 31.12.2009	Dette brute au 31.12.2010	Dette brute au 31.12.2011
--	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

Communes

1	BASCHARAGE	18.995.530	18.285.549	17.360.005	16.325.009	15.319.471
2	BASTENDORF					
3	BEAUFORT	3.697.784	3.228.937	3.332.585	3.098.000	2.615.140
4	BECH	505.021	417.793	343.423	255.602	166.404
5	BECKERICH	9.454.037	10.487.551	10.896.141	11.900.056	10.977.699
6	BERDORF	1.955.039	1.836.529	1.689.490	1.528.759	1.372.159
7	BERG	967.569	901.728	824.751	743.956	663.865
8	BERTRANGE	14.033.644	13.925.582	20.552.554	25.825.512	25.035.461
9	BETTORN	3.850.430	4.757.486	6.461.301	5.852.786	5.437.028
10	BETTEMBOURG	19.791.631	18.380.706	16.588.599	14.866.423	13.334.053
11	BETTENDORF	5.886.958	5.677.138	5.394.082	5.078.625	4.772.583
12	BETZDORF	-	-	-	-	-
13	BISSEN	6.274.051	5.427.383	5.149.508	6.484.651	4.466.573
14	BIWER	668.038	523.068	392.030	264.092	133.076
15	BOEVANGEM	2.667.176	2.451.464	2.216.650	1.987.126	1.761.379
16	BOULAIDE	737.423	675.479	1.078.069	1.006.269	872.686
17	BOURSCHEID	5.154.890	4.805.788	4.492.971	4.152.821	3.814.745
18	BOUS	2.377.092	2.266.201	2.135.511	1.983.720	1.832.261
19	BURMERANGE	1.255.189	1.181.029	1.101.475	1.018.108	931.438
20	CLEMENCY	1.421.436	1.273.719	1.107.005	968.360	1.535.504
21	CLERVAUX	7.218.308	6.763.959	6.179.869	5.569.661	6.989.620
22	CONSDORF	2.456.007	2.311.468	2.135.196	1.685.038	1.567.545
23	CONSTHUM	2.065.225	1.963.507	1.846.314	1.724.096	1.601.328
24	CONTERN	9.655.247	9.546.987	9.222.338	8.846.806	8.488.731
25	DALLEM	5.564.040	5.264.171	4.938.493	4.578.407	4.248.745
26	DIEKIRCH	33.743.367	32.618.794	40.916.608	55.498.448	56.737.198
27	DIFFERDANGE	11.587.887	10.588.558	9.748.668	8.844.284	7.939.036
28	DIPPACH	1.725.361	1.550.391	1.411.810	1.288.871	1.164.983
29	DUDELANGE	13.721.400	15.483.862	14.015.184	12.437.105	12.307.743
30	ECHTERNACH	14.737.970	20.811.711	19.568.103	18.319.753	17.498.060
31	ELL	4.268.293	4.066.412	3.825.588	3.547.413	3.273.237
32	ERMSDORF	916.667	832.467	737.586	636.203	533.435
33	ERPELDANGE	901.052	909.627	1.140.862	1.859.529	1.716.059
34	ESCHALZETTE	38.252.571	35.643.046	32.695.221	44.605.443	56.694.215
35	ESCHSURE	890.829	1.475.024	1.411.389	1.252.908	1.187.318
36	ESCHWEILER	3.192.744	2.962.459	2.711.761	3.107.200	2.822.130
37	ETTELBRUCK	12.748.832	12.035.496	11.219.374	10.309.381	9.399.167
38	EULEN	588.462	489.348	4.874.592	4.599.816	4.373.056
39	FISCHBACH	584.585	546.542	500.680	451.573	402.618
40	FLAXWEILER	98.842	1.041.926	1.005.106	1.847.107	1.751.345
41	FOUIREN					
42	FRISANGE	17.621.708	18.326.547	16.936.110	15.450.964	14.385.853
43	GARNICH	2.364.575	2.312.436	2.180.103	2.026.998	1.884.296
44	GOESDORF	717.498	630.068	529.992	425.778	318.956
45	GREVENMACHER	11.433.294	10.937.820	10.343.885	11.410.713	10.688.264
46	GROSBOUS	1.882.713	1.783.759	1.677.190	1.524.491	1.414.340
47	IEFFINGEN	2.792.269	2.646.510	2.465.238	3.262.839	3.027.406
48	HEIDERSCHIED	3.503.785	3.725.348	3.407.508	5.741.488	6.340.037
49	HEINERSCHIED	2.227.591	2.056.351	2.361.316	2.614.133	2.354.678
50	HESPERANGE	19.604.909	18.638.344	16.986.163	15.438.026	14.381.034
51	HOBSCHEID	5.858.861	5.672.219	7.154.538	6.554.654	7.839.086
52	HOSCHIED	522.649	492.218	456.106	417.348	403.128
53	HOSINGEN	990.314	902.162	882.664	844.005	725.534
54	JUNGLINSTER	7.375.287	6.965.107	6.466.098	5.961.994	5.459.203
55	KAUTENBACH					
56	KAYL	23.485.782	21.735.940	20.127.384	18.549.723	17.938.804
57	KEHLEN	9.355.800	10.100.281	12.152.395	11.010.324	9.672.360
58	KOERICH	1.217.319	987.702	771.042	545.009	383.281
59	KOPSTAL	2.622.589	2.469.471	2.279.595	2.069.522	1.866.636
60	LAC DESURE	1.716.291	1.866.756	2.667.246	3.357.113	3.725.160
61	LAROCHEFFE	1.707.713	1.588.790	1.459.623	1.339.224	1.215.918

DETTE DU SECTEUR COMMUNAL

		Dette brute au 31.12.2007	Dette brute au 31.12.2008	Dette brute au 31.12.2009	Dette brute au 31.12.2010	Dette brute au 31.12.2011
62	LENNINGEN	3.249.524	2.916.063	2.706.524	2.451.678	2.238.289
63	LEUDELANGE	11.268.238	12.627.092	15.945.925	19.899.469	21.586.536
64	LINTGEN	5.421.127	5.122.535	4.681.463	4.263.083	12.452.327
65	LORENTZWEILER	12.728.905	12.045.012	12.679.709	14.179.582	17.174.689
66	LUXEMBOURG	-	-	-	-	-
67	MAMER	18.051.826	17.386.374	20.479.874	26.195.529	27.734.398
68	MANDERNACH	725.936	670.642	598.144	522.027	445.668
69	MIEDERNACH	1.648.379	1.575.416	1.481.571	1.377.709	1.276.918
70	MERSCH	10.070.033	14.425.244	13.666.076	12.824.319	11.993.827
71	MERTERT	12.241.917	11.795.293	11.045.781	10.312.695	9.590.530
72	MERTZIG	2.143.668	1.875.840	1.677.562	1.575.920	1.431.139
73	MOMPACH	3.995.423	3.813.547	3.566.425	3.271.467	2.954.144
74	MONDERCANGE	8.116.122	7.388.355	6.472.302	16.413.905	18.576.501
75	MONDORF/BAINS	8.294.104	7.666.955	6.888.408	6.169.952	5.532.687
76	MUNSHAUSEN	2.398.881	3.191.527	2.999.908	2.802.357	2.605.423
77	NEUNHAUSEN	714.500	1.303.707	1.237.310	1.163.435	1.091.449
78	NIEDERANVEN	-	-	-	-	-
79	NOMMERN	1.765.795	1.613.660	3.420.855	4.442.262	3.968.378
80	PETANGE	30.823.950	28.849.006	26.700.206	24.415.324	22.237.212
81	PUTSCHEID	9.813	5.085	-	-	-
82	RAMBOUCH	7.005.477	6.685.583	6.281.024	5.833.898	5.394.902
83	RECKANGE	3.088.144	2.731.298	2.350.367	1.983.346	1.665.366
84	REDANGE	5.013.340	4.547.987	4.065.548	3.455.257	2.741.601
85	REISDORF	1.928.973	2.972.396	2.809.337	2.624.222	3.888.959
86	REMERSCHEN	2.364.947	2.174.438	4.433.790	4.092.929	3.769.068
87	REMICH	5.571.347	11.545.941	11.237.570	10.552.503	9.956.566
88	ROESER	22.527.904	25.138.022	24.610.105	23.798.013	21.543.976
89	ROSPORT	1.669.477	1.477.965	1.276.906	1.068.776	927.093
90	RUMELANGE	11.703.355	10.833.317	10.127.532	9.328.709	8.510.558
91	SAEUL	1.812.558	1.737.555	1.641.229	1.534.874	1.430.302
92	SANDWEILER	4.411.674	4.156.743	3.807.074	3.503.192	3.196.413
93	SANEM	9.211.246	8.243.967	7.224.686	11.014.331	12.053.066
94	SCHIEREN	1.542.055	3.045.190	3.811.709	3.561.797	3.328.185
95	SCHIFFLANGE	27.569.862	31.347.660	34.641.099	32.399.809	30.226.443
96	SCHUTTRANGE	1.498.732	1.308.214	1.157.384	834.905	663.168
97	SEPTFONTAINES	774.086	705.610	636.256	566.202	495.696
98	STADTBREDIMUS	2.729.052	3.258.046	3.118.296	2.876.826	2.579.792
99	STEINFORT	1.009.373	857.464	710.776	564.163	2.443.519
100	STEINSEL	12.115.480	10.633.121	16.337.472	20.523.481	20.023.411
101	STRASSEN	915.992	668.928	18.169.470	17.093.986	16.365.617
102	TROISVIERGES	12.824.359	11.613.760	10.774.677	12.743.118	11.920.550
103	TUNTANGE	1.231.149	1.144.418	1.053.136	957.520	861.583
104	USELDANGE	4.301.589	4.040.208	3.823.198	3.580.013	3.335.754
105	VIANDEN	2.860.191	2.772.216	2.593.831	2.420.035	2.255.117
106	VICHTEN	2.737.721	2.541.378	2.392.233	2.247.839	2.100.813
107	WAHL	-	-	-	-	-
108	WALDBILLIG	1.092.570	993.643	920.776	839.528	758.650
109	WALDBREDIMUS	-	-	-	-	-
110	WALFERDANGE	22.236.928	24.579.024	30.239.772	36.138.717	33.904.790
111	WEILER/FOUR	5.697.623	5.296.626	5.434.868	5.839.456	5.279.495
112	WEISWAMPACH	6.568.247	6.182.338	5.797.131	5.399.901	5.015.987
113	WELLENSTEIN	4.725.802	4.460.278	4.171.470	3.862.883	3.554.365
114	WILTZ	10.123.345	9.581.033	8.884.629	8.146.045	7.330.192
115	WILWERWILTZ	-	-	-	-	-
116	WINCRANGE	1.435.705	1.231.573	934.286	3.143.688	10.053.124
117	WINSLER	2.369.182	2.187.728	1.979.147	1.760.712	2.588.805
118	WORMELDANGE	144.402	142.505	122.155	109.816	97.235
119	TANDEL	3.861.735	4.367.232	3.980.775	3.772.033	7.584.302
120	KIRSCHPELT	4.363.520	4.123.644	3.821.921	4.836.380	4.464.904
	TOTAL COMMUNES	726.316.859	730.845.117	764.144.773	808.182.880	814.960.552

DETTE DU SECTEUR COMMUNAL

9

Dette brute au 31.12.2007	Dette brute au 31.12.2008	Dette brute au 31.12.2009	Dette brute au 31.12.2010	Dette brute au 31.12.2011
------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

Syndicats

1	S.E.S.	-	-	-	-	-
2	T.I.C.E.	-	-	-	-	-
3	D.E.A.	714.878	704.549	570.271	490.005	409.340
4	S.E.S.E.	-	-	-	-	-
5	EAU BOUS	-	-	-	-	-
6	EAU EST	-	-	-	-	-
7	SYCOSAL	-	-	-	-	-
8	EAU LENNINGEN	-	-	-	-	-
9	EAU BLUMENTHAL	-	-	-	-	-
10	HOPITAL STEINE	-	-	-	-	-
11	S.I.C.A.	-	-	-	-	-
12	EAU GREVENMACHER	-	-	-	-	-
13	ORDURES CENTRE	-	-	-	-	-
14	SYTRAGAZ	-	-	-	-	-
15	SEBES	2.648.549	1.897.678	1.209.609	498.840	-
16	EAU SAVELBORN	-	-	-	-	-
17	ECOLE DREIBORN	-	-	-	-	-
18	S.I.D.O.R.	-	-	-	-	-
19	S.I.D.E.C.	-	-	-	-	-
20	P.I.D.A.L.	-	-	-	-	-
21	S.I.D.A.	-	-	-	-	-
22	S.I.G.R.E.	-	-	-	-	-
23	S.I.A.S.	-	-	-	-	-
24	HOPITAL DIFFERD.	1.990.309	1.754.731	1.518.142	-	-
25	RETRAITE CLERVAUX	-	-	-	-	-
26	S.A.R.E.	-	-	-	-	-
27	EAU BEAUFORT	-	-	-	-	-
28	S.I.C.E.C.	-	-	-	-	-
29	MUSIQUE REDANGE	-	-	-	-	-
30	S.I.G.L.	-	-	-	-	-
31	SISPOLO	-	-	-	-	-
32	SICOSPORT	-	-	-	-	-
33	S.I.T.	-	-	-	-	-
34	PROMOTION CLERVAUX	-	-	-	-	-
35	DOMICILE ERMSDORF	-	-	-	-	-
36	SYVICOL	-	-	-	-	-
37	ZONE IND. GREVENM.	-	-	-	-	-
38	DOMICILE BETZDORF	-	-	-	-	-
39	SYCOPAN --> S066	-	-	-	-	-
40	SICONA OUEST	-	-	-	-	-
41	ECOLE HARLANGE	-	-	-	-	-
42	CANTON REDANGE	-	-	-	-	-
43	ECOLE REULER	-	-	-	-	-
44	SIVFC	-	-	-	-	-
45	SIFRIDAWE	-	-	-	-	-
46	STEP	-	-	-	-	-
47	SIAEW	-	-	-	-	-
48	VALLEE OUR	-	-	-	-	-
49	ECOLE MEDERNACH/ERMSDORF	-	-	-	-	-
50	ZARE	-	-	-	-	-
51	SYNECOSPORT	-	-	-	-	-
52	MINETT-KOMPOST	-	-	-	2.675.472	2.438.731
53	SIDEN	-	-	-	-	-
54	SCHOULKAUZ	-	-	-	-	-
55	SIDERO	-	-	-	-	-
56	SIAER ZONE IND. REMICH	-	-	-	-	-
57	SIDERE	-	-	-	-	-
58	SITEG	-	-	-	-	-
59	SIACH	-	-	-	-	-
60	SPIC	-	-	-	-	-

DETTE DU SECTEUR COMMUNAL

94

		Dette brute au 31.12.2007	Dette brute au 31.12.2008	Dette brute au 31.12.2009	Dette brute au 31.12.2010	Dette brute au 31.12.2011
61	SIKOR	-	-	-	-	-
62	ECOLE TANDEL	-	-	-	-	-
63	SIAEF	-	-	-	-	-
64	FILANO	-	-	-	-	-
65	SICEP (dissous)	-	-	-	-	-
66	PARC N. UEWERSAUER	-	-	-	-	-
67	REDANGIE PISCINE	1.453.021	-	-	-	-
68	SICONA CENTRE	-	-	-	-	-
69	ECOLE HEISCHENT	-	-	-	-	-
70	SIDEREST	-	-	-	-	-
71	EC. CENT. MEDERNACHI	-	-	-	-	-
72	Conservatoire du Nord	-	-	-	-	-
73	An der Schwemm	-	-	-	-	-
74	PRO-SUD	-	-	-	-	-
75	PIMODI	-	-	-	-	-
76	"Syrdall Schwemm"	-	-	-	-	-
77	SEC	-	-	-	-	-
78	Parc Naturel de l'Our	-	-	-	-	-
79	Am Haff	-	-	-	-	-
80	SIDEST	-	-	-	-	661.541
81	ZARO	-	-	-	-	-
82		-	-	-	-	-
	TOTAL SYNDICATS	6.806.757	4.356.958	3.298.023	3.664.317	3.509.612

DETTE DU SECTEUR COMMUNAL

9

	Dette brute au 31.12.2007	Dette brute au 31.12.2008	Dette brute au 31.12.2009	Dette brute au 31.12.2010	Dette brute au 31.12.2011
--	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

**Etablissements publics**

1	OFF. SOCIAUX				
2	OFF.SOC. LUXBG	-	-	-	-
3	HOSP.CIV.LUXBG	-	-	-	-
4	FOND.PESC.LUXBG	-	-	-	-
5	FOND.M.TESCILL	-	-	-	-
6	CLINIQUE WILTZ	3.371.806	4.457.131	4.409.262	
7	CLIN.ETTELBRUCK	15.507.090	12.351.310	10.978.011	
8	HOSP.CIV.GREVM.	-	-	-	-
9	HOSP.CIV.REMICH	-	-	-	-
10	HOSP.CIV.ECHTERN.	-	-	-	-
11	HOPITAL DUDEL.	-	-	-	-
12	HOSP.CIV. BERTRANGE	-	-	-	-
13	HOSP. CIV. NIEDERRANVEN	-	-	-	-
14	OFF. SOC. DUDELANGÉ	-	-	-	-
15	MAISON DE SOINS WILTZ	-	-	-	-
	<b>TOTAL ET.PUB.</b>	<b>18.878.896</b>	<b>16.808.440</b>	<b>15.387.273</b>	<b>-</b>

**Total du secteur communal**

Total	Communes	726.316.859	730.845.117	764.144.773	808.182.880	814.960.552
Total	Syndicats	6.806.757	4.356.958	3.298.023	3.664.317	3.509.612
Total	Etablissements Publics	18.878.896	16.808.440	15.387.273	-	-
--	<b>Pays</b>	<b>752.002.512</b>	<b>752.010.516</b>	<b>782.830.068</b>	<b>811.847.197</b>	<b>818.470.164</b>

subsidés aux communes

en euros

Article	Libellé	Compte 2008	C 2009	C 2010	C 2011	B 2012	PB 2013
00.4.43.000	Dépenses en relation avec les élections législatives et européennes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		2 966 387			100	100
02.0.43.000	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des infrastructures régionales gérées par des communes	80 000	88 832	88 832	200 000	200 000	217 500
02.0.43.001	Participation de l'Etat aux frais de production et de co-production des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000
02.0.43.002	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	154 000	154 000	154 000	154 000	154 000	154 000
02.0.43.003	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000	350 000
02.0.43.004	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	99 200	99 200	99 200	99 200	99 200	99 200
02.0.43.005	Participation de l'Etat à l'organisation de la célébration du Centenaire de la Ville d'Esch-sur-Alzette: subsides (2006) Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire du Nord (2009)		45 000	50 000	50 000	50 000	50 000
02.0.43.007	Subsidés aux communes pour la réalisation d'activités culturelles	84 701	205 500	36 300	19 600	50 000	30 000
02.0.43.008	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par des communes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)				165 300	250 000	250 000
02.0.43.506	Participation de l'Etat aux frais d'organisation du centenaire des Villes de Differdange, Dudelange, Ettelbruck et Rumelange	100 000					
02.0.43.508	Remboursement à la commune de Betzdorf des frais de nettoyage du bureau de l'animateur culturel régional de l'Est						
02.1.43.000	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique; subsides aux communes et aux syndicats de communes	580 000	482 940			3 000	3 000
02.4.43.000	Remboursement à la commune de Diekirch des frais de l'expert chargé de la constitution des archives locales	22 500					
02.8.43.000	Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical	8 679 000	9 104 000	9 932 000	10 429 000	11 284 000	11 682 000
02.8.43.001	Participation de l'Etat au financement de la formation-orchestre organisée par le Commissariat à l'enseignement musical en collaboration avec les conservatoires dans le cadre de la division supérieure		3 710	11 610	13 624	15 000	15 000
04.0.43.010	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	624 892	624 965	593 396	690 475	600 000	600 000
04.5.43.010	Participation des communes au produit du timbre de la carte d'identité pour étrangers (Crédit non limitatif)	12 125					
06.1.43.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des communes et des syndicats de communes (Crédit non limitatif)						
06.1.43.001	Subsidés en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	64 792	60 015	50 676	53 701	65 000	46 500
06.1.43.004	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique	12 109	8 534	7 200	6 201	10 000	10 000
06.1.43.010	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes pour l'entretien des sentiers touristiques, circuits VTT et des pistes cyclables			10 000	5 790	14 000	14 000
08.5.43.000	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur communal en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société d'information (Cni et sde)		35 827	54 557	60 000	60 000	60 000
09.1.43.000	Subvention à la ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	991 574	991 574	991 574	991 574	991 574	991 574
09.1.43.002	Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays limitrophes	35 945	35 945	35 945	35 945	35 945	35 945
09.1.43.003	Répartition de la participation de l'ensemble des communes dans le financement de l'enseignement musical	8 679 000	9 104 000	9 932 000	10 429 000	11 284 000	11 682 000
09.1.43.004	Part de l'Etat dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales (article 4-2° du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	11 122 254	11 725 446	12 380 450	13 042 500	13 620 000	13 600 000
09.1.43.010	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967) (Crédit non limitatif)					100	100
09.1.43.011	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes (Crédit non limitatif)	597 770	200 000	6 950 999	50 000	2 763 000	1 922 000
09.6.43.000	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie (Crédit non limitatif)	4 202 964	5 185 686	4 964 198	4 289 392	4 000 000	4 000 000
09.6.43.001	Subvention à la Ville de Luxembourg dans le cadre du service ambulancier public						
09.8.43.000	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration et l'exécution de projets d'aménagement ainsi que de projets de développement urbain	160 000	157 099	84 125	54 487	120 000	100 000
09.8.43.001	Prix d'urbanisme à allouer au profit des communes ou autres promoteurs					20 000	20 000
09.8.43.010	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement général dans le cadre de la fusion des communes	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	110 000
09.9.43.000	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter, aux cours d'eau navigables ni flottables par les communes; participation de l'Etat au coût des travaux (Sans distinction d'exercice et non susceptible de trit)	3 910	25 000				

102

subsidés aux communes

en euros

Article	Libellé	Compte 2008	C 2009	C 2010	C 2011	B 2012	PB 2013
09.9.43.001	Participation de l'Etat au financement des travaux d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectués par les communes riveraines du Lac de la Haute-Sûre	310 000	315 000	200 000	161 733	200 000	200 000
10.8.43.000	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux: conventions avec les communes organisatrices	70 000	197 996	270 050	65 000	63 000	65 000
10.8.43.001	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir en langue luxembourgeoise, allemande et française: conventions avec les communes organisatrices (Crédit non limitatif)				185 451	200 000	200 000
11.0.43.005	Participation aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre de cours d'appui (Sde)	478 193	799 669				
11.0.43.006	Participation aux frais résultant d'initiatives pédagogiques sur le plan communal. Prix attribués dans le cadre du Schulsporttag sur le plan communal	12 500	12 500	5 000	5 000	5 000	5 000
11.0.43.009	Mesures de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire	70 000	80 000	59 550			
11.0.43.505	Participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre des cours d'appui		659 395		817 921		
11.4.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes (Sans distinction d'exercice)	53 862	74 379	80 710	83 896	170 000	170 000
12.0.43.020	Frais d'opérateur dans le cadre du chèque service		1 600 000	1 600 000	1 308 840	1 380 000	1 300 000
12.0.43.003	Remboursement à la commune de Luxembourg du salaire du concierge du centre d'éducation différenciée de Luxembourg						
12.0.43.500			500 000				
12.1.43.000	Subsidés pour l'élaboration et la mise en oeuvre de projets "Plan communal Jeunesse"	54 815	14 627	11 948	35 580	60 000	50 000
12.1.43.001	Participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de maisons relais pour enfants (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	24 783 765	29 199 985	62 532 070	71 205 061		
12.1.43.005	Participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					99 369 861	67 108 665
12.1.43.002	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres communaux de rencontre pour jeunes	87 250	91 306	92 256	93 005	100 000	100 000
12.1.43.003	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de crèches communales conventionnées	765 477	929 486	905 897	1 075 980		
12.1.43.004	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services communaux conventionnés pour adultes			374 652	434 065	558 060	565 859
12.1.43.012	Participation financière de l'Etat aux frais de prise en charge d'enfants à besoins spécifiques dans les crèches communales			21 363	51 000		
12.2.43.000	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4 581 847	4 935 591	5 438 479	3 721 132	100	100
12.2.43.001	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigènes étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2 148 635	2 303 257	2 300 000	1 227 649	100	100
12.2.43.040	Participation aux frais des offices sociaux		1 000	347 405	7 347 864	8 500 000	8 500 000
12.3.43.000	Subsidés aux administrations communales soutenant des projets en vue de l'intégration des étrangers	32 468	92 820	86 298	122 626	300 000	300 000
12.7.43.040	Participation de l'Etat aux frais d'établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	254 537	299 908	302 021	348 387	421 803	428 562
15.0.43.000	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					5 000	25 000
15.0.43.001	Participation financière de l'Etat aux études réalisées par les communes dans le cadre du chapitre IV de la loi modifiée du 25.2.1979 concernant l'aide au logement (Sans distinction d'exercice)					100	100
16.4.93.000	1) Indemnités versées aux jeunes occupés dans le cadre d'un contrat CAE ou CIE						
19.0.43.000	Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordent les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat) (Crédit non limitatif)					1 000	1 000
19.0.43.001	Subvention à la Ville d'Ettelbruck pour l'organisation de la foire agricole	100 000	12 500	100 000	60 000	60 000	60 000
19.0.43.002	Participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration et la mise en oeuvre de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	165 000	214 884	148 964			
19.8.33.012		452 274					
20.1.43.000	Participation à l'assistance technique nécessaire au développement régional	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
20.1.43.001	Participation de l'Etat au financement des démarches conventionnées de planification conjointe réalisées avec le secteur communal (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		180 789	226 411	260 713	370 700	377 200
20.1.43.010	Prix "Nachhaltige Siedlungsentwicklung"						
20.1.43.030	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels	722 877	709 296	849 722	874 986	996 000	1 091 031
20.1.43.031	Participation de l'Etat à des projets particuliers réalisés par les parcs naturels (Sans distinction d'exercice)	159 843	153 953	142 821	135 510	136 000	125 000

subsidés aux communes

en euros

Article	Libellé	Compte 2008	C 2009	C 2010	C 2011	B 2012	PB 2013
20.1.43.300	Subsidés aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en œuvre des plans régionaux	20 000	32 100	35 000	24 500	10 000	30 000
20.2.43.040	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal (sde)	449 991	520 000	529 977	699 930	700 000	700 000
20.2.43.300	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion de développement durable au niveau local et régional réalisés par les communes et syndicats intercommunaux (Sans distinction d'exercice)	104 716	105 000	104 324	103 554	95 000	95 000
20.2.43.301	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables au niveau local et régional réalisé par les communes et les syndicats de communes (sde)	87 528	53 739	94 911	17 000	65 000	70 000
20.2.43.801	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion des économies d'énergie et de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables au niveau local et régional réalisé par les communes et les syndicats de communes (restant)				35 585		
20.3.34.095	Prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse (onl + sde) Partie du crédit de 1 %	129 997	121 757	66 019	124 944	125 000	125 000
20.4.31.050	Participation de l'Etat au financement de mesures d'amélioration de l'environnement naturel (onl, sde) Partie du crédit de 50 %	15 494	13 426	24 702	30 003	25 000	30 000
20.4.43.040	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal						
20.4.43.041	Participations de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes (onl, sde)	847 964	1 392 598	1 092 341	1 815 070	1 100 000	1 250 000
20.4.43.541	Participation de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes (restant)					50 000	
21.1.41.050	Dotations dans l'intérêt du fonctionnement de l'Administration de la Navigation Aérienne (Cnl) (partie du crédit)	112 724	289 360	289 360	588 663	425 000	800 000
21.7.43.000	Compensations versées aux communes dans le cadre de chantiers de voirie (Sans distinction d'exercice)	248 961	275 000	134 018	203 392	425 000	441 000
32.0.63.000	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	17 708 355	2 652 585	3 064 396	544 101	3 500 000	500 000
32.0.63.010	Participation financière du Ministère de la Culture aux frais de transformation et d'aménagement du Musée national d'histoire militaire à Diekirch						
32.0.63.040	Musées régionaux: subsidés	31 560	42 000	12 000	12 000	37 730	22 000
32.0.63.041	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma de province (Sans distinction d'exercice)						
32.5.63.041	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma régionales non commerciales	19 030	19 665	40 000	85 000	25 000	75 000
35.0.63.000	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes: participation au coût de certains travaux communaux ou intercommunaux et subsidés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	43 500	198 345		647 097	100 000	200 000
35.0.63.001	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		240 453		293 019	150 000	300 000
35.0.71.000	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		627		9 035	173 800	175 000
35.0.73.050	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études; participation à l'infrastructure; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	336 420		117 483			
35.0.73.071	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: aménagement de terrains et création d'ouvrages, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses, y compris les participations remboursables aux dépenses d'acquisition et d'aménagement de terrains effectuées par les syndicats intercommunaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) Partie du crédit de 20%	1 100 000	621 414	1 235 523	1 597 872	1 600 000	1 600 000
35.4.63.000	Participation de l'Etat au financement d'actions en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur des énergies nouvelles dans les communes (Programme P.E.E.C.) (Sans distinction d'exercice)						
36.1.63.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes						
36.1.63.002	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement des plates cyclables, circuits VTT et pistes cyclables	62 057	74 000	74 000	51 514	74 000	64 000
39.1.63.000	Participation en capital de l'Etat aux frais de réalisation d'équipements collectifs de base. (Cnl + sde)	9 000 000	9 000 000	11 000 000	1 840 166	9 500 000	22 600 000
39.1.63.001	Subsidés dans l'intérêt de la réalisation de travaux d'urbanisation et d'équipement de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette	892 500	892 500	892 500	800 000	800 000	800 000
39.1.63.003	Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce	2 250 000	1 778 121	1 336 126	360 000	714 500	



subsidés aux communes

en euros

Article	Libellé	Compte 2008	C 2009	C 2010	C 2011	B 2012	FB 2013
39.1.63.004	Aides en capital de l'Etat au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base	7 000 000	11 000 000	14 663 874	13 900 000	13 900 000	
39.1.63.020	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	370 000	372 000	372 000	250 000	250 000	250 000
39.1.63.022	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE)	370 000	300 000	300 000	200 000	200 000	200 000
39.1.63.023	Participation de l'Etat au financement par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) de la conduite d'eau potable de Grousbaus à Junglinster via Mersch	3 000 000	4 000 000	4 000 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000
39.1.63.024	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.)	50 000	300 000	300 000	150 000	150 000	150 000
39.1.63.025	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du Syndicat des Eaux du Sud (S.E.S.)	500 000	500 000	500 000	400 000	400 000	400 000
39.1.63.026	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements à intérêt national réalisés par des syndicats intercommunaux	50 000	100 000	100 000	50 000	50 000	50 000
39.6.63.000	Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile	252 150	258 454	276 998	1 041 940	925 000	170 000
39.6.63.010	Subside à la Ville de Luxembourg dans l'intérêt de l'acquisition d'une ambulance						
39.9.63.000	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration; protection et restauration des cours d'eau; participation de l'Etat au financement de projets communaux	140 000	72 793	135 564	68 851	115 000	115 000
39.9.63.001	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau navigables ni flottables par les communes; participation de l'Etat (Sans distinction d'exercice)	1 794 844	1 746 757				
39.9.63.003	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau non navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	68 401	120 000				
42.0.93.000	Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales (Crédit non limitatif)	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
45.0.63.002	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	482 650	895 500	912 101	2 937 941	2 278 000	3 509 080
45.0.63.003	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements localisés: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1 712 343	3 193 498	4 987 440	4 391 674	8 184 000	9 865 590
45.0.63.004	Participation aux frais d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					100	100
45.0.63.005	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					100	100
45.0.63.006	Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles; aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					400 000	800 000
45.0.63.007	Aide revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	9 626 877	44 113 196	23 415 516	34 683 326	26 000 000	28 000 000
49.2.63.005	Pistes cyclables: travaux de construction et de remise en état (sde)						
49.3.53.020	Participation de l'Etat au financement d'actions d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants (règlement grand-ducal du 10.10.1995) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) Partie du crédit de 33,33 %	155 222	235 549	209 714	76 005	185 667	83 333
49.3.63.000	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	439 965	630 252	154 489	99 306	100 000	50 000
50.2.63.000	Travaux et fournitures dans l'intérêt de l'aménagement de décharges désaffectées, de construction d'installations de dépollution dans le domaine de la protection de l'atmosphère, de la gestion des déchets et de la protection contre le bruit; participation de l'Etat au financement de projets communaux (sde)			1 513		1 000	20 000
50.2.63.001	Participation de l'Etat aux frais de construction par les communes d'infrastructures à finalité écologique (Sans distinction d'exercice)			375 000	175 000	300 000	425 000
50.2.63.003	Participation extraordinaire de l'Etat à l'acquisition de terrains dans l'intérêt de création de réserves naturelles						
50.4.63.002	Participation de l'Etat à l'élaboration et à l'exécution de plans verts par les communes (Sans distinction d'exercice)						
51.6.63.000	Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables; remboursement aux communes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)		8 465	34 733		20 000	20 000
51.6.71.000	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	864		19 765		20 000	20 000

subsidés aux communes

en euros

Article	Libellé	Compte 2008	C 2009	C 2010	C 2011	B 2012	PB 2013
51.6.73.001	Renouvellement des infrastructures de la localité d'Insenborn dans le cadre du projet de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heldorfcheid et de Neunhausen (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)					1 500 000	2 000 000
Div. articles							
<b>Total crédits budgétaires</b>		<b>131 936 192</b>	<b>171 701 160</b>	<b>194 294 063</b>	<b>203 117 673</b>	<b>237 611 340</b>	<b>206 640 739</b>
	Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture ..			3 663 000	4 264 000	6 488 000	7 082 000
	Fonds pour l'emploi .....					4 000 000	
	Fonds pour la promotion touristique .....	354 459	2 035 289	673 438	2 088 934	4 600 000 **	2 478 800
	Fonds pour la réforme communale .....	2 078 487	1 750 000	2 653 487	3 280 028	4 300 000	4 000 000
	Fonds pour la gestion de l'eau .....	64 657 985	43 769 267	58 487 097	60 417 067	76 824 000	72 000 000
	Fonds d'équipement sportif national .....	15 012 000	15 800 000	15 082 271	16 421 771	29 971 749	24 922 565
	Fonds pour les investissements socio-familiaux .....	12 325 000	19 448 034	25 085 384	27 792 063	21 812 703	22 939 064
	Fonds climat et énergie .....			1 707 000	2 865 194	10 121 000 **	10 535 126 **
	Fonds pour la protection de l'environnement .....	8 653 000	8 617 000	8 527 452	10 312 277	14 980 000 **	16 364 063 **
<b>Total Fonds spéciaux</b>		<b>101 280 911</b>	<b>91 417 590</b>	<b>114 059 130</b>	<b>117 422 262</b>	<b>173 008 452</b>	<b>160 299 406</b>
<b>Total général</b>		<b>233 217 103</b>	<b>263 118 750</b>	<b>308 353 195</b>	<b>320 539 937</b>	<b>410 619 992</b>	<b>366 940 145</b>

\* Transferts avec coefficient correcteur  
\*\* Transferts avec coefficient correcteur individuel

117

Diapositive 1




LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA GRANDE RÉGION

**Les aides financières du Ministère  
de l'Intérieur et à la Grande Région  
aux communes**

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA GRANDE RÉGION

112

Diapositive 2



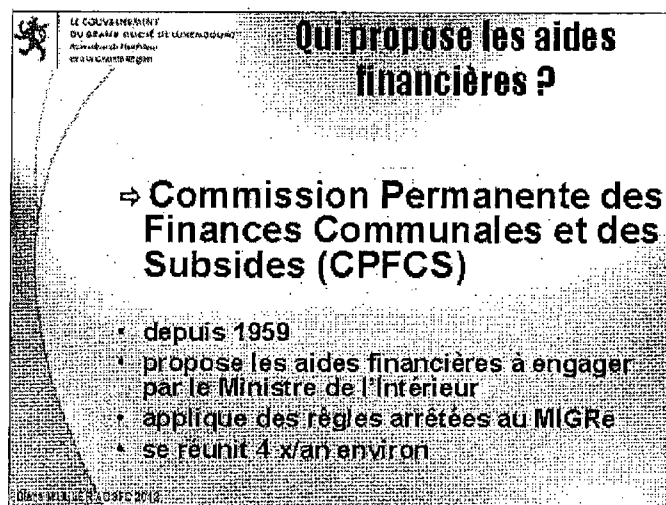
LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Énergie  
et de la Coopération

## Table des matières

1. Présentation de la CPFCS
2. Présentation des investissements éligibles
3. Calcul des aides financières

2009 | 01/08/2010

Diapositive 3



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
et de la Coopération Régionale

## Qui propose les aides financières ?

⇒ **Commission Permanente des Finances Communales et des Subsidés (CPFCS)**


- depuis 1959
- propose les aides financières à engager par le Ministre de l'Intérieur
- applique des règles arrêtées au MIGRe
- se réunit 4 x/an environ

Ministère de l'Intérieur et de la Coopération Régionale

Cf. Arrêté ministériel du 30.12.1959 portant institution au Ministère de l'Intérieur d'une commission permanente des finances communales et des subsides

11

Diapositive 4

 LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie  
et des Finances Régions

## Fonctionnement et contrôle

CPFCS	⇒ propose
M. le Ministre	⇒ engage
Contrôleur Financier	⇒ contrôle ex-ante
Cour des Comptes	⇒ contrôle ex-post

Ministère de l'Économie et des Finances Régions - 2012

Diapositive 5



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
et de la Sécurité Intérieure

## Membres de la CPFCS

**Membres :**  
**3 commissaires de district**  
**Des fonctionnaires du MIGRe**  
**1 représentant de l'administration des bâtiments publics**  
**1 représentant de l'Inspection Générale des Finances**

**Président : le responsable de la Direction des Finances Communales du MIGRe**  
**Secrétaire : un membre de la Direction des Finances Communales du MIGRe**

© 2014 P. WILFANG, C&HD 2010

Président : M. Marc Leonhard

Secrétaire : Mme Nadine Legille-Hartmann


Les 3 commissaires de district de Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher

M. Serge Sandt et moi-même du Ministère de l'Intérieur

M. Armand Loesch de l'administration des bâtiments publics

M. Jean Olinger de l'Inspection Générale des Finances

## Diapositive 6



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie  
et de la Consommation

### Qu'est-ce qui est subventionné ?

- Constructions scolaires de l'enseignement fondamental
- Bâtiments des services techniques
- Mairies
- Cimetières
- Places publiques
- Infrastructures concernant la distribution et l'approvisionnement de l'eau potable

© 2003

Qu'est-ce qui est subventionné ? ⇒ Les infrastructures de base.



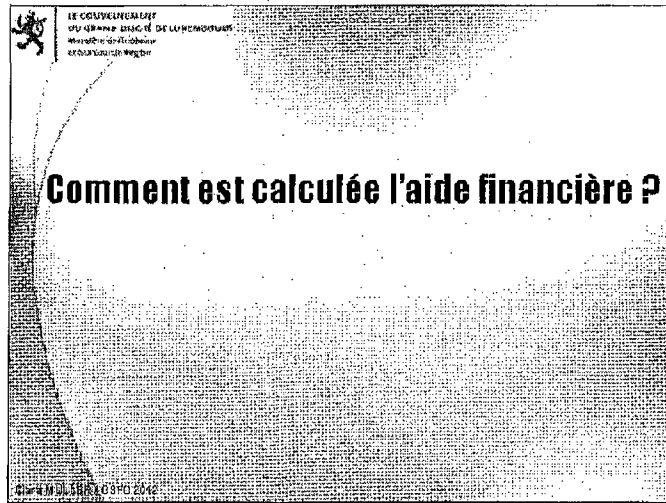
**LE CONSEIL NATIONAL  
DU DÉVELOPPEMENT  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE LA CULTURE**

## **Comment est distribué l'aide financière ?**

- ⇒ selon la situation financière d'une commune
- ⇒ L'appréciation de la situation financière d'une commune s'effectue sur base de l'ICC de la commune

© 2007/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/100/101/102/103/104/105/106/107/108/109/110/111/112/113/114/115/116/117/118/119/120/121/122/123/124/125/126/127/128/129/130/131/132/133/134/135/136/137/138/139/140/141/142/143/144/145/146/147/148/149/150/151/152/153/154/155/156/157/158/159/160/161/162/163/164/165/166/167/168/169/170/171/172/173/174/175/176/177/178/179/180/181/182/183/184/185/186/187/188/189/190/191/192/193/194/195/196/197/198/199/200/201/202/203/204/205/206/207/208/209/210/211/212/213/214/215/216/217/218/219/220/221/222/223/224/225/226/227/228/229/230/231/232/233/234/235/236/237/238/239/240/241/242/243/244/245/246/247/248/249/250/251/252/253/254/255/256/257/258/259/260/261/262/263/264/265/266/267/268/269/270/271/272/273/274/275/276/277/278/279/280/281/282/283/284/285/286/287/288/289/290/291/292/293/294/295/296/297/298/299/300/301/302/303/304/305/306/307/308/309/310/311/312/313/314/315/316/317/318/319/320/321/322/323/324/325/326/327/328/329/330/331/332/333/334/335/336/337/338/339/340/341/342/343/344/345/346/347/348/349/350/351/352/353/354/355/356/357/358/359/360/361/362/363/364/365/366/367/368/369/370/371/372/373/374/375/376/377/378/379/380/381/382/383/384/385/386/387/388/389/390/391/392/393/394/395/396/397/398/399/400/401/402/403/404/405/406/407/408/409/410/411/412/413/414/415/416/417/418/419/420/421/422/423/424/425/426/427/428/429/430/431/432/433/434/435/436/437/438/439/440/441/442/443/444/445/446/447/448/449/450/451/452/453/454/455/456/457/458/459/460/461/462/463/464/465/466/467/468/469/470/471/472/473/474/475/476/477/478/479/480/481/482/483/484/485/486/487/488/489/490/491/492/493/494/495/496/497/498/499/500/501/502/503/504/505/506/507/508/509/510/511/512/513/514/515/516/517/518/519/520/521/522/523/524/525/526/527/528/529/530/531/532/533/534/535/536/537/538/539/540/541/542/543/544/545/546/547/548/549/550/551/552/553/554/555/556/557/558/559/560/561/562/563/564/565/566/567/568/569/570/571/572/573/574/575/576/577/578/579/580/581/582/583/584/585/586/587/588/589/590/591/592/593/594/595/596/597/598/599/600/601/602/603/604/605/606/607/608/609/610/611/612/613/614/615/616/617/618/619/620/621/622/623/624/625/626/627/628/629/630/631/632/633/634/635/636/637/638/639/640/641/642/643/644/645/646/647/648/649/650/651/652/653/654/655/656/657/658/659/660/661/662/663/664/665/666/667/668/669/670/671/672/673/674/675/676/677/678/679/680/681/682/683/684/685/686/687/688/689/690/691/692/693/694/695/696/697/698/699/700/701/702/703/704/705/706/707/708/709/710/711/712/713/714/715/716/717/718/719/720/721/722/723/724/725/726/727/728/729/730/731/732/733/734/735/736/737/738/739/740/741/742/743/744/745/746/747/748/749/750/751/752/753/754/755/756/757/758/759/760/761/762/763/764/765/766/767/768/769/770/771/772/773/774/775/776/777/778/779/780/781/782/783/784/785/786/787/788/789/790/791/792/793/794/795/796/797/798/799/800/801/802/803/804/805/806/807/808/809/810/811/812/813/814/815/816/817/818/819/820/821/822/823/824/825/826/827/828/829/830/831/832/833/834/835/836/837/838/839/840/841/842/843/844/845/846/847/848/849/850/851/852/853/854/855/856/857/858/859/860/861/862/863/864/865/866/867/868/869/870/871/872/873/874/875/876/877/878/879/880/881/882/883/884/885/886/887/888/889/890/891/892/893/894/895/896/897/898/899/900/901/902/903/904/905/906/907/908/909/910/911/912/913/914/915/916/917/918/919/920/921/922/923/924/925/926/927/928/929/930/931/932/933/934/935/936/937/938/939/940/941/942/943/944/945/946/947/948/949/950/951/952/953/954/955/956/957/958/959/960/961/962/963/964/965/966/967/968/969/970/971/972/973/974/975/976/977/978/979/980/981/982/983/984/985/986/987/988/989/990/991/992/993/994/995/996/997/998/999/1000


Diapositive 8



Voici ci-après la formule du calcul des aides financières.


Diapositive 9

119



LE TOUTAIN VERBALE  
DU GRAND EST: DE L'UNION  
DES REGIONS DE FRANCE  
ET LA GRANDE REGION

**Formule**


$$\text{Aide Financière} =$$
$$\text{Montant subventionnable}$$
$$\times$$
$$\text{Taux d'intervention}$$

© 2012 - 01.11.2012

Diapositive 10

LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation  
et de la Culture

### Tableau des aides financières

Projet	Montant de l'intervention	Surface	Taux d'intervention	Conditions
Précoce	470.000 / Salle de classe	106 m <sup>2</sup>	20% - 65%	
Préécolaire	365.000 / Salle de classe	74 m <sup>2</sup>	25% - 85%	
Primaire	525.000 / Salle de classe	83 m <sup>2</sup>	50% - 75%	si école centrale
Primaire avec 1 <sup>er</sup>	495.000 / Salle de classe	63 m <sup>2</sup> + 16,78 m <sup>2</sup>	25% - 85%	si pas d'école centrale
Métier	base sur la population des communes		0% - 40%	
Centre technique, piscine publique, cinéma	coût révisé		0% - 40%	
Eau potable	distribution communale, distribution et approvisionnement intercommunaux		0% - 20% 80%	est égale le tarification

Chapitre 10 - 10.03.2012

1) Les aides en capital du MI sont en principe des aides financières et non des aides promotionnelles. Le MI accorde son soutien financier en capital uniquement lorsque les communes sont obligées d'investir dans leurs missions de base. L'aide est destinée à restituer aux communes une certaine marge de financement au budget extraordinaire à condition que le MI ait été sollicité sur base du projet définitif avant le début des travaux. La détermination du taux de l'aide se fait sur base de la situation financière de la commune qui est constatée objectivement à partir des revenus par habitant provenant d'activités économiques sur le terrain de la commune (ICC) - sauf pour la distribution et l'approvisionnement intercommunaux de l'eau potable où le taux d'intervention est fixe.


2) Par école centrale on entend l'enseignement fondamental, avec l'exception de Précoce et Spillschoul, d'une commune ou de plusieurs communes regroupé en un même endroit.

Diapositive 11

**LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation  
et de la Formation Supérieure**

## Détermination du montant subventionnable

- ✓ Montant du devis définitif d'un projet
- ✓ Plafond subventionnable
  - ✓ par salle de classe
  - ✓ par nombre d'habitants




© Région wallonne 2012

On accepte uniquement les projets définitif (avant le début des travaux).

11/12

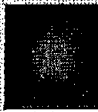
Diapositive 12

 LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation  
et de la Formation Supérieure

## Détermination du taux d'intervention


Taux d'intervention  $T_i$  :=  
Taux de base  $T_b$   
X  
Taux multiplicateur suivant la situation  
financière de la commune  $T_m$

**Nota Bene:** Majoration du  $T_i$   
pour les infrastructures  
scolaires de 25 % et pour les  
écoles centrales de 35 %



© 2014 CEF, CEF 2014

Diapositive 13

 LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Énergie  
et de la Sécurité

## Détermination du taux de base

- ✓ Règle :  $T_b := 40 \%$
- ✓ Exception pour l'eau potable :  $T_b := 20 \%$

© 2014 M&E, SFC 2014

Diapositive 14

**LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**  
Ministère de l'Énergie  
et de l'Environnement

## Détermination du taux multiplicateur

Sur base de deux critères :

Moyenne de l'ICC/habitant du pays sur 6 ans

◆

Moyenne de l'ICC/habitants d'une zone contrôlée sur 6 ans

Classe V.10.1.2012 C&E 2012

La Moyenne ICC/habitant du pays sur 6 ans (2006-2011) pour 2012 est de EUR 1.186,94.




**LE COMITÉ INTERMUNICIPAL  
DU GRAND BRÉBÉ ET ENVIRONS  
MAYENNE DE FORT-DE-FRANCE  
ET SA ZONE D'ÉTENDUE**

### Détermination du taux multiplicateur

Si	Taux Multiplicateur
$MC > MP$	0 %
$\frac{1}{2} * MP < MC < MP$	0 – 100 %
$MC < \frac{1}{2} * MP$	100 %

MC = Moyenne ICC/habitant d'une commune sur 6 ans  
MP = Moyenne ICC/habitant du pays sur 6 ans

BRÉBÉ/MAIENNE/ICC/PC 2012

 LE GOUVERNEMENT  
DU PEUPLE DU 21<sup>e</sup> APRIL 2002  
Ministère de l'Éducation  
et de la Grande Région

### Exemple de calcul d'une aide financière


Commune XY construit 2 salles de classe  
supplémentaires pour l'éducation  
préscolaire pour 1.000.000 EUR

Montant subventionnable := 2 x 385.000 EUR  
= 770.000 EUR

$T_f := T_p \times T_m = [(40\% \times 39\%) + 25\%] = 40,6\%$

Montant de l'aide financière := 770.000 EUR  
x 40,6 % = 312.620 EUR

© 2002 LE GOUVERNEMENT



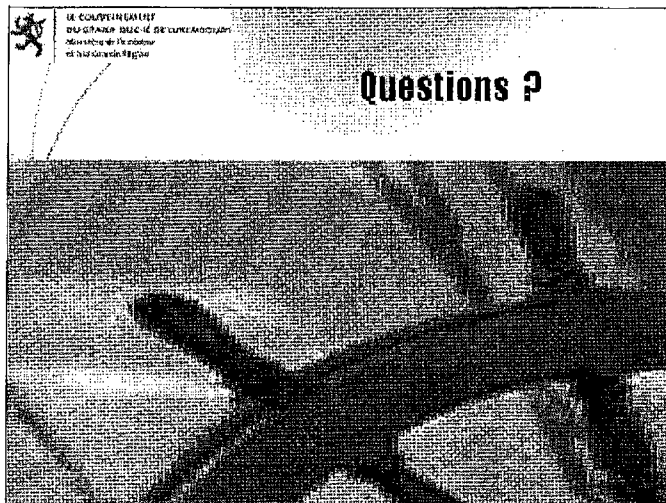
LE COMMUNISME  
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG  
Membres de l'Etat  
et de la Grande Région

## **Demande en provenance d'un syndicat de communes**


- Répartition du montant subventionnable entre communes membres suivant leur quotes-parts respectives
- Application du taux d'intervention de chaque commune membre sur sa quote-part respective

© 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025


Diapositive 18




Diapositive 19



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation  
et de la Formation Supérieure

 **Merci pour votre attention !**

**Clara MULLER**  
 247 84655

Clara MULLER - USPC 2019

no	COMMUNE	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multiplio. engagements 2010	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multiplio. engagements 2011	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multiplio. engagements 2012
1	BASCHARAGE									
2	BASTENDORF									
3	BEAUFORT	65,79	32	68	64,45	29	71	63,43	27	73
4	BECH	60,86	22	78	60,59	21	79	59,86	20	80
5	BECKERICH	84,43	69	31	83,90	68	32	81,46	63	37
6	BERDORF	61,27	23	77	61,55	23	77	61,42	23	77
7	BERG (COLMAR-)	129,54	159	0	121,07	142	0	113,51	127	0
8	BERTRANGE	119,71	139	0	122,69	145	0	126,44	153	0
9	BETTBOHN (PRÉZERDAUL)	63,54	27	73	63,76	28	72	63,74	27	73
10	BETTENBOURG	79,48	59	41	80,44	61	39	80,74	61	39
11	BETTENDORF	63,36	27	73	64,10	28	72	65,56	31	69
12	BETZDORF	293,09	406	0	292,72	405	0	244,15	386	0
13	BISSEN	79,21	58	42	79,15	58	42	78,63	57	43
14	BIWER	80,99	62	38	81,46	63	37	81,52	63	37
15	BOEVANGE s/AL	63,04	25	74	63,35	27	73	63,45	27	73
16	BOULAIDE	59,60	19	81	60,22	20	80	60,72	21	79
17	BOURSCHIED	85,38	31	69	85,62	31	69	84,83	30	70
18	BOUS	61,30	23	77	62,37	25	75	63,31	27	73
19	BURMERANGE									
20	CLEMENCY									
21	CLERVAUX									
22	CONSODORF	63,64	27	73	64,05	28	72	64,05	26	72
23	CONSTHUM									
24	CONTERN	81,91	64	36	83,21	66	34	79,25	59	41
25	DALHEIM	61,38	23	77	62,14	24	76	63,70	27	73
26	DEKIRCH	79,33	59	41	83,58	67	33	85,80	72	28
27	DIFFERDANGE	84,74	69	31	84,50	69	31	84,29	69	31
28	DIPPACH	66,24	32	68	65,99	32	68	66,02	32	68
29	DUDELANGE	75,59	51	49	74,75	50	50	74,90	50	50
30	ECHTERNACH	93,90	88	12	94,51	89	11	93,63	87	13
31	ELL	64,43	29	71	64,25	29	71	64,30	29	71
32	ERMSDORF									
33	ERPELDANGE	85,29	71	29	86,50	73	27	85,26	71	29
34	ESCH s/ALZETTE	62,28	65	35	62,80	66	34	62,90	65	34
35	ESCH s/SURE									
36	ESCHWEILER	65,57	31	69	64,86	30	70	64,58	29	71
37	ETTELBRUCK	78,28	57	43	77,73	55	45	77,47	55	45
38	FEULEN	67,05	34	65	67,87	36	64	68,64	37	63
39	FISCHBACH	62,69	25	75	62,59	25	75	61,22	22	78
40	FLAXWEILER	62,37	25	75	62,67	25	75	62,30	25	75
41	FOHREN									
42	FRISANGE	69,82	40	60	70,32	41	59	70,12	40	60
43	GARNICH	61,82	24	76	62,35	25	75	61,96	24	76
44	GOESDORF	54,75	9	91	54,32	9	91	54,10	8	92
45	GREVENMACHER	77,80	56	44	77,70	55	45	78,50	57	43
46	GROSBOS	66,57	33	67	67,13	34	66	67,84	36	64
47	HEFFINGEN	62,12	24	75	62,05	24	75	62,55	25	75
48	HEIDERSCHIED									
49	HEINERSCHIED									
50	HESPERANGE	93,54	87	13	97,09	94	6	97,58	95	5
51	HOBSCHEID	66,92	34	66	67,02	34	66	67,37	35	65
52	HOSCHEID									
53	HOSINGEN									
54	JUNGLINGSTER	68,39	37	63	68,35	37	63	68,33	37	63
55	KAUTENBACH									
56	KAYL	65,62	33	67	66,66	34	66	67,57	35	65
57	KEHLEN	72,06	44	56	72,80	46	54	73,15	45	54
58	KOERICH	111,84	123	0	111,52	123	0	101,46	103	0
59	KOPSTAL	75,86	54	46	77,90	56	44	76,61	53	47
60	LAC HAUTE-SURE	65,49	31	69	64,69	29	71	64,96	30	70
61	LAROCLETTE	72,83	46	54	73,67	47	53	73,54	47	53
62	LENNINGEN	70,41	41	59	69,99	40	60	70,22	40	60
63	LEUDELANGE	127,80	155	0	126,34	157	0	129,70	159	0
64	LINTGEN	70,77	42	58	70,63	41	59	70,51	41	59
65	LORENTZWEILER	63,53	27	73	64,26	29	71	64,91	30	70
66	LUXEMBOURG	186,75	273	0	183,41	267	0	183,41	267	0
67	MAMER	101,93	104	0	100,64	101	0	97,41	95	5
68	MANTERNACH	60,09	20	80	60,65	21	79	60,29	21	79
69	MEDERNACH									
70	MERSCH	75,64	51	49	76,11	52	48	76,81	56	42
71	MERTERT	89,64	79	21	89,59	79	21	89,29	79	21
72	MERTZIG	69,57	39	61	69,51	39	61	69,96	40	60
73	MOMPACH	59,58	17	83	61,32	23	77	61,99	24	76
74	MONDORF-BAINS	80,20	60	40	82,98	66	34	84,62	69	31
75	MONDORF-BAINS	75,60	54	46	78,51	57	43	79,02	60	40
76	MUNSHAUSEN									
77	NEUNHAUSEN									
78	NIEDERANVEN	208,81	318	0	210,98	322	0	215,27	331	0
79	NOMMERN	63,49	27	73	63,72	27	73	63,40	27	73
80	PETANGE	68,52	37	63	68,95	38	62	69,63	39	61
81	PUTSCHEID	69,34	19	81	69,09	18	82	68,35	17	83
82	RAMBROUCH	69,41	39	61	69,08	38	62	68,61	37	63
83	RECKANGE	72,90	46	54	71,91	44	56	71,37	43	57
84	REDANGE	72,64	45	55	72,07	44	56	71,94	44	56
85	RESDORF	65,19	10	90	64,60	10	90	64,56	9	91
86	REMERSCHEM (SCHENGEN)									
87	REMICH	75,90	52	48	75,83	52	48	74,57	49	51

nd	COMMUNE	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multipl. engagements 2010	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multipl. engagements 2011	rend. en % de la moyenne des rend. du pays	droite des "taux d'abattement"	taux multipl. engagements 2012
88	ROESER	83,77	68	32	84,63	69	31	82,21	64	36
88	ROSPORT	60,30	21	79	60,56	21	79	60,62	21	79
90	RUMELANGE	68,59	37	63	73,29	47	53	73,50	47	53
91	SAEUL	58,70	17	83	57,98	16	84	57,21	14	86
92	SANDWEILER	136,92	174	0	128,05	156	0	111,47	123	0
93	SANEM	70,76	42	58	70,37	41	59	70,22	40	60
94	SCHIEREN	71,37	43	57	72,97	46	54	74,56	49	51
95	SCHIFFLANGE	74,51	49	51	77,39	55	45	77,29	55	45
99	SCHUTTRANGE	113,82	128	0	119,66	139	0	118,61	137	0
97	SEPTFONTAINES	71,34	43	57	71,50	43	57	72,41	45	55
98	STADTBREDIMUS	68,18	36	64	69,06	38	62	70,21	40	60
98	STEINFORT	73,25	47	53	75,55	51	49	79,40	59	41
100	STEINSEL	87,77	76	24	90,25	81	19	92,97	86	14
101	STRASSËN	131,28	153	0	130,14	160	0	127,50	155	0
102	TRDISVIERGES	85,90	72	28	86,75	74	26	89,78	80	20
103	TUNTANGE	60,60	21	79	61,61	23	77	63,01	26	74
104	USELDANGE	62,46	25	75	62,36	25	75	61,59	23	77
105	VIANDEN	75,44	51	49	72,56	46	55	72,46	45	56
106	VICHTEN	60,11	20	80	59,98	20	80	59,84	20	80
107	WAHL	56,53	17	83	57,23	14	86	56,49	13	87
108	WALDBILLIG	54,43	9	91	54,47	9	91	54,39	9	91
108	WALDBREDIMUS	67,51	35	65	67,28	35	65	67,97	36	64
110	WALFERDANGE	66,65	33	67	66,65	34	66	66,33	33	67
111	WEILER-LA-TOUR	65,61	31	69	64,66	29	71	63,56	27	73
112	WEISWAMPACH	97,37	95	5	96,56	93	7	94,12	88	12
113	WELLENSTEIN									
114	WILTZ	75,16	50	50	76,13	52	48	77,68	55	45
115	WILWERWILTZ									
116	WINCRANGE	69,16	38	62	68,56	37	63	66,13	36	64
117	WINSELER	73,46	47	53	72,46	45	55	73,35	47	53
118	WORWELDANGE	88,91	38	62	89,37	39	61	70,34	41	59
119	WISCHPELT	68,96	18	82	68,91	18	82	68,69	17	83
120	TANDEL	59,85	20	80	59,80	20	80	60,17	20	80
121	CLERVAUX (2012)	84,71	69	31	82,97	66	34	81,22	62	38
122	ESCHSURE (2012)	64,50	29	71	63,60	27	73	63,57	27	73
123	KAERJENO	73,63	47	53	74,41	49	51	73,71	47	53
124	PARC HOSINGEN	72,16	44	56	70,27	41	69	69,72	39	61
125	SCHENËN (2012)	70,85	42	58	72,06	44	56	72,80	46	54
125	VALLEEDUELERNZ	63,71	27	73	64,23	28	72	63,28	27	73



## Réforme de la Comptabilité Communale

### Objectif

#### Application du Plan Budgétaire Normalisé (PBN) au :

1 <sup>er</sup> janvier 2013	Dans tout le secteur communal : <ul style="list-style-type: none"><li>✓ 106 Communes</li><li>✓ 76 Syndicats de communes</li><li>✓ 6 Etablissements publics placés sous la surveillance des communes</li><li>✓ 30 Offices sociaux</li></ul>
------------------------------	--

### Historique

15/12/2008 Réunion de lancement du groupe de travail « Réforme de la comptabilité communale »

Mars 2010 Mise en place d'un comité de pilotage MIGRE/IGF/STATEC/Secteur Communal

29 Juillet 2011	Communication – CIRCULAIRE n° 2936	Pré-informer le secteur communal sur la Réforme de la Comptabilité Communale via circulaire
Juillet 2011	Mise en place d'un Groupe d'Accompagnement	<b>Membres :</b> MIGRE (incl. SCCC), Syvicol, Associations des Secrétaires et des Receveurs <b>Objectifs :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Résoudre les problèmes techniques et fonctionnels sur le terrain ;</li><li>✓ Faire des propositions au Comité de Pilotage (=pouvoir de décision).</li></ul>
Septembre 2011	Plateforme de Communication	Création d'un forum d'échange sur Circalux pour le Groupe d'Accompagnement et les entités tests/communes pilotes
Octobre 2011	Formation des acteurs de la phase test  Circulaire budgétaire N°2952 du 26/10/11	Formation (agrée par l'INAP)  Information pour communes, et notamment les communes pilotes
Janvier 2012	Application Nouveau Plan Comptable pour budget et comptes 2012	Pour les trois communes fusion Clervaux, Schengen et Kaerjeng à titre de communes pilotes + SIGI, DEA et SIDERO à titre de syndicats pilotes
Mars 2012	Retour d'expérience des entités tests	✓ Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange, Pétange, Bertrange et Feulen ✓ SEBES
Mars-Mai 2012	Formation du secteur communal – circulaire N° 2986 du 6/3/12	Formation (agrée par l'INAP) 19/04-24/04-04/05-08/05 – entités camérales 14/05-23/05-24/05 – entités commerciales



## Cadre Légal

<b>27 juillet 2012</b>	<b>Approbation par le Conseil de Gouvernement</b> : projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ainsi que pour information le projet de règlement grand-ducal portant exécution de certaines dispositions du Titre 4 – « De la comptabilité communale » de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
<b>18 septembre 2012</b>	<b>Dépôt à la Chambre des Députés</b> : projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ainsi que pour information le projet de règlement grand-ducal portant exécution de certaines dispositions du Titre 4 – « De la comptabilité communale » de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
<b>Octobre 2012</b>	<b>En attente des avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles ainsi que du SYVICOL</b>

6453,6488

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 40**

**6 mars 2013**

---

**Sommaire**

<b>Loi du 22 février 2013 relative à la construction d'un lycée à Clervaux .....</b>	<b>page 578</b>
<b>Loi du 1<sup>er</sup> mars 2013 portant modification</b>	
<b>1. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;</b>	
<b>2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours .....</b>	<b>578</b>

### Loi du 22 février 2013 relative à la construction d'un lycée à Clervaux.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 30 janvier 2013 et celle du Conseil d'Etat du 5 février 2013 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement est autorisé à procéder à la construction d'un lycée à Clervaux.

**Art. 2.** Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 75.450.000 euros. Ce montant correspond à la valeur de 707,11 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2011. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

**Art. 3.** Les dépenses sont imputables sur les crédits du Fonds d'investissements publics scolaires.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures,  
Claude Wiseler*

Château de Berg, le 22 février 2013.  
**Henri**

*Le Ministre des Finances,  
Luc Frieden*

Doc. parl. 6488; ses. ord. 2012-2013.

### Loi du 1<sup>er</sup> mars 2013 portant modification

**1. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;**

**2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 30 janvier 2013 et celle du Conseil d'Etat du 5 février 2013 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. I<sup>er</sup>.** A l'article 4 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, le point e) est modifié comme suit:

«e) la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours;».

**Art. II.** La loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours est modifiée comme suit:

(1) A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5, il est ajouté deux tirets libellés comme suit:

«– le groupe de support logistique;  
– le groupe ravitaillement;».

(2) L'article 16 est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 16.** Peuvent bénéficier du congé spécial défini à l'article 15 les personnes exerçant une activité professionnelle, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé, qui se soumettent aux activités de formation à préciser par règlement grand-ducal, ainsi que la direction des cours visés et la formation d'instructeur. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.

Peuvent également bénéficier du congé spécial:

- les chefs de centre et chefs de centre adjoints, les chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, les chefs de corps et chefs de corps adjoints, l'inspecteur général, les inspecteurs régionaux et les inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.
- les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération Nationale des Corps de sapeurs-pompiers dans le cadre de l'exercice de leurs attributions et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.

- les volontaires du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires en dehors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas d'événements calamiteux très graves sur ordre du Gouvernement, soit sur demande du ou des pays concernés, soit dans le cadre d'une assistance internationale.
- les personnes qui assument les devoirs de représentation à préciser par règlement grand-ducal. La durée du congé spécial pris à cet effet ne peut pas dépasser un maximum de sept jours ouvrables par an.»

(3) L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 17 est remplacé par le texte suivant:

«La durée totale du congé spécial ne peut dépasser quarante-deux jours ouvrables pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière au sein des services de secours, sauf en ce qui concerne, pour ce maximum, les chargés de cours et les personnes visées au deuxième alinéa de l'article 16. Le congé spécial peut être fractionné, chaque fraction ayant quatre heures au moins.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur  
et à la Grande Région,  
Jean-Marie Halsdorf*

Palais de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2013.  
**Henri**

Doc. parl. 6453; sess. ord. 2011-2012 et 2012-2013.